



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

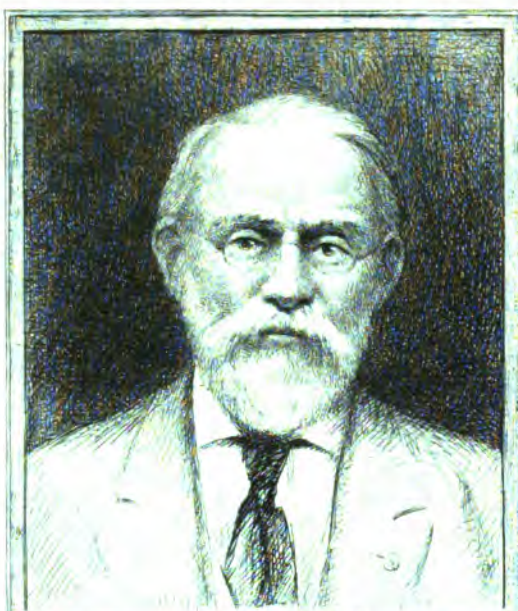
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

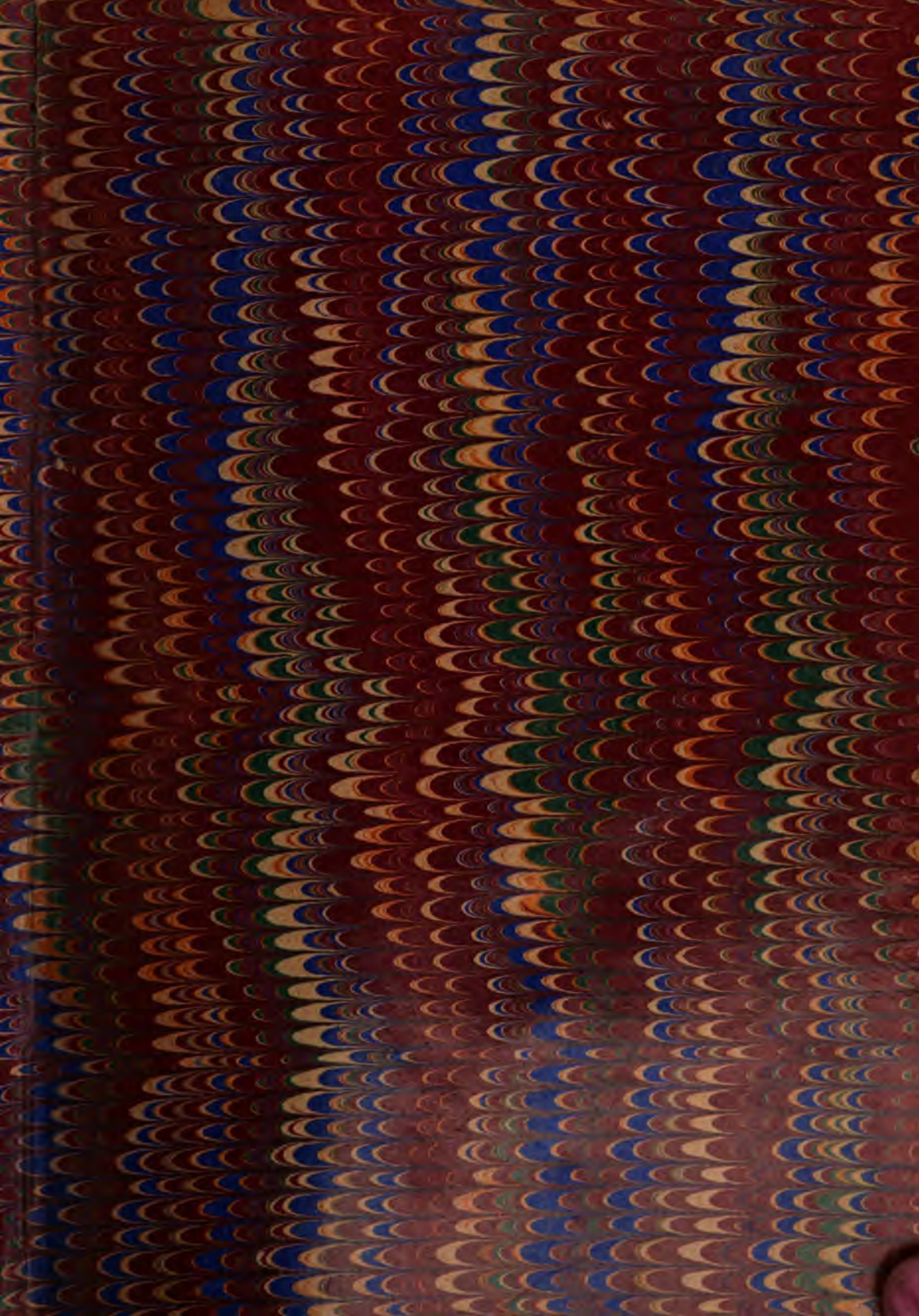
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

D 50040 7



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



100
100
100

#C
611
#781
S8

26. 17

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME.

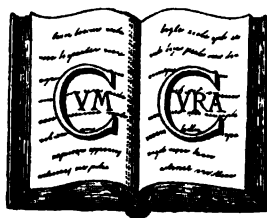
TOME XV. — 1881.

VALENCE, IMPRIMERIE DE CHENEVIER ET PESSIEUX.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME.

Colligite ne pereant.

TOME QUINZIÈME



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ.

M.DCCC.LXXXI.

10

Dunning
Niphoff
5-4-27
13603

ANNALES

DE MICHEL FOREST

(SUITE. — Voir de la 48^e à la 55^e livraison.)

PROMENADE PUBLIQUE.

Les arbres ont été plantés et l'esplanade construite sur le terrain que la ville avait acheté de MM. Marchand, graveur, Béranger, procureur, et autres particuliers, dans les avens de l'année 1778, sous Mgr de Grave, évêque, qui fit les avances de cette plantation, et sous la mairie et échevinat de MM. de Castéras, chevalier de Saint-Louis, de Marquet, aussi chevalier de Saint-Louis, Berger, orfèvre, et Blachette, négociant, lesquels se sont empressés de faire décorer cette promenade, qui fera le plaisir de nos citoyens et l'admiration des étrangers, par sa situation et sa perspective. Le sieur Muret, de Lyon, qui en a pris le prix fait, doit l'entretenir pendant trois ans et ce sont les soldats du régiment de Béarn qui ont fait la plus grande partie des trous. Ce régiment est à jamais remarquable non-

seulement par la hauteur de la taille de ses soldats, mais encore par la beauté de leur figure. On appelle cette promenade Beauregard ou Champ-de-Mars.

JOIE BIENFAISANTE.

Après huit ans de stérilité, la grossesse de notre reine fut déclarée au mois d'avril 1778. Les vœux de la nation étoient universels pour qu'il plût au Ciel lui donner un heureux accouchement et un Dauphin. A ce sujet des prières publiques furent réitérées dans le royaume et les vœux pour son accouchement furent exaucés sur la fin de décembre 1778 par la naissance d'une princesse. Alors la joie se manifesta dans tout le royaume. Valence fut la ville qui se distingua avec bien d'autres pour la rendre éclatante. Le 10 janvier 1779 il y eut un *Te Deum* chanté à la cathédrale, où tous les corps assistèrent comme à l'ordinaire, et au sortir de l'église M. de Gailhard, président au présidial, M. de Castéras, maire, MM. de Marquet, Dauphin, Berger et Blachette mirent sur la place aux Clercs le feu à un bûcher orné d'emblèmes, dont le plus heureux étoit l'étoile qui paroît avant l'aurore et une montagne d'où paroissoient sortir derrière imperceptiblement les rayons du soleil levant, avec cette devise, qui a été trouvée très ingénieuse : *De l'astre désiré je suis l'avant-courrière*. Ce qui étoit très analogue à l'accouchement de la reine et à l'attente d'un Dauphin, figuré par l'astre désiré.

Le régiment de Béarn¹, qui étoit ici en garnison et qui est un des plus beaux régiments de France, avec des figures à ravir, fit, ainsi que l'artillerie du rempart, trois

(1) Le colonel de ce régiment, qui étoit le 15^e d'infanterie, étoit le marquis de Crenolle.

décharges à la citadelle, au son de sa musique, qui étoit des plus jolies, de même que cette troupe. Il ne fut point sur la place aux Clercs, eu égard à quelques préséances que M. de La Lombardière, major, vouloit exiger de MM. les maire et échevins et que ces derniers se crurent fondés à lui refuser pour maintenir les droits attachés à la noblesse de leurs charges.

Le jour de cette cérémonie, le corps municipal assemblé délibéra que l'on marieroit une fille qui fût accompagnée de la vertu, à laquelle on donneroit pour dot 300 livres. Mgr de Grave s'offrit à en doter une autre de pareille somme et M. Gailhard, président, voulut les habiller toutes les deux. Le jour des épousailles fut fixé au lundi gras, 14 février 1779, et on choisit à cet effet parmi les concurrentes, qui étoient en grand nombre, la fille du second mariage d'Étienne Liotard, cordonnier, pour la paroisse Saint-Jean, et celle de la veuve Malossanne, cordière, pour Saint-Apollinaire. Le mari de la première étoit un nommé Rambaud, de Thodore, bourrelier, et celui de la seconde, le fils de la veuve Thomas, du faubourg Saunière, bourrelier. Elles étoient habillées en corset et jupon de popeline bleue, la coiffure assortissant, et la cérémonie se fit avec toute la pompe et magnificence possibles dans la chapelle des Pénitents et dans l'ordre suivant :

M. Gailhard se rendit à l'hôtel de ville avec les époux et toute leur parenté et convives des deux parts, chacun avec des rubans couleur de rose, douze sergents de quartier ou caporaux, la pertuisane sur le cou, ayant aussi des rubans. A la sortie, quatre grenadiers ouvroient la marche, étant suivis des époux, l'un à droite, l'autre à gauche, ensuite les parents et convives, chacun de leur côté, ensuite deux huissiers en robe précédant M. Gailhard, président, en robe rouge, après les deux valets de ville, en manteau,

précédoient MM. les échevins et maire, escortés des sergents de quartier en file, dont trois fermoient la marche. Dans cet ordre, ils arrivèrent à l'évêché, où se trouvèrent deux notaires, qui étoient MM. Mésangère aîné, gradué, et Bouvier, greffier de la commission, lesquels reçurent chacun le contrat des parties, qui avoient été annoncées la veille sur promesse privée. Après ces actes faits, ils sortirent pour aller dans la chapelle, où étoit un détachement de grenadiers de Béarn, ayant aussi des livrées à leurs bonnets et des sentinelles aux portes pour empêcher l'affluence du monde, ne laissant entrer que ceux à qui on ne pouvoit refuser. Devant le maître-autel étoient de droite et de gauche deux prie-Dieu couverts de tapis, avec des chaises pour les époux ; à droite, plus haut, étoit celui de Monseigneur et du même côté étoit le banc de M. le président et de MM. les maire et échevins, couvert d'un tapis aux armes de la ville ; enfin toute la chapelle illuminée en bougies. Ils entrèrent au son des fanfares et l'on avoit réservé tout un côté pour les parents et convives. Monseigneur s'y rendit par sa galerie, accompagné des maîtres des cérémonies et des autres officiers de la confrérie.

Après sa préparation à la messe, il monta sur le marche-pied de l'autel et les époux quittant leurs places vinrent s'agenouiller devant lui. MM. les maire et échevins vinrent se mettre avec des fauteuils au bas de l'autel et là Monseigneur fit une exhortation des plus touchantes et des plus pathétiques aux époux, leur faisant voir que c'étoient leurs vertus qui les avoient conduits au pied de cet autel, les exhorta à persévérer et leur fit sentir que les nœuds sacrés qui les alloient unir étoient des motifs pour s'aimer, s'aider mutuellement à entretenir la paix et l'union dans leur maison, et élever leurs enfants dans la crainte de Dieu. Il les sollicita aussi à prier pour le roi, la reine, la famille royale,

MM. les maire, échevins et corps municipal, enfin pour lui, afin que Dieu lui accorde les secours pour bien gouverner le troupeau qui lui étoit confié. Ensuite il les épousa, après quoi il dit une messe basse, pendant laquelle la musique ne cessa de jouer, et il termina en entonnant le *Te Deum*, dont la musique faisoit un verset.

Après M. le maire prit une épouse par la main, M. Dauphin l'autre et les conduisirent, accompagnées de leurs parents et des convives, à l'évêché, où, après avoir fait leurs remerciements à Monseigneur, elles furent placées à une table de plus de soixante couverts, dressée dans la galerie et servie aussi élégamment que délicatement, les pertuisaniers étant autour, ainsi que toute la noblesse, dames et messieurs de la ville, qui s'empressèrent aussi bien que l'évêque à les servir. Des santés furent portées au roi, à la reine, à Mgr de Grave, à M. Gailhard, président, à MM. les maire et échevins et à toute la noblesse et aux dames qui les honoroient de leur présence. Les épouses étoient chacune à un bout de la table, sur un fauteuil, avec une soupe distinguée. Lorsqu'ils eurent bien avancé le dîner, MM. les président, maire et échevins, avec beaucoup de noblesse invitée, se rendirent avec Monseigneur à une table de plus de 30 couverts et tout le détachement de grenadiers, pertuisaniers et musique à une autre, et c'étoit plaisir de voir comme la bravoure de ces guerriers étoit accompagnée de l'appétit et comme le vin couloit. Les santés furent réitérées avec une joie la plus éclatante, et au sortir de la table ils furent tous prendre les époux, avec leurs parents et convives, et les escortèrent avec la musique en tête et dans le même ordre qu'ils étoient venus à l'hôtel de ville. Là on commença un bal, qui dura jusqu'à 10 heures du soir, où le vin ne fut point épargné et où tout le peuple vint. Au sortir de là on fut se coucher et le len-

demain MM. les maire et échevins, précédés des valets de ville, furent faire visite aux époux.

Ainsi finit cette fête, aussi mémorable que glorieuse pour notre ville, qui se rend tous les jours plus illustre par les mœurs et le sentiment qui caractérisent notre digne évêque, clergé et corps municipal, noblesse, magistrats et tous les habitants honnêtes, ce qui fait qu'elle attire les regards du ministère.

HIVER MÉMORABLE.

L'hiver de 1779 fut si beau que peut-être n'en avoit-on jamais vu de pareil. Le froid ne vint que le lendemain de ce jour de l'an 1779 ; il gela bien fort tout le mois, avec un temps fort clair et serein et le plus beau soleil. En février et mars il fit le plus beau temps du monde, sans pluie ni neige, car on n'en vit point cette année. Avril fut de même, de sorte que depuis bien longtemps on n'avoit vu un pareil hiver. Les tapiniers eurent une mauvaise saison, puisqu'il n'y avoit point de boue, et nos anciens n'avoient encore rien vu de pareil, à ce qu'ils ont assuré.

HEUREUX PRÉSAGE.

L'astre tant désiré par tous les bons François vient de paroître par la naissance de Mgr le Dauphin, arrivée le 22 octobre 1781 ; aussi ne pouvoit-on douter que toute la France ne fît éclater sa joie, cet événement intéressant à tous égards tous les sujets du roi, auquel ils sont si attachés et par devoir et par reconnoissance. Si notre ville ne se montra point dans ces fêtes aussi brillante et aussi magnifique que les premières du royaume, elle peut se flatter qu'aucune ne la surpassa par les sentiments d'amour et de respect qui se doivent au roi et à tout ce qui l'intéresse, surtout étant la seconde ville d'une province qui porte le

nom du premier né héritier de la couronne. C'est à cet effet que des réjouissances publiques furent concertées par tout le corps municipal; mais on ne fit point de feu de joie, eu égard à ce que Mgr de Grave, évêque, vouloit exiger que le flambeau lui fût présenté par MM. les échevins, ce que ces derniers refusèrent constamment.

Cette fête fut annoncée pour être célébrée le 11 novembre 1781, jour de Saint-Martin. On fit deux fontaines sur la place aux Clercs, l'une du côté de Saint-Apollinaire, l'autre près du puits, MM. Debeaux de Plovier ¹, Bérenger, avocat, Jean Viret fils ² et Treillard étant échevins, et M. de Chantemerle, vicaire général, maire. Ces deux fontaines étoient dans deux berceaux très bien décorés, avec des emblèmes. A la première il y avoit un olivier, avec ces mots : *Faustæ prenuntias pacis*, et à l'autre un homme qui versoit du vin, avec cette devise : *O Melibæ deus nobis hæc otia fecit*. Au milieu des deux berceaux étoit une décoration pour un feu d'artifice, où étoit un soleil levant, avec ces mots : *Tardè sed tandem*. Après le *Te Deum* tout le peuple s'assembla sur la place et but aux fontaines à la santé du nouveau-né; puis un orchestre de plusieurs instruments, ayant été établi fort proprement sur la place aux Clercs, invita à danser tous ceux que le vin et la joie provoquoient, et il se forma plusieurs danses de jeunes gens et filles, qui faisoient le plus joli coup d'œil. Les soldats du régiment d'Hénaut ³, qui étoient ici en garnison, firent leurs réjouissances à la citadelle, et MM. les maire et échevins firent faire sur les 5 heures du soir une abon-

(1) Jean-Jacques Debeaux, sieur de Plovier.

(2) Jean Viret, ²imprimeur.

(3) Le régiment de Hainaut, qui était le 51^e d'infanterie, avait alors pour colonel commandant le duc de Luxembourg.

dante aumône aux prisonniers, tant au Présidial qu'à la Commission; enfin le soir il y eut une illumination, où plusieurs maisons se distinguèrent.

CHANGEMENT.

Au moyen de la suppression de l'ordre de Saint-Ruf, il fut dit par l'arrêt du Conseil qui intervint à ce sujet que pour conserver l'église, qui est très belle, on y transférerait la paroisse Saint-Apollinaire, sauf, dit l'arrêt, le droit des tiers, ce qui fut accepté. Cependant cela restait là, lorsqu'enfin Mgr de Grave voulut ce changement, malgré l'opposition de MM. les échevins et de tous les habitants de cette paroisse; ce qui se fit donc le dimanche 3 novembre 1783, qu'on y fit le service. Le premier mort qui a été présenté à cette nouvelle paroisse est demoiselle Marguerite Fiéron, ma nièce par alliance, fille de mon beau-frère, jeune personne de 19 à 20 ans, jolie comme un ange, qui fut ensevelie le même jour.

On se propose de faire vider l'opposition au Conseil, pour pouvoir faire retourner cette paroisse à Saint-Apollinaire; mais, en attendant, le service se fait dans cette belle église, qu'on avait bien fait arranger à cet effet depuis plus d'un an ¹.

LANTERNES.

Les lanternes qui éclairent les rues de la ville sont dues aux soins de MM. de Chantemerle, maire, Bérenger, avocat, de Saint-Laurent, Viret, imprimeur, et Treillard, échevins. Elles ont été payées par les particuliers en se cotisant, et plusieurs communautés et maisons riches ont payé

(1) Cette église sert aujourd'hui de temple protestant.

les leurs seules. Elles coûtoient 36 livres pièce, et c'est un nommé Drogat, ferblantier, qui en avoit l'entreprise. La ville fournit l'huile pour les éclairer, et cette dépense est prise sur la rente des boues et balayures de la ville et sur les étaux et bancs des marchands et revendeurs sur les places et autres endroits publics. Elles ont commencé d'être posées et éclairées le 2 janvier 1783, et il est très à souhaiter que les successeurs de ces messieurs les entretiennent, pour le bien et la sécurité publics; cela les immortaliseroit les uns et les autres, en donnant la joie dans la saison la plus lugubre, outre l'utilité.

SUPPRESSION.

La suppression des R.R.P.P. Minimés, établis à Valence depuis 1619¹, eut lieu tant à cause de la modicité de leurs revenus que faute de sujets, qui étoient rares, pour remplir les places qui vauoient par la mort de religieux. Ils n'étoient depuis plusieurs années que deux Pères et un Frère : le P. Romieu, le P. Valette et le F. Jean. Ils vendirent donc tout ce qui étoit dans leur église aux religieuses de Notre-Dame², et ce fut un provincial de l'ordre qui resta quelque temps ici pour faire ce marché et en passer la vente, étant fondé de procuration. Ils vendirent les meubles en octobre 1782 et ce fut le sieur Orel, libraire³, qui acheta la bibliothèque, à 300 livres, prix bien modique,

(1) Fondé en 1619, avec les libéralités de l'évêque André de Léberon et des bourgeois de Valence, ce couvent occupait les bâtiments appartenant actuellement aux Visitandines.

(2) Ces religieuses, qui suivaient la règle de saint Benoît, étaient au nombre de 18 en 1791.

(3) Pierre-Marc Aurel, qui s'était établi à Valence en 1762 et y avait ouvert un cabinet de lecture.

eu égard à la quantité de livres qu'il y avait. On cessa de dire la messe et faire les autres offices le dimanche 10 novembre 1782, et le lendemain on commença à travailler aux réparations pour pouvoir recevoir ces dames, qui y entrèrent les 5 et 6 novembre 1783.

La maison fut vendue 28,000 livres et on fit distraction de 8,000 livres pour la messe de 10 heures, que ces dames sont obligées de faire dire. Au moyen de cette déduction la perte de ces Pères a été d'autant moins sensible à tous les habitants du voisinage, qui faisoient pour ainsi dire de cette église leur paroisse, ce qui faisoit qu'elle étoit très fréquentée.

Les religieux eurent leur obédience, le P. Romieu pour Montmerle ¹ et le P. Valette et F. Jean pour le Péage de Romans ².

Les dames de Notre-Dame ont vendu leur couvent, dans le mois d'avril 1783, à MM. Bouvier, notaire, Talon, chaudronnier, Reynier, bennatier, Grenier, tailleur, Magnanon et autres. Les quatre arcs qu'on a bouchés étoient quatre chapelles, dédiées à la Sainte Vierge, saint François de Paul, le Crucifix et saint Antoine de Padoue, desquelles on a fait des parloirs pour la supérieure, la sacristie et le logement de la portière. Le maître-autel qui étoit au fond est actuellement dans le chœur des dames.

PHÉNOMÈNE.

Le phénomène que je vais décrire a exercé bien des

(1) Montmerle (Ain).

(2) Bourg-de-Péage (Drôme). Ce couvent, construit en 1621, sur l'emplacement d'un temple protestant détruit, devint après la Révolution un collège et sert actuellement de mairie et d'hôpital.

savants, qui, en raisonnant tout différemment sur les causes qui pouvoient le produire, se sont peut-être trompés, et celui qui l'a produit est le seul qui par sa puissance embarrasse les hommes et se joue de leur science et de leurs raisonnements. Ce phénomène consistoit en un brouillard, fumée ou poussière qui étoit répandu sur toute la surface de la terre pendant tout le mois de juin et une partie de juillet 1783, sans aucune humidité. On resta plus d'un mois à ne pas découvrir la montagne du matin et celle de Crussol; on ne voyoit même pas à 200 pas devant soi, et l'orage et les grands vents, qui furent fréquents, ne purent jamais dissiper ce brouillard, que le soleil ne pouvoit percer que foiblement et d'une clarté si pâle et si lugubre que bien des gens en avoient des frayeurs. Il se levoit avec une rougeur qui paroissoit toute en feu et se couchoit de même, ce qui consternoit tout le monde. Ce brouillard ne causa cependant aucun dommage aux récoltes; on moissonna avec ce temps, qui ne la pressa point; et il y avoit même des gens qui soutenoient que ça engraissoit la terre, puisque c'étoit une fumée qui en sortoit; d'autres, que c'étoit la fumée de quelque volcan embrasé; d'autres, que c'étoient des exhalaisons de la terre qui présageoient des tremblements. Enfin, cela se dissipa peu à peu et nous rendit la sérénité sur le milieu ou la fin de juillet. Bien des gens croient que c'est le présage de choses sinistres, parce que dans la Sicile et la Calabre il y a eu dans le mois d'avril 1783 un violent tremblement de terre, qui a fait presque tout périr dans ces bas pays, où l'on compte que plus de 50,000 âmes sont restées sous les ruines de plus de 300 villes, bourgs ou villages, dont la plus considérable est Messine. Dieu veuille nous préserver d'un pareil fléau et nous faire éviter par notre pénitence ce châtement et des calamités qu'on présage sans raison d'être.

SOUHAIT ACCOMPLI.

Mon fils, Augustin Forest, après bien des soins et des dépenses, vient enfin de combler mes vœux par sa première messe, qu'il a dite aujourd'hui dimanche, 28 octobre 1783. Aussi fis-je éclater toute ma joie en invitant au repas que je donnai à l'hôtel de ville tous mes parents et amis, qui participèrent à cette même joie. A l'issue de la messe, qui se chanta des plus solennellement et où presque tous les convives assistèrent et où M. Jean Viret communia, il serra la tête à plus de 300 personnes. Comme j'étois prier des vigneron, je les invitai tous et ils me firent l'honneur de venir. Les invités étoient : MM. Royanné père, chirurgien et échevin ; Mésangère l'ainé et Cleyra, son frère, Bouvier, notaire ; Trichard père et fils, Laurent père, le Père Antoine, Capucin ; Jean Viret, Périn curé ; Rebal et Desrois, vicaires ; Constantin, ecclésiastique ; Magnan cadet, prêtre ; les deux frères Grégoire ¹, l'un vicaire au Bourg et l'autre diacre, qui chantèrent seuls au lutrin, se répondant l'un à l'autre ; deux officiers d'artillerie, le capitaine-major, appelé M. Souave, et M. Thabon, lieutenant, logé à la maison ; Pinet, procureur, et son fils Michel, syndic-receveur ; Fiéron aîné, mon beau-frère, et trois de ses fils ; Alphonse Urtin, mon neveu par alliance ; Forest, fermier au Conier ; mon gendre Faron et son épouse, Muguet, secrétaire ; mes belles-sœurs Blain et Francon, Grenier, de Pierrelatte ; le cadet Lambert, négociant ; ma fille de Montmeyran et la Françon, sa sœur ; Didier, procureur, parrain de mon fils prêtre ; Périer, du Bourg ; Roche, Tisson l'ainé,

(1) Un de ces deux ecclésiastiques prêta le serment civique dans la solennité qui eut lieu à Valence, sur le Champ-de-Mars, le 14 juillet 1791.

Berger, orfèvre, père; Blachette cadet, négociant; Mathieu Fiéron et mon fils cadet. Ce fut Reynaud fils, *au bateau royal*, qui fit le dîner, qui fut des mieux servis, et tout se passa à la plus grande satisfaction de tous les convives. On m'avoit fait présent de 54 bouteilles de vin, dont 12 de blanc, et mes enfants de Pierrelatte m'en envoyèrent une caisse de plusieurs qualités excellentes. Ce repas me coûta 45 sols par tête, sans pain, sans vin et sans dessert, et les débris étoient pour la maison. Les valets de ville, qui étoient Gay et Colon, servoient.

Le 30 du même mois, mon fils est parti pour aller vicarier à Chabrillan, près de Crest. Dieu veuille lui donner les grâces nécessaires pour faire un bon prêtre et un pasteur qui dirige bien son troupeau et me recommande à ses prières.

AVIS DES MAIRE ET ÉCHEVINS DE VALENCE ANNONÇANT
L'OUVERTURE DE L'ÉCOLE D'ARTILLERIE.

« Le public est averti qu'ensuite des ordonnances du roi et d'après les ordres et instructions de M. de Bouchard, maréchal des camps et armées du roi, commandant en chef l'école du corps royal d'artillerie de Valence, l'emplacement du polygone demeure fixé et approuvé par Sa Majesté sur le terrain du quartier de Rollin, qui vient aboutir au midi à la grande route de Romans et au couchant à celle de Lyon, se prolongeant de là jusqu'à la crête du coteau qui se trouve au levant déclinant au nord; que les exercices ou école pratique du corps royal d'artillerie établi à Valence commenceront le mardi 1^{er} du mois de juin prochain, à 5 heures après midi, et le mercredi 2 juin, à 4 heures du matin; que ces exercices continueront tous les mardis, mercredis et samedis de chaque semaine.

» Une demi-heure avant que la troupe soit rendue sur

le terrain, il sera tiré un coup de canon de 24 à poudre, pour annoncer aux gens de la campagne qui l'habitent ou qui peuvent y travailler et qui se trouvent dans la direction des feux de ne pas s'exposer pendant le temps que l'école aura lieu, afin d'éviter les accidents qui pourroient arriver.

» D'après les dispositions précises des ordonnances du roi, il est défendu à toutes personnes, de quelles qualité et condition qu'elles soient, sous peine de vie, de prendre et de dérober dans l'enceinte du polygone et des magasins construits pour le dépôt des effets du roi, aucune poudre, boulets et autres ustensiles, de quelque nature qu'ils soient, appartenant à Sa Majesté.

» Il est aussi défendu, sous peine de punition exemplaire, à toutes sortes de personnes de causer aucune dégradation dans l'enceinte du polygone, enfermé en son pourtour par un fossé, d'y prendre de la bonne terre, du sable, même du gravier, de n'établir aucun passage ni aucune sorte de servitude, la garde du polygone étant chargée d'arrêter les contrevenants pour les faire punir.

» A Valence, dans l'hôtel de ville, le 26 mai 1784.

» Signé : JOSSELIN, TEYSSONNIER, LAURENS, BERGER. »

ARTILLERIE.

Le premier établissement d'artillerie n'eut pas lieu, par suite d'une pique de M. de Montbarest, pour lors ministre, avec M. de Saint-Germain, qui l'avoit placée à Valence à son insu, la tirant à cet effet de Besançon, qui est le lieu natal de ce premier ministre et ce qui, joint aux sollicitations des habitants de Besançon, nous la fit enlever le 1^{er} mars, après 7 mois seulement de résidence. La guerre avec l'Angleterre étant ensuite survenue, les choses en restèrent là ; mais dans l'intervalle M. de Montbarest fut remercié, M. de Saint-Germain mourut et fut remplacé

par M. de Ségur, actuellement ministre. A la paix, M. de Gribeauval, qui n'avoit jamais perdu de vue cet établissement, sollicita de nouveau et l'obtint, malgré les avantages que faisoit au roi la ville de Grenoble, appuyée par M. de Tonnerre, commandant de la province, et d'autres personnes puissantes, qui firent tout au monde pour l'empêcher de venir à Valence, où l'établissement de cette école d'artillerie fut enfin décidé, sur les instances que M. de Bouchard fit au roi par l'entremise de M. de Gribeauval.

En conséquence, le régiment de La Fère, qui étoit en garnison à Metz, eut des ordres pour se rendre ici, où le premier bataillon arriva le 2 octobre 1783. Le second, qui étoit à La Rochelle, n'arriva que le 12 dudit mois. Ils ne s'étoient pas vus depuis 6 ans, que la guerre étoit commencée; aussi ce furent une réjouissance et des galas réciproques qui ne finissoient point, pour manifester leur joie de se retrouver. Un mois avant, M. de Bouchard, commandant de l'école, étoit arrivé pour faire tirer les plans de l'emplacement du polygone, qu'on a changé à Rollin. Ce domaine si bien bâti a été rasé et les matériaux ont servi à bâtir le hangar, le corps de garde et la maison de l'artificier. Le petit domaine de Badie a été aussi démoli, avec une petite maison appartenant à mon beau-frère Laurent Fiéron. Après que les plans eurent été dressés, on les envoya en cour pour en approuver un, et, sur les représentations de M. de Bouchard, on se décida pour Rollin. Tous ceux qui étoient intéressés dans les plans attendoient avec impatience et perplexité leur sort, car M. de Bouchard gardoit le plus grand secret à cet égard; lorsqu'enfin le mercredi des cendres, 25 février 1783, il fit commander 200 hommes l'après-midi pour tracer le polygone, qui fut tout tracé le jour même et le lendemain aux fossés et successivement à la butte, aux batteries et hangars et à la

démolition de Rollin. Le tout a été terminé le mardi 1^{er} juin 1784 et ce jour-là, à 5 heures du soir, on a fait la première école. Toute la ville et beaucoup d'étrangers sont venus exprès pour cela, et effectivement c'est aussi curieux que nouveau pour nous. Dieu veuille nous la conserver pour le bien de notre ville et de ses environs.

Ainsi finit le 1^{er} volume des Annales de Michel Forest, qui ont commencé en 1736 et finissent le 2 juin 1784, jour que les foudres de la guerre ont fait retentir au loin leur bruyant effet, et je vais continuer jusqu'à ma mort. Elles ne seront guère plus étendues, puisque j'ai à présent 63 ans et 8 mois. Si l'on n'y trouve pas de l'éloquence et de l'érudition, la vérité s'y trouve sans déguisement et les faits sont tels que je les ai vus ou qu'ils m'ont été certainement assurés. Que ceux qui les verront après moi se rappellent de moi dans leurs prières ; c'est la récompense que je leur demande pour mon travail.

A Valence, le 2 juin 1784.

Signé : FOREST PÈRE.

LA FAMILLE AYMON

DE ROMANS

La publication des *Mélanges de paléographie et de bibliographie* de M. Léopold Delisle ayant rappelé Jean Aymon, précurseur de Libri, nous donnons ici la généalogie de cette famille, dressée par M. le docteur U. Chevalier sur documents originaux.

La famille *Aymon* est fort ancienne dans Romans. *Jean* figure sur le registre de la taille levée en 1367; *Philibert* est au nombre des chanoines de l'église de Saint-Barnard en 1394. Cette famille se divisa en trois branches. La première finit par s'établir à Grenoble, où elle exerça des charges de magistrature; la seconde, sans renoncer au pays natal, remplit des fonctions civiles, un emploi à la cour et servit dans les armées. Enfin, la troisième continua et continue encore dans l'industrie, à Romans, la modeste existence des ancêtres.

I. *Antoine*, notaire, en 1450.

Philibert, secrétaire et trésorier de Charles, duc de Savoie, qui lui accorda des lettres de privilège, le 9 décembre 1499.

Aimé-Jean-Louis fut anobli par lettres patentes d'Henri IV, données au mois de mai 1593, pour ses services « en

plusieurs pays, avec très grand hasard de sa vie, tant dedans que dehors de ce royaume, pour cause importante..., dont il s'est dignement acquitté, ayant assisté le sieur de Lesdiguières, lieutenant général de l'armée de Piémont et Savoye, en plusieurs endroits durant la guerre ».

Jean-Louis, d'abord premier huissier du parlement de Grenoble, puis secrétaire civil de la même cour, par lettres du 24 août 1596. Ses titres d'anoblissement furent vérifiés par un arrêt du parlement du 5 mars 1604, à la condition de payer l'indemnité aux communes intéressées.

Paul fut pourvu, par lettres patentes du roi du 7 août 1627, de l'office de conseiller du roi et trésorier provincial alternatif du régiment et des compagnies de gens de guerre à pied nouvellement créés au département de Dauphiné. Il fut reçu dans cet office, le 16 juin 1628, par M. Lacombe, trésorier général de l'extraordinaire des guerres.

Jean-François de Montépin, gendarme de la compagnie de la garde de Louis XIII. Des lettres de Louis XIV, du 9 novembre 1659, confirmèrent et validèrent sa noblesse, avec la mention de ses nombreuses campagnes militaires.

François-Pierre de Montépin, écuyer. Antoine-François Ferrand, intendant de Bourgogne et Bresse, rendit en sa faveur, le 15 mars 1698, un jugement de maintenue de noblesse ¹.

Paul, seigneur de Franquière, eut de Gasparde de Chaulnes une fille, nommée Madeleine, qui épousa, le 15 août 1651, Abel de Sautereau, seigneur de Chasse, conseiller au parlement, ensuite président à la chambre des comptes.

(1) *Invent. des archives dauphin.* de M. Henri MORIN-PONS, p. 164.

II. *Jean*, ministre protestant et écrivain, né en 1661. Il fit ses premières études à Grenoble, sa philosophie à Turin et fut reçu docteur en droit à Rome. Il devint successivement aumônier de l'évêque de Maurienne, curé de l'Oisans et protonotaire du pape à Rome, en juin 1687. De Rome, il passa en Suisse, où il abjura la religion catholique et se retira en Hollande. Il s'y maria et finit par être ministre à La Haye. Il revint en France, fit semblant d'abjurer et profita de la liberté dont il jouissait dans la bibliothèque du roi pour y soustraire plusieurs livres et manuscrits, au nombre de huit, entre autres le *Synode de Jérusalem*, qu'il fit imprimer en Hollande, avec la traduction de 88 lettres de Prosper de Sainte-Croix, vers 1709. Il avait en outre dérobé à Nicolas Clément, bibliothécaire du roi, les *Mémoires et négociations secrètes de la France touchant la paix de Munster*, qu'il publia en 4 vol. in-fol. à Amsterdam, 1716. Les frères Haag (*France protestante*) s'efforcent de disculper leur coreligionnaire de cette vilaine action. Ils avouent cependant que les États généraux obtinrent qu'il renvoyât à Paris les manuscrits que réclamait la bibliothèque du roi. D'autres livres furent rendus, en 1720, pour vingt ducats par les bons offices du baron de Stosh, envoyé diplomatique du roi de Pologne. Le comte d'Oxford, qui avait recueilli plusieurs feuillets enlevés à des manuscrits, s'empressa de les renvoyer dans le dépôt d'où ils étaient sortis, en les accompagnant d'une lettre très gracieuse, datée du 28 février 1729. Enfin, dans un mémoire dressé le 15 novembre 1877, M. Léopold Delisle, directeur général de la Bibliothèque nationale, proposa à l'administration du Musée britannique de donner, en échange des fragments manquants de la bible de Charles le Chauve et des épîtres de saint Paul, une collection de 242 vol. in-

fol. de la copie des *Mémoires et papiers d'État de Loménie de Brienne*, reliés uniformément en veau aux armes de Colbert. Cette proposition fut acceptée avec empressement, au mois d'avril 1878, et les derniers fragments dérobés par Jean Aymon ¹ ont, après 172 ans, repris leur place dans le ms. 224 du fonds grec et dans les ms. 2, 25 et 93 du fonds latin de la Bibliothèque nationale ². Jean Aymon ne remplit pas moins à La Haye les fonctions de ministre jusqu'à la fin de sa vie, dont on ne connaît pas l'époque. M. Léopold Delisle le qualifie d'aventurier, c'est-à-dire inconstant et peu délicat, et un écrivain contemporain de scélérat.

Guigues, bourgeois, marié à Françoise Saunier, fille d'un notaire et secrétaire de la ville, qui lui donna :

1° *Étienne*, marchand, 2° consul en 1630. Par acte notarié du 11 août 1645, il vendit à Jacques Pappe, habitant de Romans, l'office de percepteur héréditaire des tailles du mandement de Peyrins, pour le prix de 1,030 livres. Le 22 décembre 1646, il passa quittance réciproque avec les dames de Saint-Just, pour lui et son père, qui avait géré les affaires de l'abbaye.

2° *Pierre*, prêtre, recteur de l'hôpital de Sainte-Foy en 1641, chanoine de l'église de Saint-Barnard en 1656, curé de la paroisse de Saint-Romain en 1657, décédé le 10 juillet 1687, ayant testé en faveur de son frère André. En 1650, il avait été chargé, avec d'autres prêtres, de dresser une nouvelle pratique des cérémonies de l'église.

(1) Les notes et documents originaux relatifs à ce vol, commis en 1706, sont réunis en un volume, conservé au département des manuscrits.

(2) Voy. *Mélanges de paléographie et de bibliographie*, par M. Léopold DELISLE. Paris, 1880, p. 351.

3° *Claudine*, née en 1627. Le 13 juin 1647, elle fit profession, sous le nom de *Sainte-Gertrude de la Croix*, dans le couvent de Sainte-Ursule, dont elle devint supérieure et où elle mourut le 8 décembre 1702. Dans le panégyrique qui suit l'acte de son décès il est dit : « Elle avait l'esprit très vif ; mais atteinte d'une paralysie du corps, qui lui attira beaucoup d'infirmités humiliantes, elle montra jusqu'à la fin autant de piété que de résignation. »

4° *André*, marchand. Il acheta une charge de portemanteau ordinaire du roi et obtint par suite des lettres d'anoblissement, données à Fontainebleau au mois de juin 1661. Il se maria en 1675 avec Marguerite Michel, qui, étant veuve, eut des contestations avec l'abbaye de Saint-Just, au sujet d'une maison située près du jeu de paume. Une ordonnance lui permit de jouir de tous les privilèges garantis aux officiers et commensaux du roi.

De cette union sont nés :

1° *Pierre*, écuyer, conseiller du roi, trésorier général de France au bureau des finances de Dauphiné, né le 9 janvier 1644. Il testa le 19 juillet 1720 en faveur de son parent Jean-Antoine Jomaron, receveur des tailles de l'Élection de Romans. Il était syndic de l'abbaye de Saint-Just.

2° *Étienne-Isidore-Théophile*, dit *Gacon*, succéda à son père dans la charge de portemanteau du roi. Il fut élu généralissime du régiment de la Calotte¹. Voici un passage

(1) L'origine du régiment de la Calotte est due à une plaisanterie de M. de Torsac et autres officiers des gardes du corps, qui proposaient une calotte de plomb à un de leurs camarades sujet aux maux de tête. En 1788, Bonaparte, alors lieutenant d'artillerie, fit le règlement de la Calotte pour son régiment. Aujourd'hui encore dans l'armée on donne le nom de chef de Calotte à l'ancien qui préside une table d'officiers.

d'un brevet de greffier de ce régiment, où se trouve le nom d'Aymon :

Au par dessus lui faisons don
De notre calotte de plomb,
De finette en dedans fourrée
Et de notre grand sceau timbrée
Avec les gelots de laiton.
Signé : Torsac ' et moi Aymon.

Il donna sa démission en 1710 et mourut sans postérité en 1731, âgé de plus de 80 ans. Il fut inhumé dans l'église de Saint-Nicolas de Romans, où son nom se voyait sur une dalle funéraire.

Pierre et Étienne sont mentionnés au nombre des nobles pris à partie par le chapitre de Saint-Barnard en 1696, au sujet des droits de ban - vin, qu'ils refusaient de reconnaître.

3° *Jacques*, chanoine de l'église de Saint-Barnard, décédé le 26 mai 1750.

Voy. *Mémoires de la Calotte*. Basles, 1725, 2 part.; 1732, 3 part.; 1752, 6 part. — *Mémoires pour servir à l'histoire de la Calotte*, par G. PLANTAVIER DE LA PAUSE. Hollande, chez le libraire de Momus, 1739, 4 part. en un volume. — *Recueil de pièces concernant l'institution du régiment de la Calotte*, in-4°, 400 p. Bibliothèque de Lyon, ms. N.° 662. — *Règlement de la Calotte au régiment de Lafère*, par le baron DE COSTON. Montélimar, in-32, 28 p. — *Le régiment de la Calotte*, par Louis GALLET, de Valence. Paris, 1873, in-4°, 59 p.

(1) Philippe-Emmanuel de Torsac, né à Angoulême en 1678, mort à Paris en 1723. Il succéda à Aymon en qualité de généralissime du régiment de la Calotte.

4° *Françoise*, qui fut, au dire de l'*Armorial du Dauphiné*, « une religieuse qui ne se fit guère remarquer par son austérité ». On ne sait sur quel fondement repose cette insinuation, qui dit trop ou trop peu. Tout ce que nous savons, c'est que le nom de *Françoise Aymon* ne se trouve sur aucun des registres de profession des couvents de Romans.

Marie, femme de Pierre-Vincent Machon, procureur.

III. Nous ne donnons point de notes biographiques et généalogiques sur les membres de la troisième branche de la famille *Aymon*; elles n'offriraient aucun intérêt pour l'histoire et pour le lecteur.

Armes : *De sable, au lion d'or, au chef d'argent chargé d'un croissant de gueules côtoyé de deux étoiles d'azur.*

D.^r U. CHEVALIER.

NOTES DE M. MOREL

Curé de Montrigaud.



Les anciens registres de baptêmes, mariages et sépultures de la Drôme renferment très rarement des notes historiques. A peine en rencontre-t-on quelques-unes dans l'arrondissement de Nyons, à Mollans et au Buis, et dans l'arrondissement de Valence, à Crépol et à Saint-Paul-lès-Romans. Aussi grande a été notre satisfaction d'avoir à recueillir dans l'état civil de Montrigaud une série d'observations météorologiques et de remarques sur divers événements locaux, de 1739 à 1769.

M. Morel, curé de cette paroisse, sortait du Lyonnais ou du Forez. Il remplaça Antoine Allais, décédé le 19 juillet 1740, et mourut lui-même le 10 juin 1772.

Ses notes ne révèlent ni un littérateur, ni un savant. Son style est incorrect, son orthographe un peu fantaisiste. Mais, à une époque où l'on enregistre avec soin les phénomènes atmosphériques actuels et les chroniques villageoises des siècles passés, il y aura quelque intérêt à sauver de l'oubli les détails dont il a orné ses registres paroissiaux. Des auteurs contemporains ont avancé que les mêmes faits météorologiques revenaient périodiquement ; rien n'a démontré jusqu'ici la vérité de leur assertion. Serait-ce parce que les observations régulières ne remontent pas assez loin pour asseoir un contrôle ? Si les notes de M. Morel ne sont pas assez explicites au point de vue scientifique, elles méritent cependant d'être connues au point de vue de l'histoire agricole et locale.

Montrigaud, comme on l'a vu ailleurs¹, relevait au spirituel de l'abbaye de Saint-Barnard de Romans et du diocèse de Vienne. La paroisse avait saint Romain pour patron et l'on y ajouta la dénomination de Perois, afin de le distinguer de ses homonymes.

C'est aujourd'hui une commune de 1,054 âmes, à 7 kilomètres sud-est du Grand-Serre, son chef-lieu de canton, et à 42 kilomètres nord-est de Valence.

Son histoire intime, au XVIII^e siècle, est excessivement pauvre ; à part la pluie et le soleil, les bonnes ou les mauvaises récoltes, rien d'extraordinaire n'y intéresse l'étranger. On la dirait isolée du reste des humains, et comme aujourd'hui il faut presque franchir trente années complètes pour y trouver un fait singulier ou marquant. Qu'importent à sa laborieuse population les guerres lointaines, les théories sociales, les nouvelles de la cour et de la ville ? Une seule chose la préoccupe : l'abondance ou la disette. Son curé, s'identifiant à elle, partage les mêmes craintes et les mêmes espérances, et sa chronique est là pour en rendre témoignage.

Ne lui en faisons pas de reproches : il était mal placé pour rencontrer des événements dramatiques, mal renseigné pour écrire l'histoire générale. Il a donné des preuves de bon vouloir et il convient de lui en savoir gré.

1740 ne lui inspire aucun regret. Sauf 1709, ce fut la plus mauvaise année de son époque. Dès 1739 de terribles ouragans, mêlés de pluie, de tonnerres et d'éclairs, annoncèrent les maux prochains. Le 19 juin et la fin de septembre furent marqués par des tempêtes, qui gâtèrent les fruits, déracinèrent les arbres, renversèrent les maisons, ravinèrent le sol. Le froid commença le 17 novembre et finit seulement le 27 mai suivant. Grâce aux beaux jours de l'été de 1740, il y eut abondance de fruits ; mais, le premier octobre, l'hiver s'annonça tellement rude qu'il dé-

(1) *Bulletin de la Société*, t. III, pp. 249, 361; t. IV, p. 221.

truisit les raisins, les noix, les châtaignes et les glands surtout. Cela dura jusqu'en décembre. Pendant ce mois, les inondations du Rhône et de l'Isère firent présager de nouveaux malheurs en 1741.

L'an quarante, déjà proverbial alors, amena la disette dans toute l'Europe. M. Morel estime que 1640 avait été aussi une année calamiteuse, « dont l'on se moqua, une fois passée ».

Les gelées d'octobre 1740 avaient endommagé les arbres ; aussi la vigne, en 1741, ne put être provignée. De plus, au mois de janvier des alternatives de froid rigoureux et de beaux jours desséchèrent les ceps dans les environs de Romans et de Valence. Le 30 avril et les premiers jours de mai d'autres gelées atteignirent les noyers et les vignes. Il y eut peu de vin, « mais si bon que l'on n'espère pas de 50 ans d'en avoir de pareil ». C'était le contraire de 1740, année de détestable récolte. Par contre, les grains et les fruits furent d'une abondance excessive. Le blé valut 50 sols la quarte (21 litres), mesure de Romans, et le vin de 15 à 20 livres la charge ou les deux hectolitres. On en fit venir du Languedoc à meilleur marché. Pluies rares, pénurie de fourrages ; chaleurs violentes en été et en automne, suivies de quelques maladies : tel est le bilan de 1741.

1742 passe pour une des meilleures années de la vie de l'auteur. « Jamais on ne vit si belle récolte en grains, en vin et en noix. » La rareté des pluies nuisit aux foins, aux châtaignes et aux glands (qu'il appelle *aglands*), et, malgré des chaleurs brûlantes, il n'y eut point de maladies et point de grêle.

1743 est encore une année excellente : beaucoup de blé, beaucoup de vin et de fruits. Les noix coûtent 40 sols la benne, le vin 7 ou 8 livres, le blé de 40 à 50 sols la quarte. Il pleut souvent, mais sans excès ; partant point de sécheresse ni de maladies. L'automne se prolongea jusqu'à Noël.

Une mission prêchée cette année-là amène l'établissement d'une confrérie et une quête pour réparer l'église.

1744 offrit pendant ses neuf premiers mois une température à souhait : point d'orages, point de maladies, et les premières récoltes furent très bonnes. En Bayane seulement la grêle causa de grands dégâts.

« Mais avec les premiers jours d'octobre il survint des pluies si abondantes qu'elles entraîèrent toutes les terres ensemencées, déracinèrent les vignes, couvrirent les prés de sable et de cailloux et causèrent des pertes inestimables, surtout à Montrigaud, Saint-Julien, Miribel et Serre. Les rivières débordées firent des ravages étranges, témoin ce que l'on vit à Lyon : deux maisons contenant dix locataires, où il y avoit près de 80 personnes dans leurs lits, des richesses de près de trois millions, le tout un matin au point du jour englouti. »

Alors aussi une maladie venue d'Allemagne emporta quantité de bœufs en Vivarais, Dauphiné, Lyonnais, etc. Le parlement s'en émut et suspendit les foires. Selon l'auteur, Montrigaud et le voisinage furent épargnés.

Il s'arrête soudain dans ses observations ordinaires pour signaler à la postérité une jeune fille accomplie, nommée Laurence Sanglard, décédée le 27 novembre 1744 et inhumée dans l'église. « Elle possédoit toutes les belles et bonnes qualités de son sexe, tant du corps que de l'esprit : ce qui l'a fait regretter généralement de tous ceux qui la connoissoient. Tous ceux qui sont en vie ne verront pas la pareille. Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que l'on n'a pas encore vu dans sa parenté personne qui lui ressemblât. Ce seroit beaucoup si dans un siècle entier Montrigaud en produisoit une telle. Elle étoit grande, bien faite, sans aucune difformité, belle et agréable en conversation, sans affectation ; elle avoit de l'esprit et de l'enjouement, sans être évaporée. Sa piété étoit solide et ses vertus ne tenoient rien de son jeune âge. Mais, surtout, elle avoit un caractère qui la doit distinguer de toute autre, car jamais elle n'avoit parlé mal à propos ; jamais on ne lui a entendu proférer une parole indiscrete ; jamais on n'a remarqué dans elle aucun mouvement de colère ; au contraire, on l'a vu souvent apaiser et pacifier des personnes beaucoup plus âgées

qu'elle, ce qu'elle faisoit avec tant de prudence et de bonne grâce que chacun en étoit charmé. On n'auroit jamais fait si l'on vouloit parler de sa douceur et de sa bonté. Dieu veuille l'avoir mise en lieu de repos !

• J'avois oublié de dire que sa maladie fut une fièvre lente de huit mois, qui commença par un érysipèle au visage, ensuite de ce qu'elle avoit jeûné exactement en carême avec beaucoup d'austérité. »

La beauté, la vertu et le génie, dons inestimables de Dieu, ont le privilège de s'éterniser dans le souvenir des hommes, et si la vallée de l'Herbasse se rappelle encore de Laurence Sanglard, alors même que la famille de même nom est éteinte, la vallée de la Galaure n'oubliera pas non plus son Joseph Pagnon, jeune peintre mort à la fleur de l'âge, qui fut un écrivain d'un mérite réel, il y a quelque cinquante ans.

La fertilité de l'an 1745 a porté le blé à 8 livres le sétier (84 litres) et le vin de 8 à 9. Jamais on n'avait tant vu de légumes, et ce fut général dans toute la France. Le vin rappelait par sa qualité celui de 1741 et il fut abondant à Montrigaud et aux environs, mais non près du Rhône et de l'Isère, à cause d'une gelée tardive.

Si les hommes sont alors exempts d'épidémies, le bétail de labourage a beaucoup à souffrir de la contagion apportée imprudemment des provinces voisines. Lambert, à Montrigaud et La Chouchière, perd 5 bœufs ; à La Verno, Bourdat 2, Belle 8, Rey 5. Des affiches du temps parlent aussi d'une épizootie chez les bêtes à laine en Dauphiné.

Point de grêle, si ce n'est à Romans, Hauterives et le voisinage de Vienne ; pluies assez fréquentes, sauf en juillet.

En 1745, l'église de la paroisse fut réparée et blanchie, au moyen des 100 livres trouvées en 1743 et des 300 livres données par la fabrique. L'auteur prit à sa charge la restauration de la chapelle de Sainte-Catherine et se proposa d'en faire autant l'année suivante à la chapelle de Notre-Dame et à la maison curiale.

A Mgr de Bellefond succède Mgr de Beaumont sur le siège archiépiscopal de Paris. « En ce dernier nous perdons, dit M. Morel, le plus grand, le plus affable, le plus entendu et le meilleur de tous les prélats. » Il est remplacé par M. de Saléon.

Il y a dans les registres de Montrigaud un autre genre de renseignement recherché des statisticiens; nous le publierons de 5 en 5 ans; c'est le nombre des baptêmes, mariages et sépultures.

1741	baptêmes	24	mariages	2	sépultures	28
1742	—	28	—	7	—	15
1743	—	25	—	5	—	12
1744	—	29	—	9	—	17
1745	—	30	—	10	—	12

1746. — L'année fut annoncée par des tonnerres, des éclairs et la grêle. La nuit du 4 au 5 janvier, la foudre partagea en deux un gros chêne à Onay, tomba sur l'église de Montmiral, en fracassa les vitres et y brûla une bannière. Pendant trois jours les grêlons restèrent dans les bois, tellement il y en avait. A un hiver extrêmement froid, long et neigeux succédèrent un printemps pluvieux et un été si chaud que depuis 1705 rien de pareil n'avait été remarqué. « On a écrit d'Autriche que les gens y étoient suffoqués dans les campagnes par les chaleurs. L'automne a eu de même ses extrémités, puisque dès les premiers jours d'octobre nous avions de la neige et des gelées, qui n'ont pas cependant endommagé les fruits de la terre. La récolte du blé et du vin a tenu un juste milieu; celle des fruits a été abondante ». Maladies fréquentes dans les plaines de la Valloire, à Valence et dans le haut Dauphiné; les hommes y mouraient en très grand nombre. A Montfalcon même mortalité. Montrigaud s'est trouvé le seul endroit jouissant d'une santé publique parfaite. Le Lyonnais et le Forez sont affligés par la maladie des bœufs, et les parents de l'auteur perdent tout leur bétail à cornes.

La cure est réparée, la chaire placée, le tableau de l'Annonciation acheté pour 50 livres sans le cadre, diverses autres

améliorations accomplies, et le tout se monte 222 livres, dont M. Morel supporte une bonne part, avec M. de Goiffieu (Borel de Goiffieu, sorti d'Hauterives).

1747. — Les deux premiers mois rappellent l'été. Le froid commence en mars et dure jusqu'en mai. Pluies tellement abondantes en juin que les champs sont inondés, les prairies entraînées, les hommes et les animaux noyés. En juillet et août les chaleurs de 1746, de 1705 et de 1718 sont égalées ou surpassées : de là une infinité de maladies. « La dysenterie enlève presque un quart du peuple à Serre et aux environs, et à Montrigaud jusque des familles entières ; de sorte que la petite vérole en hiver, le flux de sang en été et les pluies, qui ont noyé plusieurs personnes dans la paroisse, ont porté à 75 le nombre des morts. » En septembre la pluie recommence, et si les maladies diminuèrent dès lors, les arbres furent abattus, les vignes déracinées, les guérets corrodés. Retour du beau temps en octobre, jusqu'après les Rois de 1748, ce qui permet d'ensemencer les terres, mais non de réparer tous les dégâts des inondations. Le 18 août, à 8 heures du soir, la grêle brisa les tuiles des maisons, écorça les arbres et réduisit à 20 charges à peine toute la récolte du vin à Montrigaud. Fort heureusement les moissons avaient été plantureuses.

A. L.

(A suivre.)

RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence.

(SUITE. — Voir les 51^e, 52^e, 53^e, 54^e et 55^e livr.)LÉGER, *Archevêque de Vienne* (1030-1070).

(Suite.)

Peu de temps après, Léger entreprit un second voyage en Italie, et nous le trouvons en 1053 auprès du pape Léon IX, à Ravenne. Il y fut rejoint par Pierre de Mercœur, neveu d'Étienne, évêque du Puy, que les chanoines de cette église avaient élu pour succéder à son oncle. Le roi de France Henri I^{er}, qui avait un autre sujet en vue, refusait de ratifier cette élection. Le chapitre du Puy, duquel Léger avait autrefois fait partie, et qui n'ignorait pas tout le crédit dont l'archevêque de Vienne jouissait auprès du pape, lui recommanda Pierre de Mercœur et profita de sa présence auprès du souverain pontife pour y envoyer aussi son élu. Léger, qui était demeuré très attaché à l'église du Puy, dans laquelle il avait passé les meilleures années de sa jeunesse, ne manqua pas de s'intéresser à cette affaire et n'eut pas de peine à la faire réussir. Non-seulement le pape confirma l'élection faite par le chapitre, mais il sacra lui-même Pierre de Mercœur, en même temps que Henri, élu archevêque de Ravenne. Léger assista le pape dans la solennité de cette double consécration ¹, qui eut lieu en présence de dix-huit autres prélats, dans la cathédrale de Rimini, le 13 mars de ladite année 1053 ². Il est à présumer que Léger revint

(1) *Domno Leudegario, Viennensis ecclesie Primate, post Domnum Papam mediatore et ordinatore, et ad missas vice capellani ad altare obsecundatore.*

(2) DOM MABILLON, *Annales Ordinis S. Benedicti*, lib. LX, n^o 33, t. IV, p. 494, et ad calcem, *instrum.* LXX, p. 680 (Édition de Lucques,

en France avec son nouveau collègue dans l'épiscopat. Quoi qu'il en soit, il assistait, vers la fin de l'année 1054, à la consécration de la cathédrale de Maguelonne, que l'évêque Arnaud venait de faire rebâtir ¹.

Cette même année, le saint pape Léon IX mourut. Il eut pour successeur Victor II, qui ne fut élu que le 13 avril de l'année suivante. Dès le commencement de son pontificat, qui fut d'ailleurs très court, le nouveau pape adressa à Léger un bref, qui était sans doute une réponse aux félicitations que notre prélat lui avait adressées au sujet de son exaltation. Il le loue de son dévouement à l'Eglise et de son attachement à la chaire de saint Pierre, et il le confirme dans le titre et les fonctions de vicaire du Saint-Siège pour l'administration de l'abbaye de Saint-Barnard; il lui recommande cette chère église de Romans, pour laquelle il témoigne autant de sollicitudo et d'intérêt qu'en avait eu le saint pape Léon; comme lui, il déclare prendre sous sa protection tous les religieux qui l'habitent ². Peu de temps après, le 26 avril 1056, Victor II adressait encore une lettre collective à Léger et aux chanoines de Saint-Barnard, dans laquelle il confirmait la liberté romaine et sanctionnait tous les autres privilèges que leur avait accordés son prédécesseur. Il leur fait aussi quelques recommandations et les rappelle à l'observation de leurs règlements. « Quant aux maisons que vous possédez en propre, dit-il, ou que vous pourrez construire par la suite autour de l'église, et pour ce qui regarde le cloître commun et ses dépendances, tenez-vous-en strictement à la règle que vous a donnée notre frère l'archevêque Léger, auquel notre vénérable prédécesseur Léon a confié cette église pour la garder fidèlement à saint Pierre et à nous. » La suite de cette lettre reproduit à peu près dans les mêmes termes les dispositions

Léonard Venturini, 1739). — Voir encore DOM MARTÈNE, *Thesaurus novus Anecdotorum*, t. II, col. 699. — BRÉQUIGNY, *Diplom.*, t. II, p. 58. — DOM VAISSETTE, *Histoire de Languedoc*, t. II, pr. ch. 220.

(1) *Recueil des historiens des Gaules*, t. XI, p. 369.

(2) *Cartulaire de Saint-Barnard*, N.º 39.

de la bulle de liberté accordée à l'abbaye par saint Léon IX. Elle est écrite tout entière de la main d'Hildebrand, alors sous-diacre de l'Église romaine, qui devint plus tard si célèbre sous le nom de saint Grégoire VII ¹.

En ce temps-là vivait à Vienne un saint religieux, nommé Guitger, abbé du monastère de Saint-Pierre, hors les murs de la ville. Dès la première année de son élévation à la chaire abbatiale (1051), il mit tous ses soins à faire restituer à son abbaye les biens qui lui avaient été injustement enlevés. Un certain Dudin s'était emparé de l'église de Notre-Dame de Monstereux ², et de terres considérables qui en dépendaient; et pour ce méfait Léger avait fulminé contre lui l'excommunication ³. Dudin, étant revenu à résipiscence, vint, le 14 avril 1051, en présence de l'archevêque et de tous ses chanoines, des religieux et de plusieurs personnages considérables de la région, faire sa soumission à Guitger. Devant cette imposante assemblée, il se déclara l'homme lige de l'abbé de Saint-Pierre et jura sur les saintes reliques qu'il lui serait désormais fidèle. Il lui remit en même temps les titres de l'église et des terres usurpées, et déposa l'acte de son désistement sur l'autel. Il donna des cautions pour tous les siens et assura qu'aucun de ses parents ne pourrait contrevenir à l'acte de restitution qu'il accomplissait. Moyennant cela, il fut relevé solennellement devant l'autel de Saint-Pierre de l'excommunication qu'il avait encourue, et reçut séance tenante l'absolution de l'abbé et de tous ses religieux, qui l'admirent en communauté de prières et lui accordèrent la faveur de la sépulture dans leur église, à lui et à son épouse. De plus, Guitger lui donna mille sous, partie d'argent très pur

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, N.º 4 bis.

(2) Canton de Beaurepaire (Isère)... *In loco et villa quæ dicitur Monte subteriore*.

(3) *Tempore vero Leudegarii, archiepiscopi supradicti, surrexit quidam Dudinus, qui supradictas terras invasit, et cepit monachos interpellare et inquietare... Excommunicatus inde fuit.*

et partie de cuivre, et six manses en bénéfice, à titre d'indemnité et pour confirmer leurs bonnes relations ¹.

Après que Guitger eut entièrement restauré son abbaye et récupéré tous les biens qui lui avaient appartenu, il s'entendit avec l'archevêque Léger pour réunir à Vienne une assemblée d'évêques, afin de faire confirmer par eux les possessions anciennes et nouvelles du monastère de Saint-Pierre, et de sanctionner ainsi d'une manière solennelle toutes ses acquisitions. Cette assemblée eut lieu dans le courant de l'année 1055 (la date précise n'en est pas indiquée); elle fut présidée par Hildebrand, que le pape Victor II avait fait son légat en France. Quatre archevêques, sept évêques et dix abbés y assistèrent; on remarquait parmi ces prélats deux évêques venus de l'extrémité de la Bretagne (ceux de Tréguier et de Saint-Malo). Léger y occupa le troisième rang, après l'archevêque de Lyon, Humbert; les autres archevêques étaient ceux de Tours et de Bourges. C'était un vrai concile. Léger en dirigea lui-même les opérations et les délibérations, et l'acte en fut fait en son nom. Cette pièce, intéressante à plus d'un titre, débute ainsi : « Que tous les fidèles de Dieu qui se trouvent dans la chrétienté de Vienne sachent à n'en pouvoir douter de quelle manière les biens ecclésiastiques doivent se trouver placés sous la garde du pasteur de chaque église. C'est pourquoi nous voulons qu'il soit notoire à tous nos successeurs qui viendront dans la suite des âges comment la restauration du monastère de Saint-Pierre, fondé hors de la porte d'Arles, au midi de la ville de Vienne, a été faite de notre temps par les soins et l'industrie de Guitger, abbé de ce monastère, savoir par l'acquisition de terres et de possessions que cette église n'avait pas eues auparavant, ou par le rachat à grand prix de celles qui avaient été perdues, vendues ou distribuées par ses prédécesseurs, afin que celui qui serait tenté d'en faire un pareil gaspillage ne s'avise plus de les distraire de la masse commune qui sert à l'entretien des frères

(1) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, p. 262 (Appendix, ch. 53).

réunis en ce lieu pour servir Dieu ¹. » Suit l'énumération des églises et des terres acquises ou recouvrées par Guitger dans les diocèses de Vienne et de Grenoble, avec l'indication du prix de rachat. Elles sont au nombre de douze principales, parmi lesquelles nous noterons seulement la petite chapelle de Saint-Didier, à Lens (Lestang), rachetée au prix de cinq livres avec les terres qui en dépendaient ².

Le 13 février 1056, un autre concile, aussi présidé par le légat Hildebrand, réunissait à Châlon-sur-Saône la plupart des prélats qui avaient assisté à l'assemblée de Vienne, et quelques autres encore. Léger s'y trouva avec eux. On y régla, entre autres choses, un différend qui existait depuis longtemps entre le chapitre de Romans et Gauthier d'Anse, fils de Hugues, au sujet d'une église dédiée à Saint-Barnard au lieu appelé Épinouse, sur la Saône, dans le territoire de Lyon. Cette église dépendait du prieuré d'Anse, lequel lui-même avait fait partie de la dotation primitive du chapitre de Saint-Barnard. Son éloignement l'exposait aux convoitises des seigneurs voisins. Usurpée une première fois, elle avait fait retour à ses légitimes propriétaires par les soins de Thibaud, archevêque de Vienne, et de Silvion de Clérieu. Hugues d'Anse s'en étant emparé de nouveau, Gauthier, son fils, avait consenti, sur les représentations de Léger et d'Humbert, archevêque de Lyon, à se dessaisir de l'église; mais il s'était opiniâtré à retenir une redevance annuelle d'un pourceau, de douze pains, de trois mesures ³ de vin et de trois émines d'avoine. L'autorité du concile eut raison de sa résistance; il abandonna ses prétentions et reconnut les droits de l'abbaye de Romans sur tous les revenus

(1) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, ch. 54.

(2) *In villa Cedranis, ecclesiola cum terris, et in Lento, capellula Sancti Desiderii cum terris, quinque libras emit.*

(3) Le texte porte trois sétiers, *sestaria*. C'était une mesure de capacité différente de celle que l'on désigne actuellement sous ce nom, et qui servait pour les liquides comme pour les solides. Le sétier de vin, dit Du Cange, était dans certaines contrées de deux livres et huit onces.

du prieuré d'Anse et de l'église d'Épinouze, qui ne furent plus désormais contestés ¹.

Plein de sollicitude pour les membres souffrants de Jésus-Christ, Léger eut soin de leur créer des asiles dans les lieux de son diocèse qui étaient plus spécialement soumis à sa surveillance et à sa juridiction. C'est à lui que l'on doit la fondation à Romans du célèbre hôpital Sainte-Foy, qui fut d'abord une dépendance et comme une succursale de l'abbaye de Saint-Barnard. Le concile de Mayence, tenu en 816, avait ordonné que l'on fit construire dans l'enceinte de chaque monastère des bâtiments particuliers pour les religieux et les chanoines infirmes, et en dehors, mais à portée de la communauté, un hôpital pour les pauvres, auquel les religieux devaient donner la dime de leurs biens et de toutes leurs offrandes. Conformément à ces prescriptions, l'hôpital Sainte-Foy fut construit sur un fonds appartenant à l'abbaye, et doté avec une partie de ses terres et de ses revenus; le chapitre affecta, entre autres, à cette œuvre de charité les dîmes de Saint-Paul, de Génissieux, du Chasse et de tout le territoire de Romans. Les textes précis nous manquent pour fixer la date exacte de cette fondation; mais une charte du Cartulaire de Saint-Barnard fait mention de la maison de l'Aumône comme existant déjà sur la fin du XI^e siècle ². Nous avons des détails plus circonstanciés sur la fondation de l'hôpital de Vienne. Ce fut de concert avec l'abbé Guitger et un de ses moines nommé Héradius que Léger entreprit cet établissement. Héradius avait des biens au quartier appelé la Chèvrerie; or, les dîmes de ce territoire étaient un sujet de contestation entre les abbayes de Saint-Pierre et de Saint-André.

(1) GIRAUD, *Essai histor.*, t. 1^{er}, p. 56, et Preuves, t. 1^{er}, p. 135 (ch. 83). — DOM MARTÈNE, *loc. cit.*, t. iv, p. 89. — La *Diplomatique de Bourgogne* fait mention d'une « charte de Gautier et de sa femme Blismoda en faveur de l'église de Saint-Barnard, lieu dit Spinosa, en 1032 »; mais le texte manque. (*Analyse de M. l'abbé CHEVALIER*, p. 34, N.^o LVIII.)

(2) D^r CHEVALIER, *Essai historique sur les hôpitaux de Romans*, p. 28. — *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 200.

Ces dîmes avaient appartenu autrefois à la paroisse de Saint-Marcel, mais l'église ayant été ruinée, celle de Saint-Martin de Gemens en avait usurpé la moitié. Les abbés des deux monastères obtinrent de Léger qu'elles seraient partagées entre eux par égales parts. Mais l'église de Saint-Martin ne voulut pas céder sa moitié, bien qu'elle s'en fût emparée sans aucun droit. Ce fut alors que le moine Héradius intervint comme conciliateur et pacificateur. Honoré et considéré de tout le monde pour sa vertu et sa haute piété, son avis ne pouvait manquer d'être écouté; il y avait lieu de croire que son arbitrage serait accepté et qu'on s'en tiendrait à sa décision. Il proposa donc aux parties adverses de mettre fin à leur querelle d'une manière honorable pour toutes les deux, en faisant réciproquement le sacrifice de leurs prétentions respectives et en consacrant l'objet de leur litige au soulagement des pauvres. C'était tourner un sujet de chicane en un acte de piété, et par conséquent à l'honneur de Dieu et au bien du prochain, que des religieux doivent toujours avoir principalement en vue. Pour les y engager plus efficacement par son propre exemple, il donna lui-même tous les revenus qu'il possédait en ce même lieu pour fonder un établissement en faveur des indigents. La proposition d'Héradius fut acceptée très volontiers, de part et d'autre, et on se mit à l'œuvre immédiatement. On détermina la part qui devait être attribuée aux pauvres dans le règlement définitif des biens vacants de l'ancienne église Saint-Marcel : ce fut, d'après Chorier, la dîme de la dîme entière, avec le labour de deux bœufs, et tous les bâtiments que le monastère de Saint-Pierre possédait au quartier de la Chèvrerie ¹. On y établit un hôtel-Dieu, qui fut appelé d'abord l'Aumône générale et qui fut désigné plus tard sous le nom d'hôpital Saint-Paul. « Ce lieu, dit Le Lièvre, est situé en un monticule, proche du palais impérial, où sont à présent bastis les Capucins, au dessous du chateau de Pipet, environné de vignes et jardins, lors des appartenances dudit monas-

(1) CHORIER, *Recherches sur les antiquités de Vienne*, liv. v, § 9.

rière par ladite donation. Après la ruine et désolation duquel bastiment et Hostel-Dieu, y fut érigée une Eglise sous le vocable de Sainte Miséricorde, et depuis de Saint Blaise, des despendances de Saint Ruf, de laquelle Eglise ne sont à présent remarquez aucuns vestiges ¹. » Quoique Léger ne paraisse avoir eu dans cette entreprise qu'un rôle secondaire et purement approubatif, cependant la Chronique des archevêques de Vienne lui en attribue l'honneur et mentionne cette fondation comme l'un des principaux actes de son épiscopat ². Chorier estime que ce fut là la première institution de ce genre établie dans la province ³.

Pour suivre l'ordre chronologique, nous aurions à parler ici de quelques transactions importantes de Léger avec Gontard, évêque de Valence, et avec Guiniman, archevêque d'Embrun ⁴. Nous les renvoyons aux notices de ces deux prélats. Mais nous devons mentionner la donation, ou plutôt la restitution faite à l'église de Saint-Barnard, le 30 juillet 1057, par Matfred, fils de Ragnier, du lieu d'Hostun, de la moitié de l'église de Samson, avec les terres et les dîmes qui en dépendaient. L'autre moitié avait été donnée déjà à l'abbaye par Guillaume, frère de Léger. L'acte de la donation de Matfred renferme quelques détails intéressants et nous fait connaître les circonstances qui donnèrent lieu à cette libéralité. Elle est approuvée par le père du donateur, en ces termes : « Moi, Ragnier, père du susdit Matfred, je loue et je confirme cette donation, parce que mon épouse, nommée Ermengarde, de l'héritage de laquelle dépen-

(1) LE LIÈVRE, *Histoire de l'antiquité et sainteté de Vienne*, p. 303.

(2) *Dotavit domum Dei de sanctâ misericordiâ cum Guithero, Sancti Petri abbate, de bonis Eraldi monachi, in loco Caprasia extruxit.* (*Chronicon archiep. Vienn.*, publiée par l'abbé CHEVALIER, p. 27.) — DE MAUPERTUY, *Histoire de la sainte église de Vienne*, p. 163. — CHARVET, p. 294; COLLOMBET, t. 1^{er}, p. 405.

(3) CHORIER, *Histoire générale de Dauphiné*, t. II, p. 12.

(4) *Cartulaire de Saint-Barnard*, chartes 16 bis, 39 bis, 55, 66 et 267.

dait ladite terre, avait donné déjà un manse à Saint-Pierre dans le même village. Ensuite Ragnier, fils de ce Matfred, voulut s'emparer de tous ces biens et y fit beaucoup de mal, parce que c'était un enfant. Mais ayant reconnu sa faute, il vint à Romans, devant l'autel de Saint-Pierre, le jour de la fête de Saint-Jacques, fils de Zébédée (25 juillet), en présence de l'archevêque Léger et de ses chanoines, et il approuva le don fait par son père Matfred et par son grand-père Ragnier, disant : *Je suis traité ainsi avec justice. Je donne de mon bien et je demande l'absolution. Et nous l'avons absous* ¹. »

Le 20 septembre de la même année, la reine Ermengarde remit à Guitger, abbé de Saint-Pierre, en présence de l'archevêque Léger, de l'abbé de Saint-André et de quelques autres, une vigne située le long du Rhône, non loin de la ville de Vienne, qui avait appartenu autrefois à ladite abbaye ². Léger est aussi mentionné comme témoin dans une autre donation faite par cette pieuse princesse à Artaud, évêque de Grenoble, de terres et d'églises situées à Aix-les-Bains et à Chambéry. L'acte en fut passé à Vienne, le 23 août 1057 ³. Chorier observe que Léger fut le solliciteur de cette libéralité, ainsi que de la précédente ⁴. Ce furent là les derniers actes connus de la veuve de Rodolphe; cette pieuse princesse mourut à Vienne, le 27 août de l'année suivante. Elle avait survécu vingt-six ans à son époux, qui ne l'avait eue qu'en secondes noces. Léger présida à ses funérailles, qui eurent lieu dans la cathédrale Saint-Maurice. Son tombeau se voyait autrefois dans le cloître, à la porte de la chapelle Saint-Jean; il fut détruit et violé vers le milieu

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 38. (V. la note de la p. 85.)

(2) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, ch. 56*, p. 267. — CHORIER, *Histoire gén. de Dauphiné*, t. II, p. 9.

(3) *Cartulaire de Saint-Hugues*, B, 20, p. 99.

(4) CHORIER, *loc. cit.*, p. 8.

du XVII^e siècle¹. « L'archevêque Léger, dit Chorier, avait été dans une parfaite confiance avec cette princesse. Elle avait l'âme naturellement portée au bien et n'avait eu besoin des conseils de ce prélat que pour en faire avec plus de justice et d'ordre². »

Quelques jours auparavant, le 10 août de la même année 1058, Léger assistait, avec Guiniman, archevêque d'Embrun, Ebbon, archevêque de Tarentaise, et Artaud, évêque de Grenoble, à la consécration de l'église du prieuré de Domène, fondé par Rodolphe et Ainard, son fils, tiges de l'ancienne famille de Monteynard³. Nous croyons pouvoir rapporter vers cette époque un acte sans date du Cartulaire de Saint-André-le-Bas, que Chorier résume ainsi : « Hector, fils d'Artaud IV, comte de Forez, possédait des terres contiguës à celles de l'église de Vienne, et prétendait quelques droits sur celles de Communay et de Solèzo, et sur quelques autres, dont Léger avait effectivement la possession... Ce différend causa entre eux une guerre ouverte; mais elle fut de peu de durée. Hector se réconcilia avec Léger, reconnut sa souveraineté et lui donna des otages pour l'assurer de sa foi. Rien ne les divisa depuis, et une haine de peu de jours produisit entre eux une sincère et parfaite amitié⁴. »

Ce fut sans doute aussi vers ce même temps que Léger donna en précaire à un chanoine de Viviers, nommé Arnaud, un manse dans la paroisse de Saint-Alban⁵, qui avait été donné

(1) CHARVET, *loc. cit.*, p. 372, et CHORIER, *Ibidem*. C'est à tort que ce dernier auteur place la mort d'Ermengarde en 1057. L'acte du 20 septembre cité plus haut démontre clairement son erreur.

(2) CHORIER, *Ibidem*.

(3) *Cartulaire de Domène*, publié par M. de Monteynard, ch. 1, p. 2. — CHORIER, *loc. cit.*, p. 10.

(4) CHORIER, *loc. cit.*, p. 13. Voir aussi t. I, pp. 830 et 866. — *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, ch. 206 (p. 150).

(5) Saint-Alban-d'Ay, canton de Satilleu (Ardèche).

autrefois à Saint-Barnard par un chevalier du nom d'Arbert, et le pape saint Léon ' en avait confirmé la possession à l'abbaye. L'acte est rédigé au nom de l'archevêque. — « Moi, Léger, y est-il dit, et tout le clergé de l'église des douze Apôtres, et des trois martyrs Séverin, Exupère et Félicien, et de Saint-Barnard, nous autorisons Arnaud à posséder ce manse avec toutes ses dépendances sa vie durant, à la condition qu'il vous enverra chaque année par son intendant un *sétier* de miel, de la meilleure qualité, et que ce manse fera retour à cette même église après sa mort. Qu'il se garde bien seulement d'en donner ou d'en vendre aucune partie à personne, ni à son héritier, ni à quelque autre que ce soit ². » Léger se porte lui-même témoin de cet acte avec tous les religieux de Saint-Barnard, au nombre de dix-huit, parmi lesquels on remarque Adon, son frère, et Guiniman, dont nous aurons à nous occuper bientôt ³.

Nous ne savons sur quoi se fonde Charvet pour faire tenir à Léger un concile à Vienne en 1060 ; ce concile n'est mentionné que par lui, et Collombet observe qu'il n'en a trouvé aucune trace dans la grande collection des Pères Labbe et Cossart ⁴. Mais les indications de Charvet, d'ordinaire si exact, sont tellement précises que l'on ne peut supposer qu'il ait avancé un fait semblable sans en avoir les preuves, ni qu'il ait imaginé et inventé les détails circonstanciés qui accompagnent son récit. « Tandis que Léger, dit-il, construisait le temple du Seigneur, le pape Nicolas II s'appliquait à purger ses ministres des vices de l'incontinence et de la simonie. Le cardinal-prêtre Étienne, son légat en France, assembla par son ordre à Vienne un con-

(1) *Sanctus Leo, papa Romanæ ecclesiæ*. Ces expressions indiquent qu'à l'époque où cette charte a été écrite, le pape Léon IX était mort, ce qui en circonscrit la date entre les années 1054 et 1070.

(2) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 73.

(3) *Hujus notitie sunt testes : dominus L. prædictus archiepiscopus... Ado, ... Vinimannus...*

(4) COLLOMBET, *Histoire de la sainte église de Vienne*, t. 1^{er}, p. 408.

cile, qui se tint le lundi, dernier jour de janvier 1060. Des dix canons qui y furent faits, il ne nous en reste que trois. On y voit que si un évêque confère par simonie quelque ministère ecclésiastique ou la prébende qui y est attachée, il est permis au clergé de s'y opposer et d'avoir recours aux évêques voisins, même, s'il est besoin, au Saint-Siège. Il est aussi défendu aux évêques d'aliéner les biens de l'Eglise à titre de bénéfice, c'est-à-dire de les donner en fief¹. »

L'époque à laquelle nous sommes parvenus est marquée par une recrudescence extraordinaire de donations, d'acquisitions et de restitutions faites en faveur de l'église de Saint-Barnard, par les soins de Léger ou en sa considération. L'année 1062 fut particulièrement avantageuse à l'abbaye; le Cartulaire ne présente pas moins de dix actes pour cette année-là, dont cinq furent passés le même jour². Les deux ou trois années qui suivirent furent aussi très fertiles en transactions. On en trouve le détail dans le savant ouvrage de M. Giraud³. Le *Gallia christiana* les résume en ces termes : « En l'année 1062, Léger, qui veillait avec une activité incessante aux intérêts de l'abbaye de Romans, fit tant de transactions, acquit tant de terres, reçut tant de donations, que ce ne serait pas un mince labeur d'en entreprendre l'énumération. Il reçut entre autres, le 22 mars, différentes redevances d'une dame nommée Gotolinde, à Montfalcon (*in villâ Falconis*)⁴, de Guigues au lieu de Navez⁵, de Pons dans l'église de Saint-Julien-Molin-Molette⁶. La même année, le 18 et le 20 juillet, Falcon, Guillaume et Folchier, chevaliers, enrichissent de nouvelles libéralités Léger et son

(1) CHARVET, *loc. cit.*, p. 294.

(2) Le 22 mars. Ce sont les chartes 40, 41, 42, 43 et 44.

(3) *Essai histor. sur l'abbaye de Saint-Barnard*, t. 1^{er}, p. 59 et suiv.

(4) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 42.

(5) Dans le territoire d'Annonay. (*Ibidem*, ch. 43.)

(6) *Ibidem*, ch. 44.

abbaye¹. Le 26 août 1064, il reçoit de Didier une terre et d'autres droits dans le lieu de Chatte²; ensuite, le 13 octobre, Léger reçoit, au nom des chanoines de Romans, trois pièces de terre qui lui sont données au lieu de Conquers par Guigues, son cousin germain³. Plusieurs autres personnages d'un rang distingué font pareillement à Léger des donations de terres dans le Viennois, pendant les années 1065 et 1066⁴. »

Vers la fin de l'année 1065, Léger fut obligé de faire un troisième voyage au delà des Alpes pour des motifs bien différents de ceux qui avaient déterminé les deux premiers. Il s'était établi au bourg d'Aiguebelle, en Savoie, des faux monnayeurs, qui infestaient le commerce de leurs mauvaises pièces. Cette contravention portait une atteinte directe aux droits des archevêques de Vienne, qui jouissaient du privilège de frapper monnaie. Le bienheureux Burcard en avait usé; mais ce saint prélat avait eu déjà à se plaindre des contrefaçons de ce même atelier d'Aigue-

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 46, 47 et 48. — Cette revue de l'année 1062 n'est pas complète; outre deux des cinq chartes du 22 mars, qu'elle ne mentionne pas, il y en a encore une du 26 avril et une autre du 27 novembre.

(2) Ch. 54. — Cette charte est des plus curieuses. (Voir le texte dans le t. 1^{er} des *Preuves*, p. 105.) — Le même jour, Richard de Tournon reçut en prestaire une vigne à Mercuroi, moyennant une redevance de 24 lamproies et d'une livre de poivre, et il rend à l'abbaye une autre vigne située au même lieu (ch. 53). — Le lendemain, 27 août, eut lieu une nouvelle et importante transaction entre Léger et Guiniman (ch. 55). — Nous en parlerons en son lieu.

(3) Les terres données par Guigues, qui se qualifie lui-même cousin germain de Léger (*ejus germanus consobrinus*), étaient situées sur le territoire de Génissieu, au lieu appelé Conquers. Le donateur observe qu'elles avaient fait partie de la dot que son grand-père Silvius avait constituée à sa mère en la mariant. *Hec terra est hereditas materna, quam avus meus Silvius dedit patri meo cum sua Alia*. (V. GIRAUD, *Essai histor.*, t. 1^{er}, p. 61, et *Preuves*, t. 1^{er}, p. 109.)

(4) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 57, 58 et 63. — *Gallia christiana*, t. xvi, col. 68.

belle, et il en avait fait parvenir ses doléances à Othon, marquis d'Italie, dont l'autorité eut bien vite réprimé ce désordre; mais après la mort de ce prince, les faussaires reprirent leur criminelle industrie. Le pape Léon IX les excommunia; cependant, ni les foudres de l'Eglise, ni le châtement exemplaire de l'un d'eux, qui fut frappé d'une paralysie universelle à la suite de la sentence fulminée par le pape, ne parvinrent à les réprimer. Les choses en étaient venues au point que, du temps de Léger, les transactions commerciales étaient devenues presque impossibles, par suite de l'énorme quantité de pièces fausses qui étaient en circulation. Notre prélat se rendit donc auprès d'Adélaïde, veuve d'Othon, pour la prier de faire cesser un abus qui était aussi préjudiciable aux souverains qu'à leurs peuples. La marquise y consentit volontiers; elle commit à cet effet Aldrade, abbé de Brême, et le chargea de s'entendre avec Artaud, doyen du chapitre de Vienne, pour donner prompt et entière satisfaction à l'archevêque Léger, et pour aviser de concert aux mesures les plus efficaces et les plus opportunes à prendre à cet égard. Les deux commissaires décidèrent qu'on ne fabriquerait plus de monnaie à Aiguebelle, mais seulement à Vienne, au nom et de l'autorité de l'archevêque. Pierre, Amédée et Odon, fils d'Adélaïde, approuvèrent cette décision, et il en fut dressé un acte authentique, qui porte la date du 30 novembre 1065¹.

Il est à présumer que Léger profita de cette occasion pour aller jusqu'à Rome; peut-être même ce ne fut qu'au retour d'un voyage *ad limina* qu'il régla cette affaire. C'est ce que nous donne à supposer un acte du Cartulaire de Saint-Barnard, qui est malheureusement sans date, mais qui ne saurait être antérieur à l'année 1061, puisqu'il fut passé sous le pontificat d'Alexandre II, qui commença à régner cette année-là. C'est

(1) D'ACHERY, *Spicilegium*, vet. ed., t. XII, p. 284. — CHARVET, *loc. cit.*, p. 295. — MIGNE, *Patrologie latine*, t. CXLIII, col. 1407-8. — CHORIER, *État politique du Dauph.*, t. I, p. 308. — G. DI SAN GUINTINO, *Monete del decimo et del un decimo secolo*, p. 36. — MORIN-PONS, *Numismatique féodale du Dauphiné*, pp. 12-16.

une donation faite à Rome même en faveur de l'abbaye de Romans par deux diocésains ou compatriotes de Léger, qui l'avaient sans doute suivi dans son pèlerinage au tombeau des saints Apôtres. Cette curieuse charte mérite d'être citée tout entière ; c'est la 14^e du Cartulaire de Saint-Barnard :

« A la sainte église de Dieu que saint Barnard a fondée à Romans, sur les confins du diocèse de Vienne, sur la rivière de l'Isère, et qu'il a consacrée en l'honneur des douze apôtres et des trois martyrs Séverin, Exupère et Félicien, où le seigneur archevêque Léger préside. Moi donc, nommé Barnefride, et mon épouse, du nom d'Aya, réfléchissant sur la miséricorde de Dieu et sur la nécessité de réparer nos fautes, nous donnons à Dieu et auxdits saints, pour la communauté des frères, la moitié de la plantation que nous avons faite sur l'héritage du seigneur archevêque Léger et de son père Guillaume, à la condition que nous la posséderons et en jouirons tant que nous vivrons, et nous paierons pour l'investiture trois sétiers de vin. Mais après notre décès, tout reviendra, sans délai aucun, à la communauté des frères. Et moi, Léger, archevêque, j'approuve cette donation, et je donne de mon côté l'autre moitié qui me revient en vertu des lois. Or, cette terre et cette plantation sont situées dans la paroisse de Saint-Jean-de-Charlieu¹, au village qui est appelé Brozaias, et elles ont pour limites et pour confins, au levant et au midi, deux chemins publics, au couchant et au nord, une terre de mon héritage. Cette charte a été faite devant le corps de saint Pierre, à Rome, et les chanoines de Saint-Pierre l'ont reçue, ainsi que leur primicier, nommé Benoît, qui portait le surnom de Buveur d'eau, parce qu'il n'avait jamais bu du vin, et ils l'ont envoyée à Romans, avec un don qu'ils avaient reçu au sujet de cette terre. Quiconque donc, homme ou femme, s'avisera d'usurper cette terre et de la détourner de l'usage des clercs qui servent Saint-Pierre dans le

(1) Commune de Chatuzange. On voit encore sur les bords du ruisseau de Charlieu les ruines d'une chapelle dédiée à Saint-Jean.

lieu de Romans¹, qu'il encoure toutes les malédictions de Dieu, conformément à l'excommunication que les chanoines de Saint-Pierre ont déjà prononcée contre lui, devant le corps du Prince des Apôtres qui est à Rome, et ce afin que le présent acte demeure ferme et stable, avec la stipulation qui y est jointe. Cette donation a été faite à Rome, au mois d'avril, et a été reçue à Romans le jour de la fête de Saint-Pierre (29 juin), sous le pape Alexandre II². Signe de Barnefride et de son épouse Aya, apposé de leur propre main. Signe du seigneur Léger, archevêque de Vienne, le roi Henri II n'étant pas encore créé empereur des Romains³. »

(A continuer.)

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(1) *In loco Romano*. — Nous croyons pouvoir traduire ici ce mot par *Romans*. Le contexte indique clairement ce sens.

(2) Les quantièmes indiqués ici ne correspondent pas à celui de la charte relative aux monnayeurs d'Aiguebelle. Si ces deux actes se rapportent au même voyage, il faudrait supposer que Léger passa tout l'hiver et une partie du printemps en Italie, et que ce fut en y allant qu'il régla l'affaire de la monnaie avec la marquise Adélaïde. Dans ce cas, le dernier acte cité serait de l'année 1066.

(3) GIRAUD, *Preuves*, t. 1^{er}, p. 38.

POSTE AUX LETTRES A DIEULEFIT

EN 1783

Les Romains connaissaient la poste aux chevaux et la poste aux lettres ; mais cette administration ayant péri sous la domination des Barbares , Louis XI, en 1464, la rétablit pour son service exclusif, et en 1550 seulement les particuliers furent admis à profiter de l'institution, en certains cas.

Toutefois le service n'a été régulièrement organisé que depuis 1790.

Un acte, conservé dans les archives municipales de Dieulefit, mérite d'être publié pour nous édifier pleinement sur ce point ; il est du 12 février 1783.

« L'assemblée des officiers municipaux a été convoquée, à la diligence de MM. les échevins, par devant M. Pierre-Fortuné Grimolle, premier échevin, autorisant l'assemblée ; présents et assistants sieur Jean-Louis Chalamel, échevin, Noyer, Robin, Paulet, Morin, Cordonnery, etc.,

» Auxquels assemblés propose ledit sieur Chalamel que François Chaffois, messager de cette communauté, est valétudinaire, qu'il ne peut s'acquitter avec exactitude de la messagerie, qu'il seroit à propos d'en nommer un autre... ;

» Les assemblés, après avoir entendu lecture de la proposition, ont unanimement délibéré qu'ils nomment pour messager Jean Chauffert, fils à Paul, dont la probité est connue, à la charge d'aller exactement à Montélimar trois fois par semaine, savoir : les lundi, mercredi et samedi, et de revenir le même jour depuis le 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} octobre suivant, et depuis

le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} avril de revenir le lendemain du jour de son départ, à 2 heures après-midi; d'avoir attention, en arrivant, de ne faire voir à personne les lettres qu'il apportera, d'en faire le triage chez lui et de remettre tout de suite chaque lettre à son adresse, sous la rétribution ordinaire d'un sol pour chacune, sans pouvoir en exiger davantage, à peine de concussion et d'être poursuivi extraordinairement; il ne pourra aussi faire voir à personne les lettres qu'on lui remettra pour porter à Montélimar, et pour lesquelles il ne pourra également exiger qu'un sol, sous les mêmes peines; il sera en outre tenu, pendant tout le temps qu'il mettra deux jours pour faire le voyage à Montélimar, de prendre le samedi les lettres qui arrivent dans la nuit dudit jour au dimanche, et au cas où il ne pourroit arriver en ce bourg aux jours et heures ci-dessus indiqués, soit par le mauvais temps ou par quelque cas fortuit, il sera tenu de rapporter un certificat de MM. les officiers municipaux ou de telle autre personne digne de foi de l'endroit où il se trouvera arrêté.

» Étant ici présent, ledit Chauffert a accepté sa commission de messenger aux clauses que dessus et a promis de s'en acquitter avec exactitude et fidélité pendant tout le temps qu'il plaira au corps municipal de le laisser, à commencer dès aujourd'hui, et moyennant la rétribution ou gages de 50 livres, desquelles la communauté lui en payera 24 et MM. Morin, négociants de ce bourg, les 26 restantes, le tout en quatre payes égales, de 3 en 3 mois,... ce qui a été accepté par MM. Morin, ici présents. »

Chauffert présente pour caution de ses engagements le sieur Sabon, cordonnier, et tout le monde signe, à l'exception de Chauffert, illettré ¹.

(1) Archives communales de Dieulefit, BB. 10.

TROIS ÉPITAPHES

DES FAURE DES BLAINS

de Valence et d'Anneyron.

Antoine Favre (*Faber*), né à Bourg-en-Bresse, le 11 octobre 1557 et décédé à Chambéry, le 1^{er} mars 1624, mérita par ses talents la présidence du sénat de Savoie et l'amitié de saint François de Sales¹.

Étienne, son frère, aussi docteur en droit, vint s'établir à Anneyron, où il épousa l'héritière de la famille des Blains et laissa deux fils, appelés Arnaud et Jean Faure².

Arnaud embrassa la carrière militaire après ses études juridiques, servit sous le duc de Nemours, acquit la noblesse en 1582, « pour s'être porté vaillamment au combat où fut pris Monthbrun, y ayant mesme été blessé, » au témoignage de Chorier³.

On manquait d'autres détails sur sa biographie ; mais son épitaphe, gravée sur une table de marbre, qui est conservée au musée du petit-séminaire de Valence, permet de combler les lacunes. Elle est écrite en lettres romaines capitales, avec d'assez nombreuses abréviations, et entourée d'un encadrement de la Renaissance.

(1) *Nouvelle biographie générale*, art. *Favre*.

(2) *Vie d'Antoine Faure des Blains*, par DE MARVILLE.

(3) *État politique*, t. III, au mot *Faure des Blains*.

Nous la reproduisons d'après l'estampage de M. l'abbé Perrosier, en complétant les mots abrégés :

D(eo) O(ptimo) M(aximo)

Æt(er)næq(ue) memor(iæ), n(obilis) Arnaldi Fabricii Bleyani, Stephani, j(uris) u(triusque) d(ocoris) filii, / qui ab ephœb(is) humaniorib(us) l(itte)ris primum imbut(us) dein j(uris) u(triusque) laurea / insignit(us), tum regior(um) cataphractor(um) numero aggregat(us), ac tand(em) / honorifica missione domum revers(us), vita privatim et procul a forensi / castrensiq(ue) strepitu auspicato instituta, jure III liberor(um) / superstitem fœlicit(er) adepto, re familiari ubertim composita, / generis stemmate ab invidorum incessionib(us) juridice vindicato, / exemplo bene vivendi suis laudabilit(er) p(ro)posito o(mn)ibus-q(ue) sancte m(at)ris Ecc(lesi)æ sacramentis pie susceptis, confect(us) senio, / vitæq(ue) longioris p(er) tæs(us), volens et efflagitans, in Neronensi / agro, ubi degebat, intra triduum, laterali morbo ab hac luce / subtract(us), major(um) s(c)p(ul)chro q(uo)d in cap(el)la fam(i)l(i)æ ibidem existit / illat(us) est, prid(ie) kal(endas) mart(ii) ciorcviij. Vixit aa(nnos) lxxvi mm(enses) IV dd(ies) XI. /

In memoria æterna erit justus. Psalm. cx.

Voici le sens de cette épitaphe, dédiée à Dieu très grand et souverainement bon et à la mémoire éternelle de noble Arnaud Faure des Blains.

« Fils d'Etienne, docteur en l'un et l'autre droit, Arnaud fut nourri dès l'enfance de l'étude des belles-lettres et obtint ses grades en l'un et l'autre droit. Incorporé dans les cuirassiers du roi, il revint en ses foyers, après une mission honorablement remplie, mena une vie réglée et obscure, loin du bruit des camps et des tribunaux, s'occupant des droits de ses trois enfants et gérant avec fruit ses biens, et fit reconnaître en justice sa noblesse attaquée par des envieux. Puis, laissant d'excellents exemples à sa famille, muni des sacrements de l'Eglise, accablé de vieillesse et soupirant après la mort, il succomba en

trois jours à un mal de côté et fut placé dans le tombeau de ses devanciers, qui se trouve dans une chapelle domestique au territoire d'Anneyron, le dernier février 1608. Il vécut 76 ans, 4 mois et 11 jours.

» La mémoire du juste sera éternelle (Psaume 110). »

Marié avec Catherine d'Urre, il eut trois enfants, parmi lesquels Antoine, professeur en l'université de Valence, se fit un nom dans les lettres.

Selon Chorier, Antoine ne s'appliqua pas seulement à « l'estude de la jurisprudence, en laquelle nul de son temps ne le surpassa; il excella dans l'histoire, dans la connoissance des médailles, dans les mathématiques et dans l'astrologie. Il a escrit divers ouvrages et entre autres sur les matières du droit canonique. Mais il en resta touchant l'histoire, et mesmes concernant celle du Valentinois, qui n'ont pas été mis en lumière. Il mourut en 1626 ¹ et fut inhumé dans l'église Saint-Apollinaire.

On peut voir dans la *Biographie du Dauphiné* les titres exacts de ses deux ouvrages, imprimés l'un en 1616 et l'autre en 1660.

Son éloge, qui se lit au commencement du dernier, est l'œuvre du sieur de Marville, héritier de sa bibliothèque et de ses manuscrits sur l'astrologie, avec une description des diocèses de France réputée inédite, — bien que le frontispice gravé soit aux archives de la Drôme ², ainsi que bon nombre de papiers

(1) *Histoire abrégée*, 2^e partie, p. 260.

(2) En voici le titre: « Carte ecclesiastique avec sa declaration et pieces justificatives d'icelle, le tout representant l'estat des archeveschés et eveschés du Royaume de France et principaultez adjacentes appartenants a l'eglise gallicane, ensemble la description des villes, contrées, rivières, isles, montagnes, forests et autres tant circonstances que despendances des mesmes eveschés et archeveschés, par Antoine Faure, escuyer, sieur des Bleyns et de Saint-Amour, conseiller du Roy et son lecteur en l'Université de Valence. MDCXXI. » L'épreuve est mauvaise; de là difficulté de lire le nom du graveur.

des Duclaux-Marville, — une table des médailles de tous les empereurs d'Occident et d'Orient et des recherches sur l'histoire locale, — seule perte vraiment regrettable, si elle est bien définitive.

L'épithaphe d'Antoine se voyait autrefois dans l'église cathédrale de Valence, où elle n'existe plus. Celle que nous donnons a été conservée manuscrite dans un livre de la bibliothèque publique de Valence :

H. E. M.

N(obilis) Ant(onius) Fabricius Bley(nian(us) J(uris) C(onsulti) Neronen(sis) et in univers(itate) Valent(ina) ordinarius, reg(ius)-q(ue) jurium interp(res), hoc sibi et suis paravit monum(en)-tum), in quo jam quiesc(unt) IIII qui p(re)decesser(unt) ejus liberi: Ant(onius), Claud(ia), Joan(ne)s, et Delphin(a), ibique etiam superstites VIII: Petr(us), Fab(ius), Elysa, Andr(ea)s, Aloy(sia), Franc(isc)a, Margarita et Ant(onius)-Salomo, una cum puerorum patre et avo materno n(obili) Petr(o) de Dorna j(uris) u(triusque) d(octoris) et ejusd(em) univers(itatis) decano, si Deus faxit, expectant. MCXXVI.

« Noble Antoine Faure des Blains, jurisconsulte, d'Anneyron, professeur en droit ordinaire et du roi en l'université, a préparé ce monument pour lui et les siens. Quatre de ses enfants: Antoine, Claudie, Jean et Dauphine, y reposent déjà; les huit autres: Pierre, Fabien, Élisabeth, André, Louise, Françoise, Marguerite et Antoine-Salomon, attendent leur tour d'y venir, s'il plaît à Dieu, en compagnie de leur père et de leur aïeul maternel, noble Pierre de Dorne, docteur en l'un et l'autre droit, doyen de la même université. 1626. »

Antoine Faure des Blains avait pris alliance dans la famille de Dorne, qui posséda et peut-être fit construire la Maison des Têtes, véritable bijou de pierre de Valence et du département.

L'épithaphe de son épouse, gravée sur marbre, se voit actuellement au musée de la ville, et en voici la transcription :

Cy gist

D(ame) Ysab(elle) de Dorne f(ille) de n(oble) Pierre de Dorne, J(uris)C(onsulte) et / doyen en l'université de Valence, laquelle ayant / vescu en amitié et concorde avec n(oble) Antoine Faure des / Bleyns, aussi J(uris)C(onsulte) et lecteur du roy en la mesme / univers(ité), son mary, l'espace de XII années et apres / luy avoir faict aultant denfans, sc(avoir) VI fils et / VI filles, s'acouchant du dernier le xxviii Jving / mdcxiv, deceda au grand regret desd(its) p(arents) et m(ari), agée de xxxii ans ix mois xiii jours. — *Requiescat in pace.*

Pierre, l'aîné des enfants d'Antoine, suivit la carrière des armes et devint premier capitaine dans le régiment de Roussillon.

Il épousa Claudine de Marquet et fut père d'André et de Fabien, l'un guerrier et l'autre religieux.

André laissa une postérité.

Quant à *Antoine-Salomon*, chanoine et prévôt de Saint-Apollinaire, abbé du Bourg-lès-Valence, vice-chancelier de l'université, il périt misérablement dans le Rhône. « Il est arrivé un sinistre accident et tout à fait surprenant ici, dit une lettre du 4 août 1671, c'est la mort de M. l'abbé des Blains, qu'on a trouvé noyé dans le Rhône, sans savoir de quelle manière cela est arrivé. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il avait reçu 10 ou 12,000 livres pour M. de Valence, lesquelles on a trouvées ¹. »

Dans la notice sur les de Dorne et les Marquet de plus longs détails trouveront leur place naturelle; il ne s'agissait ici que de transcrire quelques épitaphes ignorées, véritable état civil des premiers Faure des Blains.

UN ARCHÉOLOGUE.

(1) *Inventaire sommaire des archives de la Drôme*, E. 1615.

LES SEIGNEURS D'APS EN VIVARAIS

La tribu celtique des *Helvirs* ou *chasseurs* occupait cette partie de la Gaule qui forme aujourd'hui le midi du département de l'Ardèche. Leur chef-lieu politique était une ville située sur une éminence, à environ 10 kilomètres du Rhône et sur la rive droite de l'Escoutay, affluent de ce fleuve.

Soumis par les Romains, les *Helvirs* virent leur nom latinisé et traduit par *Helvii*, tandis que leur capitale, devenue *Alba*, s'adjoignait le nom de la tribu, pour se distinguer des villes de même nom, et s'appelait *Alba Helviorum*.

Cette ville fut importante par son étendue et sa population, à en juger par les imposantes substructions découvertes dans son sol, par les vestiges romains qui se retrouvent fréquemment dans la plaine voisine et surtout par les nombreuses bornes milliaires qu'a laissées la voie romaine allant d'*Alba Helviorum* à Valence, le long de la rive droite du Rhône¹.

L'importance d'*Alba Helviorum* lui valut la résidence des évêques de la contrée. Mais, renversée en 406 par les Vandales, qui firent mourir son saint évêque Avoles, cette ville perdit son siège épiscopal, transporté en 411, par l'évêque Ausone, sur le bord du Rhône, dans un bourg composé d'un château et de quelques habitations; et ce bourg, nommé *Vivarium*, devenu ainsi chef-lieu religieux du territoire helvien, a donné au pays de sa dépendance le nom de *Vivaraïs*.

(1) *Congrès archéol. de France*, t. XII, pp. 339-41. — *Bullet. de la Société archéol. de la Drôme*, t. XXI, pp. 150-6.

Toutefois *Alba* ne périt pas complètement. Elle apparaît dans la suite sous le nom d'*Alps*, *Alpes*, mot d'origine celtique, signifiant *la hauteur*, et sous lequel la tradition a certainement conservé plus ou moins intacte la forme même du nom primitif de l'antique capitale des Helvirs.

Alps, plus tard *Aps*, dut à sa position élevée et facile à fortifier au milieu de la vallée de l'Escoutay, qu'elle commande, de devenir au moyen-âge le siège d'une seigneurie de quelque importance.

Cette seigneurie fut d'abord possédée par les d'Aps, dont la famille était encore représentée au ^{xiii}^e siècle par dame Gaudefride d'Aps. Nous voyons en effet cette dame et Giraud Adhémar faire reconnaître leurs terriers d'Aps et de Saint-Pons devant Clamouze, notaire, le 4 des calendes de janvier 1292.

Mais les d'Aps étaient apparemment tombés en quenouille dans les Deux-Chiens, car, le 27 mars 1240, Agnès de Rac, donnait à Pons des Deux-Chiens, seigneur d'Aps, la douzième partie du fort de La Roche-d'Aps; le 31 mars 1245, Bertrand de Sceautres, fils de Bertrand et de Poncie de Rac, donnait à Pons des Deux-Chiens la huitième partie du château de La Roche-d'Aps; et le 22 avril 1249, Guillaume de La Tour donnait la huitième partie du même château au même Pons, qui d'autre part donnait, le 18 décembre 1247, devant Pierre du Puy, notaire à Viviers, les châteaux de Sceautres et d'Aubignas à Giraud Adhémar, seigneur de Monteil.

Depuis lors les Adhémar eurent des droits féodaux, qu'ils augmentèrent même, dans le voisinage d'Aps. En 1291, Giraud Adhémar de Monteil achetait de Béatrix, veuve de Guillaume d'Aubignas, et de Raymond, son fils, la sixième portion de ce que ceux-ci avaient et percevaient au port de *La Pierre*, avec droits et appartenances. En 1305, vénérable seigneur Hugues Adhémar était seigneur de Sceautres, où Imbert de Cabannes, son feudataire, se dessaisissait de quelques censés. En 1310, Giraud Adhémar, seigneur de Monteil, léguait à autre Giraud, son fils et héritier universel, Monteil, Rochemaure, Le Teil, Aps, La Roche-d'Aps, Saint-Andéol-de-Berg, Saint-Pons,

Sceautres, etc., avec réserve toutefois des terre et château de Sceautres en faveur de Hugues, autre fils du testateur, réserve qui nous explique la reconnaissance en fief faite, en 1328, par Marcon Chapus, notaire, pour quelques rentes au mandement de Sceautres, à Hugues, seigneur du château dudit Sceautres.

Mais, si cette branche des Adhémar eut des droits importants sur Aps et sur des fiefs en dépendant, elle ne fut pas seule à recueillir les biens de Pons des Deux-Chiens; car celui-ci vendit, le 2 octobre 1260, devant du Puy, notaire de Viviers, à « l'université de la cathédrale » dudit Viviers une partie « du domaine et juridiction du fort et tènement de La Roche près d'Aps et ses appartenances ». Au surplus, une note sur un document dont il sera question plus loin, dit que Pons accorda, en 1290, aux habitants d'Aps des libertés et franchises, indiquées dans ce document. Toutefois, il est probable qu'elles furent accordées plus tôt ou par un autre; car antérieurement au 4 juin 1287 Pons avait laissé son *héritage* à noble Blonde des Deux-Chiens, sa nièce, qui, aussi avant cette date, était mariée à Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, devenu de ce chef seigneur d'Aps¹: de sorte que celui-ci est le premier auquel puisse se rapporter un sceau en plomb dont on connaît deux exemplaires identiques, sur lesquels M. Vallentin, vice-président de la Société d'archéologie de la Drôme, a lu † *S. Giraudi Adæmarii de Montilio dñi Grahinani et de Alpibus*, et portant sur la face les armes des Adhémar de Grignan et sur le revers celles des Deux-Chiens².

Giraud Adhémar et Blonde, sa femme, sont connus par une foule d'actes relatifs à Aps et aux fiefs en dépendant, et dans lesquels ils agissent fréquemment de concert. Indiquons seulement: 1° leurs traités, du 4 juin 1287, avec un particulier, au sujet d'une rente de 56 sols; du 15 décembre 1302, avec un prieur, sur les lods; du 9 juin 1308, avec le seigneur de Mon-

(1) Collect. d'archives de M. Morin-Pons.

(2) LACROIX, *L'Arrond. de Montélimar*, t. iv, p. 187.

teil et de Rochemaure ; 2° le rachat qu'ils firent, le 1^{er} décembre 1287, « de l'université de la cathédrale de Viviers, » de « la huitième partie du domaine et juridiction du fort et tenement de La Roche près d'Aps et ses appartenances, que Pons des Deux-Chiens avait vendue à ladite université, le 2 octobre 1260 » ; 3° les hommages et reconnaissances en fief à eux faits, le 8 août 1291, par l'abbé du monastère de Pibrac ; en septembre suivant, par « Hugues de Montauros », qui hommage en même temps à une « dame de Gauffriac, dame d'Aps » ; en 1300, par divers seigneurs ; en 1311, par Pons de Burac, damoiseau d'Aps, pour des maisons audit Aps ; en 1312, par le prieur de Saint-Pons ; en 1317, par des particuliers ; 4° les hommages qu'ils firent eux-mêmes, le jeudi après Pâques 1299, en fief franc à l'évêque de Viviers pour les mandement et forteresse d'Aubignas ; le 8 juin 1308, en fief franc pour les châteaux d'Aps, Saint-Pons, La Roche près le château d'Aps et Saint-Andéol, leurs territoires, appartenances et dépendances, à Giraud Adhémar, seigneur de Monteil, qui leur accorda en retour reconnaissance de divers droits, actes qui nous expliquent un traité, du 14 juillet 1309, entre « les seigneurs Giraud Adhémar de Monteil, seigneur de Grignan et d'Aps, dame Blonde, sa femme, et Giraud, leur fils, d'une part, » et Giraud Adhémar, seigneur de Monteil, d'autre, au sujet « du contingent des hommes que lesdits seigneurs d'Aps » devaient « fournir audit seigneur de Monteil pour sa deffence et ses propres guerres envers et contre tous, excepté contre les seigneurs y dénommés » ; 5° le déguerpissement qu'ils reçurent, le 12 novembre 1298, du prieur de Saint-Pierre d'une maison au mandement d'Aps ; 6° la décharge que Giraud accorda, en 1302, aux habitants d'Aps de la contribution aux gages du bannier ; 7° les libertés et franchises accordées, en 1303, par Giraud et Blonde aux habitants d'Aubignas ; 8° la vente par Giraud, en 1314, d'un moulin sur la rivière d'Escoutay '.

(1) Collect. d'arch. cit. — CHEVALIER, *Cartul. de Montélimar*, p. 118.

Jusqu'ici Blonde agissait ordinairement avec son mari dans les affaires d'Aps; mais après septembre 1317 elle disparaît complètement et son mari n'intervient plus que dans les affaires de Grignan, tandis que le fief d'Aps commence à reposer uniquement sur Giraud, leur fils. Cela se comprend; car, le 13 juin 1297, au château de Grignan, Giraud Adhémar, seigneur de Grignan et d'Aps, en émancipant son fils, lui avait donné les châteaux de Grignan et de Montségur, et les fiefs des châteaux de Salles, Chantemerle, Chamaret, Colonzelle, Valaurie, Taulignan et Eyzahut, tandis que Blonde, de son côté, donnait au nouvel émancipé tous ses droits meubles et immeubles, et spécialement les châteaux d'Aps, Ajou, Aubignas, Saint-Pons, La Roche-d'Aps et Saint-Andéol-de-Berg, au diocèse de Viviers, le château de Verfeuil, au diocèse d'Uzès, et tout ce qu'elle possédait dans lesdits châteaux et leurs mandements. Mais Blonde se réserva la jouissance de sesdits biens, et le père en fit certainement autant des siens. Ces actes expliquent pourquoi le fils intervint dans des affaires d'Aps tant que vécut la mère, et dans des affaires de Grignan du vivant de son père, mais seulement dans celles qui intéressaient le fond et l'avenir des fiefs et biens, comme dans la reconnaissance, citée, du 8 juin 1308 et dans les transactions, aussi citées, du 9 juin 1308 et du 14 juillet 1309, et aussi seulement à la suite de ses père et mère ¹.

Blonde étant sans doute morte sur la fin de septembre 1317 ou peu après, son fils recevait, le 24 février 1318, comme seigneur du château d'Aps, l'hommage de Pons d'Aubignas, damoiseau d'Aps, pour tout ce que celui-ci tenait au château et mandement d'Aps, celui de Giraud de Sinemur, notaire d'Aps, et celui de Pierre Eyraud, pour ce que ce dernier possédait aux châteaux d'Aps et de La Roche.

Observons ici, en passant, que dans tous les actes précédents

(1) Biblioth. nation., mss. lat., 9,239, N.^{os} 10 et 11. — Collect. d'arch. cit.

relatifs à Aps il n'est jamais question de *baron* ni de *baronnie*. C'est dans des titres des avant-dernier et dernier février 1318 que l'on commence à trouver les mots de *seigneur* et *baron d'Aps*. Toutefois, la qualification est encore souvent omise dans les titres subséquents, surtout dans ceux où interviennent des personnages supérieurs, pouvant facilement en prendre ombrage. Aussi voyons-nous volontiers dans cette nouvelle qualification du nouveau maître d'Aps un effet de ce « naturel ambitieux des Français », qui, d'après Salvaing de Boissieu, « fit prendre à plusieurs seigneurs le titre de baron ».

Nous savons encore que le nouveau seigneur d'Aps reçut, l'avant-dernier février 1318, l'hommage de Raymond Testut, de Viviers, pour tout ce que celui-ci avait ou d'autres tenaient de lui aux château, village, territoire et mandement de Saint-Andéol-de-Berg; le lendemain, celui de noble Audigier de La Roche, pour tout ce qu'il possédait aux château et fort de Saint-Pons-sous-Coyron; celui de Guigue de La Baume, damoiseau, « à raison des libertés et franchise » que ce dernier avait à Aubignas, du « quart du baillage, etc. »; celui de Béatrix Eyraud, pour ce qu'elle tenait, ou autres d'elle, dans le château d'Aps et La Roche-d'Aps; celui de Jean de Clanchien, d'Aubenas, pour diverses propriétés au terroir de Saint-Andéol-de-Berg; que, le vendredi après Noël 1318, il fit renouveler son terrier des château et mandement de La Roche; qu'il reçut, en 1319, l'hommage de Pons de Mirabel, seigneur en partie de Mirabel, et de Pierre, son fils, pour tout ce qu'ils tenaient en fief de la baronnie d'Aps, c'est-à-dire la seigneurie et juridiction de Saint-Nazaire-de-Coyrou; le 4 juillet 1319, celui de noble Audigier de La Roche, damoiseau, seigneur en partie « de la Rochechéry », pour tout ce qu'il tenait, ou autres de lui, aux château, terre et mandement de Saint-Pons; et le 8 juin 1326, celui des habitants d'Aps; et qu'il rendit lui-même, le 21 juillet 1320, hommage, conformément à l'hommage du 8 juin 1308, à Giraud Adhémar, seigneur de Monteil, qui, de son côté, faisait hommage, en 1324, au comte de Valentinois pour Aps, Saint-Pons, Saint-Andéol-de-Berg, etc.

Ce seigneur d'Aps, marié à *Dalmaze* d'Uzès, était décédé avant le 18 septembre 1342, date où Frère Ponce Rebol, gardien du couvent des Frères Mineurs de L'Ile, passait quittance de 15 livres tournois léguées à ce couvent par « feu Giraud Azémar, d'illustre mémoire ». Il avait laissé ses biens à Giraud, son fils, qualifié dans cette quittance de seigneur de Grignan et d'Aps, mais avec réserve de l'administration et de l'usufruit de ses biens d'Aps en faveur de sa veuve Dalmaze. Aussi voit-on « dame Dalmace d'Uzès, veuve de noble Giraud Adhémar, seigneur de Grignan et d'Aps, légataire de l'administration et de l'usufruit des biens de son mari », rendre, le 12 juillet 1344, « hommage à l'évêque de Viviers pour le château et mandement d'Aubignas, ses forteresses, etc. ».

On trouve encore cette dame vendant, en 1346, un moulin situé au mandement d'Aps; faisant, le 27 avril 1347, avec noble Pierre Eyraud d'Aps un échange de rentes, ratifié par Giraud Adhémar, seigneur de Grignan et d'Aps; et donnant, le 8 novembre 1349, quittance de tout ce qui lui était dû, réserve faite de sa dot et des legs de son feu mari.

Quant au fils et héritier universel de celui-ci, il était marié avec Décane d'Uzès, très proche parente de Dalmaze, et antérieurement au 19 octobre 1328, puisqu'à cette date Giraud Adhémar, fils aîné du seigneur de Grignan, en son nom et comme légitime administrateur des biens de Giraudon, son fils, passait quittance à Robert d'Uzès de 362 livres sur les dotes de Dalmaze et de Décane, femmes la première de Giraud et la deuxième de *Giraudon*, et pour le paiement qui aurait dû être fait en septembre précédent. Il mourut en un âge peu avancé, après avoir fait, le 28 avril 1343, un testament par lequel il confiait la tutelle de ses enfants et l'administration de ses biens à Décane d'Uzès, son épouse.

Aussitôt après la mort de son mari, arrivée en mai 1344, Décane demanda, comme vassale, au seigneur de Montélimar et en obtint provisoirement, le 1^{er} juin 1344, l'autorisation de gérer les biens de ses enfants mineurs, qui étaient au nombre de cinq, savoir : Giraudet, Garcendette, Burgette, Dalmasette

et Clémencetto. N'oublions pas que, en outre, Décane était enceinte d'un fils, qui fut nommé Jean.

Des lettres confirmatives de cette tutelle furent signées, le 5 juin 1344, par les officiers judiciaires de la reine Jeanne.

Ce Giraudet, dès lors appelé Giraud, figure, avec le titre de seigneur de Grignan et d'Aps, en une foule d'actes, parmi lesquels nous rappellerons seulement quelques-uns de ceux qui touchent directement à Aps.

Le 27 août 1345 il passe quittance de certaine somme à Reymond de Chayres, damoiseau, et le lendemain il reçoit « la reconnaissance en fief et l'hommage de plusieurs personnes, pour tout ce qu'elles possèdent, ou d'autres tiennent d'elles, à La Chaup, paroisse de Saint-Maurice ».

Après la ratification, déjà signalée, d'un échange d'avril 1347, il apparaît encore vendant, le 9 mars 1350, à titre de « baron d'Aps, seigneur d'Aubignas », plusieurs fonds à un particulier; transigeant, le 7 mai suivant, avec ses vassaux d'Aubignas à raison des droits seigneuriaux; recevant, la même année, l'hommage que lui prête à la manière des nobles Pierre Alliaud, notaire, habitant d'Aps; traitant, comme seigneur parier et majeur du château de Saint-Pons, le 7 août 1351, avec le prieur de Saint-Pons, à raison d'hommages prêtés au prieuré par des particuliers; faisant, le 14 mai 1352, à Giraud Adhémar, seigneur de Monteil et de Rochemaure, hommage et reconnaissance de fief franc et honorifique pour les châteaux et manses d'Aps, Saint-Pons, Saint-Andéol-de-Berg, Saint-Maurice-d'Ibie, et pour des biens de Mercoiras, et lui promettant d'observer la transaction du 9 juin 1308; recevant, le 2 août 1352, reconnaissance de fief et hommage de noble Pierre Saliwand, seigneur de Mercoiras et coseigneur de Saint-Andéol-de-Berg, pour des propriétés auxdits Mercoiras et Saint-Andéol; confirmant, le 2 janvier 1356, les libertés des habitants d'Aps; recevant, le 27 mai 1356, l'hommage, avec reconnaissance en fief, de noble Reymond de Viusenass et de Luquette d'Aubignas, sa femme, pour tout ce qu'ils tiennent, ou autres d'eux, audit Aps, son territoire et mandement; le lendemain, celui

de noble Guillaume Eyraud, damoiseau d'Aps, pour tout ce qu'il possède, ou autres tiennent de lui, au château de La Roche-d'Aps; en février 1363, celui de noble Guillaume Charbonnel et de Sibille Archimbaud, sa femme, pour ce qu'ils tiennent au terroir « de Gardonnel », et celui de « Pierre Bonnet de La Champ-Raphaël et de Siboude d'Aubignas, sa femme », pour biens au terroir et mandement d'Aps; enfin, consolidant, en 1374, la supériorité des seigneurs de Montélimar sur Aps avec l'utile de ce fief, par l'héritage qu'il eut de Montélimar même, que son fils aîné céda au pape pour Grillon, en 1383.

(A suivre.)

L'abbé FILLET.

CROZE, ÉCHEVIS & FIANCEY

Avant 1790, il existait en Dauphiné des tribunaux à peu près semblables aux conseils de préfecture actuels pour la juridiction. Ils en différaient sous d'autres rapports, et une de leurs obligations notamment consistait à visiter les communautés de leur ressort, dans le but de recueillir les plaintes des consuls.

L'Élection de Valence renferme un assez bon nombre de procès-verbaux de ces visites, connues sous le nom de *chevauchées*; mais celles de Romans et de Montélimar n'en ont pas; de là l'impossibilité de faire connaître la situation de toutes nos communes au xvii^e siècle.

Voici, comme spécimen, les réponses faites par les châtelain et consul de Croze, canton de Tain, d'Échevis, canton de Saint-Jean-en-Royans, et de Fiancey, canton de Valence, en 1686 et 1688.

En 1686, Ennemond Planta, lieutenant en l'Élection, apprend des consul et secrétaire que la contenance du territoire leur est inconnue, quelque petite qu'elle soit; « que le lieu est tenu par plusieurs ecclésiastiques, le curé et la sacristie de Tain et par le seigneur de Larnage, le sieur d'Urre et Habrard, acquéreur du seigneur de Chevrières;

» Que la communauté n'a aucuns deniers d'octroi, négoce ni industrie, étant pauvre et petite; qu'elle a 30 habitants et 77 forains; que la récolte a été moindre que l'année dernière, quoiqu'elle fût médiocre; ce qui a procédé de la grande sécheresse et grandes bises; qu'elle n'a ni pont, ni passage à réparer, mais un ruisseau qui souvent les inonde dans leurs maisons et

les oblige à les quitter ; qu'elle a eu un cavalier (garnisaire) du 3 novembre au 15 mai ; que le seigneur est M. le comte de Saint-Vallier, comme successeur de son père ; qu'il n'y a ni fief, ni arrière-fief ; qu'il n'y a pas de communauté plus pauvre dans l'Élection, le terroir étant très petit et dans des penchants ; que les cotisés (aux tailles) ont toute la peine possible à pouvoir payer. »

En 1688, de Fontenille, avocat délégué de l'Élection, entend les réponses suivantes :

« Le vin est le principal revenu de Croze ; la récolte des grains a été médiocre ; ils ont eu quelque peu de grêle, qui a causé à leurs vignes un petit dommage. Il a environ 20 ou 25 chefs de famille, habitant la paroisse ; ils n'ont aucuns ponts, chemins et passages qui aient besoin de réparations. Ils n'ont aucun fief ni arrière-fief. Le seigneur est le comte de Saint-Vallier. Les comptes consulaires ont été rendus. »

A cette date, noble Jacques d'Urre était capitaine-châtelain de la paroisse.

Voilà tous les renseignements obtenus par les élus de Valence à leur passage à Croze. La moisson n'est pas abondante et l'on peut affirmer hautement un progrès sensible dans la situation et dans la population de cette commune.

En 1839, M. Mermoz, directeur des contributions directes de la Drôme, y trouvait une contenance de 530 hectares imposables et un revenu de 54 fr. par hectare. C'était le bon temps. Tout prospérait alors. Le vin du crû, justement apprécié, abondait dans les caves et l'aisance était générale.

Depuis lors, la maladie de la vigne s'y est déclarée et les produits agricoles ont diminué singulièrement de valeur. Cependant la population, qui était de 100 à 125 habitants en 1688, de 340 en 1839, s'élevait encore au dernier recensement à 383.

ÉCHEVIS.

Le même délégué de Fontenille, le 27 août 1687, recevait à Échevis les déclarations suivantes :

« L'imposition des tailles a été faite avec autant d'égalité qu'il a été possible. Personne ne prend indûment la qualité de noble et ne s'exempte de la taille. Le principal revenu de leur paroisse consiste en blé, fourrage et noix ; la récolte a été très petite, n'y ayant pas la moitié des autres années, à cause des ravines des inondations précédentes. La grêle a causé de grands dommages à leurs blés, qui étoient pendants, et à leurs vignes ; ils ont eu de grandes inondations, principalement le 1^{er} août ; les terres prêtes à être ensemencées ont été emportées.

» Il ne s'y fait aucun négoce ni trafic. Il y a environ de 25 à 30 habitants dans la paroisse ; le marquis de Sassenage en est seigneur et on ne connaît ni fief ni arrière-fief. » Ils ont un petit pont en bois.

Selon M. Mermoz, Échevis avait en 1839 une contenance de 1,083 hectares, dont 747 inexploitable, et un revenu moyen de 10 fr. par hectare.

Sa population, de 228 âmes alors, est descendue à 192 au dernier recensement.

FIANCEY.

C'est encore de Fontenille qui se rend à Fiancey le 9 août 1689, et voici les réponses faites à ses questions :

La taille a été imposée avec l'égalité requise ; personne ne s'arroge indûment le titre de noble et les termes échus ont été

payés sans frais. Le revenu consiste en blés et seigles ; mais la récolte est inférieure d'un tiers à la précédente. Cinq chefs de famille habitent la commune, où il n'y a aucuns ponts, chemins, ni passages à réparer. L'abbé de Lescot en est seigneur, et il ne s'y trouve ni fief ni arrière-fief. Quant à leurs comptes, il y a six années pour lesquelles ils n'ont pas été vérifiés.

D'après un rapport d'experts, les vignes ont été endommagées par la grêle du 16 août et la récolte est fortement compromise pour la qualité et pour la quantité.

M. Mermoz évaluait, en 1839, la contenance imposable à 869 hectares et le revenu moyen d'un hectare à 39 fr. La population, qui était alors de 430 habitants, s'est élevée à 515 en 1876.

Ces détails, bien que sommaires et un peu restreints, ne manquent pas d'intérêt au point de vue de l'histoire locale, et de temps à autre nous en continuerons l'exposé dans le *Bulletin*.

L'abbé de Lescot mentionné à Fiancey s'appelait Charles et il fut héritier du dernier des conseillers de Dorne pour Fiancey et Portes.

Il testa, en 1697, en faveur de Marianne, sa sœur, veuve de M. de Baronnat de Poleymieux.



CORBIÈRES DE LA TOUR

Tout récemment, la presse locale appelait l'attention sur cette famille, dont ni Chorier ni Guy Allard n'ont daigné faire mention.

On sait pourtant qu'au xvii^e siècle ces deux écrivains furent employés à la vérification des titres de noblesse dans notre province.

En fouillant les archives de la Drôme, on trouve à Livron, vers 1490, un Pierre de Corbières, sans autre qualification que celle d'*honnête*, et vers 1499, dans un acte particulier, nobles Claude et Antoine de Corbières¹.

Mais leur postérité, nullement secondée par la fortune, retombe par dérogeance dans la roture, tout en conservant un nom d'apparence aristocratique.

Ce fut Nicolas qui lui rendit ses titres, au moyen des lettres de réhabilitation qu'il obtint du roi Henri IV, en 1607.

Comme la noblesse exemptait des tailles, les communautés villageoises s'opposaient avec une rare vigilance à l'enregistrement de semblables lettres, et Livron ne manqua pas de résister de son mieux à la sanction des privilèges obtenus par l'un de ses enfants.

Une enquête eut lieu. Elle prouva que Nicolas s'était distingué par sa bravoure pendant les guerres de religion et avait obtenu commission du roi de Navarre de fortifier Livron en 1589.

Ses lettres furent enregistrées en 1612.

(1) Archives de la Drôme, E. 2131 et E. 1527.

Nicolas s'unit avec Hélène de Châtelard, d'une famille d'Hauterives, où son château existe encore, et hérita de Marie Silve, sa mère.

On ignore si Alexandre de Corbières, héritier, en 1622, d'Elizène de Blou, sa femme, était frère ou fils de Nicolas; mais il est établi, par titre authentique de l'an 1652, que Louis, sieur de La Tour, hérita d'Hélène de Châtelard, sa mère.

Il signe Latour-Corbières dans cet acte et y prend les titres de maréchal de bataille dans les armées du roi, de conseiller et maître d'hôtel de S. M. et de capitaine-major au régiment de Picardie.

Tout porte à croire qu'il est le traducteur de la *Chiromancie* de Tybertus, ouvrage signalé par Guy Allard et assez rare pour avoir échappé aux recherches de Brunet, de M. Rochas et des collectionneurs dauphinois.

Après lui, rien n'établit la filiation des Corbières. Il y en a même à Valence, au xvii^e siècle, qui ne prennent point la qualité de nobles, comme Jacques, conseiller au présidial, mari d'Anne Faure des Blains de Dorne (1645-1648).

En 1793, Claude-Jérôme-Christophe, père de trois fils, dont un émigré, passait pour un Nemrod redoutable, vivant de sa chasse et des libéralités de la noblesse.

Il n'assista point aux États de Romans.



SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 1880.

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

MM. de Rostaing et Vallentin s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Président donne lecture d'une appréciation fort bienveillante des travaux de la Société, publiée dans la *Revue des Sociétés savantes* et due à M. Picot, bien connu des érudits.

Plusieurs membres prennent part à une discussion sur l'utilité d'une traduction de l'ouvrage du P. Columbi: *De rebus gestis episcoporum Valentinensium et Diensium*, et des *Commentarii* de Jean de Serres. La majorité est favorable à un travail de ce genre, mais avec des notes.

M. Henri Morin, de Dieulefit, présente des fragments de poterie antique, des ossements et des pierres polies, qui attirent l'attention des membres présents. Il est sollicité de continuer ses recherches et de préparer pour le *Bulletin* un rapport détaillé sur la provenance et sur l'âge des objets exposés.

SÉANCE DU 10 JANVIER 1881.

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

Sont présents ou représentés : MM. de Rostaing, Vallentin, Bonnet, Thannaron, le marquis de Pisançon, l'abbé Jules Chevalier, V. Colomb, de Bouffier, l'abbé Bellet, Tracol, Épailly, Nugues, banquier, Nugues (Alphonse), du Port-Roux, Messié, de Coston, Peloux, Morin-Pons, d'Arces, Bottu de Verchères, Gustave Sayn, le comte de La Sizeranne, l'abbé Jassoud, Faure, président du tribunal, l'abbé Mazet, Lacroix.

M. le Président lit une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique, invitant la Société à modifier la rédaction de ses statuts sur quelques points, pour les mettre en harmonie avec la jurisprudence du Conseil d'État.

Lecture est aussi faite de la nouvelle rédaction proposée, d'après un cadre uniforme pour toutes les Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les membres présents, en leur nom et en celui de leurs collègues dont ils ont reçu la procuration, approuvent à l'unanimité la nouvelle rédaction, telle qu'elle sera envoyée à M. le Ministre de l'instruction publique.

M. le Président fait connaître ensuite la demande orale de MM. Chenevier et Pessieux, relative à une augmentation du prix de composition du *Bulletin*. Tout en reconnaissant le mérite du travail typographique et de la correction très soignée de ces Messieurs, la Société estime que le prix établi ne peut

être dépassé, sans compromettre ses finances, et charge une commission de s'entendre avec un autre imprimeur.

Il est ensuite procédé à la réception comme membres titulaires de :

M. LALANDE, juge suppléant à Valence;

M. POMPÉI, avocat à Valence.

M. le Secrétaire signale dans le *Bulletin de la Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres* la publication du procès-verbal de prise de possession de l'abbaye de la Grâce-Dieu, à la date du 29 avril 1737, par Macaulif, curé du Gué d'Alleré, pour messire Alexandre de Milon, évêque de Valence; du serment de fidélité prêté à cette occasion par le même mandataire, et de la sentence de fulmination des bulles de provisions en commende accordées par le pape audit prélat, en date du 27 avril 1737.

CHRONIQUE.

Les gravures qui accompagnent cette livraison appartiennent au tome XIII et à la 48^e de la collection ou la 1^{re} de 1879; elles nous ont été envoyées ces jours derniers seulement.

Le Dauphiné assiste en ce moment à un véritable réveil scientifique et littéraire. Sans parler de Grenoble, de ses deux Sociétés savantes et de ses journaux, Vienne nous offre une *Revue historique, archéologique et littéraire*, fort bien illustrée et spirituellement écrite, et une *Revue épigraphique* pleine d'érudition, rédigée par M. Allmer; Romans, un *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse* des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers, sous la direction de M. l'abbé Chevalier, notre savant collègue; Valence, le *Bulletin de la Société d'archéologie*, qui entre dans sa 15^e année, et Puygiron, *L'Alouette dauphinoise*, aux chants si gais, si gracieux et si émouvants.

Ces publications ne suffisent même pas à nos laborieux écrivains; car, en dehors d'elles, nous avons reçu 2 brochures intitulées: *Essai sur les ordres monastiques dans le diocèse de Valence*, comprenant l'histoire des Ursulines, des Minimes et des religieuses de Notre-Dame (par M. le chanoine Nadal);

Un évêque au moyen-âge. Notice historique sur Aimon de Chissé, évêque de Grenoble de 1388 à 1427, d'après des documents paléographes inédits, par l'abbé Charles Bellet. Vol. in-8^e de 118 pages. — Travaux sérieux et bien écrits;

Et de plus la *Vie d'Artus Prunier de Saint-André, conseiller du roy en ses conseils d'estat et privé, premier président aux parlements de Provence et de Dauphiné (1548-1616)*, d'après un

manuscrit inédit de Nicolas Chorier, publié, avec introduction, notes, appendices et la correspondance inédite de Saint-André, par Alfred Vellot, avocat (ouvrage couronné par l'Académie delphinale, médaille d'or). — Paris, Picard, 1880, 1 vol. in-8° de lxxv - 390 pages.

L'*Histoire générale de Dauphiné*, on le sait, ne dépasse pas l'année 1600, et jusqu'à 1692, époque de la mort de Chorier, il y a presque un siècle, sur lequel on manque de détails précis. L'infatigable auteur qui le premier créa les annales de notre province avait reçu de trop faibles encouragements pour continuer une œuvre si pénible; aussi aborda-t-il un genre plus intime en écrivant l'histoire de Charles de Créquy de Blanchefort, duc de Lesdiguières, la sienne propre, sous le titre de *Adversariorum de vita et rebus suis libri III*, et celle d'Artus de Prunier de Saint-André.

Les deux premières avaient été imprimées, mais non la troisième. Qu'était devenu le manuscrit? La famille de Créquy-Blanchefort possédait à Toulouse un certain nombre de travaux inédits de Chorier; elle vendit même, en 1716, à l'abbaye de Marmoutier une riche bibliothèque, aujourd'hui à Tours. Mais la biographie d'Artus de Prunier n'a été retrouvée ni dans cette ville ni à Toulouse. Il était réservé à un jeune historien de mettre la main sur ce trésor. Aussi le présente-t-il au public avec tous les charmes du style et de l'érudition. Le récit de ses recherches est plein d'intérêt; l'introduction nous ouvre les horizons où la scène compliquée du drame va s'ouvrir soudain, et lorsque les personnages apparaissent, il nous les décrit et nous les présente, car depuis Chorier leurs noms avaient cessé, sinon d'avoir cours, du moins d'être populaires.

Grâce au travail consciencieux de M. Vellot, l'œuvre de l'historien dauphinois devient de prime-saut une œuvre importante. Le texte seul eût laissé froid le lecteur, qui eût soupçonné un panégyriste; les notes et les pièces justificatives, au contraire, consacrent la gloire du héros principal.

M. Vellot, dans cette publication, s'est révélé écrivain, mais surtout historien. Son style est sobre, son érudition est sérieuse;

il sait choisir ses citations et saisir les physionomies. En un mot, son livre, qui le classe déjà parmi les auteurs dauphinois de renom, nous fait concevoir pour l'avenir les plus belles espérances. Puisse le succès répondre à ses efforts et à nos vœux.

MM. Falsan et Fontannes nous ont adressé leurs publications sur le groupe pliocène de Saint-Ariès, existant à Hauterives, et nous avons suivi leurs démonstrations avec intérêt.

Voici même un renseignement qui pourra leur être utile. L'année dernière, M. Charles Ferlay, notaire, en faisant creuser un canal sur la rive gauche de la Galaure pour sa scierie à bois, a découvert une mâchoire presque entière de mastodonte, qu'il conserve précieusement. D'autre part, il existe une couche de sable à buccins, identique à celle de Tersanne, dans la combe d'Euillon, à Hauterives, entre les Girauds et Goiffieu.

La localité, si curieuse par ses mines de lignites, réclame encore de nouvelles études de la part des géologues, et nous espérons qu'aux premiers beaux jours ils se mettront à l'œuvre. Nous suivrons leurs découvertes avec intérêt.

L'École delphinale des félibres n'a pas envoyé pendant ce trimestre assez de pièces pour une feuille; 4 pièces seulement nous sont parvenues.

Parmi les ouvrages reçus, nous mentionnerons :

Le 2^e volume des *Notices biographiques du Gard (canton de Bagnols)*, par M. Léon Alègre;

Un compte-rendu élogieux d'une étude de M. le baron de Rostaing, ancien capitaine de vaisseau, sur la position de *Gescribate* et *Saliocanus portus*;

Le *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1879, 1880, 1 vol. in-8°, contenant un rapport de M. Florian Vallentin sur les découvertes archéologiques faites en Dauphiné en 1879;

Un article du même auteur sur l'ancienneté de l'homme dans la province;

Une étude sur Antoine de Brunel, voyageur dauphinois resté inconnu, par M. Ch. Revillout;

Une notice sur les Chalvet, par M. Joseph Accarias ;
Une notice sur la famille Videt, par M. Chabrand ;
Un article sur les jetons du Dauphiné, par M. Roman ;
Un article sur une inscription funéraire de Die, par M. Guirmand.

A propos d'un précédent article sur les *reinages*, un bienveillant collègue nous signale l'analogie de ces fêtes avec celle des Bouviers (22 janvier), où l'on élit en plusieurs endroits un roi, un dauphin et des conseillers. Le roi paie les frais du repas annuel et dirige les réjouissances pendant l'année jusqu'à son remplacement par le dauphin. A La Vache, près de Valence, quand ce dernier prend le drapeau, symbole de son autorité, on revêt le monarque déchu d'une grande blouse bleue, on lui met au cou un ruban, auquel est attachée une coupe en bois, et dans les mains une dame-jeanne de 4 litres. Ainsi vêtu, il offre aux dames et aux demoiselles du vin de la fête. Son titre est alors celui de Bacchus. Hélas ! combien le phylloxéra a-t-il diminué son prestige !

« Peut-être cette royauté plus populaire et plus démocratique, puisqu'elle se faisait sur la place publique et tout à fait hors du saint lieu, remplaça-t-elle l'autre. »

Tout cela est fort vraisemblable.

M. Antonin Martin, officier d'académie, 29, *rue Neuve*, à Nîmes, nous prie d'inviter, au nom de l'*Académie poétique* de France, tous les écrivains et littérateurs à lui envoyer leur adresse. « En échange, ils recevront une communication qui les intéresse au plus haut point. »

Nous apprenons la mort prématurée, au moment de mettre sous presse, de M. le baron Victor de Guyon de Geis de Pamponne, ancien officier de marine, notre collègue. L'espace nous manque pour redire ici les qualités de son esprit et de son cœur.

LA MAISON DES TÊTES

A VALENCE

I

L'IMPRIMERIE ET LA PRESSE VALENTINOISES.

Il n'est pas d'étranger, de passage à Valence, qui ne s'arrête instinctivement devant le bel hôtel de la Renaissance, connu sous le nom de Maison des Têtes, pour admirer les détails de son architecture.

Plusieurs fois déjà, il a été décrit par des amateurs étrangers plutôt que par des écrivains locaux, et ce sera l'honneur de la Société d'archéologie de consacrer une notice complète à cet édifice remarquable et à ses divers possesseurs.

Dans ce travail d'investigations patientes, il fallait procéder avec méthode pour arriver à des résultats satisfaisants : les armoiries, les livres et les archives publiques ont été mis à profit tour à tour.

Derrière l'hôtel, qui avait autrefois de vastes dépendances au levant, se trouve un jardin avec deux portes de face, au-dessus desquelles ont été sculptés des écussons accolés faciles à reconnaître. Celui de gauche rappelle les de Dorne : *d'argent, au chevron de gueules, au chef d'azur, chargé d'un lambel d'or*, et les Marquet : *d'argent, au rosier de sinople, mouvant de pointe, fleuri de trois roses de gueules, au chef d'azur, chargé d'un soleil d'or, au premier quartier* ; ce qui indique une alliance entre les deux familles.

A droite, reparaissent encore les armes des Marquet unies à celles des Sarrasin : *d'azur, à l'arbre sec d'or embrassé d'une vigne feuillée et fruitée de même* (1), par suite du mariage, en 1760, de Louis-François de Marquet avec Catherine de Sarrasin. Ce dernier écusson est en outre sculpté sur bois à une cheminée du premier étage, dans la partie de l'hôtel ajourée au levant.

A la vérité, la date récente de l'alliance des Sarrasin et des Marquet jure passablement avec le style des portes du jardin; mais cet anachronisme ne saurait infirmer les indications précises tirées des documents utilisés dans cette étude.

Grâce aux armoiries, nous voilà donc en présence de deux anciens propriétaires de la Maison des Têtes, et c'est ici le cas de flétrir énergiquement la manie de destruction qui s'acharna, à la fin du siècle dernier, contre ces guides inoffensifs de l'archéologue et de l'historien.

Les ouvrages relatifs à la province et à la ville de Valence ne parlent presque jamais de ses monuments civils. Belleforest, Duchesne (2) et leurs copistes sont absolument muets sur le Pendentif, sur la Maison des Têtes et sur l'escalier de M. Dupré-Latour. Cela tient-il à la ridicule horreur qu'inspirait jadis le style gothique ou à l'ignorance des géographes à une époque où l'on voyageait peu? Nous constatons le fait sans chercher à l'expliquer.

Golnitz, touriste hollandais du commencement du XVII^e siècle, est peut-être le premier observateur intelligent qui ait signalé et loué l'élégance et les sculptures de

(1) *Armorial du Dauphiné* de M. Rivoire de La Bâtie.

(2) *Cosmographie de Munster*, Paris, 1575, 3 vol. in-fol. — *Les antiquités et recherches des villes, châteaux*, Paris, 1609, in-8°.

l'hôtel, alors propriété d'un président au Parlement de Grenoble (1), ce qui peut se rapporter soit à Barthélemy Marquet, de 1603 à 1609, soit à Antoine de Dorne, de 1595 à 1616, ou à Claude de Dorne, nommé en 1627.

« On doit mettre au nombre des antiquités de Valence dit M. Delacroix, dans son *Essai sur la statistique de la Drôme* (2), la façade gothique d'un hôtel dont on a fait un magasin de librairie, et que l'auteur de *l'Itinéraire descriptif de la France* regarde comme un des plus précieux morceaux de ce genre. Elle est enrichie de sculpture et ornée d'une grande quantité de bustes et de statues, dont l'exécution, suivant le même auteur, décèle l'époque de la Renaissance et le ciseau des meilleurs artistes de cette époque. »

Dans la *Statistique de la Drôme* (3), le même auteur mentionne de nouveau la façade de la maison de MM. Aurel, « enrichie de bustes et de statues d'un travail parfait », et, en fixant la construction à 1531, l'attribue, ainsi que l'escalier de M. Dupré-Latour et le Pendentif, aux artistes italiens venus en France à la suite des armées de François I^{er}.

Nous examinerons ailleurs cette opinion. Pour le moment constatons, avec l'aide de la photographie, l'existence d'une date sous l'une des quatre grosses têtes voisines du toit, et cette date est 1532, point capital à retenir.

Jules Ollivier, dans ses *Essais historiques sur Valence* (4), borne ses indications à quelques lignes des-

(1) Traduction de M. Macé. — *Revue des Alpes*.

(2) Valence, Jacques Montal, 1817, 1 vol. in-8°

(3) Valence, Borel, 1835, 1 vol. in-4°.

(4) Valence, Borel, in-8°, 1831.

criptives de l'hôtel, sans se préoccuper de ses possesseurs.

L'*Album du Dauphiné* donna en 1837, sans une ligne de texte, une vue lithographique du monument (1), sur laquelle une enseigne porte : *Imprimerie et librairie de Marc-Aurel frères*.

Depuis lors, le *Guide Valentinois* (2) de M. le chanoine Jouve et sa *Statistique monumentale de la Drôme* (3) ont reproduit en analyse l'article de M. Alexandre de Laborde inséré dans son bel ouvrage sur les œuvres d'art de la France, sans fournir au lecteur aucun renseignement inédit (4).

Il y a donc peu de secours à tirer des ouvrages publiés jusqu'à ce jour au point de vue historique de la Maison des Têtes ; mais les Archives publiques, mieux étudiées, vont nous révéler une foule de détails intéressants sur ses possesseurs.

Il est notoire que l'ancienne Grand'Rue traversait en entier la ville, et qu'elle était habitée par les familles marquantes et par les notables commerçants ; c'était la principale artère de la cité, maintenant en son sein la vie et l'animation.

Or, il ne s'agit point ici de la rue elle-même ; un seul quartier suffit à notre objet et ce quartier, sur le cadastre de 1811, est circonscrit entre la rue de la Molle ou de l'Université au midi, la Place des Clercs et la Grand'Rue à l'ouest, la ruelle ou Viol de l'Ecorcherie, actuellement

(1) Grenoble, Prud'homme, T. 3. in-4°.

(2) Valence, Marc-Aurel, frères, in-16.

(3) Valence, Céas, in-8°.

(4) *Les monuments de la France*, 1816-1826, 24 livr. in-fol.

Petite-Rue-Neuve, au nord, et des jardins ou constructions au levant.

A la même époque, la maison où est installée la pharmacie de M. Martin appartenait à M. Badon ; la maison de M. Reynaud, bijoutier, à M. Allier ; la maison occupée par un magasin de quincaillerie à M. Paquet, avoué ; la maison de M^{me} de Montal aux parents de son mari ; la Maison des Têtes à M. Aurel et la dernière au nord, à M^{me} veuve Muguet.

Au commencement du XVII^e siècle, d'après un titre ecclésiastique, la maison de Montal était habitée par Verchière, à l'enseigne du *Lion d'or* ; l'hôtel de la Renaissance par Jeanne de Dorne et la maison Paquet par noble Ennemond de Revol, fils unique de Louis.

Quelques années plus tôt, les mêmes maisons Badon, Allier, Paquet, de Montal, Aurel et Muguet avaient pour possesseurs, du midi au nord : Adam, Claude Massot, hôtelier du *Lion d'or*, avec une enseigne en bronze, naguères fort visible, et noyée dans le mortier depuis peu de temps, au grand regret des archéologues ; Barthélemy de Marquet, conseiller au Parlement de Grenoble et Rolland.

Il n'entre pas dans notre plan d'écrire une monographie complète des habitants du quartier : il y aurait cependant quelque injustice à ne pas mettre en relief ses principales illustrations.

Louis de Revol, secrétaire d'Etat sous Henri III, par brevet du 6 septembre 1588, fut « un de ceux, au » témoignage de Chorier, dont le prince, environné de » trahisons de tous costez, estima le plus la foy et la prudence (1). »

(1) Mairie de Valence : Cadastre. — Archives de la Drôme, série G.

Né vers 1531, il avait eu d'abord plusieurs emplois, comme intendant de l'armée de Provence sous le duc d'Epemon, et dans les bureaux de différents secrétaires d'Etat, avant d'arriver lui-même à ce poste éminent, où il fut conservé par Henri IV, et mourut à Paris, le 24 septembre 1594, laissant divers écrits publiés ou inédits d'un véritable intérêt et un fils unique, appelé Ennemond.

Tout à côté de cette illustration politique, voici venir les imprimeurs, les libraires et les journalistes de la cité, attirés en cet endroit par le voisinage de l'Université Valentinoise, fondée par Louis XI et abolie par la Révolution.

M^{me} veuve Muguet, en 1810, exerçait à l'angle de la Grand'Rue et de la Petite-Rue-Neuve, la profession de libraire, « par héritage de son mari », qui la tenait lui-même de son père. Toutefois, son commerce ne comprenait que les livres de dévotion, « utiles à la bonne société et aux mœurs », à l'exclusion des nouveautés et des livres en prêt, moyennant rétribution. Son fonds fut acquis par Jean-François Joland, imprimeur, vers 1811.

Au midi de la Maison des Têtes, se trouvait l'atelier typographique de M. Viret (Jean-Jacques).

Celui-ci, enfant de Valence, avait au sortir du collège travaillé chez Gilibert, gendre de Mercadier, tous les deux imprimeurs; et il acquit les droits et le matériel de Félise Viret, veuve de son ancien patron, le 15 juillet 1765 : cette cession fut approuvée par arrêt du Conseil d'Etat le 23 septembre suivant.

Le maire de Valence, en 1810, après avoir payé un juste tribut d'éloges à cet imprimeur, estimé de ses concitoyens et par ses mœurs sociales et par ses vertus domestiques, se félicitait de retrouver les mêmes qualités chez

son successeur et son gendre, Jacques-Charles Cuisin de Montal, fils d'un ingénieur, né à Paris, le 20 mars 1773.

D'abord secrétaire de la légation française à Constantinople, employé au ministère de la marine et secrétaire général d'une agence commerciale et politique à Ancône, il devint plus tard, en 1801, chef de bureau à la préfecture de la Drôme, conseiller de préfecture en 1820 et secrétaire général, du 8 janvier 1832 au 1^{er} septembre 1839.

Comme il avait appris la typographie chez M. Viret, son beau-père, il le remplaça en 1805, fut nommé imprimeur à perpétuité en 1811, et imprimeur du roi, en 1814 (1).

M. Borel lui succéda et à M. Borel M. Chenevier, fort connu de la Société d'archéologie, par ses travaux littéraires et typographiques. Bien que leur établissement ne se trouvât plus dans le quartier, il est bon de recueillir ici les titres des journaux qui en sortirent :

La Mosaïque Valentinoise éditée par M. Borel, dès 1828, paraissant deux fois par semaine ; journal littéraire dont nous ne connaissons aucune collection ;

Le Coq Dauphinois qui eut seulement un numéro servant de prospectus, publié en 1830, par le même imprimeur ;

La Revue du Dauphiné dirigée par Jules Ollivier, de 1837 à 1839, en tout 6 volumes in-8° ;

Les mélanges biographiques et bibliographiques de Colomb de Batines et Jules Ollivier, de 1837 à 1839, en 3 livraisons formant un volume in-8° ;

Le Bulletin de la Société de statistique, des arts utiles et des sciences naturelles de la Drôme de 1837 à 1842 en 4 volumes in-8°.

(1) Archives de la Drôme, série T.

A MM. Chenevier, père et fils, sont dus les quatorze premiers volumes du *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme* in-8°, et la *Vie chrétienne*, publication protestante, dirigée par M. Bérard, pasteur à Beaumont-lès-Valence, qui a duré de 1857 à 1860 ou 1862 environ, outre une réimpression de Chorier et quelques brochures remarquables.

On conçoit aisément le motif qui porta la famille Aurel à rechercher un milieu si foncièrement littéraire.

Une notice imprimée la fait descendre des Marcorelle, imprimeurs lyonnais estimés, de la fin du XVI^e siècle. Ce que nous savons, c'est que Pierre, le premier valentinois d'adoption, naquit à Castel près de Toulouse, vers 1739 et ouvrit une librairie dans notre ville en 1765, avec l'autorisation du Parlement de Grenoble.

D'après un règlement du 12 mai 1759, Valence ne devait avoir qu'une seule imprimerie; Pierre Aurel, à la fin de 1789, sollicita l'autorisation d'en ouvrir une seconde et reçut l'année suivante, son brevet de maître imprimeur (1).

MM. de Beausset, de Coston et Delacroix vantent son instruction et son esprit, et ces deux qualités, en effet, lui valurent l'amitié de Bonaparte, encore simple lieutenant d'artillerie, qui allait chaque jour travailler dans la bibliothèque du libraire, alors installée au rez-de-chaussée des maisons Faure et Pellerin, à l'angle de la Place des Clercs et de la Grand'Rue, tout à côté de la maison Bou (2).

(1) Archives de la Drôme, série T.

(2) *Biographie des premières années de Napoléon Bonaparte*, Marc-Aurel, frères, 1840, 2 vol. in-8°. — *Statistique de la Drôme*. — *Mémoires*.

On ajoute que Panckouke confia l'impression de quelques volumes de la grande Encyclopédie au typographe valentinois.

Pendant la disette de 1790, Pierre Aurel déploya beaucoup de zèle et d'activité pour approvisionner la ville et contracta même à cette occasion une maladie grave qui l'emporta à 54 ans, le 23 septembre 1793.

Il avait fondé, le 1^{er} janvier de cette année terrible, un journal politique intitulé *La Vérité au Peuple* dont l'étoile subit plusieurs éclipses. Ses 31 n^{os} parus de 1793 à 1797 sont d'une rareté excessive et il cessa de paraître au moment où tous ses rédacteurs eurent escaladé le pouvoir (1). Ce fut la première feuille politique de notre ville, sinon du département, car le *Courrier de Montélimar* remonte à 1791.

Du mariage de Pierre Aurel avec Madelaine Vernet naquirent : 1^o Pierre, capitaine de hussards, tué par un boulet devant Malte ; 2^o Auguste, imprimeur à Toulon, chevalier de la Légion d'honneur, commandant de la garde nationale et membre de l'intendance sanitaire de cette ville ; 3^o Joseph-Marc-Emmanuel, ci-après, et deux filles, Virginie et Silvie, mariées l'une à Brest avec un officier de marine, et l'autre à Avignon avec M. Bernard dit Bonnet, également typographe.

Joseph-Marc-Emmanuel, né à Valence le 13 janvier 1775, d'abord imprimeur de l'armée d'opération contre Toulon (19 juillet an II) et ensuite de l'armée navale (8 floréal an II), fut rappelé dans sa famille à la mort de son père.

C'est vers ce temps (1^{er} germinal an II) que Madelaine

(1) *Mélanges biographiques et bibliographiques.*

Vernet acquit de la nation, au prix de 43,600 livres, la Maison des Têtes et partie du jardin contigu, confisqués à Louis-François de Marquet, émigré.

Le rapport d'experts et le plan désignent clairement l'immeuble entre la Grand'Rue et les maisons Muguet et Viret (1).

L'imprimerie de la veuve Aurel fonctionnait dans ce nouveau local depuis quelques années, lorsque de Sucy, un valentinois illustre, connu de nos lecteurs, appela Joseph-Marc-Emmanuel, d'après les ordres de Bonaparte, en qualité d'imprimeur en chef de l'armée d'Egypte. Il partit de Toulon sur le vaisseau amiral l'*Orient* et publia sous forme d'affiche, pendant la traversée, la proclamation du 4 messidor an VI.

Neuf jours plus tard, l'escadre française jetait l'ancre devant Alexandrie, prise le lendemain. Bien qu'installées en 48 heures sur la terre des Pharaons, les presses de M. Aurel ne travaillèrent peut-être pas dans la cité conquise, car elles furent dirigées sur le Caire, où, dès le 28 thermidor, il composait lui-même le premier ordre du jour imprimé en Egypte. Monge, Berthollet, Fourier, Dolomieu et les autres savants de l'expédition, groupés autour de sa casse, dans un recueillement presque religieux, le regardaient fixément, suivant avec un intérêt indicible les progrès de son œuvre. « A la première épreuve, sortie de dessous la presse, leurs transports éclatèrent ; ils l'arrachèrent à Marc-Aurel, aussi ému qu'eux-mêmes, pour la lire, la contempler avec enthousiasme, comme s'il se fût agi d'une chose qu'ils n'avaient jamais vue, puis ils s'élancèrent au dehors, en l'agitant, humide encore, au-dessus

(1) Archives de la Drôme, série Q.

de leurs têtes aux cris répétés de vive la France ! » L'art merveilleux de Guttemberg venait de se révéler à l'antique civilisation des Sésostris et des constructeurs des Pyramides (1).

Le *Courrier d'Égypte* (12 fructidor an VI) et la *Décade égyptienne* (10 vendémiaire an VII), dus à l'initiative de notre compatriote, ne tardèrent pas à faire connaître à la mère-patrie les victoires de ses enfants.

Marc-Aurel resta en Égypte jusqu'au 28 floréal an VIII et céda son imprimerie au Gouvernement, après le départ de Bonaparte.

Rentré dans sa ville natale, il fonda le *Journal de la Drôme*, feuille hebdomadaire, depuis son apparition, le 3 juin 1807, jusqu'en 1809, et ensuite bi-hebdomadaire, que la Restauration, en 1815, attribua à M. Joland, chez lequel, en 1838, elle cessa d'être politique et se transforma en 1848, en devenant le *Républicain* et ensuite la *Constitution*, en 1849, pour reprendre son titre peu après.

Privé de son journal, M. Marc-Aurel continua de publier une *feuille d'affiches*, de 1805 à 1828, malgré la feuille similaire créée par M. Montal, en 1821; en 1823, il édita les *Tablettes de la Drôme* de Dourille, mortes à leur 7^e numéro après une poursuite judiciaire, et créa en 1832 le *Courrier de la Drôme*, à partir du 1^{er} mai, paraissant trois fois par semaine et ensuite quotidien, depuis 1852. Ce journal a été remplacé le 28 mars 1871 par l'*Ordre* et la *Liberté*, qui, ayant terminé sa carrière avec l'année 1880, a eu pour successeur le *Messager de Valence*, né le 15 janvier 1881 et imprimé chez M. Céas,

(1) Notice imprimée sur la famille Marc-Aurel. — Archives de la Drôme.

comme le *Courrier* et l'*Ordre* et la *Liberté*, à partir de 1861 (1).

M. Marc-Aurel mourut à Avignon le 21 septembre 1834, après avoir rempli, outre ses fonctions d'imprimeur de l'expédition d'Egypte, celles de capitaine de la garde nationale du Caire, de commandant d'un détachement qui opéra pendant les Cent-Jours près de Montélimar et de Loriol, de conseiller municipal et d'adjoint au maire de Valence.

De ses trois fils, deux : MM. Jules et Edouard, ont continué avec intelligence et succès la profession paternelle, créé le *Commerce séricole*, journal commercial hebdomadaire, en 1851; la *Semaine du Sud-Est* et ensuite du *Dauphiné* en 1858; l'*Ami des familles*, publication catholique hebdomadaire, en 1856, le 1^{er}, janvier, et l'*Évangéliste*, revue protestante en 1837; le 3^e Auguste, est mort colonel d'infanterie et commandeur de la Légion d'honneur.

Ces quelques détails, malheureusement sommaires, faute de renseignements suffisants, rattachent comme on le voit, l'histoire de la *Maison des Têtes* à celles de l'imprimerie, de la librairie et de la presse Valentinois, et ce n'est pas là une de ses moindres illustrations. Ajoutons que, fidèle aux traditions de ses devanciers, feu M. le docteur Reboul, propriétaire à son tour du superbe hôtel, figure parmi les fondateurs du journal intitulé *l'Indépendant*, qui parut

(1) De 1836 à 1853 parurent encore chez M. Marc-Aurel : le *Bulletin des travaux de la Société départementale d'agriculture de la Drôme* en 21 livr. in-12. — M. Céas, successeur de M. Marc-Aurel, a aussi imprimé le *Patriote* du 28 mars au 31 juillet 1872, en tout 91 numéros,

chez M. Chaléat, successeur de M. Joland, au commencement de janvier 1869, puis céda la place à *l'Union républicaine* le 16 janvier 1872 et celle-ci au *Journal de Valence*, le 3 mars 1876.

MM. Joland et Bonniot ouvrirent d'abord dans l'enceinte de la préfecture, vis-à-vis la maison commune, un atelier d'imprimerie sous le premier empire, vers 1803. Le premier avait appris son art chez M. Aurel, dès 1791 et acheté le fonds de librairie de la veuve Muguet en 1811.

Alphonse-Frédéric, son fils, lui succéda, en 1838, et sa veuve a porté ses droits à M. Chaléat, actuellement remplacé par M. Teyssier.

Enfin, une 4^e imprimerie créée vers 1869, appartient à M. Dupont et a publié le *Journal de la Drôme*, le *Moniteur des annonces*, etc.

Nous ajouterons à titre de renseignement complémentaire que la bibliothèque publique de Valence possède la collection complète de la *Revue du Dauphiné*, du *Bulletin de la Société de statistique* et de la *Société d'Archéologie*, du *Journal de la Drôme*, de 1807 à 1815, du *Courrier de la Drôme*, de 1832 à 1871, de *l'Ordre et la Liberté*, et du *Patriote*, de *l'Indépendant*, de *l'Union républicaine* et du *Journal de Valence*.

Mais on n'y trouve ni le *Journal de la Drôme*, de M. Joland, ni le *Républicain*, ni la *Constitution*, ni le *Rodeur*, (1857), ni la *Voix d'un solitaire*, de Mathieu de la Drôme (1847), ni le *Curieux* (1863), ni le *Guetteur*, ni la *Défense nationale*, ni le *Furet*, ni le *Foyer littéraire*, du 1^{er} janvier 1861 au 1^{er} octobre 1861; ni l'*Écho du Midi*, du 1^{er} octobre 1865 au 1^{er} juillet 1866, du même imprimeur; ni la *Mosaïque*, de M. Montal, ni l'*Évangéliste*, ni l'*Ami des familles*, ni la *Vérité au peuple*, ni les *Tablettes de*

la Drôme, ni le *Commerce séricicole*, ni la *Semaine du Dauphiné*, de M. Marc-Aurel, ni la *Vie chrétienne*, de M. Chenevier ; ce qui rendra toujours fort difficile, sinon impossible l'histoire de la presse Valentinoise.

Quant aux archives de la Préfecture, elles ne possèdent guère que les mêmes collections de la bibliothèque et quelques N^{os} des autres journaux.

A. LACROIX.

(A suivre.)

RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence

(SUITE. — Voir les 51°, 52°, 53°, 54°, 55° et 56° livr.)



LÉGER, *Archevêque de Vienne* (1030-1070).

(Suite.)

Nous avons vu [plus haut que Léger avait donné à l'abbaye de Saint-Victor de Marseille l'église de Saint-Ferréol, près de Vienne. Mais voyant que l'abbé de ce monastère ne se souciait pas de la faire réparer et de l'entretenir convenablement, il révoqua cette donation et en disposa de nouveau, par acte du 1^{er} mars 1066, en faveur des chanoines de Saint-Julien de Brioude (1). C'était sans doute pour honorer la mémoire du glorieux patron de cette abbaye, qui avait honoré la ville de Vienne par sa naissance, que Léger confiait à ses religieux une église dédiée à un autre illustre martyr qui avait souffert dans Vienne même. Parmi les témoins de cette seconde donation figure Hugues, qui devint plus tard si célèbre comme évêque de Die et légat du Saint-Siège, lequel, à ce que l'on croit, était originaire de Romans. Mais c'est par erreur que la charte lui donne le titre d'évêque : à cette date, il ne l'était pas encore (2).

Le 29 septembre de la même année, Léger traita avec un

(1) THEODORI, *Archiep. Cantuariensis Penitentialis*, edidit Jacobus Petit. — Lutetiae Parisiorum, 1676. — T. I^{er}, p. 606. — MIGNE, *Patrologie latine*, t. CXLIII, col. 1403.

(2) Le *Gallia Christiana* fait observer que ce titre a été ajouté postérieurement au nom de Hugues par quelque copiste qui avait transcrit la lettre de Léger.

laïque nommé Ratbold au sujet d'une vigne située dans la paroisse de Communai, au quartier appelé *Balaletum*, que les serviteurs de l'église de Saint-Maurice lui avaient vendue à l'insu des chanoines. Ceux-ci et l'archevêque en ayant été informés, voulurent recouvrer ce qui avait été ainsi enlevé furtivement à leur église, et firent entendre à Ratbold que le marché qu'il avait fait était nul et sans valeur. Celui-ci demanda à Léger de vouloir bien l'autoriser à garder cette vigne pendant sa vie et celles de son épouse et de son fils nommé Pierre, qu'il promit de faire clerc. Le prélat y consentit, à condition que ni lui, ni son épouse, ni son fils ne pourraient aliéner ce fonds, et qu'il reviendrait sans contestation et sans délai à la communauté de Saint-Maurice, après leur mort. L'acte fut passé à Vienne, en séance capitulaire, un lundi, jour de la fête de saint Michel, septième jour de la lune, le Seigneur régnant en attendant un roi, Arthaud étant prévôt, et Othmar, doyen du vénérable chapitre de Saint-Maurice (1).

Deux frères, Arbert et Abo, l'un et l'autre chanoines de Saint-Barnard, possédaient l'église de Saint-Christophe de Montmiral, qui était d'un revenu considérable. Cette église appartenait à leur famille depuis l'époque de Charlemagne, dès le temps de l'archevêque Volfère; ce qui semble indiquer que cette famille était fort importante dans la contrée. Abo, l'un des deux frères, avait eu l'insigne honneur de lever de ses propres mains le corps du bienheureux Barnard, lorsqu'il fut transporté à Saint-Félicien (2). Pour des motifs qui nous sont demeurés inconnus, Arbert et Abo quittèrent l'abbaye de Romans pour

(1) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas, Supplément*, ch. 58, p. 269. — BALUZE, t. LXXV, f. 331. — CHARVET, p. 296. — COLLOMBET, t. I^{er}, p. 409. La charte porte la date de 1067; mais M. l'abbé Chevalier fait observer que les autres indications chronologiques reproduites ci-dessus ne peuvent correspondre qu'à l'année précédente (1066).

(2) *Iste manibus suis levavit corpus sancti Barnardi de sepulcro quando relevatus est.* (Charte 13.)

se rendre religieux à Montmajour avec leur plus jeune frère, nommé Athénulfe, et ils portèrent en guise de dot à ce monastère la propriété de l'église de Saint-Christophe ; non pas franche toutefois, car Adhémar de Bressieu, l'un des plus puissants seigneurs de la contrée, dont nous avons vu le père Bornon assister à l'élection de Léger, y prétendait certains droits, et il était assez fort pour appuyer ses prétentions par les armes. Ne pouvant en prendre paisiblement possession, et craignant pour une église si lointaine les tracasseries et les vexations de ce redoutable voisin, Rolland, abbé de Montmajour, s'entendit avec Léger, et les deux prélats procédèrent de concert à un échange qui devait être à l'avantage des deux parties : Léger remit à l'abbé de Montmajour la moitié de l'église de S. Evode de Parnans, avec les dîmes qui en dépendaient, et quelques terres au lieu appelé Montrond, et moyennant ce, Rolland céda à l'abbaye de S. Barnard l'église de S. Christophe de Montmiral. — L'acte solennel de cet échange fut passé à Vienne, en synode public, le 8 novembre 1068 (1). Il fallut ensuite désintéresser Adhémar de Bressieu, pour les droits qu'il prétendait sur la dite église. Léger transigea amiablement avec lui, et put entrer en jouissance de cette nouvelle acquisition de l'abbaye, moyennant la somme de mille sous, qu'il lui compta. Cette transaction fut confirmée par la présence de Guiniman, archevêque d'Embrun, ancien religieux de Saint-Barnard, et du cardinal Hugues-le-Blanc, légat du Pape Alexandre II, qui se trouvait pour lors à Romans, où il était venu sans doute pour s'acquitter de quelque commission de la part du souverain Pontife auprès de Léger. On voit aussi figurer comme témoins dans la charte qui nous a transmis tous ces détails, le chanoine Folcard, custode ou gardien des archives et des titres de l'abbaye (*primis-*

(1) *Cartulaire*, ch. 12^{bis}. — M. Giraud observe que cette date indiquée dans la charte ne concorde pas avec les autres données chronologiques qu'elle renferme.

crinius) (1), et son frère Lambert, diacre, neveux de ceux à qui avait appartenu cet héritage, c'est-à-dire des trois frères Arbert, Abo et Athénulfe. Enfin, cette même transaction fut encore soumise à l'approbation d'un concile tenu à Valence vers le même temps par Etienne, cardinal de l'Eglise Romaine, et ratifiée par lui et par tous les frères auxquels avait appartenu l'église de Montmiral, qui y assistèrent au nombre de sept (y compris les trois donateurs), en compagnie de plusieurs autres religieux de Montmajour et de Saint-Barnard (2).

Cependant Léger portait depuis près de quarante ans le double fardeau de l'épiscopat et de la charge abbatiale. Ses forces commençaient à ne pouvoir plus seconder son zèle et à trahir son courage et son ardeur pour le bien de son troupeau. Il ne pouvait plus, comme autrefois, y donner libre carrière, empêché et entravé qu'il était par le poids des années. Mais toujours vigilant et attentif au bien des âmes, il ne pouvait se résigner à prendre un repos devenu nécessaire à son grand âge, et aucun des intérêts de son vaste diocèse ne lui demeurerait étranger. Plusieurs actes qui se rapportent à cette période extrême de sa longue carrière témoignent de l'activité de son esprit et de sa sollicitude incessante pour les besoins de ses ouailles. Le Cartulaire de Saint-André-le-Bas nous en offre quelques-uns qui sont certainement des derniers de la vie de notre saint prélat ; ils sont malheureusement sans date. M. l'abbé Chevalier leur assigne pour époque approximative l'année 1070. Nous les croyons un peu antérieurs à cette date ; mais, à coup sûr, ils ne s'en écartent guère. Le premier est une donation faite par une veuve nommée Elisabeth et ses cinq fils, de l'église de S. Pierre-de Marnans

(1) Voir sur le chanoine Folcard une intéressante note de M. Giraud dans le t. I^{er} des *Preuves*, p. 107.

(2) *Cartulaire*, ch. 13. — Ce concile de Valence, tenu vers 1068, était demeuré inconnu aux historiens. — Voir, pour plus de détails sur toute cette affaire, GIRAUD, *Essai historique*, t. I^{er}, p. 63.

et de ses dépendances (1) à l'abbaye de S. André, où présidait alors l'abbé Gérard (2). Cette église avait été donnée d'abord, par suite de quelque fraude ou violence, au monastère de S. Pierre ; mais « par l'intermédiaire, sur le conseil et la haute discrétion du seigneur archevêque Léger (3) », cette première donation fut cassée et révoquée, pour être refaite en faveur de l'abbaye de S. André. L'acte de cette nouvelle donation fut revêtu du sceau de Léger, qui prononça un anathème perpétuel, par l'autorité du Père, du Fils et du Saint-Esprit, contre tous ceux qui tenteraient de la violer ou de la faire révoquer. Enfin, Elisabeth et ses fils jurèrent sur les saintes reliques, en présence de l'archevêque, des moines de S. André et d'une foule de personnes, de ne porter aucun préjudice ou dommage à tous ceux qui se réfugiaient ou habiteraient dans le terrain circonscrit par des croix de bois plantées en guise de limites (4).

Le nom de Léger se retrouve encore dans une donation faite vers cette même époque à l'église de S. Maurice de Vienne par l'archidiacre Ismidon, et Milon, son neveu, d'une terre située entre le palais du Roi et les murs de la ville, confinant du levant avec un terrain appartenant à l'église de Sainte-Marie de Die (5). Nous le voyons encore intervenir dans un accord

(1) Marnans, canton de Roybon (Isère). On y admire une belle église romane qui est classée parmi les monuments historiques.

(2) Gérard avait succédé, comme abbé de S. André-le-Bas, à Ithérins II, dont on trouve le nom dans un acte de 1066 ; ce qui donne cette année-là comme limite extrême à la donation d'Elisabeth.

(3) *Per manum, et consilium, et altitudinem discrecionis domni Leudegarii, Viennensis archiepiscopi.*

(4) *Cartulaire de S. André-le-Bas*, ch. 251, p. 192.

(5) *Terminatur autem a mane terrâ sancte Marie Diensis ecclesie.* (*Ibidem*, ch. 122*, p. 29*). — Il serait intéressant de connaître l'origine de cette terre possédée par l'Eglise de Die aux portes de Vienne. Les deux *Cartulaires* de l'église et de la ville de Die publiés par M. l'abbé Chevalier n'en font pas mention.

entre les monastères de S. André et de S. Pierre au sujet des dîmes de la paroisse de *Cabrisea* (?), dépendance de l'église de S. Martin de Gemmes (1). Enfin, un acte sans date, mais qui ne saurait être antérieur à 1061, puisqu'il fut passé sous le pontificat d'Alexandre II, mentionne Léger comme ayant contribué à la donation de l'église de S. Maurice-de-Beauregard, en Savoie, faite par Soffrey, chevalier, son épouse et ses fils, à la même abbaye de S. André-le-Bas (2).

Enfin, Léger, accablé par l'âge et les infirmités, se détermina à se démettre d'une partie de sa charge pastorale en résignant en d'autres mains l'administration de son abbaye de Romans. Il ne pouvait plus, comme autrefois, s'y transporter toutes les fois que sa présence y eût été utile ou nécessaire, ni veiller par lui-même à la bonne direction des religieux. Il n'ignorait pas qu'il avait à rendre compte au souverain Pontife de la gestion de leurs intérêts, qui du reste lui avaient toujours été grandement à cœur. Mû par un sentiment de paternelle affection pour les enfants de S. Barnard, il voulut, avant de mourir, les pourvoir d'un pasteur qui continuât de les aimer et de se dévouer pour eux comme il l'avait fait lui-même. Il leur fit donc part de la dure nécessité où il était de les quitter, leur recommandant de se choisir eux-mêmes un chef capable de les diriger à sa place dans les voies de la perfection et de les défendre contre leurs nombreux ennemis. De concert avec eux, il désigna pour son successeur comme abbé de Romans, Arman, chanoine de S. Barnard, qui appartenait à l'église de Vienne par sa naissance (3). Il fut élu solennellement en présence du clergé et du peuple le 6 octobre 1069. L'acte de cette élection mérite d'être cité. Le

(1) Gemens, commune d'Estrablin, (canton nord de Vienne). — *Ibidem*, ch. 253.

(2) *Ibidem*, ch. 219. (Voir aussi la ch. 247, qui est relative à la même église).

(3) *Quendam Viennensem et nostrum canonicum, nomine Armannum.*

préambule ressemble beaucoup à celui de la nomination de Léger : ce sont des considérations générales sur la nécessité d'un guide et d'un chef pour diriger et pour commander, appuyées sur des exemples tirés de l'ancien et du nouveau Testament. On y remarque une élévation de pensées peu ordinaire et une singulière élégance de style. Vient ensuite l'exposé des faits, qui sont racontés en ces termes : « Instruits par ces » exemples, notre congrégation, c'est à dire nous qui habitons » sur les confins du diocèse de Vienne, dans le lieu appelé » Romans (1), sous la protection de S. Pierre, prince des apôtres, » et sous celle des autres apôtres, considérant l'inconstance » des choses humaines et la rage tyrannique de nos voisins, » nous avons appris que notre seigneur et maître Léger, » 61^e archevêque de Vienne, élève de cette église, dont il était » prêtre et notre prévôt avant qu'il fût revêtu de la dignité » épiscopale, voulait nous pourvoir pendant sa vie d'un homme » que nous puissions prendre après sa mort pour directeur et » pour abbé, afin que les biens de cette église ne soient pas » dispersés sans pitié par la rage des laïques. C'est pourquoi, » prenant nos désirs en considération, de concert avec nous, » il nous désigne, pour être notre père et notre chef après » lui un certain Viennois, chanoine de cette église, nommé » Arman, orné de bonnes mœurs, zélé pour le saint état religieux, plein de fermeté dans ses paroles et dans ses actes, » et cela, en dehors de toute cabale, de toute ambition de présents et de toute intrigue de parenté, sauf la confirmation » par le souverain Pontife, à qui il appartient de disposer » de l'abbaye, comme il est marqué dans les privilèges de » Rome et dans les nôtres. De telle sorte cependant que ledit » Arman, tant que vivra notre abbé et archevêque Léger,

(1) *In loco nuncupato Romano.* — On pourrait traduire peut-être avec plus d'exactitude : *Dans le lieu appelé Romain*, puisque Romans était une propriété de l'Eglise romaine.

» ne puisse rien décider par rapport à nous, clercs ou laïques
» appartenant à ce lieu, sans son ordre et son consentement,
» ne rien enlever, ni distraire quoi que ce soit de ce qui appar-
» tient à l'église ; mais après le décès dudit seigneur Léger,
» notre abbé et archevêque, il aura tout pouvoir sur nous et
» sur les biens de l'église, comme un père sur ses fils, non à la
» manière laïque, mais selon les règles canoniques, apostoli-
» ques et catholiques ». Il est fait mention encore une fois du
consentement exprès de Léger, puis vient l'énumération des
nombreux témoins parmi lesquels figurent en première ligne
Folcard, garde des Archives, Guiniman, archevêque d'Em-
brun, ancien élève de l'abbaye de Romans, et enfin tous les
autres chanoines et clercs majeurs et mineurs, et le peuple (1).
« C'était, dit M. Giraud, une élection vraiment générale, une
application aussi large que possible du suffrage universel (2). »

Ce fut là comme le testament de Léger en faveur de ses chers
enfants de l'abbaye de S. Barnard. Il leur laissait pour héritier
de sa houlette celui qu'il avait cru, en son âme et conscience,
le plus digne de la porter. Mais ce même Arman, qui devait
bientôt le remplacer aussi sur le siège métropolitain de Vienne,
ne répondit pas aux vœux de l'Eglise ni à l'attente des religieux,
et plus tard, il fut excommunié par le pape S. Grégoire VII (3).
Léger fut le premier qui joignit le titre d'abbé de S. Barnard à
la dignité archiepiscopale ; Arman, son successeur, réunit éga-
lement ces deux titres, et depuis, comme le fait remarquer
M. Giraud, « sans qu'on puisse citer une bulle ou un acte d'ac-
quiescement formel quelconque, l'abbaye n'a plus été séparée
de l'archevêché : l'avantage de tous s'y trouvait évidemment.

(1) *Cartulaire*, ch 22.

(2) GIRAUD, *Essai histor*, t. 1^{er}, p. 72.

(3) C'est à tort que Charvet, et d'autres auteurs après lui, ont confon-
du Arman avec son successeur Warmond. M. l'abbé Chevalier et le
Gallia Christiana en établissent parfaitement la distinction.

C'est aussi depuis cette époque, et par une juste réciprocité, que le chapitre de Romans acquit le droit de concourir à la nomination de son archevêque (1). »

Léger survécut peu à l'élection de son successeur à l'abbaye de S. Barnard. Il mourut le 12 juin 1070, après trente-neuf ans et huit mois d'épiscopat (2). Il fut enseveli dans le porche de l'église abbatiale de S. Pierre, sous le clocher, où on lui éleva un magnifique tombeau en marbre, avec des bas-reliefs et des sculptures, et sans doute aussi avec une épitaphe qui a été perdue. En 1193, les religieux du monastère, oublieux des devoirs de la reconnaissance et du respect qu'ils devaient à une grande mémoire, sans égard aussi pour la beauté d'un monument qui faisait l'ornement de l'abbaye, le firent abattre et en prirent

(1) GIRAUD, *loc. cit.*, p. 77.

(2) Charvet et Collombet, son fidèle copiste, font mourir Léger le 2 mars 1069. Cette erreur est inexplicable de la part de Charvet, qui avait entre les mains les documents originaux les plus explicites. Le nécrologe de l'église de Vienne, l'hagiologe ou catalogue des saints viennois, la chronologie des archevêques de Vienne composée par Jean de Bernin, sont unanimes sur ce point et déclarent formellement que le jour anniversaire de la mort de Léger est le 12 juin (*pridie idus junii*). Quant à l'année, elle n'est pas indiquée ; mais si l'auteur avait apporté la moindre attention à la charte du 6 octobre 1069, qu'il cite avec sa date, il aurait vu qu'il y est question de l'élection d'Arman à l'abbaye de S. Barnard, et non pas à l'archevêché de Vienne, et il aurait compris que Léger y figurant comme vivant, ne pouvait être mort sept mois auparavant. C'est là une inadvertence impardonnable de la part de Charvet. Nous avons déjà observé qu'il confond Arman avec Warmond, dont il fait un abbé de Bourgdéol, en Berry, lorsqu'il est dit en toutes lettres dans l'acte en question qu'Arman était chanoine de S. Barnard. La date véritable de la mort de Léger a été établie par M. Giraud de la manière la plus précise : « En présence de notre » charte, dit-il, où Léger figure encore en octobre, ce jour ne peut » être le 12 juin 1069 ; d'un autre côté, il n'est pas possible de le rejeter au-delà de 1070, puisque le même Charvet, ici très explicite » dans ses preuves, rapporte à cette année 1070 un bref du pape

la principale pierre, qui formait la face du mausolée, pour en faire la table du grand autel de leur église (1).

Léger laissait son diocèse dans l'état le plus florissant. Sa sollicitude pastorale et sa bienveillante influence s'étaient étendues à tout : de sages règlements imposés à son chapitre ; tous les monastères de sa juridiction réformés à l'intérieur et augmentés extérieurement par les dons des fidèles ; son abbaye de Saint-Barnard en particulier remise sur un pied parfait, témoignent de son zèle pour la discipline religieuse et pour l'honneur de l'ordre monastique ; sa cathédrale magnifiquement restaurée, des églises érigées dans toute l'étendue de son diocèse, sa ville métropolitaine richement dotée de monuments grandioses et d'établissements d'utilité publique, dénotent la largeur de ses vues et son amour éclairé pour les beaux-arts. Non content de favoriser de tout son pouvoir les entreprises qui avaient directement pour objet la gloire de Dieu et l'honneur de l'Eglise, il seconda par son exemple aussi bien que par ses encouragements et ses efforts, cette expansion et cette efflorescence merveilleuse de l'esprit humain, trop longtemps glacé et comprimé par les terreurs de l'an mil, qui fit du XI^e siècle une époque de renaissance religieuse et sociale. Le nom

» Alexandre II au clergé et au peuple de Vienne, relatif à l'élection
 » récente de Warmond (lisez Arman), au siège de cette ville, et il a
 » soin de citer en marge non-seulement d'une manière générale les
 » *Archives de l'Eglise de Vienne*, mais encore le livre, le numéro et la
 » page de ces mêmes Archives où le bref se trouvait sans doute tex-
 » tuellement transcrit, précaution qu'il n'a pas prise en parlant, quel-
 » ques lignes plus haut, de la mort de Léger et de l'époque où son
 » successeur fut nommé » (*Essai historique, Preuves*, t. I, p. 55, note 2
 sur la charte 22.)

(1) CHORIER, *Supplément à l'Etat politique du Dauphiné*, p. 33. — Cet auteur induit de la sépulture de Léger dans l'abbaye de S. Pierre que cette église était avant lui la cathédrale de Vienne ; Charvet le réfute en ce point, p. 370. S. Mamert, S. Avit et plusieurs autres de ses prédécesseurs y avaient été ensevelis avant lui.

de Léger mérite d'être cité parmi ceux qui en furent les promoteurs, à côté des noms de Gerbert et de Saint Odilon. Esprit élevé et cultivé, il s'adonna à l'étude des sciences, à la littérature, à la poésie même, et aux recherches de l'érudition ; il composa une histoire des archevêques de Vienne, ses prédécesseurs, qui malheureusement n'est point parvenue jusqu'à nous (1). Nous avons vu qu'il s'intitule lui-même, soixante-unième archevêque de Vienne (2), indication précieuse qui établit d'une manière précise le nombre de ses prédécesseurs et qui permet de suppléer, au moins pour leurs noms, à sa chronique que nous n'avons plus. Ce remarquable travail fut connu des historiens, ses contemporains, et la chronique de Novalaise en fait mention (3).

Non content de cultiver lui-même avec ardeur les sciences et les lettres, il sut les mettre en honneur autour de lui et inspirer le goût de l'étude à son clergé. Il avait réuni une bibliothèque nombreuse et fort remarquable pour l'époque, qu'il légua en mourant à son chapitre, comme son plus précieux trésor. Le nécrologe de l'église de Vienne nous en a laissé une énumération sommaire, par laquelle nous voyons que toutes les branches des connaissances humaines, tant sacrées que profanes, y étaient représentées. Voici ce document, qui nous a été conservé par LeLièvre : « La veille des ides de juin (12^e juin), mémoire du seigneur Léger, archevêque de Vienne, » qui, par ses soins, a reconstruit l'église cathédrale depuis les » fondements, avec l'aide de ses diocésains ; il en a orné le » chœur de matériaux très précieux. Il a aussi donné à la

(1) DUCHESNE, *Historia Francorum scriptores coetanei*, t. III, p. 642.

(2) Charte 22 du Cartulaire de Saint-Barnard, citée plus haut. Voir aussi la charte 12^{bis}.

(3) *Leodegarius, archiepiscopus Viennensis, vitam et mores, mortes et actus suorum antecessorum scribendo colligere curavit.* (Chronicon monast. Novaliensis, dans MURATORI, *Rerum Italic. scriptores*, t. II, 2^e part., p. 763.)

» même église un très grand nombre de livres (*libros quam plurimos*), savoir un Passionnaire (1) en excellent état, les Confessions de saint Augustin, le Livre des Offices de saint Ambroise et les Canons de Burcard; le Dialogue de saint Grégoire avec son Traité de la sollicitude pastorale, et la Chronique de saint Adon, et aussi deux autres Chroniques; un Texte (2), un Missel, qu'il avait fait faire pour tous les jours; un Antiphonaire corrigé par lui; un Nocturnal divisé en deux parties; la Vie du Bienheureux Grégoire avec d'autres très nombreuses. Il a donné aussi un livre traitant de diverses matières, appelé *Tournefeuillet* (*cui nomen Tornafolium*). Il a donné aussi une histoire des Pontifes (3), un Benedictional relié en or, un Médicinal, etc. Il a fait une foule de choses pour la décoration et l'usage de la maison de Dieu (4). »

Léger se montra ainsi tout à la fois le pasteur et le docteur de son peuple, et, pour me servir de l'expression de Charvet, le digne ministre de celui qui s'est appelé la lumière du monde (5). Il a laissé dans l'Eglise une mémoire très pure et un nom en vénération. Les papes Urbain II et Pascal II font mention dans leurs bulles de l'*archevêque de Vienne Léger, de vénérable mémoire* (6) Jean de Bernin, l'un de ses plus

(1) Recueil des passions ou souffrances des martyrs, martyrologe.

(2) *Textum unum*, ce qu'on appelle, en terme de diplomatique, un Regeste. — *Textus interdum pro regesto sumitur.* (DUCANGE, v° *Textus*)

(3) *Gesta Pontificalia*. — M. Giraud pense que c'est l'histoire des archevêques de Vienne dont Léger est l'auteur.

(4) LELIÈVRE, *Histoire de l'antiquité et sainteté de la cité de Vienne*, p. 302. — Le texte latin de ce document a été reproduit, d'après cet auteur, par le GALLIA CHRISTIANA, t. XVI, col. 70, et par COLLOMBET, *loc. cit.*, p. 411.

(5) CHARVET, p. 293.

(6) *Venerabilis memorie Leodegario, Viennensi archiepiscopo.* (Cartul. de St-Barnard, ch. 6 et 6^{bis}. — 18 août 1096 et 29 juillet 1107.)

illustres successeurs, le qualifie de *saint* dans la chronique qu'il nous a laissée des prélats ses prédécesseurs (1). Enfin, l'église de Vienne, qu'il avait si profondément édifiée par ses vertus et ses travaux apostoliques, et qui avait vu en lui l'image d'un pasteur accompli, ne s'est pas contentée de conserver son nom dans son nécrologe pour en faire commémoraison chaque année; elle l'a inscrit dans ses diptyques sacrés parmi les saints pontifes qu'elle honore comme ses protecteurs. L'hagiologe ou martyrologe à l'usage de l'église de Vienne fait de Léger la plus honorable mention, et consacre un jour à honorer sa mémoire comme celle d'un Bienheureux (2).

M. Giraud résume et apprécie en ces termes le pontificat et le caractère de notre saint compatriote : « L'archevêque Léger » fut un des prélats les plus éminents de son temps. D'une » naissance illustre, appelé au siège de Vienne dans des » conjonctures très difficiles, vers la fin du règne de Rodolphe » et à l'avènement d'une dynastie nouvelle, il se maintint en » politique habile dans la faveur de l'empereur Conrad-le-

(1) *SANCTUS Leodegarius, ex abbate Romanensi archiepiscopus, ja et ante fores Sancti Petri, defunctus pridie idus junii. A Leone Papa confirmationem privilegiorum suorum impetravit; plurima ædificia sacra diruta reparavit et nova ædificavit.....* (Chronicon antistitum Viennensium, publié par M. l'abbé CHEVALIER, p. 27.)

(2) *Il idus junii Commemoratio piæ recordationis domni Leudgarii, Viennensis ecclesiæ Archipræsulis, consanguinitatis linæ Henrico I, Gallorum regi conjuncti, qui obiit circæ annum Domini MII (erreur, peut-être de copiste), et jacet in ecclesiâ Sancti Petri, ante fores Ecclesiæ, in mausolæo marmoreo. Cujus temporibus Heradus, famosissimus monachus Sancti Petri Viennæ, xenodochium urbis Viennensis amplissimè locupletavit.* (Hagiologe pontifical Viennois, publié par M. l'abbé CHEVALIER, p. 8.) — Dom Estiennot, prieur d'Ambronay, qui le premier avait recueilli ce document, croit que Léger lui-même en est l'auteur; mais il n'aurait pu composer sa propre notice, surtout dans les termes où elle est conçue. Tout au plus pourrait-on supposer qu'elle a été ajoutée après coup à son travail. (*Ibidem*, Notice préliminaire, p. iv.)

» Salique et de son fils Henri, sans cesser en même temps de
» posséder la confiance des souverains pontifes, ses chefs légi-
» times, et il fit constamment servir son influence à la cause
» des mœurs et de la religion. On le voit, au concile de Saint-
» Gilles, en 1042, contribuer activement à l'établissement de la
» *Trêve du Seigneur*, de cette suspension d'armes, le seul
» progrès alors possible au milieu de la barbarie contempo-
» raine. Le goût de l'étude, qu'il avait puisé dès son jeune âge
» dans les écoles de Romans et du Puy, ne l'abandonna
» jamais.... Comme administrateur, Léger ne mérita pas moins
» de son diocèse que comme historien et comme savant. La
» cathédrale de Saint-Maurice reprise par sa base, l'église de
» Romans reconstruite à la suite du double incendie qui la
» consuma, la fondation sous ses auspices d'un hôpital à
» Vienne sont autant de témoignages de sa sollicitude pour les
» intérêts des peuples confiés à ses soins ; mais c'est surtout
» l'abbaye de Romans, sa patrie, qui eut à se louer de ses bien-
» faits. Il la tira de l'état précaire où elle avait vécu pendant
» la plus grande partie du dixième siècle ; il lui donna des
» statuts et il veilla strictement à leur observation ; il régla
» l'emploi de ses biens, il favorisa de tout son pouvoir l'exer-
» cice de la vie commune. Avant lui, les abbés titulaires, sous
» le simple patronage de l'archevêque de Vienne, n'étaient pas
» revêtus d'une autorité suffisante pour défendre efficacement
» leur congrégation contre les nombreux ennemis dont elle
» était entourée (1). »

Léger termine en la complétant la longue série des saints pontifes qui ont gouverné l'église de Vienne pendant les dix premiers siècles ; et quoique l'Eglise catholique n'ait pas confirmé officiellement le titre de saint que la reconnaissance de ses enfants lui avait donné, il n'en demeure pas moins l'un

(1) GIRAUD, *Essai historique sur l'abbaye de St-Barnard et sur la ville de Romans*, t. I^{er}, p. 73.

des plus recommandables d'entre eux. Il a laissé une grande et sainte mémoire, qui s'est perpétuée à travers les siècles accompagnée de la vénération et des bénédictions des hommes. La magnanimité de son caractère, le nombre et la grandeur de ses œuvres, joints à la supériorité du talent et à l'éclat de la naissance, ont fait véritablement de lui l'une des gloires de la France catholique. Il a été l'honneur de l'Eglise qu'il a édifiée par sa sainte vie, le bienfaiteur de son troupeau, qu'il a éclairé des rayons de sa belle intelligence et enrichi de tous les trésors de son cœur ; le modèle accompli du pontife chrétien, dont il a retracé en sa personne toutes les vertus. Sa belle figure nous apparaît ornée de la double auréole que l'on rencontre le plus souvent sur le front des vrais grands hommes : la doctrine et la sainteté.

Nous nous sommes étendus avec complaisance sur le pontificat de Léger, l'un des plus remarquables sans contredit, pour la durée et la fécondité, que nous offrent les annales religieuses de nos contrées ; nous avons recueilli, pour reproduire le plus fidèlement possible cette loyale et sympathique physionomie, tous les traits que nous avons trouvés épars dans différents ouvrages. Les historiens de l'église de Vienne ont consacré à Léger des notices plus ou moins étendues (1) ; mais nous avons surtout mis à contribution le très savant ouvrage de M. Giraud, qui le premier a revendiqué pour la ville de Romans une illustration si remarquable et si pure (2). Outre les différents auteurs que nous avons cités, sans parler aussi de nos deux biographes Dauphinois, Guy Allard et Rochas qui lui ont consacré chacun un article, on trouve une notice succincte sur Léger dans l'*Histoire des auleurs sacrés et ecclésiastiques*, par dom Cellier, t. XX, p. 572 (2^e édition, t. XIII, p. 327) ;

(1) LELIÈVRE, pp. 300 à 304 ; — MAUPERTUY, pp. 162-163 ; — CHARVET, pp. 286 à 297 ; — COLLOMBET, t. I^{er}, pp. 391 à 411, etc.

(2) GIRAUD, *loc cit.*, pp. 30 à 77.

dans l'*Histoire littéraire de la France*, t. VIII, pp. 40-41, et dans le *Dictionnaire de Patrologie* édité par l'abbé Migne, t. III, col. 1032 (art. *Léger*). — Voir aussi le rarissime ouvrage du Célestin Jean Du Boys, *Floriacensis vetus Bibliotheca*,.... opus JOANNIS A Bosco (Lugduni, 1608) : *Lævum xyston*, pp. 66 68.

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(A continuer).

NOTES DE M. MOREL

Curé de Montrigaud.(SUITE. — Voir la 56^e livr.)

1748. — Cette année répartit fort inégalement ses faveurs : abondance au centre et à l'ouest de la France, disette en Dauphiné et dans la vallée du Rhône. Là, il n'y eut pas même l'équivalent des semences, par suite des grandes pluies de 1747. Les semailles furent tardives et les blés ne purent résister aux rigueurs de l'hiver, très rude, vers sa fin. En été, il n'y eut que des pluies utiles et point de grêle, sauf à Saint-Bonnet. Dans ces conditions, en exceptant la récolte du blé, celle des légumes et des céréales de printemps fut particulièrement fructueuse. La vigne, à cause de la rouille, ne répondit point aux espérances nées de sa belle végétation et une gelée, le 23 octobre, endommagea châtaignes, blés noirs et glands.

Comme le voisinage de l'armée de Piémont avait épuisé déjà les greniers, la misère devint générale dans la contrée et le blé valut 5 livres 10 sols le quartal et le vin 12 livres la charge (2 hectolitres environ.) Il n'y eut pas de maladies et les semailles furent splendides ; le beau temps continua même jusqu'en janvier 1749. Le four de la cure date de 1748 et sa construction n'eut pas lieu sans difficultés.

1749. — Janvier est très pluvieux ou neigeux, février beau, mars froid, avril aussi, mai d'abord tempéré est gâté par des pluies froides, des neiges, des orages avec tonnerres et grêles. Quant au mois de juin il ressemble à un véritable mois d'hiver : il gèle la moitié du temps, en plusieurs endroits, et surtout le 29, jour de saint Pierre et saint Paul. Enfin dans le même intervalle, il tombe tant de neige que les blés en sont couchés et que la vigne et les arbres à fruits souffrent beaucoup de cette rigou-

reuse et anormale température. En juillet, les chaleurs sont fortes, sans pluie ; août et septembre offrent avec la première quinzaine d'octobre un temps agréable ; puis il gèle le 20 de ce mois et les raisins, non coupés encore, périssent en partie.

Le blé descend de 6 livres à 4 le quartal, à cause des arrivages de l'étranger et le vin monte de 10 et 12 livres à 15 et 18 la charge, par suite de la disette signalée dans la vallée du Rhône.

Quelques fièvres malignes et quelques décès.

Sur la fin de l'année le Rhône était si bas que plusieurs personnes le passèrent à gué ou à cheval ; les autres rivières ne le furent pas moins, toute pluie ayant cessé de la mi-septembre au mois de mars suivant. A cette époque, le vent du nord amena le froid et la neige, après 2 mois de véritable printemps, pendant lesquels les arbres se chargèrent de fruits et de fleurs. Pareil fait s'était vu en 1749, au point que le 4 avril, l'épi du seigle paraissait ; mais il y avait eu arrêt dans la végétation jusqu'en mai.

1750 est une année de jubilé et de bénédictions. A la disette à peu près générale, sauf en Bourgogne, succède l'abondance. Le blé et le seigle, de 5 à 6 livres le quartal, mesure de Romans, reviennent à 40 et 50 sols et le vin à 11, 12 et 14 livres de 20 qu'il se vendait. Dans sa première période, l'hiver est très doux, et dans la seconde, très rigoureux. A l'exception de juillet, il pleut tous les mois et en avril, notamment, il y a plusieurs inondations à Vienne et au-delà du Rhône. Après des chaleurs excessives, surviennent dès la Toussaint, la neige et le froid. Récolte merveilleuse de grains et de fruits, mais point de noix.

Montrigaud est exempt de maladies ; Saint-Antoine au contraire, dans le voisinage, en souffre.

M. Morel dépense 150 fr. pour améliorer son habitation.

Voici le mouvement de la population de 1746 à 1750.

Année.	Mariages.	Naissances.	décès.
1746	5	29	10
1747	1	21	53
1748	7	21	20
1749	8	22	11
1750	5	18	13

Nous ferons remarquer à ce propos avec M. Morel qu'en 1746, la mort épargna les 29 enfants nés ; qu'en 1747, les décès dé-

passèrent le chiffre de 53, mais ne purent être constatés régulièrement, enfin que la même année, « au temps du carnaval, aucune fille de la paroisse ne fut recherchée en mariage, bien qu'il y en eût 150 d'honnêtes, sans aucun reproche. Une seule, mère d'un enfant incestueux au premier degré, trouva parti et se maria. »

1751. — L'hiver, rude au commencement, doux au milieu, rigoureux à la fin, dure jusqu'en mai avec gelées et neiges, juin est très humide et la sécheresse de juillet et d'août occasionne la perte des menus grains. Avec l'automne les pluies recommencent. Toutefois, les laboureurs s'étant hâtés d'ensemencer leurs terres, les blés sont en herbe à la Toussaint.

Du commencement de novembre à la Noël le temps se maintient vif avec de rares intervalles de température modérée ; depuis le 15 décembre il y a de fortes gelées et des neiges abondantes. Le tonnerre gronda souvent pendant cette année et plusieurs personnes, hors de Montrigaud, périrent foudroyées.

Benoît XV, « homme de grand mérite » ayant accordé un Jubilé, il commença le 23 mai avec de grandes facilités pour les stations, les aumônes et le jeûne. Pendant sa durée il n'y eut pas de maladies ; mais après, elles devinrent fréquentes et souvent mortelles.

Peu de blé, point de légumes, ni de glands, beaucoup de vin, de châtaignes, de noix et de fruits d'été, mais aucun d'automne : tel fut le bilan agricole de 1751. La rareté du foin fit tuer beaucoup de bétail et la viande se vendit à vil prix.

Prix : du blé de 2 à 3 livres le quartal ; — du vin, de 18 à 20 livres la charge et après la récolte, de 6 à 8 ; — du pain, de 2 à 2 sols 1/2 la livre, toute l'année.

Le diocèse de Vienne perd en février son archevêque, Jean de Saléon « mort en odeur de sainteté », et Guillaume d'Hugues, évêque de Nevers, le remplace. Il fait son entrée à Noël.

1752. — L'hiver de 1751 se prolongea jusqu'en mai 1752 avec force neiges et frimas et fut suivi d'un été brûlant, accompagné de tonnerres, de grêles fréquentes et d'inondations désastreuses. Celle du 8 juin, jour de saint Médard, notamment, entraîna toutes les terres labourées. Avec septembre commença la sécheresse jusqu'à la fin de l'année ; il fallut semer le blé

dans des champs en poussière et en cendres, et les neiges seules lui permirent de germer.

Malgré la pluie et la grêle, il y a en 1752 abondance de céréales et de vin excellent. Aux vendanges, la charge valait 3 livres ; elle monta à 5 ou 6 en hiver. Dans la Basse-Provence, le quintal de raisins coûtait 14 sols, et à Lyon 10 sols ; le blé se vendit 2 livres 10 sols le quartal, et les noix 2 livres la benne. Peu de fruits et point de glands. Année sans maladies.

C'est alors que Mgr d'Hugues supprima dans son diocèse bon nombre de fêtes depuis longtemps établies. Il fut porté à cette mesure par l'exemple de l'archevêque de Lyon, le cardinal de Tencin, et de quelques autres prélats. « Le peuple dévot et presque tous les pasteurs en gémissent. » M. Morel, dans une improvisation énergique, s'élève contre cette suppression. L'étude des archives communales permet de constater un fait : c'est que les populations se plaignaient moins des fêtes en elles-mêmes que du moment où elles tombaient, en pleine récolte des foins, des blés et des vendanges. Voici la liste et les dates des fêtes abolies ou transférées au dimanche suivant : Saint Mathias, apôtre (24 ou 25 février), saint Philippe et saint Jacques, apôtres (1^{er} mai), le mardi après la Pentecôte, saint Jacques, apôtre (25 juillet), saint Laurent, martyr (10 août), saint Barthélemy, apôtre (24 août), saint Louis, roi (25 août), la Nativité de Notre-Dame (8 septembre), saint Mathieu, évangéliste (21 septembre), saint Michel Archange (29 septembre), saint Simon et saint Jude, apôtres (28 octobre), saint André (30 novembre) et saint Thomas (21 décembre) : total 14 jours fériés.

1753 est une année fertile et saine. L'hiver, rude et long, ne nuit en rien, malgré ses gelées et ses neiges abondantes, aux noyers et à la vigne, mais beaucoup aux autres arbres à fruits. Les quinze premiers jours de juin sont orageux, puis la sécheresse se déclare et dure jusqu'à la fin de juillet : de là peu de foin, mais assez de menus grains et de blé. Les pluies reviennent en août, cessent en septembre et reprennent fin octobre ; elles sont immédiatement suivies de la neige et du froid, au point que les raisins peuvent à peine se cueillir et que la glandée, d'ailleurs fort plantureuse, est totalement perdue.

Prix : du vin, 6 livres la charge ; — du blé, de 40 à 50 sols le quartal.

1754. — Malgré le rigoureux hiver qui se prolonge du 15 avril 1753 au 15 avril 1754, l'année se classe parmi les meilleures du siècle, tant il y eut des récoltes de toute espèce. L'été est sec et tempéré par des bises à peu près continuelles ; il y a bien quelques pluies torrentielles à diverses reprises, mais ensuite le temps est beau à souhait. Jusqu'au 14 janvier 1755, il ne tomba point de neige, et l'hiver se reconnut seulement à quelques nuits froides vers le 30 novembre et le 6 janvier. Aucune maladie cette année-là.

Ici, M. Morel interrompt ses remarques météorologiques habituelles, pour nous faire quelques révélations historiques ; aussi lui laissons-nous la parole.

Après avoir parlé du rappel des Parlements, il ajoute :

« Un autre événement de cette année que la postérité aura peine à croire, c'est l'histoire du nommé Mandrin, homme à présent de l'âge de 36 ans, natif de Saint-Etienne-d'Izeaux, de parents assez honnêtes en biens et en probité. Mais ce jeune homme, qui avoit beaucoup d'esprit et de vivacité, ayant eu le malheur de fréquenter dans sa jeunesse des gens perdus, de qui il avoit appris à fabriquer les espèces des monnoies bonnes ou mauvaises, cela lui attira la justice à dos. Il fut dénoncé et décrété, et ne sachant quel parti prendre, il se fit chef de contrebandiers, ou pour mieux dire de voleurs, meurtriers et assassins. En cette qualité, il a parcouru presque toute la France, tuant ceux qui lui étoient contraires, les dépouillant et faisant contribuer ceux auxquels il savoit de l'argent. C'est ainsi qu'il qualifioit les voleries qu'il faisoit, là où il sentoit de quoi prendre, à Nîmes, à Montbrison, au Puy, à Bourg-en-Bresse, à Beaune en Bourgogne, à Auxonne et dans une infinité d'autres villes, bourgs ou villages. Il est vrai que là où bon lui sembloit, il laissoit des marchandises en tabac, indiennes ou mousseline qu'il se faisoit bien payer aux commis des bureaux auxquels il laissoit des verbaux ou billets de reçu de l'argent qu'il exigeoit, disoit-il, au nom des fermiers généraux, se qualifiant de commis général ambulant de la compagnie des Indes, et par cette qualité, il étoit moins odieux au public ;

malgré ses forfaits mêmes, plusieurs, prévenus en sa faveur, le regardoient comme un homme de bien et de courage ; mais la fausse monnoie, les meurtres qu'il a commis ne sont pas des choses excusables. »

M. Morel ajoute que le silence s'étant fait sur Mandrin, il attendra les événements pour continuer sa chronique. Il la reprit le 9 juin 1755.

« Mandrin fut arrêté au Pont-de-Beauvoisin, le 11 mai 1755, à 3 heures du matin, dans un château où il étoit couché avec un jeune homme de famille qui avoit été libertin et pour cela camarade de Mandrin. Il s'appeloit Saint-Pierre ; cela causa de grands chagrins à sa famille ; il mourut dans la prison à Valence, dans peu de jours. On a cru que ce fut de poison ; il auroit été rompu comme Mandrin. Ils furent tous deux mis et enchaînés sur un charriot conduit par le régiment appelé la Morlière et arrivèrent à Saint-Marcellin le lendemain, à midi environ. Ils dînèrent au Petit-Paris. J'étois là présent ; je vis toute cette conduite. Plusieurs de ses connoissances lui parlèrent ; il leur répondit d'un ton ferme et résolu. Ils furent coucher à Romans et de là, dîner à Valence, le 13, où le sieur Levet, juge commis des fermiers généraux, l'attendoit depuis longtemps. Il ne séjourna guères dans cette prison, car le 26 du même mois, il fut rompu vif. Bien résigné à la mort, il monta de plein gré sur l'échafaud et, se coucha sur l'instrument de son supplice, ayant demandé pardon à tous que de droit, fait amende honorable, etc. Voilà où se terminèrent toutes les bravoures de ce fier malheureux qui avoit dit un million de fois qu'il prendroit du poison où se brûleroit la cervelle plutôt que de passer entre les mains de la justice. Il n'est pas croyable combien on rapporte d'actions qu'il avoit faites où il y avoit de la hardiesse, du courage, de la résolution et, selon lui, de la droiture : mais les fermiers généraux raisonnaient différemment aussi bien que tous ceux qui en jugeoient sans prévention. »

On a pu lire dans les Mémoires de Michel Forest des détails circonstanciés sur la mort de Mandrin ; nous n'y reviendrons pas.

Les romanciers et la légende populaire ont fait de ce chef de contrebandiers, né à St-Etienne de St-Geoirs, le 30 mai 1724, une sorte de héros et de martyr de la liberté commerciale ; l'his-

toire est moins enthousiaste. Si les partisans des fermiers généraux ont exagéré ses crimes, il est hors de doute qu'il en a commis. Il suffit de lire son jugement pour en être convaincu. (1).

En somme, les appréciations de M. Morel, homme de bon sens et contemporain, sont exactes.

Ajoutons qu'un recueil incomplet d'affiches de jugements rendus par la commission du conseil, établie à Valence, pour sévir contre les faux sauniers et contrebandiers mentionne 77 individus condamnés à la corde, 57 à la roue et 631 aux galères à temps ou à perpétuité : ce qui prouve l'existence d'une vaste association.

Mandrin avait une belle taille, les sourcils épais, les cheveux noirs, le nez aquilin, les traits réguliers, la poitrine large, la jambe bien tournée et une force prodigieuse. Il était adroit, éloquent et courageux.

D'après la tradition, il parcourut le nord du département de la Drôme, et l'on cite encore les maisons où il logeait. Toutefois, la sépulture à Montrigaud, à la date du 4 avril 1739, de Jean de Pomme, de la brigade Chiron, tué par les contrebandiers, pourrait tout aussi bien indiquer une autre bande.

A. L.

(A suivre.)

(1) Voir *Biographie du Dauphiné* au mot Mandrin.



LES SEIGNEURS D'APS EN VIVARAIS

(FIN. — Voir la 56^e livraison.)



Giraud Adhémar laissa à sa mort, en 1380, Grignan et Montélimar à Giraud, son fils aîné ; mais Aps et ses dépendances furent l'apanage d'un puîné, nommé Guy ou Guyot (en latin *Guyotus* et *Guido*). Celui-ci était sous la curatelle de son aîné lorsque, le 10 janvier 1383, il reçut dans la grande salle du château de Grignan, en présence d'Aymar, moine, et Yves Adhémar, leurs frères, ainsi que de Ponce Julien, de L'Argentière, de Bertrand de Blacoz, de Grignan, et de Gaucher du Teil, autrement de Piégros, l'hommage avec reconnaissance de fief d'Etienne de Brune, de L'Argentière, agissant comme mari de Catherine d'Aubignas, fille et héritière d'Adhémar d'Aubignas (1).

Guy vendit, le 5 août 1385, devant Pierre Alliaud, notaire, des censes à noble Pierre Fourchade, et, de concert avec noble Louis d'Anduze, demanda, en 1386, au vice-légat d'Avignon le testament de Giraud Adhémar, pour le remettre à la sénéchaussée de Beaucaire.

Fait chevalier avant le 2 juin 1389, comme le prouve un acte de cette date passé à Grignan et dont il fut témoin, il eut bientôt à exercer sa bravoure dans les combats. Dans la guerre civile qui désola la Provence, en 1390, à la suite de l'élection et du couronnement du jeune Louis comme roi de Sicile et comte

(1) Collect. d'arch. Morin-Pons, *passim*. — Biblioth. nat., mss. lat., 9239 ; — Minutes de M^e Long, notaire à Grignan, *passim*. — Mairie de Grignan, *Transcript. Pays*, ff. 10^r-20. — LACROIX, *L'Arrond. de Montélimar*, t. V, pp. 257-8. — VALLET DE VIRIVILLE, *Catal. des arch. de la maison de Grignan*. — LAMBERT, *Catal. de la biblioth. de Carpentras*, t. II, p. 458.

de Provence, la haine des ennemis de ce prince, à la tête desquels se trouvait le fameux Reymond de Turenne, visa surtout le pape, qui avait fait le couronnement. Celui-ci avait pour se défendre une armée sous les ordres d'Odon de Villars, du sire de Montfort et de Gérard de Termes ; et « Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, Guy, seigneur d'Aps, et Yves Adhémar, ses frères, servaient aussi sous les drapeaux de l'Eglise, à la tête de 25 hommes à cheval, tous bien armés, moyennant la somme de 500 florins d'or par mois, ou d'environ 5,000 francs, que le pape leur donnait. » Ces détails sur les Adhémar, dit Papon, qui nous les a conservés, sont tirés d'une charte originale (1).

Guy Adhémar, qui le 24 novembre 1394 traitait comme baron d'Aps et d'Aubignas (2), ne possédait pas encore tous les droits utiles de ses aïeux sur la seigneurie. Sans insister sur la cession temporaire faite par Giraud Adhémar à Bertrand de Taulignan, mari de Garcende Adhémar, des revenus d'Aps, à-compte de la dot de Garcende, affaire qui, faute de règlement de compte, était encore près d'un siècle plus tard entre les deux familles un sujet de litige, tranché seulement en 1432, nous voyons adjuger à Cécile Adhémar, lors de son mariage avec Guillaume de Saint-Amans et pour sa dot de 3,000 florins d'or, les châteaux d'Aps, Saint-Pons-de-Coyron, La Roche et Aubignas. Après la mort de Guillaume, Cécile se remaria avec Bertrand, seigneur de Tournemire, et pour paiement de la dot, revenant à 350 florins, Giraud Adhémar, frère de Cécile, cédait de nouveau, en 1360, à Bertrand de Tournemire les revenus et fruits des châteaux d'Aps, Saint-Pons et Aubignas.

Mais, le 16 juin 1400, Guy épousait à Broquiers, diocèse de Rodez, noble Miracle de Combret, fille de feu Pierre, seigneur dudit Broquiers ; et, par affection pour les nouveaux époux, noble Bertrand de Tournemire, fils et procureur de Cécile, donnait à Guy, son cousin germain, et à dame Miracle les châteaux d'Aps, Saint-Pons, La Roche et Aubignas, avec leurs droits et

(1) Collect. Morin-Pons. — Minutes cit., reg. coté *semper*, f. 82. — PAPON, *Hist. gén. de Provence*, t. III, p. 283.

(2) Collect. Morin-Pons.

appartenances. L'acte réserve seulement aux donateurs une somme de 850 livres d'or, à prendre par 30 livres l'année sur les revenus d'Albignac; et il stipule que les biens donnés resteront à ladite Miracle et aux siens, à défaut d'enfants issus de son mariage avec Guy.

Miracle, ainsi établie dame d'Aps par un titre de droit strict, vendait en effet en avril 1405, conjointement avec Guy, des rentes sur ce fief (1).

Guy Adhémar, qui occupait en 1407 la terre de Clansayes, malgré Louis de Poitiers, comte de Valentinois, la conserva, malgré les lettres obtenues par ce dernier du gouverneur de Dauphiné le 21 juillet 1407 contre notre seigneur d'Aps; et il devint de plus seigneur de Grignan en 1410 par la mort de son frère Giraud; mais il mourut en mai 1419, laissant Aps et Grignan à son fils Giraud (2).

Celui-ci, par testament de 1426, légua à Giraudon, son fils, Grignan et sa baronnie, et au posthume dont sa femme était enceinte « sa terre et baronnie d'Aps et tous les droits lui appartenant au delà du Rhône, aux parties du royaume de France, et qui lui y appartiendraient au jour de son décès. » Mais Giraud survécut encore de longues années à ce testament (3).

Le 21 janvier 1433, il recevait l'hommage du seigneur d'Aubignas (4). Puis il recevait, devant Pierre de Merquoirol, notaire, le 26 janvier, la reconnaissance de fief et l'hommage du prieur de Saint-Pierre d'Aps, pour tout ce que celui-ci possédait, ou autres tenaient de lui aux terroir et mandement d'Aps; le 27, ceux de Guillaume Pellapra, habitant à Viviers, pour tout ce qu'il tenait, ou autres de lui, dans les territoires et districts d'Aps, La Roche et Aubignas; et le 28, ceux de nobles Jean Maroan et Maroan Maroan père et fils, du Bourg-Saint-

(1) Collect. Morin-Pons.

(2) LACROIX, *L'Arrond. de Montélimar*, t. II, pp. 281-6; t. III, pp. 214-6.

(3) Collect. Morin-Pons.

(4) PITHON-CURT, *Hist. de la noblesse du Comtat-Venaissin*, t. IV, p. 31.

Andéol, pour tout ce qu'ils possédaient, ou autres tenaient d'eux aux terroir et mandement d'Aps.

Giraud était encore seigneur de Grignan et d'Aps le 15 janvier 1440. Mais, avant sa mort et tout en gardant Grignan, il s'était dessaisi d'Aps en faveur de son fils aîné, nommé aussi Giraud. Ce changement était opéré avant le 4 janvier 1455, jour où « puissant seigneur Giraud Adhémar, seigneur baron d'Aps et d'Aubignas, fils émancipé d'autre », confirmait « les libertés et franchises accordées le 6 novembre 1303 aux habitants d'Aubignas par le seigneur Giraud Adhémar et Blonde, sa femme. » Puis on voit le nouveau baron donner, le 5 avril 1456, « investiture à noble Gonon Esterosy d'une acquisition par lui faite de noble Pierre de Chananeilles, seigneur du Pin, de fonds au mandement d'Aps, à raison desquels » Gonon « fait hommage » audit baron, devant Bertrand Boyer, notaire.

Giraud père, seigneur de Grignan, étant mort, Giraud fils, baron d'Aps, lui succéda à Grignan et laissa Aps à son propre frère Gaucher. Ce double changement s'opéra entre le 31 août 1461 et le 27 novembre 1469 ; et le 29 avril 1471, « magnifique et puissant seigneur Gaucher Adhémar, seigneur d'Aps, rachetait de noble Antoine Astaré un domaine qui fut autrefois acquis par Giraud Adhémar du seigneur du Pin, situé au mandement d'Aps. » Mais du 1^{er} octobre 1477 au 13 novembre 1481, Giraud mourait sans enfant de son mariage avec Aglaé de Lestrangé et laissait Grignan au baron d'Aps, Gaucher, son frère, qui de son côté se dessaisissait d'Aps en faveur de Bertrand, leur autre frère.

Bertrand Adhémar, qui, outre Aps, possédait la seigneurie de Marsanne, entrée dans sa famille par des échanges de Giraud, son père, avec Louis XI, en 1447, épousa, le 31 décembre 1485, Béatrix Alleman, fille de feu Guillaume, seigneur de Lers, diocèse d'Orange, dotée par Louis, son frère, de 5,000 florins et par le futur de 800 florins d'augment. Le contrat matrimonial fut fait à Grignan (1).

(1) Collect. Morin-Pons, *passim*. — CHEVALIER et LACROIX, *Invent. des arch. Morin-Pons*, doss. généal. Adhémar. N^{os} 118, 136, 139. — Minutes cit., reg. coté *alma*, ff. lxxxx et suiv.

Depuis lors, on voit Bertrand assister, le 1^{er} avril 1504, à un acte passé entre gens de sa famille, dans la grande salle du château de Grignan ; donner, le 18 du même mois, au sénéchal de Nîmes un dénombrement de ce qu'il tient du roi en fief franc et des fiefs et arrière-fiefs qu'il a dans la sénéchaussée de Nîmes, et où « on voit qu'il possédait la seigneurie d'Aps, partie de celle de Saint-Pons-sous-Coyron, de Roche près d'Aps, la seigneurie d'Aubignas, etc. » ; donner quittance de lods pour des acquisitions, le 20 avril 1507, à Jean des Astars, seigneur de Valon ; et faire, le 4 juin de la même année, devant Claude Barbier, notaire, un traité avec les habitants d'Aps.

Il fit, le 16 décembre 1518, un testament avec substitution et mourut peu après, laissant de Béatrix, son épouse : 1^o François, dont nous parlerons bientôt ; 2^o Catherine, pour le mariage de laquelle Jeanne Adhémar, dame de Châteauneuf-Charbonnier, dans un testament du 20 juillet 1502, léguait 300 florins audit Bertrand, son frère, et qui épousa, le 9 juillet 1508, Jacques de Brunier, seigneur de Larnage ; 3^o Diane, qui fut mariée à noble Reynaud de Fay, seigneur de Gerlande, du vivant de Bertrand Adhémar, son père (1).

François Adhémar, qui le 12 février 1505 passait déjà une investiture, mais au nom de son père, avait succédé à celui-ci avant le 20 mars 1519, jour où il recevait, devant Claude Barbier, notaire, l'hommage de noble Louis Guion, du lieu d'Aps, pour des propriétés situées audit Aps et dont il avait été fait hommage, le 15 octobre 1318, à Giraud Adhémar, baron d'Aps (2). Nous avons encore de François un acte du 29 mai 1519, qui le qualifie de « seigneur et baron d'Aps et de toute sa baronnie, au diocèse de Viviers, de Marsanne et de Beaumont, au diocèse de Valence, fils naturel et légitime et héritier universel de magnifque seigneur Bertrand Adhémar. » Par cet acte et auxdites qualités, il faisait en faveur de nobles et généreux seigneurs Reynaud de Fay, seigneur de Gerlande, au

(1) Min. cit., reg. cot. *vezilla*, f. lxx; *dare*, f. xxxii, et *videre*, f. xliii.
— Collect. Morin-Pons, *passim*.

(2) Collect. cit.

diocèse de Vienne, et Diane Adhémar, fille de Bertrand, épouse dudit Reynaud, reconnaissance de la somme de 200 écus, valant chacun 3 florins, le florin de 12 sous tournois et le sou de 4 liards de la monnaie courante, et ce pour ce qui restait dû auxdits époux sur la dot à eux assignée en mariage par ledit feu Bertrand (1).

A la mort de François Adhémar, arrivée peu après ce dernier acte, Louis Adhémar, baron de Grignan, fit ouvrir en sa faveur la substitution stipulée, selon l'usage des Adhémar, au profit des mâles de la ligne la plus proche, et devint maître d'Aps, comme le prouve déjà un dénombrement qu'il donna le 1^{er} septembre 1520 et où il déclare posséder la baronnie d'Aps, la terre et seigneurie d'Aubignas, la moitié de la juridiction de La Roche près d'Aps, la forteresse dudit La Roche, ainsi que celles de Saint-Nazaire et de Saint-Auban, tenues en fief de lui par d'autres seigneurs (2).

On voit encore Louis Adhémar recevoir, le 9 janvier 1521, la reconnaissance en fief de noble Louis d'Aubignas, pour tout ce qu'il tient, ou autres de lui, dans le lieu, district et territoire de Saint-Pons ; celle de noble Louis Guion, pour tout ce qui est contenu en un acte de 1378 ; de noble Jean de Vogué, chevalier, seigneur de Roche-Colombe, pour des propriétés situées en la paroisse de Saint-Maurice-d'Ibie ; de noble Josserand de Giès, seigneur de Pampelonne, pour tout ce qu'il tient aux lieux et mandements d'Aps, La Roche près d'Aps et Aubignas, et de François de Blou, seigneur de Saint-Andéol-de-Berg, pour les château, lieu et mandement dudit Saint-Andéol. Le 30 janvier 1521, il traite avec noble Blaise de Marette, écuyer, seigneur de Fourchade et coseigneur de La Roche-d'Aps, pour les limites des lieux et juridictions d'Aps et de La Roche. Des actes de 1522, 1524, 1532, etc., qualifient Louis Adhémar de baron de Grignan, Aps et Marsanne (3). Rappelons encore le consente-

(1) Min. cit., reg. coté *videre*, f. xliii.

(2) Collect. Morin-Pons.

(3) Collect. cit. — Arch. de la Drôme, fonds de l'évêché de Die. — Mairie de Grignan et minutes cit., *passim*. — Invent. cit., N^{os} 180-1,

ment qu'il donna, comme « baron d'Aps et coseigneur de La Roche », le dernier avril 1526, à noble Blaise de Fourchade, aussi coseigneur de La Roche, de faire une porte dans un mur au mandement d'Aps; le dénombrement qu'il reçut, le 3 décembre 1540, de ce que noble Louis Guion en tenait en fief; les reconnaissance et hommage qu'il reçut, le 14 mai 1544, d'Antoine d'Arennes, écuyer d'Aps, pour tout ce que celui-ci possédait dans les mandements d'Aps et de La Roche; une reconnaissance que lui firent diverses personnes, le 1^{er} décembre 1544, pour un droit de pâturage de leurs bestiaux dans le mandement d'Aps; les reconnaissance et hommage que noble Louis Stéraphy, d'Aubenas, lui fit, le 7 janvier 1545, pour tout ce que celui-ci tenait, ou autres de lui, dans les terroirs et mandements d'Aps, La Roche et Aubignas (1); l'arrentement que Diane de Montfort, sa mère et procuratrice, donna, le 27 juin 1550, de la baronnie d'Aps, devant Silhol, notaire à Grignan (2); le testament, du 12 décembre 1552, par lequel il légua à Anne de Saint-Chamond, sa femme, « les terres, places et seigneuries d'Aps, Aubignas, Marsanne et Bonlieu, avec leur haute, moyenne et basse juridiction, pur et mixte empire, droictz, debvoirs, rantes, revenus, appartenances et déppendances quelconques (3) »; l'arrentement que Blanche Adhémar, sa sœur, dame d'Entrecasteaux, fit pour lui, le 21 décembre 1554, à « Antoine Falquos, marchand », de « la baronnie d'Aps », fruits et « émoluments quelconques d'icelle, et des seigneuries d'Albinhac, Saint-Pont et La Roche-d'Aps, et autres lieux déppendants d'icelle baronnie d'Aps en Vivarez », et ce pour 4 ans et moyennant le prix de 353 livres par an, arrentement que Joseph de Cambis, « escuyer, seigneur d'Honares », procureur de dame Anne de Saint-Chamond, « usufruituere » de ladite baronnie, renouvelait, le 28 décembre 1559, au même Falquos pour les mêmes temps et prix (4).

(1) Collect. Morin-Pons, *passim*.

(2) Minutes cit, notes Silhol de 1550, f. lxvi.

(3) *Ibid.*, grosses Silhol, 9^e reg., f. vii, ii et suiv.

(4) *Ibid.*, notes Silhol de 1559, f. x.

Pour bien comprendre ce dernier acte, il faut savoir que Louis Adhémar, par dernier testament du 8 octobre 1557, avait légué à sa sœur Blanche une rente de 200 livres pendant la vie d'Anne de Saint-Chamond, et après, les seigneuries d'Aps, Roche-d'Aps, Saint-Pons et la moitié du péage de Montélimar, puis était décédé le 9 novembre 1558.

Anne de Saint-Chamond jouit pendant plusieurs années de la baronnie d'Aps, qui à sa mort, arrivée après celle de Blanche Adhémar, échut à Louis Adhémar, comte de Grignan, petit-fils et héritier de cette dernière, lequel donnait le dernier août 1574, procuration pour en prendre possession.

Mais la dot d'Anne de Saint-Chamond, hypothéquée sur Aps, n'était pas payée à ses héritiers, et ceux-ci la réclamaient. C'est pourquoi, le 23 décembre 1576, le comte Louis traita avec nobles et puissants seigneurs Christophe et Jean de Saint-Chamond frères, héritiers de feu dame Anne, et donna, sous faculté de rachat, à Jean de Saint-Chamond, sieur de Saint-Romain, la terre et baronnie d'Aps, pour paiement de cette dot, réglée à 25,000 livres. L'acte fut reçu Claude Boysse, notaire.

Le 10 février 1586, devant Loubat et de La Cour, notaires, le même comte Louis Adhémar fait avec « Claudie de Fay », dame de Saint-Romain et de La Liègue, un traité, par lequel il cède à celle-ci la place et baronnie d'Aps, les terres de La Roche-d'Aps, Saint-Pons, Aubignas et leurs dépendances, et ladite dame en fait transport à Françoise de Levis (1), femme du célèbre François de La Baume, comte de Suze, dont le fils Georges est qualifié baron d'Aps et seigneur de Plaisians vers 1590 (2).

Mais Jean de Brunier, que M. Lacroix dit avoir transigé, en 1582, avec Louis Adhémar et en avoir obtenu Aps et Marsanne, moyennant 2,000 écus d'or au soleil (3), ce Jean de Brunier, disons-nous, ou son fils, de même nom, seigneur de Larnage, fit ouvrir en sa faveur le fidéicomis stipulé dans le testament de Bertrand Adhémar de 1518 et obtint du parlement de Tou-

(1) Collect. Morin-Pons, *passim*.

(2) PITHON-CURT, *Op. cit.*, t. I^{er}, pp. 130 et suiv.

(3) *L'arrondissement de Montélimar*, t. V, p. 81.

louse, le 15 mai 1599, un arrêt condamnant le seigneur de Plaisians à rendre audit Brunier la place et baronnie d'Aps (1). Les Brunier n'oublièrent pas d'ailleurs de joindre le nom d'Adhémar au leur, pour assurer leurs droits sur l'héritage de leur auteur, Bertrand Adhémar, qui venait de leur être dévolu, en vertu de la mort sans enfant du premier comte Louis Adhémar, neveu de Bertrand, arrivée le 9 novembre 1558, comme nous l'avons dit.

Toutefois, les La Baume de Suze ne se tinrent pas pour évincés. Un acte, reçu vers 1600 par Serrecourt, notaire à Valence, porte que Timoléon de La Baume-Suze, *comte d'Aps* et seigneur de Plaisians, représenté par Germain Saullier, marchand de Lyon, avait fait saisir les terres de Saint-Romain et Boissieu, en Vivarais, au comte de La Liègue, et la seigneurie de Clansayes au comte de Grignan, pour avoir paiement des 20,000 livres dues par le premier et des 12,000 dues par le second (2). Puis, le 23 janvier 1612, une sentence du sieur Sain, commissaire du Grand Conseil, rendue entre messire Jean de La Baume de Suze et Louis-François Adhémar de Monteil, comte de Grignan, héritier de Louis Adhémar, son père, les sieurs de La Liègue et de Larnage, règle les affaires d'intérêt de leur famille et succession substituée par Bertrand Adhémar, et la mise en possession de la baronnie d'Aps en faveur du sieur de La Baume. Bien plus, des lettres patentes de Louis XIII, d'avril 1614, érigent Aps en comté, pour Georges de La Baume-Suze, sieur de Plaisians et baron d'Aps, en considération de ses services, de l'antiquité de sa maison et de la ville et seigneurie d'Aps, autrefois colonie des Romains; et d'autres lettres du même roi, de septembre 1618, donnent au même Georges de La Baume entrée aux Etats du Vivarais.

Les Brunier persistaient de leur côté. On voit François Adhémar, comte de Grignan, et Georges de La Baume traiter ensemble, le 12 juillet 1613, à raison de la garantie obtenue contre eux, sur les demandes que faisait noble Jean de Brunier, sieur

(1) Collect. Morin-Pons.

(2) LACROIX, *Invent. somm. des arch. de la Drôme*, E, 2590; *l'Arrondissement de Montélimar*, t. II, p. 287.

de Larnage (1) ; un acte à peu près de la même époque qualifie Jean de Brunier-Adhémar de Monteil, de seigneur de Marsanne et Larnage et de baron d'Aps ; et un hommage prêté en 1644 au président de Chevières, pour la terre de Larnage, par Henry Adhémar de Brunier, donne encore à celui-ci toutes ces qualifications.

Mais enfin Jean-Louis de Brunier renonça, le 21 février 1670, moyennant 4,000 livres, à tous ses droits et prétentions sur Aps et à la substitution de Bertrand Adhémar. Cette renonciation fut faite par transaction intervenue, devant Privat, notaire, entre ledit Brunier et François Adhémar de Monteil de Grignan, archevêque d'Aix ; Melchior de Polignac, abbé et baron de Montebourg, en son nom et en celui du vicomte de Polignac, son frère, François de La Baume, comte de Suze, et Louis-François de Montagut, vicomte de Beaune.

Aps paraît avoir échu à la famille de ce dernier ; car M. Henry Morin-Pons possède l'*Inventaire général des papiers, titres et documents des archives du château d'Aps*, pour Charles-Joachim-Laure et Anne-Joachim de Montagut, enfants mineurs de Joachim-Louis de Montagut, marquis de Bouzols, maréchal des camps et armées du roi, lieutenant-général au pays bas d'Auvergne et Combrailles (2).

Mais nous ignorons quels furent, depuis lors, jusqu'à 1790, les maîtres féodaux d'Aps, localité formant aujourd'hui une commune d'environ 1,500 habitants, accessible par les routes de Viviers et de Montélimar à Villeneuve-de-Berg et à Aubenas, et où l'on trouve encore les restes précieux et curieux de l'ancien château : nous voulons parler de cette lourde construction carrée, flanquée de tours rondes aux angles, dont l'importante masse est un spécimen remarquable de l'art au double point de vue féodal et militaire.

L'abbé FILLET.

(1) Collect. Morin-Pons.

(2) LAGROIX, *Invent. somm. cit.*, E. 520 ; *l'Arrond. de Montél.*, t. V, p. 82. — Collect. Morin-Pons. — A. DE GALLIER, *Bull. de la Soc. archéol. de la Drôme*, t. VI, pp. 345-6.

GÉNÉALOGIES ET BIOGRAPHIES ROMAINES

FAMILLE DE DELEY

D'une ancienne et puissante famille de la Suisse, les de Deley remontent, suivant les biographies, à Guillaume d'Asnens, troisième fils de Robert, seigneur d'Eteveyé, en 1070 et 1096. Devenus châtelains de Deley, les descendants de Guillaume prirent et conservèrent le nom de ce fief situé dans le pays de Vaud, sur les bords du lac de Neuchâtel. D'où il résulte que la famille de Deley continua celle d'Eteveyé. Elle se divisa ensuite en plusieurs branches qui pour se distinguer entre elles prirent les noms de *Lagarde*, de *Blancmenil*, d'*Avaize* et d'*Agier*. Les de Deley se sont éteints de nos jours en la personne de M. Alphonse Léon de Deley, comte de Blancmenil, né à Paris en 1801, ancien officier de cavalerie, auteur de plusieurs brochures politiques et de *Considérations sur la salle des croisades au musée de Versailles*, 1866, in 4° de 537 p., mort à Versailles le 7 août 1874.

Cette famille a possédé les seigneuries de *Pontalban*, de *Cudrefin*, de *Missy*, de *Costans en Bresse*, de la *Garde*, d'*Avaize*, etc. (1).

(1) Voy. *Nobiliaire universel de France*, par M. de Saint Allais. Art. de Deley, et *Archives généalogiques et historiques de la noblesse de France* par Lainé, T. VIII. Art. de Deley d'Asnens.

François-Noël de Deley, avocat au parlement de Paris, vint avec sa femme, Jeanne Agier, se fixer à Romans (1), rue Conquiers, dans une belle et vaste habitation qui avait été construite à la fin du XVI^e siècle par Antoine Guérin, juge royal, ancêtre de la famille de Tencin (2).

Il devint père de six enfants et décéda le 23 mars 1786.

1^o Claude-Pierre, qui suit :

2^o Cyr-Laurent, né le 31 mars 1755 ;

3^o François-Maurice, né le 30 mars 1757 ;

4^o Marie-Victoire, née le 16 janvier 1759 ;

5^o Marie-Sophie, mariée le 2 août 1764 avec Alexandre Robin, receveur des tabacs ;

6^o Laurence, née en 1760, mariée le 30 juin 1785 à Pierre Antelme, docteur en médecine, (3) et décédée le 8 août 1834.

(1) L'autonomie de Romans, sous la suzeraineté de l'archevêque de Vienne et du chapitre de Saint-Barnard, ne permettait à aucun noble d'y jouir de droits féodaux et encore moins d'aucune autorité. On cherche en vain le motif qui a porté, sous l'ancien régime, plusieurs nobles à venir s'établir dans une ville qui n'offrait ni les agréments d'une vie élégante ni les avantages que procuraient alors dans la société la fortune, le rang et les emplois.

(2) Cette maison avec le jardin attenant fut achetée de M. de Deley par M. Simon Laforest, maire de Marches, après son mariage avec Madeleine Collion, veuve Grand, et mère du général Championnet. Elle passa ensuite à M. Louis Johannys, chirurgien de l'hôpital. Après la mort de ce dernier, elle fut morcelée et la plus grande partie occupée par les religieuses de Notre-Dame-de-Bon-Secours.

(3) Fils de Laurent, chirurgien de l'hôpital de Sainte Foy, et de Françoise Fayard, né le 30 juin 1752, mort le 10 janvier 1825. — M. Antelme était un médecin fort instruit, très estimé de ses compatriotes et de ses confrères de Lyon qui appréciaient beaucoup la science et le style de ses consultations. Il a peu écrit et l'on ne con-

Claude Pierre de Deley d'Agier naquit à Romans le 25 décembre 1750(1). Il entra à dix huit ans dans la compagnie écossaise des gendarmes du roi, et ensuite servit dans le régiment de Mestre-de-camp cavalerie. Il publia en 1777, sous le titre de *Cours d'hippomotomie*, un abrégé d'hippiatrique qui lui valut d'être nommé correspondant des académies de Saint-Pétersbourg et de Stockholm. Il se maria, le 7 février 1780, avec Marguerite Françoise Devaloy (2).

naît guère de lui qu'un long rapport manuscrit sur les *causes d'insalubrité de l'hôpital de Sainte-Foy et sur les moyens d'y remédier*, et un rapport sur la *vaccine* adressé en 1800 au comité consultatif d'humanité de la Drôme, in 4° de 12 p.

A l'époque de sa mort, il était depuis longtemps membre du conseil municipal et de la commission administrative des hospices. Il avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur en récompense de ses longs et dévoués services. Il a laissé deux fils et deux filles qui sont mortes célibataires dans un âge avancé.

(1) Voici son acte de baptême : « Le 26 décembre 1750, j'ai baptisé Claude-Pierre né d'hier, fils légitime de M. François-Noël de Deley, avocat au parlement de Paris, et de dame Marie-Jeanne Agier, demeurant dans cette ville, dans cette paroisse. Le parrain, haut et puissant Seigneur Claude de Murat, marquis de Lanslestang, seigneur de Moras, président à Mortier au parlement de cette province, représenté par M. Tabaret, bourgeois de cette ville, porteur du pouvoir dudit Seigneur. La marraine, dame Elisabeth Bruner, épouse de M. Pierre de Deley de Lagarde, écuyer, conseiller-secrétaire de la maison et couronne de France et de ses finances, trésorier, receveur et payeur des rentes de l'hôtel de ville de Paris, et l'un des fermiers généraux de S. M. demeurant à Paris, la dite dame représentée par Marie Revol, épouse de S^r Joseph Bouillaud, bourgeois, fondée de la procuration de la dite dame.

S. de Delay, S. Tabaret, S. Bouillaud et Jobert, curé.

(2) Née à Romans, le 21 décembre 1748, de Christophe Devaloy, bourgeois, et de Marguerite Gaudy Paquet. Atteinte d'une cruelle infirmité et vivant séparée de son mari dont elle n'avait point d'en-

Il quitta le service avec le grade de capitaine (1) et se retira dans son pays natal où il s'occupa activement d'agriculture et introduisit la culture des prairies artificielles. Mais il s'occupa non moins activement de politique. Nommé maire de Romans, le 15 novembre 1787, en remplacement du baron de Gillier, il fut subitement enlevé de son domicile, en vertu d'une lettre de cachet, dans la nuit du 10 au 11 juillet 1788 et conduit par la maréchaussée au fort de Brescou près d'Agde où il fut enfermé. Cet événement produisit une grande émotion non seulement à Romans mais encore dans tout le Dauphiné. Le conseil municipal prit la délibération suivante qui peint l'état des esprits :

« L'assemblée a représenté que dans la nuit M. de Deley d'Agier, maire de la ville, a été subitement enlevé à main armée par des cavaliers de la maréchaussée et un détachement nombreux de la garnison disposé autour de sa maison et des avenues qui y conduisent, pour être traduit, dit-on, et emprisonné à Brescou.

» L'Assemblée considérant que cette exécution rigoureuse contre un citoyen constamment vertueux, a porté la douleur dans tous les cœurs et la consternation dans tous les

fants, elle s'occupa uniquement de bonnes œuvres. Elle fit, à la date du 12 janvier 1812, un testament olographe par lequel elle instituait pour légataire universel l'hôpital-général de Romans. Après la mort de la donatrice, arrivée le 11 juin 1818, cet acte de dernière volonté, vivement attaqué par des parents éloignés et par M. de Deley lui même, fut cassé par une ordonnance royale du 13 octobre 1819 et la commission administrative des hospices fut seulement autorisée à accepter une somme de 30,000 francs net.

(1) Cependant sur la réquisition du général Cartaux, il partit, le 17 juillet 1793, de Romans pour Avignon avec le grade de lieutenant de la garde nationale.

esprits ; qu'elle est la preuve effrayante qu'une délation obscure peut, dans ces temps malheureux, faire éprouver au sujet le plus fidèle, le plus affreux malheur : la disgrâce de son¹ Roy ;

» Qu'il est impossible d'asseoir même des conjectures sur les moyens qu'a employés la calomnie pour noircir M. le Maire auprès du monarque et des ministres, et surprendre leur religion, puisqu'on ne lui connaît que des vertus, et qu'il signala dans tous les temps son amour et sa fidélité pour son souverain, et son zèle pour sa patrie ;

» Que les premières années de sa vie furent consacrées au service militaire, où sa bonne conduite et ses talents, lui méritèrent de la part de ses supérieurs les témoignages les plus flatteurs et les plus soutenus ;

» Que forcé pour des raisons de santé de se retirer du service, on l'a vu, citoyen paisible et officieux, remplir constamment envers ses concitoyens tous les devoirs de la société ;

» Que cultivateur aussi intelligent qu'éclairé, il a répandu la lumière sur cette partie dans les environs de la ville ; considérant enfin qu'un semblable événement peut être nuisible au service du roi en éloignant des fonctions publiques les personnes propres à les remplir, par crainte d'être calomniées, Sa Majesté est très humblement priée de révoquer les ordres surpris à sa religion, de rendre à la municipalité son chef, aux habitants un concitoyen fidèle, qui mérite à juste titre, leur estime et leur attachement, etc.

Signé par les membres du Conseil et par le procureur du roi.

Le 21 du même mois, l'Assemblée de Vizille, sous la présidence de M. de Morges, prit un arrêté portant que Sa Majesté serait suppliée de renvoyer à ses fonctions M. de Deley d'Agier, maire de Romans.

La détention de M. de Deley ne fut pas de longue durée. Rendu à la liberté, il reprit, comme si rien ne s'était passé, ses fonctions de maire le 21 septembre suivant. Il fut député à Grenoble pour aller complimenter le Parlement sur son heureux retour. Il rendit compte, le 28 octobre, de sa mission au conseil municipal et reproduisit le discours qu'il avait adressé au premier président du Parlement : discours où l'on remarque des passages chargés de l'emphase de l'époque, des mots sonores et banals, tels que : « un roi juste et bon, » « des sujets fidèles et patriotes, » « des magistrats citoyens, » etc. exagérant et le dévouement des membres du Parlement et l'enthousiasme des populations. Il figura au nombre des 48 membres de la noblesse du Dauphiné aux Etats de cette province réunis, en 1788, dans la ville de Romans. Sur la proposition de M. le comte de Morges, président de l'ordre de la noblesse, dans la séance du 27 septembre, M. de Deley fut nommé chevalier des ordres du roi, c'est-à-dire de St-Louis et St-Michel. Enfin le 6 janvier 1789, il fut élu député aux Etats généraux, mais considéré comme suppléant par suite de la réduction de la députation.

Il se trouvait encore à la tête de la municipalité lors de l'émotion et de l'alerte causées, le 28 juillet, par ce qu'on appela l'*arrivée des brigands*. Sa conduite dans cette affaire, donna à ses contemporains la conviction qu'il n'était point étranger à ce stratagème révolutionnaire ou du moins, comme il l'avoua lui-même, qu'il *savait à quoi s'en tenir*. Il fit donner à son beau-frère Robin, une mission à Grenoble, à la suite de laquelle il rapporta huit barils de poudre et quinze cents fusils pour armer la population ; vrai but que se proposaient les meneurs.

Admis plus tard comme membre titulaire à l'Assemblée nationale, après la mort de l'abbé Delomieu, M. de Deley

s'occupa particulièrement des contributions, du cadastre et de l'agriculture. L'Assemblée ordonna l'impression des cinq premiers discours de notre compatriote sur l'impôt. Dans une lettre écrite de Paris, le 24 janvier 1790, et adressée à « MM. les citoyens de la ville de Romans », M. de Deley raconte d'un ton assez badin les démarches qu'il a faites « chez Mgr de Babylone qu'il ne connaissait pas plus » que Mgr de Péquin, » et chez M. de Puzy pour obtenir du comité de l'Assemblée nationale la création d'un district et d'un tribunal à Romans.

Après la Constituante, M. de Deley reprit ses occupations agricoles. Les lumières qu'il répandit par ses écrits, contribuèrent autant au progrès, que l'exemple pratique qu'il donnait par ses travaux. Il publia un *Rapport sur les moyens d'améliorer l'agriculture dans le district de Romans*, et une *Instruction sur la manière de cultiver, de conserver et d'employer la pomme de terre*.

Malgré ces services éminents et les gages qu'il avait donnés à la révolution et la popularité dont il avait joui⁽¹⁾, il dut, le 5 février 1793, réclamer, sur l'attestation de huit citoyens de Romans, un certificat de résidence, où se lit le signalement suivant : « Taille, cinq pieds quatre pouces, cheveux et sourcils noirs, yeux gris, nez petit en l'air, bouche petite, menton moyen, front large et un peu couvert, visage ovale. » La persécution ne s'en tint pas à cette petite tracasserie : une dénonciation des Jacobins de Paris l'accusa d'avoir

(1) Le 21 décembre 1789, son portrait fut porté en triomphe à l'Hôtel-de-Ville, et le 2 février suivant, la place de Jacquemart reçut le nom de *Cours de Deley*. Mais le 12 novembre 1792, il demanda, « par amour de l'égalité » de faire effacer à ses frais cette inscription qui fut remplacée par celle de *Place de la Fédération*.

fourni des états faux à la suite d'une inspection des places fortes du nord, qu'il avait faite, avec M. le comte de Narbonne. Il se défendit facilement devant la Société *démocratico-républicaine* et, grâce à de nombreux amis qu'il comptait tant à Romans qu'au Bourg-de-Péage, il se tira sain et sauf de cette dangereuse accusation. Enfin, croyant avoir à se plaindre des autorités locales, il déclara par une lettre adressée à la municipalité de sa ville natale, vouloir transporter son domicile au Bourg-de-Péage ou de l'Unité, comme on disait alors. Là, il entreprit de grands travaux dans sa propriété des *Neis* pour donner de l'ouvrage à la classe nécessiteuse.

Il fut nommé en 1797, au conseil des Anciens, qu'il présida le 21 avril 1799. Il passa, après le 18 brumaire, au corps législatif dont il devint président le 7 mars 1800. Désigné à la fin de la même année par le corps législatif, le tribunat et le premier consul pour entrer au Sénat conservateur, il en fut proclamé membre le 19 décembre 1800. M. de Deley fut nommé commandeur de la Légion d'honneur à la première promotion de cet ordre et reçut le titre de comte de l'Empire.

Lors des événements de 1814, il se trouvait en congé à Romans, il se hâta d'envoyer son adhésion aux actes du Sénat. En récompense de cet empressement, une ordonnance royale du 4 juin, le nomma pair de France. Il se trouvait de nouveau à Romans lors du retour de l'Empereur. Il se rendit à Paris où l'Empereur l'appela dans la Chambre des Cent Jours. Il s'opposa vivement à la proposition d'accepter l'acte additionnel, sans examen, et fit renvoyer à une commission la fameuse adresse des représentants. Au retour de Louis XVIII, il perdit la pairie, mais il y fut réintégré par l'Ordonnance du 21 novembre 1819,

et il en remplit les fonctions jusqu'à sa mort arrivée au Bourg-de-Péage, le 4 août 1827.

M. de Deley avait une manière de vivre au moins très singulière qui lui faisait attribuer par le public une foule de manies et d'excentricités dont le récit formerait un volume. Lorsqu'il habitait Paris, on ne le trouvait jamais à son hôtel : il était toujours censé sorti. Son train de vivre était des plus modestes et peu en rapport avec sa haute position et sa fortune. On raconte que l'empereur, pour lui donner une leçon, lui envoya un équipage dont il dut payer la facture. Quand il résidait à sa campagne près de Bourg-de-Péage, il se disait toujours malade afin de pouvoir vivre à sa guise et surtout d'être dispensé de recevoir et de rendre des visites. Les vieillards qui ont connu ce haut personnage se plaisent à retracer le tableau suivant :

M. de Deley avec un large chapeau de quaker, un long habit à la française et de grandes bottes à l'écuyère, monté sur âne et parcourant pas à pas son domaine comme le roi d'Yvetot son royaume. Enfin pour se singulariser, même après sa mort, il a été inhumé, sur sa volonté expresse, dans sa propriété de Neis, sur le bord du ruisseau de l'Ardoise. Un monument en granit, composé d'une pyramide reposant sur quatre colonnes couvre ses restes et une longue inscription rappelle ses titres.

Mais disons en terminant que pendant cinquante ans il consacra sa grande fortune au soulagement des malheureux et qu'enfin il dota en immeubles : 1° un hospice, 2° une école gratuite, 3° une distribution quotidienne de cinq cents soupes pendant l'hiver dans la commune du Bourg-de-Péage, 4° un revenu de la valeur de 4000 fr. moitié en rentes, moitié en blé devant alimenter une caisse de secours pour les pauvres ouvriers de la ville de Romans et du Bourg-de-

Péage. Tant de bienfaits compensent bien au delà quelques innocentes manies et même quelques faiblesses séniles.

M. de Deley n'ayant pas d'enfants de sa femme Marguerite Devaloy, eut pour principal héritier son neveu M. Antelme (1). En outre il laissa, dit-on, des valeurs mobilières et un hôtel à Paris à deux fils naturels, morts depuis longtemps, qu'il avait eus d'une femme de Pisançon.

Armes : d'*azur, au lion d'or rampant entre deux pals de même brochant sur les pattes et la queue du lion.*

D' ULYSSE CHEVALIER.

(1) Claude-Pierre-Louis, né le 18 décembre 1791 de Pierre Antelme, docteur en médecine, et de Marie-Laurence de Deley Il fit les dernières campagnes de l'Empire et se retira du service sous la restauration, étant lieutenant d'infanterie et chevalier de la Légion d'honneur. A l'imitation de son oncle, il s'adonna à l'agriculture et devint vice-président de la Société d'agriculture de la Drôme. Il publia, en 1844, une sorte d'encyclopédie domestique en 3 volumes in 8° qu'avait précédée un *Rapport sur l'éducation des vers à soie* (31 p. 1839) et qui fut suivie en 1848 d'un *Manuel du représentant et de l'électeur* (in 8 de 96 p.) M. Antelme habita le Bourg-de-Péage dont il fut longtemps le maire et où il mourut le 9 septembre 1853, ayant eu de son mariage avec Annette Robert deux fils et deux filles, qui n'ont pas laissé de postérité.

NUMISMATIQUE DU PARLEMENT *DE GRENOBLE.*

PIERRE DE CORNU

Delphinulæ Musæ, paulò minora canamus! suis-je tenté, malgré les solécismes, de m'écrier au début de cette notice. Tout le monde ne se complaît point dans l'étude seule des graves figures de l'histoire, et, lorsqu'on a assisté à la représentation de quelque œuvre sérieuse, il ne déplaît pas à l'esprit le plus morose de se déridier un instant aux joyeusetés de la petite pièce.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Pourquoi n'en serait-il pas de même des hommes,... au sein du Parlement comme ailleurs ? Après les Carles, les Truchon, les Cujas et même les Expilly, voici venir Pierre de Cornu.

« Nous avons eu, dit Guy Allard, (1) deux familles nobles de ce nom dans la ville de Grenoble. L'une avait été anoblie par une charge de secrétaire delphinal que posséda Gilles Cornu, l'an 1450. Jean Cornu et Vincent, son frère, l'ont terminée en cette province, l'an 1510.

« L'autre fut anoblie par Pierre Cornu qui, l'an 1580,

(1) *Dictionnaire historique du Dauphiné.*

était du nombre des 21 avocats consistoriaux du Parlement de Grenoble, qui acquéraient la noblesse, comme je l'ai dit sur le titre des avocats (1). Charles Cornu, son petit fils, conseiller au Parlement de Grenoble en 1610 (2), n'a point laissé d'enfants. Il portait de gueules au lion d'or, tenant de chaque patte de devant (*aliàs* de la patte droite seulement) un serpent tortillé de sinople. »

(1) « Autrefois on ne faisait point de différence en cette province entre les avocats et les nobles, et on les mettait également dans le premier ordre, comme le témoignent ces paroles de François Marc dans une de ses décisions : *Advocatum vel licentiatum aut nobilem qui dicuntur de primo statu*. A la suite, on réduisit cette qualité aux vingt-un plus anciens qu'on appelait avocats consistoriaux, parcequ'ils étaient appelés par les officiers du Parlement pour avec eux juger et conférer des procès et des causes les plus difficiles.... De quelque noblesse néanmoins et de quelque dignité que soient revêtus leur charge et leur emploi,... on ne leur a pourtant laissé que la noblesse personnelle, contre les termes d'un arrêt du Parlement de Grenoble, du dernier d'avril 1461, qui déclarent leurs biens affranchis, tellement que lorsqu'on a fait des règlements municipaux, soit en 1602, soit en 1639, pour la paix des trois ordres de cette province, on ne les a pas compris parmi les exempts, ni parmi ceux qui peuvent transférer la noblesse à leur postérité... »

(Guy Allard : *Dict^e hist. du Dauphiné*, V^e AVOCATS.)

Outre la noblesse, les avocats consistoriaux jouissaient aussi de l'exemption de la cotisation des tailles. L'arrêt rendu en faveur de Cornu exista encore, revêtu de sa signature, aux Archives départementales de l'Isère, carton B, 244.

(2) Guy Allard, dans ses listes des Conseillers du Parlement, donne le nom de Charles de Cornu sous la date de 1610 : ce ne peut être qu'une erreur, comme il s'en trouve tant dans tous les écrits de cet historien. Pierre de Cornu, s'étant marié en 1587, ne pouvait avoir un petit-fils en 1610, et surtout un petit-fils Conseiller au Parlement. Du reste, les listes que M. Pilot a puisées à bonne source et qu'il a placées en tête du 2^e volume de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales de l'Isère*, ne le nomment nulle part.

Pierre de Cornu, dont il est ici question, est né à Grenoble vers 1558. Son père, qui portait le même prénom que lui, avait épousé une demoiselle de bonne famille nommée Catherine Jabbé. Le jeune Cornu aurait voulu se livrer à la poésie, mais ses parents le destinaient à la magistrature, et, un peu malgré lui, il devint avocat. C'est pendant ce temps que, prévoyant sans doute sa gravité future, il dépensa sa jeunesse dans les folles amours qu'il a chantées et se livra tout entier à l'œstre poétique. Mais, à la fin, il traita d'une charge de Conseiller au Parlement, à laquelle il fut nommé en 1597 et reçu en 1599, en remplacement de Marc Vulson (1) Il prit alors sa charge au sérieux et renonça pour toujours à la poésie légère.

Auteur d'un recueil (2) qu'il eût beaucoup mieux fait de ne pas mettre au jour, Cornu fut dans ses vers la plus parfaite expression du contentement de soi-même. On voit que

(1) « Pierre de Cornu, docteur en droit, avocat en la Cour ; — lettres, de Paris, du 30 juillet 1597 ; — en remplacement et sur la résignation de Marc Vulson ; — reçu le 31 juillet 1599 ; — mort en 1623.

« Pierre Francon, avocat en la Cour ; — lettres, de Paris, du 22 février 1623 ; — en remplacement et sur la résignation de Pierre de Cornu ; — reçu le 29 mars suivant. »

(*Inventaire-Sommaire des Arch. dép. de l'Isère, antérieures à 1790*
Chambre des Comptes : Conseillers au Parlement, t. II, p. 29.)

(2) *Les Œuvres poétiques de Pierre de Cornu, dauphinois, contenant Sonnets, Chansons, Odes, Discours, Eclogues, Stances, Epitaphes, et autres diverses poésies* ; Lyon, Thibaut Ancelin, 1583, 1 vol. in-8°, contenant 8 feuillets sans chiffres de 223 pp. numérotées.

Tous ceux qui ont cité ce livre, depuis Du Verdier jusqu'à Rochas, lui donnent Jean Huguetan pour imprimeur : c'est là une erreur qu'il importe de rectifier, et c'est à la fin de ce volume que j'en ai trouvé la preuve, en lisant ces mots : *Lyon, de l'imprimerie de Thibaut Ancelin, 1583* ; tandis que, sur le titre, on ne voit que ceux de : *Pour Jean Huguetan*.

la modestie, vertu si rare chez les poètes, n'a pas précisément élu domicile dans sa personne. La haute opinion qu'il a de ses œuvres perce par tous les pores ; en cela il n'est peut-être pas le plus coupable. Un homme peut s'abuser sur son mérite, et je crois que Racine, quand, par la bouche de Phèdre, il accusait les flatteurs d'être le présent le plus funeste que les Dieux aient pu faire aux têtes couronnées, aurait été plus dans le vrai en généralisant et en remplaçant celles-ci par l'humanité tout entière..... Les royales oreilles ne sont pas les seules qui soient sensibles aux accents de la syrène..... Du reste, nous l'avons vu dans la notice précédente, c'était un prêté rendu, une représaille convenue ou tacitement conventionnelle due à l'imagination intéressée de l'admiration mutuelle, qui n'est pas, on le voit, une invention de notre époque. Ecoutez Expilly :

Au Sieur de Cornu sur son Livre d'Amours.

Cornu, le cours enflé d'une grosse rivièr
 Ne peut estre bridé par l'hiver nuageux,
 Comme l'est un ruisseau qui par les pres herbeux
 Quitte son onde lente aux glaces prisonnière ;
 De mesme tes beaux vers, qui s'en vont en lumière,
 Ne craignent la rigueur des censeurs enuieux,
 Ni qu'un frileux hiver, chargé de blancs cheveux,
 Puisse borner le train de leur belle carrière.
 Le petit Dieu d'Isère apparut desur l'eau,
 Ayant le chef couvert de canne et de roseau,
 Quand tu chantois, Cornu, ces flammes amoureuses,
 Qui brava de ces mots, Mon gentil nourrisson
 Verra sa lyre esgaller à celle dont le son
 Rend du Loir Vandomois les ondes glorieuses (1).

(1) Outre ce sonnet, Expilly en a également adressé un second à Cornu, et il a eu soin de l'insérer aussi dans son recueil. Comme tout ce qui intéresse la biographie de Cornu, j'ai cru devoir le placer ici,

Je trouve intéressant de placer, en regard de cette pièce, la version que j'en trouve dans *Les poèmes de Messire Clavde Expilly* (Grenoble, Verdier, 1624, p. 286). On voit que l'auteur avait eu le temps de la retoucher, comme aussi

en dehors des choses qui y ont trait directement. Il en existe deux versions: je donnerai d'abord celle qui a paru dans l'œuvre de Cornu, telle sans doute qu'Expilly la lui avait adressée. Je la ferai suivre de la deuxième, que j'ai empruntée à l'ouvrage de l'auteur lui-même et qui a évidemment été retouchée par lui.

Tu cherches d'adoucir la rigueur de ta dame,
 Par ces mignards souspirs tesmoins de ta douleur ;
 Tu veux par tant de pleurs esteindre cette ardeur,
 Qui jour et nuict travaille et tes os et ton âme.
 Si la douce pitié la poitrine n'entame
 De ta fiere Lucrece, elle n'a point de cœur ;
 Si de ton feu cruel ne s'estaint la chaleur,
 Ce n'est point feu d'amour ; c'est infernale flame.
 Non, elle aura, Cornu, pitié de ton tourment !
 Et le feu s'estaindra qui te va poursuivant ;
 Ta maistresse n'est pas une bête cruelle,
 Et le feu qui te brusle est le flambeau d'amour ;
 Mais garde que tes vers n'apparoissent au jour ;
 Car ils rendroient son ire et ta flamme eternelle.

(Sonnet XCV).

Tu cherches d'adoucir les dedains de ta Dame ,
 Par ces mignards sottpirs anfans de ton malheur,
 Tu veux par tant de pleurs assoupir la douleur
 Qui jour et nuit travaille et ton cœur et ton ame.
 Si la douce pitié, la poitrine n'antame
 De ta bele Lucrece, ele n'a point de cœur,
 Si de ton feu cruel ne s'éteint la rigueur
 Ce n'êt point feu d'Amour c'êt infernale flame.
 Non je tiens qu'ele aura regret de ton tourmant,
 Et le feu s'éteindra qui te va consumant,

de lui donner un habit suivant ses nouvelles visions orthographiques.

Av Sievr de Cornv, conseiller av Parlemant de Grenoble.

Ainsi que le Danube à la vite carriere
Ne peut être arrêté par l'hyver froidureux,
Ains de neges anlé se rant plus vigoureux
Et fuit au Pont Euxin d'une charge plus fiere.

De même tes beaux vers, qui s'en vont an lumiere
Ne redoutent la dant des çanseurs rigoureux,
Ny que l'hyver du Tans, chargé de blancs cheveux,
Puisse oncques retenir leur course prizonniere.

Le petit Dieu d'Isere aparut dessus l'eau,
Ayant le chef couvert de canne et de rozeau,
Quand tu chantois, Cornu, tes ardeurs furieuzes :

Qui brava de ces mos, mon jantil nourrisson
Verra sa lyre égale à cele, dont le son
Rand du Loir Vandomois les ondes glorieuzes.

A quoi, notre poète s'empressait de répondre à *Clavde Expilly* sur son livre d'amours par un sonnet se terminant ainsi :

Quand i'entends, Expilly, le son harmonieux
Excité des accents de ton chant gracieux,
Quand i'entends de tes vers la nombreuse cadence,
Docte ie te compare aux Latins et Gregeois,
Ie te range à costé du sonneur Vandomois,
Qui de ses chantz divins illustre notre France.

Un habitant des Martigues eut un jour une idée, — *res miranda* ! — celle de jouer un tour à ses compatriotes. Il revenait de Marseille où il était allé porter le produit de

Son visage n'ét pas d'une Dame cruele,
Et le feu qui te brûle ét le flambeau d'Amour :
Mais garde que tes vers n'aparoissent au jour,
Car ils randroient son ire et ta flame eternele.

(*Meslanges*, II^e partie, p. 286).

sa pêche. Il leur fit donc croire qu'une sardine aussi grosse qu'une baleine était échouée dans le port et qu'on accourait de tous les environs pour voir cette merveille. Les Martigaux, d'abord, ne voulurent pas ajouter foi à ses paroles ; mais, sur son insistance et son air sérieux, on les vit disparaître bientôt, hommes, femmes et enfants, et se diriger en courant du côté de la Cannebière. Notre loustic jouissait sous cape du succès de sa plaisanterie... Mais, s'apercevant tout à coup qu'il restait seul : « Tè, fit-il, en regardant d'un air étonné et en se passant la main sur le front, tè, il paraît que c'est vrai !... Comment ! tous ces animaux-là seront allés à Marseille pour voir le poisson, et moi seul ne l'aurai pas vu !... j'y retourne.

Et il partit comme un trait pour rejoindre les autres.

Ainsi des poètes.

Ils se sont tellement dit entre eux que leur langage était celui des Dieux, qu'ils ont fini par le faire croire aux autres et par en être eux-mêmes convaincus. De là à s'imaginer qu'ils étaient les divinités dont ils s'imaginaient parler la langue, il n'y avait qu'un pas, et ce pas fut bien vite franchi.

Dans le sonnet cité plus haut, Expilly met tout simplement Cornu sur la même ligne que Ronsard : bien des gens se montreraient satisfaits du parallèle ; Cornu ne se contentera pas de ce *maigre* éloge. Il se comparera lui-même à Apollon. Mais n'anticipons pas et commençons à juger l'homme par l'*Advertissement au lecteur* placé en tête de son livre.

« Ami lecteur, pour ce que par la publication de mon livre, je me suis dressé un chemin sur lequel gisent plusieurs serpens difficiles à adoucir, mais trop plus enclins à mordre, je t'ay bien voulu donner ce petit *Advertissement*, à fin que immoderement et à la volée, tu ne viennes à

faire jugement de mes escrits, les trouvant peut-estre rudes et mal polis, et avec si peu d'entregent, qu'il est impossible de moins. Car à la vérité si tu consideres de quel vent j'ay esté poussé, lorsque j'ay prins la plume pour leur donner naissance et les faire participans de la lumiere du jour, tu trouveras que j'ay esté tellement esgaré d'esprit et d'entendement que bonnement j'estois en peine de me recognoistre, sentant et esprouvant tous les jours une infinité de traverses amoureuses, et voguant en telle mer, qu'à la vérité je ne pouvois eschapper heure, sans estre poursuivi et tourmenté à la merci de plusieurs tempestes et dangers ... »

Et ainsi de suite pendant deux pages et demie, tout d'un trait !...

C'est naïf et niais tout à la fois ; mais Cornu laisse bien vite de côté l'opinion publique dont il semble redouter les atteintes, et il s'adresse à son livre par un sonnet ampoulé qui se termine ainsi :

Courage, mon livret, esleue en l'air ton aesle,
Sçais tu pas qu'on ne peult fuir la dent cruelle
Et qu'on mesdit toujours des plus rares esprits ? (1)

(1) Ronsard, s'adressant à son livre, avait été plus modeste :

.
Vole bien tost, i'entens déià derriere
De mes suiuan l'enuieuse roideur
Opiniastre à deuancer l'ardeur
Qui me pousoit en ma course premiere.
Mais non, arreste, et demeure en ton rang,
Bien que mon cœur bouillonne d'un beau sang,
Fort de genoux, d'haleine encore bonne :
Liure, cesson d'acquérir plus de bien,
Sans nous fascher si la belle couronne
Du Laurier serre autre front que le mien.

Il paraît que, malgré les prétentions oratoires de l'auteur, malgré aussi les panégyriques qu'il se faisait adresser par ses amis, l'*ami lecteur* se gaussa un peu de sa fureur poétique. Cornu avait beau se considérer comme un habitant de l'Olympe, on est en droit de supposer qu'il y avait toujours en lui quelque chose de la triste humanité et que le *genus irritabile vatum* n'avait pas encore fait place à la majesté tant soit peu dédaigneuse d'un Dieu de souche immortelle. Malgré la distance qui devait le séparer des envieux, il entendit sans doute quelques ricanements,... et le sonnet suivant fut le trait du Parthe qu'il décocha contre les médisants en terminant son livre :

Esprits vraiment moqueurs et boufis d'arrogance
 Qui contre les esprits vos langues eguisez,
 Qui de dict et de faict bien souvent deguisez,
 Sous vn parler moqueur voilez votre ignorance :
 Si apasté du miel d'une douce science,
 J'ay tasché d'enfanter ces vers Petrarquisez
 Je n'entens point qu'ils soyent par vous autorisez,
 Laissez-les tels qu'ils sont, veufz de vostre presence :
 Quant à moy ie n'escris ni pour paistre voz cœurs,
 Ni pour me louer de vos rares honneurs,
 Ni pour estre taxé d'une censure folle.
 J'escris pour m'exercer et rien fors le desir
 Que i' ay de m'esgayer d'un honneste plaisir,
 Des arrests de ma bouche arrache la parolle.

Un honnête plaisir !...

Les mots ont évidemment un sens de convention....
 « Pierre de Cornu, dit Viollet-Leduc dans sa *Bibliothèque poétique*, se distingue des poètes Pétrarquisans de son temps par ses amours positifs et plus qu'érotiques. Peu discret quand il est heureux, il est brutal avec les cruelles; mais il ne manque pas d'une sorte de verve, préférable

sans doute en poésie aux plaintes langoureuses de ses rivaux. » Si Calignon, le futur chancelier de Navarre, chante sous le titre d'*Enigme*(1) un portrait fort peu énigmatique du dieu Phallus ; de son côté, Cornu, sacrificateur ardent de la déesse Cottyto, célèbre sous le même titre et d'une façon non moins transparente (2) les attributs de cette déesse du demi et du quart de monde de cette époque *facile*. Si c'est là un *honnête plaisir*, que lui faudrait-il donc pour être mal-honnête ?... Piron a eu des ancêtres...

Un jour qu'il y avait peu de spectateurs à la comédie italienne, Colombine voulait dire une scène tout bas à Arlequin : — Parlez plus haut, dit Carlin, nous sommes entre nous, et personne ne nous écoute.

Je voudrais bien qu'il en fût ainsi pour les lecteurs de ces lignes, car il est certains sujets dont il est difficile d'entretenir des oreilles délicates, et l'on a beau s'adresser à mots couverts à un auditeur subtil, il faut avouer que lorsque cet auditeur, — comme l'est celui d'une Revue ou d'un Bulletin de société savante, — devient une légion, il est impossible de trouver un langage, fût-ce le latin le plus ingénieux, pour braver le compte-rendu des audaces de certains esprits.....

Disons-le bien vite, les pièces de ce calibre sont rares chez notre poète ; mais il en est beaucoup néanmoins auxquelles la vivacité de certains détails communique une saveur toute particulière (3).

(1) *Vie et Poésies de Soffrey de Calignon, chancelier du roi de Navarre, Enigme*, XXXI, p. 162.

(2) *Œuvres poétiques*, p. 194.

(3) Tout le monde connaît cette pièce folâtre que les faiseurs de

Son recueil se compose de Sonnets, Eglogues, Odes, Chansons, Enigmes, Mascarades, Stances, Epitaphes, Elégies et Discours, tous à peu près du même style (1). Il faut

recueils de vers satiriques lui empruntèrent sans le nommer, et qu'il est juste de lui restituer :

De Pillas, tu te ris et dis qu'en ton ménage
Tu as la même joie empreinte sur le front,
Bref que tu ne crains point le nom de coquage,
Car, dis-tu, les coqus sont ceux-là qui les font :
Eh bien ! Tu le seras, mais d'un nom remué,
Non coqu coquant, mais coqu coqué !

Œuvres poétiques, p. 195.

(1) Cornu est bien un des poètes les plus incorrects que je connaisse, et ses licences passent toutes les limites. C'est ainsi qu'il fait rimer — je prends au hasard, — non seulement *pensée* et *idée*, *vouté* et *clarté*, *beauté* et *humidité*, *atteint* et *poinct*, *souffrir* et *plaisir*, mais encore *décalée* et *démesurée*, *eslancée* et *égagée*, *despouillée* et *pensée*, *fer* et *travailler*, *efforts* et *repos*, *eslevée* et *plombée*, *compagnie* et *assujétie*, *route* et *grotte*, *maîtresse* et *controverse*, etc., etc. J'en passe et des meilleurs.

Et puis ses expressions sont parfois bien singulières, pour nos oreilles du moins, et pour nos idées modernes. Dans le premier livre des *Amours* où il chante ses douleurs, comme dans le deuxième où il célèbre sa félicité, on se heurte à chaque pas à des vers comme ceux-ci :

Muses, sacré troupeau, Castaliennes sœurs...
Tout ainsi qu'aux rayons de l'ardente chandelle,
Qui par le ciel astré ses feux va promenant....
Mon esprit, te voila chetif et languissant....
Doncques pour tesmoigner ton tourment et ta rage,
Siringue par mes yeux de l'eau sur mon visage
Afin que ton tourment se juge par les pleurs...

pourtant, au sentiment de l'auteur de la réimpression de 1870, faire une exception en faveur de ses 4 Eglogues,

Quand je voy de ton front l'yvoire bosselé

Ce bel *astre besson* (les yeux de sa belle) clairement étoilé...

Le *poison venimeux* qui furette mes os
 Pénétrant l'épaisseur de ma tendre mouelle...

Je me consume ainsi qu'une *chandelle*,
 A l'esclair de deux yeux.

Peu à peu je suis fait ainsi que la *chandelle*
 Exposé aux chaleurs du soleil radieux...

Puis, arrive la *conversion*, et son ardeur, qui d'amoureuse devient religieuse, ne change rien à la forme de ses inspirations :

Mais avant (ô bon Seigneur)
 Que *ma langue je défile*,
Siringue dedans mon cœur
 Le miel qui de toi distille.

Espure de mon esprit
 L'organe *rempli d'ordure*,
 Par ton souffle qui ravit
 Notre terrestre nature.

C'est que nous sommes remplis
 De tant et tant d'*immundice*,
 Que mesme tous nos esprits
 Sont infectez de ce vice.

Il aime trop la *chandelle*, et il en a abusé ainsi que du mot *siriquer*, qui revient trois fois dans la seule pièce d'où j'ai extrait les dernières stances. De même pour quelques autres expressions.

Quoiqu'en ait dit Viollet-Leduc, je trouve Cornu fatigant par ses pleurs : il devait être *assommant* pour la belle qu'il courtisait, toujours larmoyant, bien plus, mourant... ; et, à chaque page, ressuscitant pour remourir encore !.. C'est toujours à recommencer; mais il

dans lesquelles, il est juste de le reconnaître, le poète a su mettre plus de feu, d'esprit, de vivacité, de grâce et même d'élégance. « Il y a des descriptions de choses rustiques qui ne sont pas si rustiquement exprimées que les autres poésies, si bien, dit-il, que je voudrais qu'il eût supprimé tou-

est parfois mal inspiré dans son genre de mort et surtout dans l'expression qu'il lui consacre :

Celui qui gist icy, pour avoir *trop esté*
Esclave sous les lois d'une fière beauté...

Je ne voudrais rien souligner, mais convenons que le second hémistiche du premier vers était peu fait pour attendrir le cœur d'une femme !...

Il y en a bien d'autres de cette force, et l'auteur de la réimpression, — P. B. ou P. B. (Prosper Blanchemain), — en a relevé deux pour son compte qui suffiraient à illustrer MM. les suppôts de la coquille, si ce sont eux, comme on ne peut en douter, qui ont mis, dans la *chanson* de la p. 99, les mots *aller aux lieux* pour *aller aux cieux*, et remplacé (p. 101) *user de feintise* par une autre expression que je ne veux pas rapporter ici. Malgré les excès poétiques de Cornu, je ne puis consentir à croire qu'il ait été coupable d'intentions grotesques et de mauvais goût, et surtout — à part son *Enigme*, — qu'il ait osé en publier le résultat.

Quoi qu'il en soit, voici en quels termes Cornu prend congé de son lecteur, à la fin de son livre :

« Lecteur (mon amy), je te prie de n'avoir esgard aux fautes commises en ceste première impression, c'est à sçavoir à l'ortographe. où à la superfluité, et abondance, ou defaut et changement de plusieurs mots. que tu trouveras, et de ne me charger point le dos de ce dont ie ne dois estre le porte-faix, eu esgard que cela n'est point advenu par mon ignorance, ains par accident en l'imprimerie, laquelle bien souvent demeure, manque ou est trop auantageuse, en plusieurs endroitz, et plus qu'il ne seroit de besoin. le te baise les mains. »

tes les autres œuvres et qu'il ne nous eût donné que celles-là. Au moins, s'il n'eût pas remporté tant de gloire, il n'eût pas reçu tant de blâme. »

Citons encore le sonnet LXXVI du 1^{er} livre des *Amours*, qui n'en est pas moins joli, malgré qu'il soit une imitation complète de celui de Ronsard, au 1^{er} livre de ses *Amours* (LXVI) :

Ciel, air et vents, plaine et monts descouuers,
Tertres vineux, etc.

qui lui-même l'avait imité de l'Arioste, qui lui-même.....
N'allons pas plus loin, cela ressemblerait trop au tableau généalogique de la maison de David.

Antres moussuz, cavernes ombrageuses
Prez arrouvés, verdissans arbrisseaux,
Tertre bossus et vous, petits ruisseaux,
Qui conduisez vos fontaines pleureuses,
Bois montagneux, collines fructueuses,
Pins eslevez en sourcilleux rameaux,
Coustaux vineux qui faites à monceaux
Croistre le fruit des vignes raisineuses ;
Puisque je suis en ce sort miserable,
Que je ne puis par ma voix lamentable,
D'une maistresse adoucir les rigueurs ;
Antres, prez, bois, cavernes et fontaines,
Pins, arbrisseaux, coustaux, tertres et plaines,
Et vous, ruisseaux, dites luy mes douleurs.

M. Ad. Rochas renchérit encore sur le jugement du précèdent auteur, à propos de la plus grande partie de ces pièces relatives à des matières d'amour et composées soit pour une belle qu'il célèbre sous le nom de Lucrèce, soit en faveur d'une demoiselle Laurini, d'Avignon, sa maîtresse. « Le poète, dit ce critique, apostrophe fort cavalièrement cette belle et lui débite parfois d'incroyables obscè-

Ce fut alors, que, pour se ranger tout-à-fait, Pierre de Cornu épousa Méraude de Baro, sœur du conseiller de ce nom et veuve d'un avocat nommé Chevalet. Le poète Expilly, qui avait chanté cette jolie femme dans ses *Amours de Chloride* (1), nous l'a fait connaître en des termes quelque peu fats et prêtant à la malice, que tous les biographes ont cités et que je cite aussi après eux.

« Elle estoit très belle, et d'une humeur si douce et attrayante, avec un esprit de femme si gentil, que ie l'aimay et la servis de tout mon cœur, durant quatre ou cinq ans, ayant beaucoup de part en ses grâces ; enfin elle fut mariée

- (1) Le premier jour que ie vous vei si bele,
Ie devins votre, et le seray toujours :

.
Quand les ennuis m'auront mis au tombeau
Mettez dessus ces vers dans un tableau :
Daphnis qui gît enclos sous cete lame,
Après avoir d'un desir glorieux
Levé trop haut, et l'esprit, et les yeux,
Mourut aimant la beauté de sa dame.

(p. 13).

. . . Mais ces belles protestations n'ayant pas produit l'effet désiré, Expilly crut sage de ne pas mourir, et en cela il fit bien. Seulement, l'allure qu'il prit à la suite de cette détermination ne fait pas son éloge ; car le bon apôtre, après avoir chanté *Chloride*, trouva tout-à-coup le raisin *trop vert*. Aux *Amours*, en 66 sonnets, chansons et plaintes, succédèrent les *Dédeins*, en 15 sonnets, plaintes et chansons ; . . . et, sous l'aile de ses vers, le poète évincé ne craignit pas de commettre une foule d'indiscrétions, peu dignes d'un galant homme, et même d'injurier celle qu'il avait tant louangée ! . . . Il s'était souvenu de l'allocution de saint Remy lors du baptême de Clovis . . .

avec M. le conseiller de Cornu, sur la fin de 1587 (1), nos ardeurs étant déjà dissipées par l'absence ; ie l'ay toujours honorée, y estant obligé par ses faveurs et mérites, et tant que je vivray, ie serai son serviteur (2). »

Il va sans dire que les beaux esprits du temps s'égayèrent fort sur le mariage de Cornu, — *Cornutus*, ainsi qu'ils l'appelaient en latin, ainsi qu'il est également nommé sur notre médaille, — dont le nom dut servir de texte aux épi-grammes les plus mordantes (3).

Il remplissait encore la charge de Conseiller en 1623, comme nous l'avons vu (p. 2 de la présente notice), époque où il la résigna en faveur de Pierre Francon, et où il décéda probablement (4). Quant à sa femme, elle était morte dès

(1) Expilly a dû écrire ces lignes bien longtemps après le mariage de Cornu, car il le traite ici de Conseiller, et nous avons vu, par la note n°1 de la troisième page de cette notice, que ce n'est qu'en 1597 que celui-ci fut nommé à cette charge. Mais se souvint-il, en écrivant ces lignes, de ses colères et de ses *Dédeins* ? (Voir la note précédente).

(2) *Vie d'Expilly*, par Boniel de Catilhon, p. 31.

(3) Je ne sais s'il éprouva les infortunes qu'on lui prêtait, et s'il fit jamais le rêve de Panurge si bien expliqué par Pantagruel, au livre III, chap. XIV, de ses *Faits et Dicts* ; mais, si le frère Jean des Entommeures avait pu juger l'homme par ses poésies, on tiendra pour assuré qu'il l'eût proclamé digne du nom de *Maître de Cornibus*. Ceci soit dit sans vouloir porter atteinte à la réputation de Méraude de Baro.

(4) Colomb de Batines et d'autres écrivains assignent à sa mort la date de 1651. C'est une erreur évidente, et j'ignore où ils auraient pu trouver ce document. Cornu étant né en 1558, cela ferait supposer une existence de 93 ans, ce qui n'est pas impossible, mais paraît peu probable.

l'année 1619 (1).

La réimpression des *Œuvres poétiques*, que j'ai eu occasion de citer déjà plusieurs fois, a été faite en 1870 par M. Prosper Blanchemain, et imprimée chez Vincent Bona, à Turin. Elle est parfaitement conforme à l'édition originale et la reproduit page pour page.

« Pierre de Cornu, dit l'éditeur, est un de ces poètes qui ont le privilège de passionner les bibliophiles ; ceux qui le possèdent le placent avec orgueil sur leurs rayons ; ceux qui le désirent se le disputent dans les ventes, au poids de l'or. » Depuis trente ans, les *Œuvres poétiques* de Pierre de Cornu ont passé plusieurs fois en vente, et elles ont été adjudées à des prix fabuleux qui ne font qu'augmenter d'année en année.

Vente Viollet-Leduc (1849), mar. puce, fil. tr. dorées 91 f.,»

— Bergeret (1858), m. rouge, fil. tr. d. 170 »

— Collection de Solar (1860), m. r. 350 »

— Chaponay (1860), m. r. compart. doublé de m. r. 350 »

— Double (1863), m. r. fil. tr. d. 440 »

— Turquety (1868), exempl. très lavé et rel. méd. 400 »

— Bibliothèque du château de St-Ylie (1870) . . 255 »

(1) Voici son épitaphe, telle qu'elle était dans la chapelle du Saint-Sépulcre de la cathédrale de Grenoble, et telle que nous l'a transmise J. C. Martin. (*Histoire et vie de Claude Expilly*, Grenoble, Peyronard, 1803, p. 7 des Notes).

D. O. M.

Et perpetuae memoriae Meraldae Baroniae incomparabilis bonitatis feminae defunctae. Nobilis Petrus Cornutus, in supremâ Delphinatûs curiâ senator, uxori clarissimae quae benè vixit. in hoc sacello sub titulo Sancti Sepulchri inscripto sepulturam fecit, et sciens quod omne compotitum peribit, sibi, suisque et posteris eorum fieri jussit. Spiritum reddidit Deo VII id. aug. M. D C. XIX.

Vixit ann. LVII.

Ce dernier exemplaire, relié à nouveau, — m. plein (Gruel), — fut revendu environ 400 francs.

Enfin, et je ne suis sans doute pas complet dans cette revue de la valeur vénale atteinte, de nos jours, par ce livre, je citerai encore quelques prix qui démontrent que cette valeur a doublé depuis les ventes précédentes. Ainsi les *Œuvres poétiques* (rel. de Bauzonnet), vendues 220 fr. à la vente Yemeniz (1867), ont été revendues, en 1878, environ 350 fr. à un bibliophile grenoblois. En 1876 (vente Lebeuf de Montgermont), ce livre s'est vendu 850 fr. !... Il est vrai que le nom de Trautz-Bauzonnet avait achevé de troubler la cervelle de l'acheteur..... ce qui ne l'empêcha pas, l'année suivante, — sur un remords sans doute, — de l'exposer de nouveau au feu des enchères (vente Aug. Lévy) et d'en obtenir... 860 ou 880 francs !!!

En la présente année 1881, quatre exemplaires de cette *curiosité* de bibliophile ont été vendus au moment où je relève ces notes.

Le premier, indiqué dans le catalogue Morgan-Fatout, vendu au mois de janvier (fort bel exemplaire) a atteint le chiffre de 1000 fr.

Le deuxième, vendu à l'amiable, à Grenoble, au mois de février, (m. plein, Trautz-Bauzonnet) a été payé 600 fr. Exemplaire réparé. C'est celui que j'ai cité plus haut, provenant de la vente Yemeniz.

Quant aux deux autres ventes (la vente Jordan et la vente Renard), en mars, j'en ignore encore le résultat.

C'est bien cher pour une si mince nourriture !.... mais

Un fou trouve toujours un plus fou qui l'admire.

« Notre édition, dit M. Blanchemain (elle a été tirée à cent exemplaires), ne la jettera pas entre les mains de tout le monde ; mais elle mettra quelques amateurs de plus à

même de lire un volume auquel la vivacité de certains détails donne un ragoût et un piquant tout particuliers.»

L'éditeur se trompe : ce ne sont pas ceux qui mettent de pareils prix aux livres qui les *lisent*.

Pierre de Cornu est encore l'auteur de quelques autres écrits. Guy Allard (1) cite un *Recueil d'arrêts du Parlement de Grenoble*, dont le manuscrit était en 1680 entre les mains de Pierre de Vaux, conseiller au Parlement, et qui a été cité avec éloge dans les *Plaidoyers et notables arrêts* de Guy Basset.

Un autre rare volume dont je ne connais que quatre exemplaires, l'un chez M. le marquis de Bérenger, le second chez M. Eug. Chaper, et les deux autres à la Bibliothèque de la ville de Grenoble, c'est le livre intitulé *Tabulæ historicæ triumphales et funerales Henrici IV* (2).

(1) *Biblioth. des grands hommes du Dauph.*, in-12, Grenoble, 1680, p. 79.

(2) C'est un recueil d'inscriptions latines en l'honneur d'Henri IV, comme toutes les époques en voient naître, un de ces livres édités par de beaux esprits qui veulent se recommander à la bienveillance du souverain régnant. Les *Tabulæ historicæ*, etc., forment un volume in-4° de 88 p., divisé en trois parties, chacune avec son titre et son frontispice particulier, dessiné et gravé par J. de Fornazeris. Voici ces titres :

1° *Tabulæ historicæ Henrici IV, Cognomento Magni, Galliarum et Navarræ regis authore Petro Cornuto in suprema curia delphinatus regio senatore*. Au bas, dans un cartouche : *Logduni, sumptibus Horatii Cardon. M.DC.XV.*

2° *Tabulæ triumphales Henrici IV, etc. (ut suprà).*

3° *Tabulæ funerales Henrici IV, etc. (ut suprà).*

Le nom de Fornazeris n'est pas dans le *Dictionnaire des graveurs anciens et modernes* de Basan, (Paris, Prault, 1789). On trouve seule-

L'auteur de la réimpression des *Œuvres poétiques* prétend que cet ouvrage existe également in-f° à la Bibliothèque de Grenoble. C'est là une erreur causée par la grandeur des marges du second exemplaire, qui est un in-4° comme l'autre. On prétend que les *Tabulæ* auraient été réimprimées en 1654 ; mais l'auteur ajoute qu'on ne connaît pas d'exemplaire de cette édition. Colletet, dans son *Discours sur la poésie morale*, lui attribue aussi *un juste volume de Quatrains moraux* publiés vers 1625, ou plutôt 1623, car, nous l'avons vu, *l'Inventaire des Archives du Parlement de Grenoble* fixe à cette dernière année la mort de Pierre de Cornu. Il est vrai qu'on a pu les publier après lui.

Aucun de ses biographes n'a signalé de portrait de Pierre

lement, à la fin du deuxième volume, une nomenclature où ce nom est cité comme existant dans le *Bibliographical Dictionary* publié à Londres, en 1785, par Jos. Srutt. L'auteur dit qu'il ne le connaît pas par ses ouvrages, ou que son talent est trop indifférent pour l'insérer dans son travail. Je ne puis partager ce sentiment, en voyant les frontispices inventés et gravés par Fornazeris pour le *Recueil* que je viens de décrire et qui, par la manière dont ils sont exécutés et surtout par l'imagination qui les a inspirés, ne méritent point le superbe dédain où les tient l'auteur anglais. Je pourrais encore apporter de nouvelles preuves à l'appui de mon opinion personnelle, en citant quelques autres gravures du même genre qu'on a bien voulu me communiquer : Ce sont les frontispices de *l'Histoire des chevaliers de l'ordre de l'Hospital de S. Iean de Hierusalem*, par Boissat, Lyon, Ro-ville, 1612 ; *Le brillant de la Royne, ou les vies des hommes illustres du nom de Medicis*, par Boissat, Lyon, Bernard, 1613 ; *L'Image de la Constance, où sont despeintes les amours du brave Polidon avec la belle Pangeliris*, Lyon, Rigaud, 1609 ; la *Bible latine*, par les héritiers de Guill. Rouille, 1608 ; etc. Le titre surtout du *Diamant de la Royne* est un petit chef-d'œuvre de goût et de composition.

de Cornu, et l'auteur de la réimpression signale à ses lecteurs cette lacune dans la série de nos illustrations locales.

J'ai la bonne fortune de pouvoir la combler, grâce à un curieux médaillon que j'ai trouvé dans la collection numismatique de la ville de Grenoble.

Ce médaillon, dont je ne connais que cet unique exemplaire, laisse malheureusement beaucoup à désirer sous le rapport de la conservation, au revers surtout; mais le côté principal, qui offre aux regards le buste de Cornu, est dans un état assez satisfaisant pour que l'on puisse se flatter de posséder enfin la portraiture authentique de notre Conseiller poète.

PETRVS CORNVTVS I ♦ C ♦ DELPHIN ♦
STEPHAN ♦ I ♦ C ♦ ET COM ♦ FR ♦;
Buste à droite, lauré, barbu et drapé à
l'antique.

Revers. — En haut: FVLGET ♦ SEMPER; en bas :
Æ (?) ♦ S ♦ W ♦ D (?) C ♦; Le Soleil rayonnant
au dessus des nuages.

PLOMB. Diam. 47 mill. (1).

Cabinet de Grenoble. (Cette médaille est percée d'un trou de suspension au dessus de la tête, sur la lettre P qu'elle absorbe entièrement).

Pierre de Cornu est représenté drapé comme un empereur romain et la tête couronnée de laurier. Est-ce celui d'Apollon, ou bien celui du jurisconsulte?... C'est bien le moins du monde qu'il prenne l'un ou l'autre, si ce n'est tous les deux... Admettons qu'il ne s'agisse que du second, puis-

(1) Cette médaille est fort épaisse : ayant 4 mill. sur les bords, elle atteint jusqu'à 12 mill., vers le centre, par la grande saillie du buste, du soleil et des nuages.





que les titres qu'il se donne sur sa médaille semblent nous y engager....

Mais, au revers, il y aurait bien quelque chose à dire, à moins que je ne me fasse illusion sur ce chapitre-là. C'était la mode alors, tout tournait à la mythologie : Henri IV, et quelques autres encore, étaient sans façon représentés sous les traits d'Hercule, comme on avait représenté la favorite d'Henri II sous ceux de Diane, comme on représenta plus tard le grand roi sous ceux du Soleil ou d'Apollon. Mais qu'Apollon, que le Soleil prenne les traits d'un piètre poète comme Cornu, ou même de l'auteur d'un *Recueil d'arrêts* — si on le préfère, — cela passe la plaisanterie. Et pourtant, quand je considère le revers de cette médaille, puis-je repousser cette intention de l'auteur de la composition ? On a vu bien souvent le Soleil représenté, comme la Lune, avec une face humaine ; mais l'avait-on jamais figuré avec des moustaches ? Or, si cet appendice n'établit pas une ressemblance parfaite entre la tête traditionnelle de l'astre du jour et celle de Cornu que nous ne connaissons que de profil, il trahit du moins — l'allusion est trop transparente pour qu'on puisse la repousser, — une intention évidente que le mauvais état de conservation de la médaille peut seule empêcher de constater d'une manière plus complète.

Le Nil a vu sur ses rivages
De noirs habitants des déserts
Insulter par leurs cris sauvages
L'astre éclatant de l'univers.
Crime impuissant ! Fureurs bizarres !
Tandis que ces monstres barbares
Poussaient d'insolentes clameurs,
Le Dieu, poursuivant sa carrière,
Versait des torrents de lumière
Sur ses obscurs blasphémateurs.

Si Cornu était incapable de *commettre* une pareille strophe, du moins a-t-il dû, dans son admiration de soi-même, avoir une pensée analogue qu'il a traduite à sa manière. Je ne sais qui a fait graver cette médaille ; mais il me semble que la solution de ce problème se trouve dans la *modestie* de la représentation du sujet et surtout de la légende *personnificatrice* du revers, qui me font un devoir de considérer Cornu comme l'auteur de ce monument de superbe (1)... Cependant oserais-je l'affirmer devant ces sigles mystérieux dont je ne puis parvenir à fixer le sens ?

(1) Dans le jugement que j'ai porté d'Expilly, au sujet du soin qu'il a montré de parer aux suites de l'oubli, je me suis peut-être montré exclusif. Un scrupule m'a pris, quand, à distance, j'ai relu certain passage de la notice que je lui ai consacrée, et où je n'ai voulu voir, dans ses nombreuses médailles, que l'expression de l'infatuation de son haut mérite et de sa personnalité. Il y a bien un peu de ce sentiment, ... j'en ai donné trop de preuves pour qu'on puisse le révoquer en doute ; mais il y a aussi, peut-être, un peu de l'engouement de l'époque pour les médailles. C'était une mode, et beaucoup y ont sacrifié : mode coûteuse, si l'on veut, et dont peu de personnes, sans doute, pouvaient se passer la fantaisie, mais enfin que quelques-uns se *coulaient*, comme on dit de nos jours. Le Dr Trachsel, dans la *Revue scientifique suisse* (mai 1880) a fort bien mis le doigt sur cette coutume, en disant que c'est faire preuve d'une ignorance déplorable que de taxer de présomption tous ceux qui commandent à un médailleur une médaille représentant leur portrait ou celui d'un de leurs aïeux.

« Quelques-unes de ces médailles, dit-il, étaient commandées par des amis ou des admirateurs des personnages représentés, mais souvent aussi elles étaient tout simplement des *portraits* faits de commande pour un riche particulier ou un amateur de beaux-arts, comme portraits de famille, qui la distribuait à ses parents et à ses amis, exactement comme on fait faire de nos jours sa photographie dans le même but. »

Pierre Cornu, jurisconsulte dauphinois, cela va tout seul. Mais après?... STEPHAN · I · C · ET COM · FR (?). Je m'y suis perdu longtemps... Quel pouvait bien être cet *Etienne* (STEPHAN), jurisconsulte et comte... (I · C · ET COM · FR (?), et à quel titre la mention de *ce personnage* sur cette médaille?... Ce ne pouvait être le père de Cornu, qu'au premier moment j'avais cru devoir y chercher, les sigles FR de la fin de la légende pouvant se lire, sous un certain jour et grâce à leur empâtement, aussi bien FIL que FR... Le père de notre conseiller s'appelait, en effet, *Pierre* comme lui... Enfin, je m'avisai de penser que STEPHAN était peut-être l'abréviation d'un titre, et Du

Il ne faut donc pas juger trop sévèrement, je suis complètement de l'avis du Dr Trachsel, les motifs des médailles frappées en l'honneur de quelques personnages, et sans absoudre complètement Expilly d'une manie moins innocente sans doute chez lui que chez d'autres, je suis d'avis qu'il faut s'abstenir de « cette ridicule habitude de dénigrer tout ce que l'on ne comprend pas » et de « tourner en ridicule ce qu'il y a de plus naturel. »

Mais il n'en est pas ainsi de Cornu... Sa médaille n'est pas seulement un portrait auquel un revers vient donner un reflet vaniteux plus ou moins accentué, ou apporter l'écho exagéré d'une grande douleur, — comme on le voit sur celles d'Expilly ; — c'est une apologie, c'est la couronne du Panthéon que le poète place lui-même sur sa tête.

Ainsi que l'a fort bien répondu M.R. Chalon (*Revue Belge de numismatique*, 1881, p. 516), les arguments de M. Trachsel, quand il s'agit de pays où la frappe des médailles est parfaitement libre, comme la Belgique et la Suisse, ne paraissent pas contestables. Mais en est-il de même, quand l'Etat seul a le droit exclusif d'émettre des médailles ? Celles-ci ne sont-elles pas alors des espèces de documents authentiques, des monuments qu'il serait présomptueux et peu convenable de se décerner à soi-même ?

Cange me fournit à point une preuve de cette désignation un peu trop emphatique et cherchée, mais bien dans les idées du temps et si propre à dérouter un ignorant de la basse latinité (1).

Je tenais donc le mot de l'enigme. Le reste alla de soi.

PETRVS CORNVTVS · *Ivris* · *Consultvs* · DELPHI-Nas · STEPHANIZATVS · *Ivre* · *Civili* · ET COMMvni · FRancorvm (*Pierre Cornu, jurisconsulte dauphinois, illustre dans le droit civil et le droit commun des Français*).

Quand je dis que le reste *alla de soi*, je vais peut-être un peu vite... et je ne veux pas cacher que l'interprétation des trois derniers mots ne me satisfait pas du tout au point de vue du *jus commune*, qui, ce me semble, n'a pas grand chose à faire ici, et du mot *Francorum* qui m'écorce la bouche. J'aurais pu, il est vrai, le remplacer fort bien par celui de *Franciæ*, et si je lui ai donné la préférence sur ce dernier, c'est que je le trouve assez fréquemment sur les médailles de l'époque. Et pourtant, comment l'interpréter autrement ?... Encore s'il y avait eu ET · COM · PAL · , que j'avais d'abord été tenté d'y chercher, j'aurais pu penser que la modestie de notre magistrat avait dû, comme tant d'autres, se passer l'innocente fantaisie de prendre le titre de *comte palatin*... Mais il n'y a pas PAL, et je doute que les lettres FR soient bien celles qu'il y faut chercher... Attendons un exemplaire mieux conservé, et dont les empâtements, s'il s'y en trouve, ne laissent en souffrance que d'autres parties de la légende.

Pour le revers, mêmes incertitudes, restées aussi sans solution. FVLGET · SEMPER est bien complet sans le

(1) STEPHANIZARE, *Cor-mari*, du gr. στεφανίζω, *corono*, de στέφανος *corona*. De là, *stephanizatus*, couronné, honoré, célèbre, illustre.

secours des sigles placés au-dessous de ces deux mots, et qui me paraissent plutôt indépendants et posés en une sorte d'exergue, comme dans beaucoup de médailles. Mais quelle est la signification de ceux-ci ? Seraient-ce les initiales de l'artiste à qui l'on doit ce médaillon ? J'avais d'abord songé à l'attribuer à un médailleur contemporain dont le burin nous a transmis les traits d'Expilly et de Frère ; mais son style et son arrangement général sont si loin de la manière d'Olier, que j'ai bien vite repoussé cette pensée, tout en n'ayant pas la satisfaction de remplacer le nom de cet artiste par un autre. Ce médaillon ne rappelle, en effet, ni le faire de cet artiste, ni celui de Georges Dupré, à qui nous devons une belle médaille de Lesdiguières, ni enfin celui d'un autre graveur contemporain, Conrad Bloc, qui en a signé une de Pomponne de Bellièvre.

Je me suis alors retourné vers une nouvelle idée, et j'ai voulu découvrir, dans ces caractères isolés, des traces de l'âge de Cornu ou de la date de ce médaillon.

Dans la première hypothèse, Æ et S, — nous avons déjà trouvé ces sigles sur des médailles d'Expilly, — s'expliqueraient naturellement, s'il y a bien Æ, par *Ætatis Suæ* ;... mais les chiffres manqueraient, il n'y faut pas songer. Dans la seconde, conservant encore Æ avec la même valeur, mais en sous entendant *mundi* au lieu de *suæ*, et cherchant si par une bizarrerie inexplicable, Cornu n'aurait pas voulu dire que le Soleil *a toujours brillé depuis sa naissance* (âge maçonnique, 6600), — c'est à dire, que lui, Cornu, a brillé dès sa plus tendre enfance, — on pourrait lire *Ætatis* — sous entendu *du monde* ou *du soleil*, et en interprétant l'S par un chiffre arabe : 5 · M · DC !!!... Le W renversé ne peut être une difficulté : c'est, on ne peut en douter, une de ces bévues de graveur, comme il y en a tant en numismatique.

Enfin, j'en suis arrivé à une dernière combinaison, celle que je crois la plus rationnelle surtout pour l'interprétation de l'S, et c'est la précédente qui m'y a conduit. A n'en pas douter, Cornu a voulu être représenté sous les traits du Soleil; les moustaches dont il l'a fait affubler en sont la preuve. Je me suis donc arrêté à cette dernière explication.

Le Soleil, (c'est-à-dire Phæbus-CORNU) brille toujours (FVLGET-SEMPER) en l'année (*Ætatis Svx* ou *Secvli*) 1600, ou 1601 (M · DC, ou, avec beaucoup de bonne volonté, M · DCI).

Je cherche, on le voit, et, malgré les promesses de l'Evangile, je ne découvre rien qui me satisfasse sans arrière-pensée.

Ces difficultés n'auraient nullement embarrassé le P. Hardouin, qui, sans nul doute, leur aurait trouvé un magnifique dénouement (1). Pour moi, on voit comment j'y ai réussi, et, faisant bon marché de toutes mes belles conceptions, je m'incline jusqu'à nouvel ordre..., jusqu'à la découverte d'un médaillon mieux conservé, dirai-je encore, et qui ne laisse plus de prise à l'incertitude.

Peut-être ai-je donné à Pierre de Cornu, dans cette Galerie numismatique du Parlement dauphinois, une place trop importante et peu proportionnée à la mince personnalité dont j'ai tenté de faire le portrait. Mon excuse est dans les nombreux jugements que l'on a portés sur son œuvre ;

(1) Le P. Hardouin a eu bien des *visions* en épigraphie... et lorsqu'on se hasardait à lui représenter que telles opinions n'étaient pas celles de tout le monde : « Croyez-vous, répondait-il, que toute ma vie je me serai levé à trois heures du matin pour ne penser que comme les autres... ? » Je suis peut-être un peu dans le même cas, mais je me garde bien d'imposer mes idées.

et, si j'ai cru devoir m'étendre un peu sur leur valeur, c'est justement à cause de leur diversité et des erreurs commises. Si l'abbé Goujet, dans sa *Bibliothèque française*, le juge avec ce souverain mépris qu'il a toujours, lui, abbé, pour les poètes amoureux; si Expilly, dans ses sonnets, l'a exalté avec cette impudeur de confrère intéressé à recevoir de semblables éloges; si Guillaume Colletet, plus impartial que ce dernier, l'a critiqué avec une équité relative, indépendante de sa sévérité; mon rôle, à moi, était tout tracé, et je terminerai cette notice en m'écriant avec ce dernier: « Juste postérité qui dois examiner les choses sans passion, et qui dispenses le blame ou la louange selon le mérite, juge qui de nous deux, je veux dire de ce fameux président de Grenoble ou de moy, a prononcé plus équitablement sur le sujet des écrits de ce poète » (1).

G. VALLIER.

(1) *Histoire des poètes français*, par Guill. Colletet, t. I de l'original, et t. II, pp. 179-181 de la copie. (Bibl. du Louvre, F. 2398).

BIBLIOGRAPHIE DE LA DROME

Année 1880

- I. — ARIEZ (D'). — *Expulsion des Capucins de Crest* (5 novembre 1880), précédée d'un récit historique de l'établissement de ce couvent. — Valence, Céas, br. in-18 de 42 p.
- II. — APPOLINAIRE (Père). — *L'esprit de saint François d'Assise, par le Père Bernardin, capucin, revu et augmenté d'une notice sur l'auteur.* — Paris, Poussielgue, 2 vol. in-12 de 447 et 504 p.
- III. — BERTHIN (Abbé). — *Panégryque de saint Bernard, abbé de Clairvaux, discours prononcé au monastère d'Aiguebelle.* — Lyon, Jevain, in-8° de 40 p.
- IV. — CHAMPAVIER (Maurice). — *La tour de Crest (Drôme), Poésie.* — Vienne, Savigné, in-8° de 8 p.
- V. — CHANDENEUX (Claire DE). — *L'honneur des Champavayre.* — Paris, Plon, 1 vol. in-18.
- VI. — CHANDENEUX (Claire DE). — *La dot réglementaire.* — Paris, Plon, 1 vol. in-18.
- VII. — CHEVALIER (L'abbé C.-U.-J.). — *Saint Paul, apôtre, Bio-bibliographie.* — Montbéliard, Hoffmann, in-16 de 16 p.
- VIII. — CHEVALIER (L'abbé C.-U.-J.). — *De l'utilité et des conditions de la critique d'érudition. — Lettre à M. Caza-geux, directeur des Lettres chrétiennes.* — Lille, in-8° de 8 p.
- IX. — CHEVALIER (L'abbé C.-U.-J.). — *François Pétrarque, Bio-bibliographie.* — Montbéliard, Hoffmann, in-16 de 16 p.

- X. — CHEVALIER (L'abbé C.-U.-J.) — *Saint Pierre, apôtre.* — Montbéliard, Hoffmann, in-16 de 13 p.
- XI. — CHEVALIER (L'abbé Jules). — *Recherches historiques sur Hugues, évêque de Die, légat du pape saint Grégoire VII.* — Montélimar, Bourron, in-8° de 34 p.
- XII. — CHEVALIER (Docteur Ulysse). — *Notes historiques sur la ville de Romans.* — Vienne, Savigné, in-8° de 24 p.
- XII^{bis}. — COTTON (Mgr). — *Lettre à ceux de ses diocésains qui l'ont accompagné à Paris et qui l'ont assisté devant la Cour d'appel.* — Paris, in-18 de 14 p.
- XIII. — DIDELOT (L'abbé). — *Allocution prononcée aux funérailles de M. Doyon.* — Valence, Céas, in-8° de 23 p.
- XIV. — FABRE DES ESSARTS (Léonce). — *Le libéré repentant (Poésie).* — Paris, Chaix, in-12 de 4 p.
- XV. — FAURE-BIGUET. — *De l'interprétation des lois. — Discours prononcé à l'audience de rentrée, par M. Faure-Biguet, procureur général à la Cour d'appel de Poitiers.*
- XVI. — FIÈRE (Zénon). — *Le myosotis, nouvelle parisienne.* — Paris, Dentu, in-8° de 20 p.
- XVII. — FIÈRE (Zénon). — *Les élections à l'Académie française.* — Paris, Dentu, in-8° de 39 p.
- XVIII. — GALLIER (Anatole DE). — *Les hommes de la Constituante, Barnave.* — Lyon, Aug. Brun, in-12 de 54 p.
- XIX. — IMBERT (Abbé), curé de Châteauneuf-de-Mazenc. — *Mois du Sacré-Cœur de Jésus.* — Valence, J. Céas, in-16 de 280 p.
- XX. — LACROIX (A.). — *Inventaire sommaire des archives départementales de la Drôme (tome 3).* — Valence, Chenevior, 1 vol. in-4° de 440 p.
- XXI. — LIRAC (Antonin). — *L'expulsion des jésuites et des autres religieux au nom des lois existantes.* — Paris, à la Société bibliographique.
- XXII. — MÉREZ (Salomon DE). — *Vie de Maurice de Bressieu.* — Valence, Chenevior et Pessieux, in-8° de 18 p.

- XXIII. — MOUTIER (L'abbé L.). — *Un brouché de nouveaux doufinens e quauqueis vers per chalendas.* — Préface de Fr. Mistral. — Montélimar, Bourron, in-8° de 86 p.
- XXIV. — NADAL (Le chanoine). — *Vie de Mgr d'Authier de Sisgaud, évêque de Bethléem.* — Valence, Lantheaume, in-8° de 535 p.
- XXV. — SIZERANNE (Comte Fernand DE LA). — *Numismatique gauloise.* — *Le Trésor de Laveyron (Drôme).* — Valence, Chenevier et Pessieux, in-8° de 34 p.
- XXVI. — VALLÉE (Abbé Louis). — *Oraison funèbre de Madame la comtesse d'Andigné née de Blacons.* — Paris, Plon, in-8° de 32 p.
- XXVII. — VALLENTIN (Florian). — *Découvertes archéologiques faites en Dauphiné pendant l'année 1879.* — Grenoble, G. Dupont, in-8° de 35 p.
- XXVIII. — VALLENTIN (Florian). — *Mythologie gauloise.* — *Le culte des Matræ dans la cité des Voconces, d'après les documents épigraphiques.* — Valence, Chenevier et Pessieux, in-8° de 32 p.
- XXIX. — VALLENTIN (Florian). — *Ancienneté de l'Homme en Dauphiné et successivement en Provence et en Savoie.* — Grenoble, Dupont, in-8° de 34 p.
- XXX. — VALLENTIN (Florian). — *Visite du musée épigraphique de Gap.* — Vienne, Savigné, in-8° de 23 p.
- XXXI. — VALLENTIN (Florian). — *La voie d'Agrippa de Lugdunum au rivage Massaliote.* — Vienne, Savigné, in-8° de 23 p.
- XXXII. — ANONYMES. — *Association fraternelle des anciens élèves du Petit-Séminaire de Valence (3^e année).* — Bar-le-Duc, impr. des Célestins, in-8° de 58 p.
- XXXIII. — *Essai sur les origines monastiques dans le diocèse de Valence.* — Valence, J. Céas, in-8° de 50 p.
- XXXIV. — *La liberté des Séminaires.* — Paris, in-18 de 120 p.
-

Publications périodiques nouvelles.

XXXV. — *L'Alouette dauphinoise, revue artistique et littéraire paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois.* — Montélimar, Bourron.

XXXVI. — *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence, revue paraissant tous les deux mois.* — Romans, chez M. l'abbé Chevalier.

JULES SAINT-RÉMY.

CHRONIQUE

La 19^e réunion des délégués des Sociétés savantes aura lieu cette année à la Sorbonne les 20, 21 et 22 avril, et la 5^e réunion des délégués des Sociétés des Beaux-arts des départements les mêmes jours et au même lieu; le 22, distribution des récompenses.

Par une circulaire en date du 31 janvier 1881, M. le Ministre de l'Instruction publique annonce la création d'une *Revue* qui contiendra la bibliographie et l'analyse de toutes les publications scientifiques faites en France, tant en province qu'à Paris. Cette *Revue scientifique du comité des travaux historiques*, appelée à fournir « aux savants de province les moyens de recherches et de contrôle nécessaires à leurs nombreux travaux », ne nous est pas encore parvenue.

Parmi les découvertes archéologiques du trimestre, on nous signale à Chatuzanges, au lieu appelé Montauban et autrefois St-Alban, deux cercueils en plomb contenant les ossements d'un homme et d'une femme, avec deux vases en terre, une assiette et un pot, mais sans aucun ornement, pièce de monnaie, inscription ou signe.

M. le Curé de la paroisse, qui s'occupe avec zèle d'en recueillir les antiquités, les traditions et l'histoire, a conservé un fragment de plomb de ces cercueils, quelques ossements des défunts et les vases.

Ce quartier, qui paraît avoir eu quelque importance à

l'époque gallo-romaine renferme, paraît-il, de nombreux restes de constructions, de tombes, etc.

D'un autre côté, les réparations faites à la cathédrale ont fait découvrir deux portes avec tympan et sculptures fort curieuses, mais mutilées en plusieurs endroits. Les portes sont romanes et les sculptures paraissent du XII^e siècle.

Un de nos collègues a promis de les décrire dans une prochaine livraison du *Bulletin*.

Pendant le trimestre, nous avons reçu également le prospectus du *Bulletin épigraphique de la Gaule* publié avec le concours des principaux savants, dirigé par M. Florian Vallentin, docteur en droit.

Ce *Bulletin* paraîtra par livraisons grand in-8 tous les deux mois : le prix d'abonnement est de 15 francs par an. On souscrit à Vienne chez M. Savigné.

Nous avons déjà la *Revue épigraphique du midi de la France*, par M. Allmer ; M. Florian Vallentin nous fera connaître l'épigraphie de tout le territoire national. Nous serons d'autant plus heureux du succès de ces deux publications que M. Allmer a longtemps collaboré au *Bulletin* de la Société d'Archéologie de la Drôme et que M. Florian Vallentin et M. Ludovic Vallentin sont des nôtres, l'un comme membre correspondant et l'autre comme vice-président.

Voici les principaux articles qui ont paru dans les trois premières livraisons du *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers* :

Allocution de Mgr Cotton, évêque de Valence;

Programme du comité;

Essais historiques sur la paroisse de Sales, par M. l'abbé Fillet ;

Confiscation des revenus du prieuré de Taulignan par ordre de Lesdiguières, de 1575 à 1578, par M. l'abbé Perrossier ;

Mémoires de M. Brun, curé d'Aouste, de 1792 au Concordat ;

Cens et rentes en Vivarais du prieuré de St-Vallier, (en langue vulgaire de 1282) par M. Ulysse Chevalier ;

Notes et documents pour servir à l'histoire des doyens de l'église de Die au XVI^e siècle, par M. l'abbé Jules Chevalier ;

Note sur l'abbaye de Clairecombe, par M. J. Roman ;

Documents inédits relatifs à la dévotion de Louis XI envers S. Arnoux de Gap, et au premier pèlerinage de Charles VIII à N.-D. d'Embrun, publiés par M. l'abbé Paul Guillaume, archiviste ;

Pierre Fedon et le diocèse de Die pendant la Révolution, par M. l'abbé Mazet.

Nous avons reçu : de M. Edmond de Maignien, une brochure intitulée *Raoul de Vienne, sire de Louppy, gouverneur du Dauphiné* (1361-1369) — excellente étude, publiée dans le *Bulletin de l'Académie delphinale* ; — de la Société *La Diana*, un *Recueil de mémoires et documents sur le Forez* ou *mémoire inédit de l'abbé Jean-François Duguet, curé de Feurs, suivi de l'histoire de la famine de 1709*, par le même.

Mentionnons aussi un très curieux travail de M. Anatole de Gallier, notre cher président, intitulé *L'Assemblée constituante de 1789* où les commencements de la Révolution sont, preuves en mains, impartialement étudiés, ainsi que l'organisation des gardes nationales et des fédérations dont la première se tint à Etoile le 29 novembre 1789, et où figurèrent 118 personnages et à leur tête le géologue Faujas de St-Fond.

Il faut lire et méditer ce travail consciencieux et instructif au dernier point.

NÉCROLOGIE

DE GUYON DE GEIS (ANTOINE-VICTOR),

BARON DE PAMPELONNE.

Le 27 janvier 1881 s'éteignait doucement, après quelques jours de maladie, un de nos collègues les plus sympathiques et les plus instruits.

Né vers 1815, à St-Martin-l'Inférieur (Ardèche), M. le baron de Pampelonne, orphelin à trois ans, puisa dans son cœur et dans les leçons et les exemples de son tuteur, M. le marquis de Vidaud, les principes d'honneur, de foi chrétienne et de patriotisme qui honorèrent toute sa vie.

En 1830, il entra dans la marine et recueillit dans ses voyages de nombreuses notes sur les mœurs et la géographie des pays visités.

Enseigne de vaisseau, en 1845, il se distingua dans les mers de la Chine en une expédition contre les Malais qui avaient traîtreusement assassiné un de ses collègues et un marin et fut décoré de la croix de la Légion d'honneur à cette occasion. L'année suivante, il devenait lieutenant de vaisseau.

Rentré en France au commencement de l'année 1848, il épousa M^{lle} d'Indy et continua sa carrière jusqu'en 1856. Depuis lors il a toujours habité Valence et les environs de Vernoux et s'est partout concilié l'estime et l'affection de tous par son affabilité, sa bienfaisance et les qualités heureuses de son cœur et de son esprit.

On lui doit des *Observations sur la marine et sur les chemins de fer de l'Ardèche*, marquées au coin de la vérité, de la sagesse et de la perspicacité.

Il avait aussi préparé un travail sur la colonisation des races latines. Ce sujet traité par un observateur si intelligent aurait offert des aperçus nouveaux et pleins d'intérêt.

Il a préféré à la gloire d'écrivain celle de l'homme charitable, bienfaisant, dévoué, chéri des siens et de ses compatriotes. Ce choix honore sa mémoire et la rendra éternelle.

A. L.

Lou prumié miracle de l'enfant Jésus.

A MOUSSU l'abat MOUTIER.

Un jour que l'enfant-Diéu aviò manca l'escole,
 Pér badina 'mbé-z-éu, peraqüi, rescountré
 Fasin de pichot gourg de long d'uno gandolo,
 Très marrit margoulin dou bourg de Nazarè.

Pas liuen d'aqui, li aviò, que briavo soun argialo
 Au ràbi dou souléu, un paure terraillé :
 « Ni anen demanda 'u paù ! » fai nosto troupo foualo,
 « Zoù ! n'en faren d'aucéu, d'ome, de cavalié ! »

E lei vaqui parti quand an la terro grasso.
 Se van asseta 'l'oumbro, au bord d'un pichot riéu.
 « Juén qu fara 'u mialet, coumo 'quéu qu'eilai passo ! »
 — Iéu vau faire 'n'aucéu, fai alor l'enfant-Diéu ! »

E vaqui que lei det, travaillon, arrioundisson :
 Uno chambo d'eicito, uno tèsto d'eilai !
 E tout en pastignant, entre-z-élei s'assisson.
 — Oi ! vei qu'éu de Janet ! que mialet ! oh ! qu'eis laid !

Jésus, éu, disio rên. Dedins sei man divinei
 Soun pichot aucelou paù à paù se fasiò.
 Semblavo entredubri seis alei mistoulinei ;
 Aurias quasimén dich qu'éro n'aucéu en viò.

— Vai, te crèiei pas tant ! Eis pas tant béu ! Viadase !
 Fai un dei margoulin, que tarnagas qu'as fa !
 — Co semblo autant n'aucéu, coumo iéu semblou 'n'ase !
 — Jésus, si érou que tu, li diriéu de chanta !... »

Fuguè pas pus léu dich, que l'ancelou de terro
S'envoulè dessus ' u sàuse, e, divin roussignòu,
Faguè restanti 'un chant dous coumo ' no prièro
Eis oureillei dei drôle, estrouina per lou soûo.

Uno bèbo d'un pan, aloungé lour fin mourre.
Piei la pou lei prengué ; se lèvèron d'un saùt ;
E coumo de perdu se boutèron à courre !
Boufayon touteis trés en rintrant au chasaù.

— « Lou pichot... doù fustié... savès... maire, faguèron
Iéu volon plus... jamai... m'ana ' musa... 'mbé-z-éu ; »
— E de que vous a fa ? lei maire demandèron ;
— « Deù èsse... ensourcela !... Fai .. chanta... lus aucéu ! »

Ernest CHALAMEL.

Pont-Audemer, 12 du Mars 1880.

Lou Mèu

Las nèu se soun foundia sus lou su de la Ralho,
 E loùs er chaudeti fan remounta la gralho,
 L'aucè messagié doù redous.
 Dejo dedins loùs pra broulhan las campanetta
 E tourna loùs quinsou chareian de palhetta
 En s'acoublant de dous en dous.

Grangié, souvento-t'en : quand veiras dins la coumbo
 Flouri lou grafiounié, blanchinèlo couloumbo,
 Pèr la dimincho doùs ramèu ;
 Dret-que s'eibandirò lou bouei de la cliòusuro
 Vount l'abelho culi sa proumeiro pasturo
 Ei tems de recata toun mèu.

Lèvo-te meste Jan ; veiei pas que pouncheio
 Lou soulé sus lou sèrre ; oùve que chantounieio
 La calandro per loùs selhou ?
 Anem despacho-te d'ana sourti ta breicho,
 Garo si ven l'eissaure après l'aigagno freicho
 Aï aï ! sentiras l'agulhou !

Lou meste e soun varlet rede e barim barousto,
 S'amouran au goubè, e grousilhan'no crousto
 De pan per s'afourti lou couar,
 Tout duèr e d'un bouan souam dins la maison de rucho ;
 E dins loùs pertusou, vount lou couvun s'acucho.
 Dirian qu'en quaneu tout li ei mouar

Zou ! d'un cop de cadou sauto la cubercèlo,
 E lou mèu descata en raiant s'escampèlo
 Lou long de soùs estrei meian
 Qunte tren ! Qunto pouè dins loùs essam d'abelha !
 La gent se descapito a rando las poustelha
 D'eici d'eilai en sacreiant.

E veteici qu'un voù vrounsino dins l'espaço
 Secuto meste Jan, li arapo la tignasso
 E li planto tous soùs picous.
 Aqueste cebaloùvi crio coumo un eimoulaire
 Se picho lou coucquei, repeta per fa chaire
 Quelòus bestiàri belicous

Dou-temps lou fe bagna tubo e flairo dins l'oulo
 E soun fum de tout las au soun dou bru refoulo
 Aquelo nia, rufo, endiabila.
 Aro vaqui lou mèu qu'en gros tro s'entameno
 Uno espaso crouquio a chaspau lou rameno
 Flame jeischant e tout chapla.

O ! bouano man de Diou, beneito e aboundouso
 Gramaci ! Aqueste an la breicho melicouso
 Farò pas fauto au meiancié
 N'i auro pèr fa de sou e mai d'uno tauteio ;
 N'i auro pèr la maina : s'en gararò l'enveio
 Dessus de pèça de pan nié

De mèu, chascu n'en voù pèr aciva soun amo,
 Quand l'amarun li ven e que la joio eissamo ;
 De mèu, fau que nen raie a flo.
 Beilès-nen un brisou au malurous, pichaire !
 Que plouro tant que pouo escoundu dins un caire,
 Vou ben d'aginous sus un cros.

Adusès n'ien beniva, e mai d'uno tauletto,
 Au travalhoù courbu que tou l'ivèr licheto
 E que l'estiou seito loùs pra
 Uno leicho tamben pèr quele que messouno
 Soun bla cliar e bròusi, pèr quele qua l'autouno
 Aïlas ! vendeimo que d'eïgra.

En terro, ei ben vrai, la vio ce coumo un sèrre :
 A l'adret li o de mèu, a l'uba li o de fèrre,

E mai de fèrre que de mèu.
Dou las dou grand soulé espeli l'esperanço
E lou pleisi en flour ; de l'autre l'airanço
L'aigrun lou verin e lou fèn.

L'abbé L. MOUTIER.

Un repaù.

Imita de CREISSÈ.

Tout moueisse, et si blanc de poussière
Que mo vesto n'eis occotas,
O l'ouberjo voù m'orrestas.
I'ensegno me dit ; « Bouano biero

Et vi cloret. » — Jueino, pas fièro,
Risouletto, ren emprontas,
Lo mestresso vent s'ossetas
Dessus un banc, près de mo chièro ;

Et, me versant un plen goubè,
Fai de soun jeli petit bè :
« Comorado, si pouo vous plaire,

« O vasteis omours trincoreis ! »
— Et li refusoriou ? — Pechaire !
S'eis siou clouva per un bouan meis !....

Léopold BOUVAT.

Lou Poysan o Poris.

Deïdia o moussu Joùsè PEYROÙ.

Un paoure poysan d'ou einvirouns d'ès Creïs
 Qu'ovio jomais sourti dé soun paoure village
 Partigai per Poris et coumo sous poreïs
 Foguéi rire souveint per soùn manquo d'usage.

Ero un proumier janvier, onavo oube un omi,
 Dessus lou Corousel ouvis las sérenadas
 Que tambours et clairouns ein fosam de rouladas
 Dounavoun per lou reïs dins so coueijo eindurmi
 Hieroun béleou cinq cents, coumo de fou pichavoun
 Autant d'autreïs, mofé, qu'o soufflas se crebavoun !
 Tous quellous musiciens fosian un brut d'enfer,
 Jomais n'ein foguéi tant lo foudro dedins l'air.
 Trounavon sus lo terro o fas tremblas lou Diable :
 D'escrosas tout Poris qu'ou brut èro copable :
 « Eh ! mais, se boutai crias, noste poure Joquo ;
 « Belèou perque seï siou que seï fan tout oquo ! »

BERMOND.

Lou Roussignou et lous Quinssous.

Un roussignou dins un boucaje,
 Où frais et soulitaire oumbraje,
 N'ovio per ouvis sas chansous
 Nimaï lours rouladas si bellas,
 Qu'un serin, oube doux quinssous,
 Qu'omavount o sous chants meilas lours ritournellas.
 Dins lou doux quatuor, seins fard, seins jalousio,
 Un chacu, de soun meui chantavo so partio,
 Lou tout, seins souci doùs moquaireïs
 Qu'einquietount tant d'autreïs chantairéis;
 Jomais doù jury d'un councours,
 N'ouïrian mendia las fovours.
 Un jour, lou roussignou qu'omavount
 Oûmeint oûtant que l'odmiravount,
 Lous diguè : mous braveïs omis,
 Mofe, voù quittas lou poys,
 O d'aoutreïs m'eïn voù faire einteindre,
 Mous chants, que sovè pas coumpreindre,
 Per elous, seins n'esse orgulioux
 Me fou d'ouôteurs plus noumbroux.
 Sus oco, doùs quinssous eivitant lo mouralo,
 Dins lous vollouns d'Ambel se saouvo ô tiro d'alo.
 Oqui, dessous lous eux doùs chis et doùs berjiers,
 De blancs et gras troupèoux trouvarount lour pasquier.
 Ah ! bon diguè, pameins aïtrouva l'assembleio,
 Qu'eïs diguo de mous chants que voù dire d'embleio.
 Ocoumeinço per lous plus doux ;
 Mais voqui qu'un ane jaloux,
 De sous plus gròus bromas couopo so ritournello ;
 Lous aoutreis, per dessus l'imitount de plus bello,
 Car lous aneïs, coumo lous sots
 Eintr'elous se servount d'echos.
 Peuï, coumo de sous chants daingu seintio lou charme,

Chacu prenio plaisir d'oumeintas lou vocarme,
 Et las voix reunias doùs chis et doùs moutous,
 Se meilavount où souns doùs grelots d'oùs menous.

Veiant que devio pas s'otteindre,
 Dins couù bru de se faire einteindre,
 Lou roussignouù tout coussoueïroux,
 Reveingueù trouvas lous quïnssous,
 Preste o recoùpre so soludo
 Per prix de so sotto alorado.

Escouto, li digueù l'ancien doùs oùseloux,
 Eis maou d'esse à lo feis ingrat et orgulieux,
 Mais l'omitie perdouno et counselio ocoù qu'amo,
 Ainsi dorsonovant, *chanteis pas vount tout bruno.*

R. GRIVEL.

A Madama Mourice Bastia.

Vienna ! bella euçto, touù mouqunieuman z'antsicou
 Débruet de vié paluet où suparbou pourtsicou,
 Rejouyiâsson mon cœur et me fan tressagli,
 Sertout quand lou soulâ dessi z'ellou tragli !

Vienna, que bagne Rho de souù flo magnieuficou ;
 Çueto van lou savan de touù loù lo z'i gli
 La grandsoù doù Roumim, dont la flam'a jagli
 So gliouù cisiò de fée, gliouù génie pouglitsicou....

Chocun vâ sa patrie, chocun dsi que la sienna
 Mié que le z'otre vo, qu'ignia ran d'aprouchan ;
 Je sé de quell' avis, j'ouù dsou dsan touù mouù chan :

Vienna ! T'é ton soulâ ? Vienna ! t'é ton renom ?
 I t'é ton Rhonou blû ?... I t'é touù paluet ? — Non !
 I que nouù vrâ z'ami respueron l'ar de Vienna !...

Meri d'EXILAC.

TABEAU DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE

de la Drôme



Président d'honneur.

M. NAJEAN, préfet de la Drôme.

Présidents honoraires.

MESSIEURS

Mgr COTTON, évêque de Valence.

GIRAUD (Emile), ancien député, à Romans.

Membres fondateurs

MESSIEURS

GIRAUD (Emile), ancien député, à Romans.

LACROIX SAINT-PIERRE, ancien député, à Chabeuil.

Marquis DE PISANÇON, à Pisançon.

MONTLUISANT (DE), général d'artillerie, à Nîmes.

MORIN, ancien député, à Dieulefit.

Membres titulaires.**MESSIEURS**

- ALLEMAND (l'abbé), supérieur du petit-séminaire, à Valence.
ALLÉOUD, ancien membre du Conseil général, à Luc.
ARCES (le marquis D'), à Mercurol.
ARNAUD, pasteur, à Crest.
BABOIN (Reymond), à Saint-Vallier.
BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.
BEGOU (l'abbé), vicaire-général, à Valence.
BELLET (l'abbé), à Tain.
BELLON, ancien maire de Charpey.
BERNARD, ancien maire de Valence.
BERNON (le baron Prudent DE), ancien maître des requêtes, à Saint-Sorlin.
BERNON (J. DE), à Paris.
BERNON (le baron Just DE), ancien trésorier-payeur général, à Senaud, près Beausemlant.
BERGER, conseiller d'Etat, à Paris.
BIMARD (le marquis DE), à Chabeuil.
BOISSON, ancien percepteur, architecte au Pont-Saint-Esprit.
BONNET, docteur en médecine, vice-président de la Société, à Valence.
BOREL-SOUBÉRAND (Louis), à Crest.
BOREL-SOUBÉRAND (Charles), à Crest.
BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.
BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.
BOVET, notaire, à Crest.
BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Valence.
BOURG (Gontran DU), à Benat.
BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.
BRUN-DURAND (Justin), ancien juge de paix, à Crest.
BRUYAS (Emile), à Lyon.

- CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur général à Lyon.
CHABRILLAN (le comte Fortuné DE), à Paris.
CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.
CHARRAS (Edouard), négociant, à Nyons.
CHENEVIER, imprimeur, à Valence.
CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé C. U. J.), correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé Jules), aumônier, à Romans.
CLÉMENT, directeur de la Société générale de Vals, à Valence.
COLOMB (Victor), négociant, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.
COLONJON (DE), à Saint-Vallier.
COSTON (le baron DE), à Montélimar.
CROZE (le baron DE), à Ponsas.
DÉRIARD, directeur de la verrerie, à Valence.
DIDELOT (l'abbé), curé de la cathédrale, à Valence.
DUMONTEIL (l'abbé), curé, au Buis-les-Baronnies.
DUPORTROUX, à Romans.
DUPRÉ-LATOURE (Théophile), ancien substitut du procureur de la République, à Ecully.
DUVERNET, secrétaire général de la préfecture, à Valence.
EPAILLY, architecte, trésorier de la Société, à Valence.
FAURE-BIGUET, conseiller à la cour d'appel, à Paris.
FAURE, président du tribunal, à Valence.
FILLET (l'abbé), curé, à Saint-Martin-en-Vercors.
FLORANS (le marquis DE), à La Roque, par Lambesc.
FORCHERON (Émile), juge, à Valence.
FRANÇOIS (Eugène), à Valence.
GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.
GILLY (Louis), à Valence.
GUILLEMINET, professeur au collège d'Arles.
ISNARD (l'abbé), curé, à Tulette.
JASSOUD (l'abbé), curé, à Mureils.
LABAFFYRE (DE), juge, à Valence.

- LA BAUME (le comte DE), à la Garde-Adhémar.
 LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.
 LALANDE, juge suppléant, à Valence.
 LAMAN, notaire, à Valence.
 LAMBERT, ancien maire de Combovin.
 LARNAGE (le comte Vincent DE GARCIN DE), à Tain.
 LATUNE (Henri), à Crest.
 MALENS, sénateur, à Versailles.
 MARC-AUREL (Jules), à Paris.
 MARCHAUD, ancien agent-voyer d'arrondissement, à Nyons.
 MARCIEU (le marquis DE), à Crépol.
 MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.
 MAZET (l'abbé), professeur, à Montgré.
 MESSIÉ, avocat, à Montélimar.
 MEYNOT (afné), ancien maire de Donzère.
 MONIER DE LA SIZERANNE (le comte Fernand), à Beausemblant.
 MONTCHENU (le vicomte DE), à Montchenu.
 MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.
 MOREL, receveur des finances, à Nyons.
 MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.
 MORIN (Henri), négociant, à Dieulefit.
 MORIN (Adolphe), à Dieulefit.
 MOUTIER (l'abbé), curé, à Marsanne.
 NUGUES, banquier, à Romans.
 NUGUES (Alphonse), à Romans.
 PARISOT (DE LA BOISSE DE), à Etoile.
 PELOUX (Jules), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Valence.
 PERROSSIER (l'abbé Cyprien), curé, aux Tourettes.
 POMPÉI, avocat, à Valence.
 PROMPSAL (Louis), vérificateur de l'enregistrement, à Lyon.
 REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au Conseil d'Etat, à Paris.

REY, architecte, à Valence.
RODILLON (l'abbé), professeur, à Montgré.
ROMAIN, docteur en médecine, à Valence.
ROSTAING (Charles DE), vice-président de la Société, à Valence.
SAYN, à Montvendre.
SOLLIER, avocat, à Valence.
SOULIER (l'abbé), curé, à Vesc.
THANNARON, ancien maire du Bourg-lès-Valence.
TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.
TRAPIER-LE-FRANC, à Paris.
VALLENTIN, juge d'instruction, vice-président de la Société, à Montélimar.
VERTUPIER (Louis), à Crest.
VEYRENC (l'abbé), curé, à Chantemerle (Grignan).
VIGNE (Mgr), évêque de Digne.

Membres correspondants.

MESSIEURS

ALLMER, conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.
ANDIGNÉ (le marquis D'), général et sénateur, à Paris.
AUZIAS (Théodore), avocat à la Cour d'appel de Grenoble.
BARRÈS, bibliothécaire de la ville de Carpentras.
BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.
BELMONT, à Lyon.
BERGER (Emile), conseiller à la Cour d'appel d'Aix.
BERNARD, juge, à Grenoble.
BESSET, architecte, à Tournon.
BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.
BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.

BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.

BOISSIN (Firmin), rédacteur en chef du *Messager de Toulouse*.

BOUCHARDON (Gustave), maire d'Arzai, à Bonnevaux, près la Côte-Saint-André.

BOREL d'HAUTERIVE, conservateur adjoint à la bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris.

BROUCHOUD, avocat à la Cour d'appel de Lyon.

BULOT, architecte départemental, à Melun.

CAIZE (Albert), à Louveciennes.

CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.

CHAPER (Eugène), ancien député, à Grenoble.

CHABRAND, docteur en médecine, à Grenoble.

CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.

CHOMER (Louis), manufacturier, à Renage.

DAVID (Mgr), évêque de Saint-Brieuc.

DELLOYE, conservateur du musée Calvet, à Avignon.

DUBOIS, ancien juge de paix, à Thueyts.

DUHAMEL, archiviste du département de Vaucluse, à Avignon.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FALSAN, géologue, à Collonges, près Lyon.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAYARD, conseiller à la Cour d'appel de Lyon.

FERRAND (Henri), avocat, à Grenoble.

FIÈRE (Zénon), avocat à la Cour d'appel de Paris.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra sur Saint-Geoirs.

GALLET (Louis), directeur de l'hôpital de Lourcine, à Paris.

GAMET (Fleury), instituteur, à Séguret, par Sablet.

GAP (Lucien), instituteur, à Vacqueyras.

GARIEL, bibliothécaire de la ville de Grenoble.

GAUTHIER, à Vaison.

GENTHON, juge, à Saint-Marcellin.

- GIRARDON, juge suppléant, à Grenoble.
GIRODET, ancien directeur des contributions directes, à
Valence.
GRÉAU (Julien), à Troyes.
GUEYFFIER, juge de paix, à Roybon.
GUILLAUME (l'abbé), archiviste des Hautes-Alpes.
HELME, vice-président du tribunal, à Gap.
LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard.
LA FAYOLLE DE MANS (Noël), ingénieur civil, à Chambon-
Feugerolles.
LAMOTTE, docteur en médecine, au Pouzin.
LA ROQUE (Louis), avocat, à Montpellier.
LEBLANC, bibliothécaire et conservateur du musée de Vienne.
LE GUAY, architecte, à Paris.
LIEUTAUD, bibliothécaire de la ville de Marseille.
LOMBARD, avocat, à Grenoble.
MAGÉ, doyen de la Faculté de Grenoble.
MAIGNIEN (Edmond), à Grenoble.
MAZON, publiciste, à Paris.
MAURIN (Léopold), à Marseille.
MIJOLLAT DE LA PORTE (J.-É.), docteur en médecine, à Monis-
trol-sur-Loire.
MILLET (Martial), docteur en médecine, à Orange.
MONCLAR (le marquis DE), consul de France à Florence.
MONTALIVET (Georges DE), à Paris.
MONTS (le vicomte DE), au château d'Armanais, près la Côte-
Saint-André.
OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.
PALLIAS (Honoré), négociant, à Lyon.
PERROSSIER (Ernest), chef de bataillon au 126^e de ligne,
à Foix.
PEYROT, chef de division à la préfecture de l'Isère.
PILOT DE THOREY (Emmanuel), à Grenoble.
POINÇOT, à Saint-Clément, près Embrun.
PONCINS (le comte DE), à Feurs.

PRUNIÈRES (le comte DE), membre du Conseil général, au château de Prunières, par Chorges.

REYNAUD (Horace), ancien procureur de la République, à Villefranche.

ROBERT-GENTIL (Charles), à la Ferté-sur-Aube, par Clairvaux.

ROCHER (Henri DE), à Bollène.

ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.

ROUIN (Flavien), receveur principal des postes, à Gap.

SAINT-FERRÉOL (le vicomte DE), à Uriage.

SAINT-GENIS (Victor DE), conservateur des hypothèques, à Fontainebleau.

SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.

SIÈYES (le comte Léo DE), à Fontainebleau.

TARDY DE MONTRAVEL, à Joyeuse.

TAILLAS (DE), à Tallard.

TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.

TOUR DU PIN-CHAMBLY (le baron DE LA), à Nantes.

VALENTIN (Florian), substitut du Procureur de la République, à Guéret.

VALLIER (Gustave), à Grenoble.

VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

VILLEPERDRIX (l'abbé DE), vicaire de la cathédrale, à Nîmes.

VIRIEU (le marquis DE), au Château de Pupetières, à Virieu.

VOSSIER, lieutenant au 68^e de ligne, à Issoudun.

Communes abonnées.

AOUSTE. — BARBIÈRES. — CREST. — CROZE. — MONTÉLIMAR.
— MONTRIGAUD.

NOTA. — Plusieurs membres correspondants ayant changé de résidence, sans avis, il a été impossible de leur faire parvenir le Bulletin régulièrement.

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR CLAVEYSON (DRÔME)

AVANT-PROPOS

Une modeste bourgade comme Claveyson, qui fut pendant de longs siècles un simple domaine féodal, a pour histoire principale celle de ses anciens maîtres : c'est surtout par le rôle plus ou moins brillant rempli par eux, par les services plus ou moins importants qu'ils ont rendus au pays, qu'elle peut inspirer de l'intérêt. Qu'on ne s'étonne donc pas de la place occupée, dans ce travail, par les généalogies; quand bien même elles ne seraient pas un des éléments importants de la science historique, celui qui suffit à lui seul pour expliquer bien des choses, il n'est pas indifférent de savoir quels étaient et d'où venaient ces personnages, grâce auxquels le nom de Claveyson s'est glissé de temps en temps sous la plume des historiens de notre province. Cependant, j'ai eu la bonne fortune de recueillir plusieurs documents de nature à nous éclairer sur la *Communauté* elle-même, c'est-à-dire sur le *Tiers-Etat* de Claveyson; je les ai enregistrés avec le plus grand soin, sans négliger aucun détail.

Les sources auxquelles j'ai puisé sont nombreuses; d'abord, les historiens du Dauphiné : Chorier, Valbonnais, Guy-Allard; puis, les principaux généalogistes : d'Hozier, le P. Anselme, etc. Les travaux de quelques érudits dauphinois, en particulier de M. de Gallier et de M. le docteur Ul. Chevalier, m'ont fourni

bon nombre d'utiles renseignements. Mais ma principale ressource a été la collection des papiers de la terre de Claveyson, que j'ai examinée pièce par pièce. Ces papiers sont aujourd'hui divisés en deux fonds : le premier, resté jusqu'à ces derniers temps au château moderne de Claveyson, où j'ai pu le compiler tout à mon aise, grâce à l'autorisation bienveillante de feu M. le comte Hippolyte de Tournon, se trouve actuellement au château de Montmelas (Rhône), chez M. le comte Philippe de Tournon. Le second, qui faisait partie de la succession de la dernière marquise de Lionne, est conservé aux archives de l'assistance publique de Paris. Cette collection considérable m'a été gracieusement communiquée par M. Brièle, secrétaire-archiviste; elle a servi de base principale à la *Notice historique sur la famille de Lionne* (1) publiée par M. le docteur Chevalier, travail qui m'a été d'un grand secours. Je dois encore de vifs remerciements à M. A. Lacroix, l'éminent archiviste de la Drôme, et à mon savant ami, l'abbé Cyprien Perrossier, pour leurs obligeantes communications et leurs bons conseils.

Claveyson a été possédé par quatre familles, dont les trois premières étaient héritières les unes des autres : la famille de Claveyson, celle d'Hostun et celle de Lionne, par laquelle la terre fut vendue à la maison de Tournon. La généalogie de la maison d'Hostun-Claveyson a été dressée par le P. Anselme (2); j'aurai à la compléter par quelques renseignements nouveaux. Dans celle des Lionne, définitivement établie par M. le docteur Chevalier, je prendrai surtout ce qui a trait à la branche de Claveyson, en y ajoutant également quelques détails. De même, pour la maison de Tournon, je m'occuperai plus spécialement de la branche qui a possédé notre village.

Si les renseignements sont nombreux pour ces trois familles,

(1) Servant d'introduction aux *Lettres inédites de Hugues de Lionne*. — Valence, Chenevier, 1880, 1 vol. in-8.

(2) Histoire des grands officiers de la couronne, tome V.

il n'en est malheureusement pas de même pour les premiers seigneurs de Claveyson, car, malgré les plus patientes recherches, je n'ai pu arriver encore à éclaircir complètement leur filiation.

On pouvait voir, il y a quelques années, dans le fonds de Lionne, aux archives de l'assistance publique, une liasse de contrats de mariage et de testaments concernant les premiers Claveyson; elle a été brûlée dans l'incendie de mai 1871, pendant la Commune; il ne reste qu'un sommaire insuffisant, sans indication de dates, par conséquent sans grande utilité pour nous éclairer sur le contenu de ces pièces à jamais disparues. Chose non moins regrettable, d'autres documents, et des plus curieux, ont été égarés avec le temps, sans qu'on sache comment : par exemple, il y aurait eu certainement grand intérêt, au point de vue de l'histoire de la province, à étudier une liasse de papiers mentionnés ainsi qu'il suit dans un inventaire de l'an 1611 : « pièces et papiers des affaires du Dauphin et » du duc de Savoie et de la maison de Bourbon, et autres » adressantes ausd. seigneurs et aux seigneurs de Claveson et » d'Aoustun, lesquelles méritent d'estre veues et gardees » Et bien d'autres encore !.... mais tout cela est bien perdu sans retour, à moins d'une de ces trouvailles inespérées qui viennent parfois récompenser la patience des chercheurs et des curieux. C'est ainsi que je mis un jour la main sur un document assez peu connu, bien qu'il ait été déjà publié (1), et dans lequel j'ai recueilli plusieurs détails intéressants. Mais laissons la parole au savant bibliophile Jacob : « C'est la filiation de la maison » d'Hostun-Claveson pendant une intervalle de 137 ans; ces » notes généalogiques, écrites de plusieurs mains, se trouvent » sur les feuillets de garde d'un manuscrit de la bibliothèque » de l'arsenal, n° 41 de la Théologie latine, manuscrit formant

(1) Art. de M. Paul Lacroix, dans la *Revue historique nobiliaire et biographique*, de M^e L. Sandret, tome VI. (Paris, Dumoulin, 1870-1871.)

» un petit in-^{fo} de 223 feuillets, pap., intitulé : *Historia scolastica Petri Comestoris*. A la fin du texte de Pierre Comestor, au f^o 20, il y a un autre ouvrage portant ce titre : *Gesta pontificum Trajectensium et Leodienstium abbreviata*; ce qui prouverait que ce manuscrit, orné d'un grand nombre de dessins grossièrement exécutés à la plume et coloriés, doit avoir été fait, au XV^e siècle, dans le diocèse d'Utrecht ou dans celui de Liège.

» C'est le hasard de la guerre qui avait amené ce manuscrit en Dauphiné, au château de Claveson, vers le milieu du XVI^e siècle; le fait est constaté dans les lignes suivantes, écrites sur la garde du volume : *Ce présent livre est à moy soubzsigné qui l'ai achepté catre soulz d'un souldat a Dynant, pays de Liège, estant le Roy avec son armée au moys de juillet, l'an mil cinq cens cinquante catre. CLAVESON.*

» Il est probable que ce manuscrit n'avait pas de couverture, lorsque Pierre de Claveson l'acheta moyennant quatre sous, car, en le reliant assez chétivement, il est vrai, on a mis en tête les feuillets blancs sur lesquels le nouveau propriétaire du volume a enregistré les annales de sa famille. C'est à lui, sans doute, qu'il faut attribuer l'écusson de ses armes peintes dans un D. majuscule. »

M. Paul Lacroix a copié textuellement ces notes, en modifiant un peu l'orthographe inintelligible de Pierre de Claveyson et de ses commentateurs.

Réunir et coordonner tous les faits, tous les noms, toutes les dates se rapportant de près ou de loin au village de Claveyson, c'était pour moi plus qu'une étude pleine d'attraits; je crois avoir rempli un devoir de piété filiale, en essayant d'arracher à l'oubli les lambeaux de l'histoire de mon pays natal. Je prie les personnes qui voudront bien lire ces pages de fermer les yeux sur mon inexpérience, et de me pardonner les imperfections de ce travail, en faveur de mon respect scrupuleux pour la vérité et l'exactitude,

J. VOSSIER.

CHAPITRE I^{er}.

Topographie. — Etymologie. — Les origines.

Claveyson, canton de St-Vallier, arrondissement de Valence (Drôme), est situé au pied de la montagne de Suse, au bord du ruisseau de Bion, petit affluent de gauche de la Galaure; sa population dépasse un peu 600 âmes; en y ajoutant celle de St-Andéol, annexe de la même commune, on obtient un chiffre qui varie, d'un recensement à l'autre, entre 1050 et 1100 habitants. Le village est à 11 kil. E. de St-Vallier, à 16 kil. E. E. N. de Tain, à 20 kil. N. de Romans et à 34 kil. N. E. de Valence.

L'orthographe du nom de Claveyson a été de tout temps très variable : on trouve *Clavasio* dans le XI^e siècle, *Clavaïso* en 1169, *Clavayso* en 1289, *Claveso*, *Claveiso*, etc.; on écrit aujourd'hui, généralement : *Claveyson*.

Ce nom, d'après M. le baron de Coston (1), comme ceux de *Clavezon*, près de la Côte-St-André, *Claveisolles* (Rhône), est formé de deux mots de basse latinité : *Clava* et *Aisia*. Le premier, que l'on retrouve dans les vieux mots français *Clavière*, *Clausière*, *Closerie*, et dans le mot *Claver*, employé dans les Dombes pour endiguer, signifie parc, enclos. Le second, que l'on remarque aussi

(1) *Etymologie des noms de lieu du département de la Drôme*, dans le Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, tome V, p. 165.

dans plusieurs noms, par exemple dans *Eyzahut* et *Noveysan*, signifie maison, domaine. Claveyson voudrait donc dire quelque chose *comme domaine de l'enclos, ou du parc*.

Je mentionne pour ce qu'elle vaut une vieille légende, d'après laquelle un seigneur, ayant voulu se bâtir un château dans ce lieu, on trouva, en creusant les fondations, un trousseau de clefs, *Claves* : de là seraient venues les clefs des armes de Claveyson, de là le nom lui-même.

Une longue suite de siècles amène à la surface du sol des changements tels, qu'il n'est pas rare de voir l'aspect d'une région, d'une vallée, d'une montagne même, complètement modifié. On peut, sans trop de présomption, affirmer que les eaux ont couvert, pendant une période géologique relativement récente, toute la vallée de la Galaure, ainsi que celles de Bion et des autres affluents; et cela, jusqu'au moment où elles eurent achevé de frayer leur passage, en creusant le défilé de St-Uze et de Vals. On voit une preuve certaine de ce fait, dans la nature sablonneuse du terrain, où l'on remarque une quantité innombrable de cailloux roulés.

On retrouve historiquement la trace de cette vaste étendue d'eau dans l'existence d'un étang, signalé par plusieurs documents du moyen-âge, entre Claveyson et St-Avit, près du Quartier de Goutoules. Avec le temps, les marnes et les terres arrachées aux collines environnantes par les eaux pluviales ont comblé cette sorte de réservoir, où s'emmagasinaient les eaux du ciel, pour s'écouler ensuite lentement par le ruisseau de Bion. Déjà, au moyen-âge, la couche des alluvions et des détritits de toute espèce s'était considérablement épaissie et avait envahi la plus grande partie de l'espace autrefois occupé par les eaux ;

il ne restait plus grand chose de l'étang. Au XIII^e siècle, Artaud de Claveyson le fit recreuser et agrandir, et l'entoura de digues pour en faire un vivier. De notre temps, les vieillards se rappellent avoir ouï dire à leurs pères qu'un jour, une des digues se rompit et que les eaux de l'étang de Goutoules, se précipitant en masse par la brèche, grossirent démesurément le ruisseau de Bion et firent de grands dégâts. Maintenant, on ne voit plus à Goutoules qu'un marécage insignifiant.

Des indices positifs prouvent que notre pays était habité dès la plus haute antiquité. Dans les temps préhistoriques, c'est-à-dire à une époque qui remonte à plus de 2500 ans, une peuplade celtique vivait dans la vallée de la Galaure et dans celle de Bion; on a trouvé, à Claveyson et dans les villages environnants, de nombreux objets datant de l'âge de pierre : des silex taillés, des haches, des pointes de flèche, etc. (1).

Dans des temps moins éloignés de nous, les Druides pratiquèrent dans nos bois leur culte sanglant et leurs odieux sacrifices (2); c'était le moment où les tribus gauloises, d'abord plus ou moins nomades, allaient se réunir et former des groupes plus importants. Nos ancêtres firent partie du peuple Allobroge, race vaillante et illustre entre toutes celles de la Gaule, qui avait Vienne pour capitale et occupait tout le pays entre le Rhône et l'Isère. Lors des premières expéditions romaines, les Allobroges luttèrent

(1) M. de Colonjon, à St-Vallier, en possède une collection.

(2) On peut voir encore un *cromlech cellique* à St-Barthélemy-de-Vals. (Voyez à ce sujet un rapport de M. A. Lacroix, dans le Bulletin de la Société d'archéologie, t. IV, p. 5, et l'*Histoire de St-Vallier*, par Albert CAISSE, p. 249.)

énergiquement pour défendre leur indépendance, et surent succomber avec gloire.

Nous avons également la preuve que Claveyson et ses environs furent habités pendant la période gallo-romaine. De nombreux débris, restes de maçonnerie, fragments de poterie, etc., recueillis ou observés à différentes époques sur plusieurs points du territoire, ne laissent aucun doute à cet égard. Quantité de médailles ont disparu du pays, pour aller enrichir les cabinets des collectionneurs : M. de Colonjon, entre autres, en possède un bon nombre. Un seul lot un peu important est actuellement conservé par M. Henri Bidon-Chanal, propriétaire à Claveyson ; il provient d'une curieuse trouvaille qui fut faite, il y a une trentaine d'années, dans la plaine de Serméré, par le sieur Froget, en creusant les fondations de sa maison ; le vase qui contenait ce petit trésor a été malheureusement brisé et perdu.

Il est certain que des fouilles bien dirigées, mais auxquelles les propriétaires ne se prêteraient peut-être pas facilement, amèneraient des découvertes intéressantes : certains coins de terre sont littéralement jonchés de fragments de tuiles à rebords, qui deviennent petit-à-petit méconnaissables, à force d'être brisées par les laboureurs. Je signalerai ici quelques points où la présence de ces débris a été plus particulièrement constatée : 1° au village, près de la maison appartenant aujourd'hui à M. Séverin Coste ; 2° près du château moderne, dans le verger ; 3° à gauche de la route de St-Vallier, non loin de la ferme de St-Julien, dans un champ appartenant au sieur Duranton ; des médailles ont été recueillies au même endroit, et le propriétaire m'a déclaré y avoir observé des restes de maçonnerie paraissant noircis par le feu ; 4° dans les en-

virons du domaine de Champanas; 5° près du quartier des Commers, dans les vignes qui font aujourd'hui partie du territoire de Villeneuve-de-Vals; on a trouvé là de nombreux restes de fondations. Je pourrais poursuivre cette énumération, mais j'espère qu'elle sera trouvée suffisante ainsi. Les propriétaires ont rencontré parfois, dans certaines parties de leurs champs qu'ils travaillaient plus profondément, certaines cavités de forme tronçanique, plus larges en bas qu'en haut, et qui pourraient bien être d'anciens *silos*.

Il y a peut-être une conclusion à tirer de l'observation de toutes ces ruines ainsi éparpillées sur le territoire de Claveyson, tout en restant groupées autour de quelques points principaux, relativement assez éloignés les uns des autres : c'est que les habitations n'ont jamais été réunies en une seule agglomération; aujourd'hui encore, le village n'est qu'un hameau un peu plus gros que les autres. Ceci vient à l'appui de l'étymologie assignée par M. de Coston au nom de Claveyson, et c'est bien l'idée de maisons isolées, d'enclos, que ce nom nous suggère. Il y avait donc autrefois, sur les deux rives verdoyantes de notre humble ruisseau, un certain nombre de villas, refuges aimés de quelques riches propriétaires, amis de la fraîcheur des eaux et de l'ombre des grands bois, qui s'étaient dit, en découvrant ce vallon solitaire :

Hic, in reductâ valle, caniculæ
Vitabis æstus !.....

Y avait-il une voie romaine sur le territoire de Claveyson ?

Evidemment oui; puisque nous venons de constater l'existence d'un certain nombre d'habitations, ce qui sup-

pose nécessairement un moyen de communication quelconque ; mais quel était son tracé ? Ceci est plus difficile à résoudre.

D'abord, il ne saurait être question ici d'une de ces magnifiques voies consulaires, dont on peut encore, en maint endroit, admirer les tronçons presque intacts ; il s'agit seulement de quelque route de catégorie inférieure, analogue à nos chemins vicinaux actuels. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que ce chemin, construit moins solidement et moins bien entretenu, soit aujourd'hui méconnaissable. On peut néanmoins se permettre quelques conjectures au sujet de son tracé. Les communications par route carrossable avec St-Vallier n'ont existé que fort tard ; Romans est une ville relativement moderne ; c'est-à-dire que les habitants de Claveyson et les riverains de la Galaure avaient autrefois des débouchés tout autres qu'aujourd'hui. Les relations politiques ou commerciales s'étendaient, soit vers le sud, du côté de Tain ou de Valence, soit vers le nord, du côté de Vienne, chef-lieu administratif. Il résulte de mes recherches que le plus vieux chemin qui ait traversé notre territoire, celui que l'on trouve indiqué dans les plus vieux documents, suit précisément cette direction du sud au nord. On a reconnu à Mercurol un tronçon de voie romaine, s'amorçant du côté de Chavannes ; or, le chemin dont je viens de parler, en mauvais état et fort peu fréquenté, paraît être le prolongement de cette route antique. Il passe à l'ouest du château du Mouchet, entre sur le territoire de Claveyson au quartier de Choriol et arrive directement, par la Combe des Genêts, au hameau des Bouchères. De là, il traverse Bion pour passer auprès du nouveau château, bâti sur l'emplacement d'un vieux domaine appelé la *Grand'Grange*, qui a lui-même

remplacé une construction gallo-romaine. Ce chemin , après avoir traversé le hameau des Barrères, se dirige ensuite à peu près en droite ligne, en passant non loin de la ferme de Rives, par le quartier de Trotebois et du Roure (*de Rorino*), sur Mureils et Mantaille, deux localités qui sont historiquement très anciennes.

Nos contrées avaient certainement, du temps des Romains et ensuite sous la domination franque ou bourguignonne, une importance qu'elles ont perdue depuis. On voit des événements marquants se passer dans les environs, ce qui indique un certain mouvement, un certain centre de vie et de civilisation depuis longtemps déplacé. Epaoine (aujourd'hui Albon) (1) vit se réunir un concile en 517; plus tard, une assemblée d'évêques et de seigneurs tenue à Mantaille, le 15 octobre 879, proclamait un des grands du royaume, Boson, parent de Charlemagne, par sa femme Hermengarde, roi de Bourgogne et de Provence. Plusieurs chapelles, dont une au moins, celle de St-Véran de Rives était paroissiale avant le XI^e siècle, s'élevaient sur les coteaux de Claveyson; on a trouvé, dans leurs ruines, des ossements et des fragments de tombes qui remontent au moins à l'époque carlovingienne, sinon plus haut. Il sera parlé ailleurs de ces chapelles.

Quel ouragan est venu soudain s'abattre sur notre vallée? Quelle guerre d'extermination a pu y apporter la désolation et la ruine? Il est impossible de le comprendre et même de le conjecturer; il nous reste maintenant, de ces villas romaines ou burgondes, des débris informes, que le laboureur heurte d'un pied indifférent et que l'observateur ne reconnaît pas sans difficulté. Il faut attendre,

(1) Ce point est depuis peu acquis à l'histoire.

désormais, pour retrouver quelque trace historique de Claveyson, que les vieux cartulaires des abbayes ou les parchemins féodaux viennent nous parler de lui.

Claveyson eut de bonne heure, probablement dès les premiers temps de la féodalité, des seigneurs particuliers ; la maison de Claveyson passa toujours, en effet, pour une des plus anciennes de la province. Mais avant de rechercher leur histoire, je dois dire quelques mots de la mouvance féodale de cette terre, afin de n'avoir pas à revenir trop souvent, dans le cours de ce travail, sur des explications nécessaires.

M. A. de Gallier, dans son *Essai historique sur la baronnie de Clérieu* (1), et avec lui plusieurs écrivains dauphinois comptent Claveyson au nombre des fiefs relevant de cette baronnie ; je n'ai nullement l'intention de soutenir ici une thèse opposée, mais je demande la permission de présenter quelques réflexions, pour montrer que la chose n'a jamais été bien claire.

Cette question fit l'objet d'un long procès, au siècle dernier, entre la marquise de Claveyson, veuve de Charles-Hugues de Lionne, et M. de La Croix-Chevrières de St-Vallier, héritier des droits des anciens barons de Clérieu. En étudiant de près les volumineux dossiers de cette affaire, on voit sans peine que M. de St-Vallier et M^{me} de Lionne, chacun pour les besoins de sa cause, ont confondu Claveyson avec les autres terres (Mercuriol, etc.), composant le marquisat de ce nom. Il y avait prétention contre prétention : l'un voulait réduire tous les domaines sous sa mouvance, l'autre voulait les y soustraire tous. Pour Mer-

(1) Lyon, Auguste Brun, 1873, 1 vol. in-8°, pp. 189-198. — Et dans le *Bulletin de la Société d'archéologie*.

curol, Blanchelaine, etc., le doute n'est pas possible, ces terres relevaient de Clérieu ; pour Claveyson en particulier, du moins pour son ensemble, c'est beaucoup plus difficile à prouver.

Tous les anciens feudistes admettent comme règle et comme principe qu'il faut toujours s'attacher au titre primitif, pour connaître la nature et la qualité du fief dont il est question. A défaut de la concession originaire ou de l'inféodation, on doit s'en tenir au plus ancien hommage, auquel les subséquents doivent se référer.

Le plus ancien titre connu, concernant la mouvance de la terre de Claveyson, est l'hommage prêté le 1^{er} avril 1331 par Artaud, III^e du nom, au dauphin Humbert II, dans lequel il déclare tenir et vouloir tenir les château, seigneurie et mandement de Claveyson en fief et du fief du Dauphin (1); de plus, être tenu envers lui à ce qu'un homme-lige et fidèle vassal peut être obligé envers son suzerain, sans autre charge ni redevance.

Les hommages postérieurs, ceux de l'an 1349, du 28 mars 1383, du 6 février 1604, du 20 avril 1612 (2), du 6 mai 1645, etc., sont tous conçus dans le même sens ; surtout, les seigneurs de Claveyson déclarent tenir des Dauphins ou bien des Rois de France, leurs successeurs, leur seigneurie en fief *franc, noble, ancien, gentil et bien conditionné*. Tout cela se trouve implicitement confirmé dans les lettres d'érection en marquisat en 1658. A plusieurs reprises, il est vrai, les barons de Clérieu ou leurs héritiers, suzerains de Mercurol avaient voulu étendre leurs droits jusqu'à Claveyson. En définitive, on trouve

(1) Archives du château de Claveyson.

(2) Ibid. — Et DE GALLIER, *loc. cit.*, *passim*.

des hommages qui ne prouvent pas grand'chose, par exemple : pour *la moitié de la moitié* ou pour *la huitième partie* de Claveyson (1). Et encore contiennent-ils la mention expresse : « *tenu en fief du Dauphin.* » Hommages assez singuliers, qui paraissent avoir été des hommages de complaisance ou de circonstance, rendus par les Claveyson aux barons de Clérieu, sous les ordres desquels, à cause de *Mercuriol*, ils avaient l'habitude de servir à la guerre.

La plupart des fiefs étaient originairement en franc-alleu : c'est là la règle générale. Plus tard, les possesseurs de fiefs moins importants, voulant s'attirer les bonnes grâces et surtout la protection de voisins plus puissants, eurent recours à une opération qui devint bientôt très fréquente ; ils firent entre les mains d'un personnage influent la remise de leur fief, pour le reprendre ensuite comme venant de lui. Les Claveyson ont peut-être agi de cette façon avec les barons de Clérieu : ceux-ci furent en effet très puissants dans nos contrées et rivalisèrent longtemps avec les Dauphins. Firent-ils des hommages partiels ? C'est ce que semblent indiquer les seuls titres parvenus jusqu'à nous. Firent-ils, au contraire, un hommage général ? C'est possible, quoique fort douteux ; en tout cas, aucun document ne le prouve.

Le procès dont j'ai parlé cessa, à la suite de la vente du marquisat de Claveyson à M. de Tournon. Celui-ci n'avait pas, comme M^{me} de Lionne, des raisons de vanité ou d'amour-propre blessé, pour soutenir un procès qui n'avait déjà que trop duré ; il reconnut purement et simplement la mouvance de Clérieu.

(1) Archives du château. — DE GALLIER, *loc. cit.*

CHAPITRE II.

Claveyson féodal. Les premiers Seigneurs.

La maison de *Claveyson* portait : *de gueules, à la bande d'or chargée de trois clefs de sable.*

On ne saurait rien préciser sur l'origine des seigneurs qui portèrent les premiers le nom de notre village ; tout au plus peut-on présumer par leurs prénoms qu'ils n'étaient pas de race gallo-romaine, mais germanique. Riches et puissants dès le XI^e siècle, ils allaient de pair avec les principaux personnages de la contrée, et l'on trouve fréquemment, dans les anciens cartulaires, leurs noms mêlés à ceux des Clérieu et des François, de Peyrins, auxquels ils tenaient peut-être par des liens de parenté. Leur généalogie, comme on va le voir, reste encore incertaine et pleine de lacunes sur bien des points ; de nouveaux documents permettront sans doute de la compléter plus tard ; en attendant, je me borne à consigner ici le résultat de mes recherches.

Les premiers noms nous sont révélés par le cartulaire de Saint-Barnard de Romans (1). Une charte écrite du temps de Varmund, archevêque de Vienne (1070-1081), et intitulée : *Carta de possessionibus quas Romanis eccle-*

(1) Faisant suite à l'*Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard*, par M. P. E. GIRAUD.

sia habet in mandamento Chastelli de Clavasione et in mandamento Monte (1) *ultra flumen Galabri*, contient ce qui suit : « Moi pécheur Rençon, surnommé Le Roux (Rufus), et ma femme Mésembrie, avec l'approbation de mon frère Aimon, chanoine de ladite église (St-Barnard), et celle de nos fils : Guillaume, Ismidon, Bermond et *Aquinus*, diacre, donnons quelque chose de nos biens qui sont dans le *pagus* de Vienne, au mandement du château de la Mote, savoir : un champ, dans la villa appelée *Morlionerias* (2). »

Le diacre *Aquinus* est appelé *Alchinus de Clavasione* dans une autre charte, où il figure comme témoin et dont l'éditeur du cartulaire place la date en 1063 (3). Tous les personnages susnommés appartiennent donc à la famille de Claveyson.

J. VOSSIER.

(A continuer.)

(1) Ch. n° 235. — Dans le corps de la charte, on lit *Mote* au lieu de *Monte* : il s'agit évidemment de La Motte-de-Galaure.

(2) *Le terroir de Morlionerias*, situé près de Fay, se retrouve dans un terrier du XVI^e siècle. (Arch. du château.)

(3) Cartulaire de St-Barnard, ch. 225. — Cette charte est une des plus curieuses du recueil ; je pense que la plupart des personnages qui y sont nommés sont des Claveyson, mais je n'en ai pas une preuve suffisante.

NOTES DE M. MOREL

Curé de Montrigaud.

(SUITE. — Voir les 56^e et 57^e livr.)

1755. — L'hiver est rude et court ; la neige tombe, la première fois, le 14 janvier et les gelées continuent jusqu'au milieu de mars. Puis la chaleur survient et, en avril, surpasse les plus fortes ardeurs de la canicule. « Personne n'a vu pareille chose. » En mai, il y a de fréquentes petites gelées et le reste de l'été est tempéré par des bises froides et des pluies qui retardent la récolte des fruits. Vers le 21 septembre, comme on désirait de l'eau, il en tomba tant et si souvent que les foins s'en trouvèrent inondés, les semailles retardées et les rivières grossies au point d'emporter leurs rives. Depuis 1711 on n'avait ni vu ni connu de pareils dégâts. « Les villes d'Avignon et autres le long du Rhône en seront longtemps un grand témoignage. » Les plus fortes crues eurent lieu vers la Saint-André, vers Noël et enfin vers la mi-janvier 1756.

Le froid commença avec ces pluies, dès la mi-octobre, et les neiges, en fondant, menacèrent de causer de grandes pertes, qui heureusement furent épargnées à la France.

En cette année a lieu le tremblement de terre de Lisbonne et des signes célestes, comme chevaux, armées, croix, épées, feux, etc., épouvantent les peuples. L'auteur n'a vu aucun de ces prodiges.

L'année est fertile en grains et en vin, en Provence notamment où le barral valait 15 sols au moment des vendanges et où plusieurs propriétaires ne recueillirent pas les raisins faute de vases vinaires. A Montrigaud, la charge de vin coûte 10 livres et le quartal de blé 2 livres 10 sols. Les pluies rendent inutile la récolte plantureuse des glands. Aucune maladie régnante,

« Cette année, plusieurs curés du diocèse de Grenoble auxquels se sont joints ceux de Vienne ont présenté des placets à plusieurs ministres d'Etat, au roi et aux princes du sang, avec un mémoire exposant que la portion congrue de 300 livres n'étoit pas suffisante pour l'entretien d'un prêtre. On demandoit une augmentation, un clerc pour assister le curé dans ses fonctions, l'entretien du linge de l'église, un règlement pour les dîmes noales, le maintien des droits honorifiques, contre la prétention des prieurs, dans la qualité de curés primitifs, etc. « J'ai moi-même pris de grandes peines pour me procurer des signatures, et rencontré beaucoup de refus dans le cours pour le moins de 45 lieues. Le roi étoit fort porté à nous favoriser dans nos intentions ; mais la guerre dont on est menacé y a apporté du retardement et cela ne pourra avoir lieu que dans un temps plus tranquille. Il seroit bien à propos que le bas clergé reçût quelque gratification pour dédommager l'église des torts qu'elle reçoit dans le corps des prélats. »

M. Morel fait allusion ici à l'administration des sacrements que l'autorité judiciaire avait ordre de régler. « Lorsqu'un curé ou un autre prêtre approuvé refuse de porter le viatique à une personne bien souvent malade en apparence seulement ou d'administrer les autres sacrements, sans faire apparaître d'aucune confession ni autre préparation ou disposition, les juges décrètent ce prêtre-là, le condamnent à des peines afflictives comme la galère, le fouet etc., sévissent rudement contre les évêques qui soutiennent ces pasteurs subalternes, leur suscitent d'injustes persécutions, tellement qu'à cette heure, il y en a plusieurs en exil, celui de Paris, homme d'un mérite distingué, tout le premier. »

Cette persécution ne fut pas de longue durée. Quant à la question du traitement des desservants de paroisse, question délicate et fort grave, elle ne fut pas résolue à temps. Pareil sujet, aujourd'hui peu connu, exigeait de longs détails ; nous le traiterons quelque jour à part. Rappelons, en attendant, que les paroisses desservies à l'origine par quelques moines, sous la conduite d'un prieur, étaient passées insensiblement au clergé séculier, moyennant l'abandon des revenus du bénéfice (dîmes, offrandes, etc.) ou une portion congrue, c'est-à-dire suffisante

à l'entretien des curés. Cette portion varia de 200 à 500 livres. Toutefois, l'irritation venait peut-être moins de l'exiguité de ce crédit que de la part faite aux bénéficiers.

En effet, lorsque l'Eglise put se passer des moines pour le service paroissial et qu'elle les confina dans leurs cloîtres, ceux-ci obéirent, « mais par un abus étrange, ils emportèrent » avec eux les titres et les droits des curés primitifs et surtout » les dîmes dont ils étaient en possession pendant qu'ils » administraient les sacrements..... Dès qu'il fut permis, ou » plutôt toléré d'être décimateur sans être pasteur, c'est-à-dire » d'être propriétaire d'un bien sans exercer les fonctions qui » seules en donnaient la propriété....., on ne vit plus que des » desservants amovibles dans les cures dépendantes des corps » et communautés (religieuses), de même que dans celles dont » les titulaires devenus trop riches, voulurent goûter dans le » loisir les plaisirs de l'opulence. Les uns et les autres se » déchargèrent sur des prêtres gagistes du soin pénible des » paroisses » (1). Or, il arriva que les mercenaires, pasteurs de fait, sinon de droit voulurent jouir de tous les fruits du bénéfice ; delà une lutte que la perte des biens ecclésiastiques termina.

Mouvement de la population de 1750 à 1755 :

Années.	Mariages.	Naissances.	Décès.
1751	4	23	10
1752	10	25	22
1753	7	26	45
1754	5	31	23
1755	5	31	18

Cette dernière année Mgr d'Hugues donne la confirmation à 300 personnes.

1756. — Année humide et pluvieuse. Peu ou point de grains ni de vin. Le blé vaut, à la fin de l'année, 3 livres le quartal et le bon vin de 9 à 10 fr. la charge. Le fourrage abonde.

(1) Voir Reymond, *Droits des curés et des paroisses*.

« Les contrebandiers continuent comme l'an dernier à exiger ce qu'ils appellent des contributions dans les bureaux de ferme, entre autres à Rives, le 15 de ce mois, pour 24,000 livres. »

1757. — Rien de remarquable si ce n'est un hiver des plus rigoureux. Dès la Noël, la neige tomba abondamment et en janvier l'ancienne couche s'accrut encore. Personne ne se souvenait d'en avoir vu en telle quantité ; en plusieurs endroits, il y en avait 3 pieds et demi. Comme elle fondit au mois de mars seulement, il se fit un tel massacre de lièvres que la race faillit s'en perdre. Des recrudescences de froid suivirent encore la fonte des neiges ; le printemps et l'été furent marqués par de grandes chaleurs et des pluies très froides et fréquentes. Les rivières restèrent grosses toute l'année.

Il y eut donc beaucoup de fourrage, mais peu de grains, de vin et de fruits. Etat sanitaire excellent.

L'église est tranquille. M. Morel se plaint cependant de ce que bon nombre de prêtres ne savent lire qu'à demi, observent mal les règles liturgiques, ignorent le chant, négligent la propreté et la décence. Il ajoute :

« J'ai dit souvent que nous n'étions méprisés que parce que nous le méritions ; que si nous faisons seulement la moitié de notre devoir, nous serions tous adorés de nos paroissiens ; mais la plupart des prêtres se rendent méprisables par leur ignorance, leur dissipation, leur négligence ; je ne veux rien dire de leurs crimes. Il est vrai aussi que le peuple est aujourd'hui déraisonnable à notre égard pour les affaires d'intérêt et qu'il voudrait nous réduire à ne lui rien demander. »

1758. — Sur la fin de janvier 1758 un incendie consuma l'hôtel-Dieu de Vienne. Le feu prit dans un appartement des sœurs, en plein jour. Celles-ci crurent pouvoir le maîtriser avec l'aide de leur personnel et tinrent les portes extérieures fermées quelque temps. Elles les ouvrirent à la vue des progrès des flammes. « Il y avoit quantité de malades qui sortirent en » partie tous nus et furent s'habiller dans la rue, sur la neige ; » il en resta quatre dans le feu, d'autres disent même davantage. » Il y en avoit un en délire si violent par l'ardeur de la fièvre » qu'il étoit attaché aux quatre coins de son lit. Comme le feu » approchoit, un de ses connoissans étant survenu, il le pria de

» le détacher, ce qu'il fit ; il s'en alla et dès ce moment fut
» parfaitement guéri, tant l'appréhension avoit agi par la
» révolution des esprits. Quoique cet hôpital ait 8,000 livres de
» rentes on assure que le roi ou la province va faire les frais de
» le rétablir, mieux que ci-devant. »

La même année, témoin de l'insuccès de nos armes à l'extérieur, amène de plus la misère par sa température anormale. Commencé en octobre 1757, l'hiver continua froid et neigeux jusqu'à la mi-février ; le mois de mars favorisa merveilleusement la végétation et le 17 avril, la vigne avait des feuilles, les arbres à fruits des fleurs et de nombreux jets, les seigles des épis. Mais il tomba ce jour-là une grande quantité de neige qui dura 8 jours sans fondre, à cause du froid rigoureux. On crut tout perdu. Effectivement, les vers à soie durent être jetés, faute de feuille, et les seigles fauchés en bien des endroits. Il n'y eut aucun fruit ; comme la vigne repoussa, la récolte aurait été encore de moitié sans les pluies continuelles du printemps et de l'été. Généralement dans une paroisse il n'y avait pas 2 charges de vin en Dauphiné, au dessus de Valence, dans le Vivarais audessus de Tournon, en Lyonnais et en Bourgogne. Le Bas-Languedoc et la Provence, plus heureux, eurent des vendanges plantureuses ; le vin de 4 livres 1/2 s'y vendit jusqu'à 8 livres la charge et à Montrigaud 30 et 36.

Sans les pluies qui ont contrarié la moisson et le battage des grains, nous aurions eu assez bonne récolte en céréales. Il a plu si abondamment et si souvent que les chaleurs ont été fort courtes et les inondations fréquentes. Peu de maladies.

La mort frappe Benoît XIV, pape, le 3 mai et Clément XIII lui succède ; le cardinal de Tencin, archevêque de Lyon et ministre, meurt aussi en 1758.

A la suite d'un vol commis dans l'église de S^t-Maurice à Vienne, plusieurs personnes ont été arrêtées et tous les jours on découvre de nouveaux coupables.

La toiture de l'église de Montrigaud et de la cure est refaite en 1758, malgré l'opposition des contribuables.

1759. — Dès le mois de septembre 1758 la neige blanchissait les montagnes ; il en tombe cependant peu ici, à la S^t-Romain et à Noël ; le froid n'est pas intense. Depuis la veille des Rois (5

janvier 1759), pendant sept semaines, la température est agréable, sans brouillard, sans pluie, sans gel, si ce n'est la nuit. Il neige le 9 mars et 2 fois plus tard et la végétation s'arrête ; jusqu'à la fin mai des bises froides règnent et le 17 avril, le même jour que l'année précédente, est marqué par une forte gelée, heureusement peu funeste, à cause de la sécheresse.

Le reste de la saison est incommodé par les pluies. Cependant les mois de juillet, d'août et de septembre en partie sont fort beaux. Après les semailles, les pluies recommencent et durent jusqu'en février 1760. La nuit du 28 octobre, forte inondation. En résumé, peu de grains, peu de vin, à cause de la gelée de 1758, mais excellent, beaucoup de fruits et point de maladies.

« La petite vérole qui a régné toute l'année n'a enlevé personne. » Le vin se paie 10, 12 et même 7 livres la charge, le blé 3 livres et 3 livres 10 sols la quarte, les noix 2 livres la benne.

(A suivre.)

A. L.

LA MAISON DES TÊTES A VALENCE

(SUITE. — Voir la 57^e livraison.)

II

LES MARQUET.

Avant 1793, l'hôtel de la Grand'Rue passa successivement de la noblesse de robe à la noblesse d'épée, des de Dorne aux Marquet. Malheureusement la perte des archives des uns et des autres et des anciennes minutes de notaires valentinois rend impossible une monographie complète de ces deux familles.

La dernière est regardée comme originaire de Valence, avec des commencements fort obscurs ; aussi l'histoire ne l'a-t-elle pas remarquée avant François Marquet, procureur-greffier, partisan résolu de la Réforme, qui périt, en 1560, victime de son zèle excessif.

Dourille, de Crest, passionné pour les aventures lugubres a publié, en 1833, une nouvelle dramatique sur la fille unique de ce Marquet, appelée Claire (1).

Celle-ci, d'après l'auteur, pour venger la mort de son père et de son fiancé, le ministre Lancelot, aurait empoisonné leurs juges et se serait jetée dans l'Isère, après l'accomplissement de son crime.

(1) *Courrier de la Drôme* du 8 septembre 1833.

Les historiens ont ignoré ce drame inventé à plaisir ; ils se bornent à nous apprendre que la doctrine de Calvin ayant fait des progrès rapides à Valence, ses partisans prirent les armes et que Maugiron, secondé par des Adrets et Gaspard de Saillans, les punit aussitôt et voua au trépas les chefs du mouvement : Soulas et Lancelot, Blanchier, le châtelain de Soyons et Marquet (1).

D'après M. Long, la mort de l'Aubépin, rapporteur de leur procès, et de Poncenas, avocat du roi, tous les deux apostats de la Réforme, parut aux protestants une punition divine, à cause des circonstances extraordinaires dont elle fut accompagnée. Là s'arrêtent les renseignements certains (2).

Cependant, si la parenté de François Marquet avec Barthélemy, le premier noble de la famille, ne repose pas sur des preuves historiques, elle n'en est pas moins rendue vraisemblable par la fortune rapide de ce magistrat (3).

Appelé en 1582 à un office de conseiller en la Chambre tri-partie, il jouissait alors dans son parti d'une telle notoriété qu'il représenta à lui seul toutes les églises protestantes du Dauphiné à l'assemblée politique de Saint-Jeand'Angely, et que Calignon, devenu président de cette même Cour, résigna en sa faveur l'office de conseiller qu'il y occupait. Ni la qualité d'élève de Cujas et de Rogier, ni même le titre de docteur n'auraient suffi à une élévation si

(1) Chorier, *Hist. abrégée*, p. 108.

(2) *La Réforme et les guerres de religion*, 24 — E. Arnaud. *Histoire des protestants du Dauphiné*, I, 52 et suiv.

(3) Il y avait alors un Barthélemy Marquet, chargé des intérêts de l'évêque de Valence à Die et Bourdeaux, Valdrôme et Châtillon. (Archives de la Drôme).

rapide. De conseiller il arriva à la présidence de la Chambre de l'Edit en 1603, quand la mort de Louis du Vache (1) rendit cette charge vacante.

Barthélemy Marquet testa le 5 avril 1605 et assigna une rente annuelle de 10 écus à l'Académie protestante de Die ; mais il ne mourut qu'en 1609, selon les uns, et en 1615, selon les autres, ce qui est sans doute plus exact.

Son mariage du 12 septembre 1587 avec Jeanne de Dorne, fille de Jean et de Claudine de Blou, le rendit possesseur de la Maison des Têtes. Veuve de Jean Renard-Saint-Auban, d'une famille ancienne dont les armes se voient encore à Die sur une cheminée de l'*hôtel des Alpes*, Jeanne avait eu un fils de premier lit et elle en donna deux à Barthélemy Marquet, Alexandre et René, plus une fille appelée Claudine, en souvenir de son aïeule.

Cette fille épousa en 1620 Pierre Faure-des-Blains, premier capitaine au régiment de Roussillon et reçut en dot 15000 livres, outre 5000 d'augment et les bijoux de sa mère, dont à titre de curiosité archéologique, voici l'énumération.

« Une chaisne d'or à estoille, faisant trois tours, neuve,
» pesant 6 onces 17 deniers ; une chaisne de perlhes, y
» (en) ayant environ 1800 ; — un carquant avec camahu
» (camaïeu) d'agathes et cornalines, y en ayant 13, pesant
» 2 onces un quart, pouvant valoir 24 escus ; — deux pen-
» dants d'agathes avec certains boutons plats besongnés de
» fil, pesant 15 deniers et demi, vallant 6 escus ; — 36
» boutons d'or faits en pomme de pin, pesant 4 onces 7 de-
» niers à 11 escus l'once ; plus les petits boutons en forme

(1) Voir l'excellente étude de M. Brun sur la *Chambre de l'Edit*, dans ce *Bulletin*.

» de bout d'eygulhette ; — plus une petite chaisne à guene
 » (gaîne) d'eygulhette et un petit jaseran pesant le tout 23
 » deniers ; — plus une jacinthe garnie d'or pour porter
 » en bracelet, valant 3 escus ; — quarante petits boutons
 » d'or en platine pesant 8 deniers et demi ; — une petite
 » chaisne de granats (grenats) et grains d'or, y ayant envi-
 » ron 200 grains d'or d'un escu le cent, vallant le tout 3
 » escus 20 sols ; — 35 boutons de cristal, garnis d'or à ro-
 » settes avec leur guène d'or pesant l'or d'iceux 15 deniers
 » et le cristal pouvant valoir un sol la pièce ; un baguier
 » où il y a 2 bagues l'une d'un camahu (camaïeu) d'agathes
 » valant 40 sols et un petit diamant valant 4 escus (1). »

Le futur époux reçut de son père, à cette occasion, le quart des biens qui lui appartenaient, la moitié d'une maison à Valence et la grange de feu Pierre de Dorne, à Montvendre.

L'acte fut passé dans la maison Marquet, en présence de François Faure des Blains, ouvrier de l'abbaye de St-Ruf, de nobles Jean, Blaise et Pierre de Genas, d'Antoine Galliot, doyen de la faculté de médecine et de Salomon de Merez, parents et amis des deux familles.

Claudine de Marquet, veuve à la fleur de l'âge, testa en 1660, en faveur des couvents de Valence et surtout de celui de Notre-Dame où Louise et Henriette, ses filles, avaient pris le voile (2).

Alexandre et René, enfants jumeaux de Barthélemy Marquet étaient nés le 30 décembre 1589; René, capitaine d'une compagnie de 100 hommes au régiment du Puy-St-Martin, mourut célibataire avant 1620.

(1) Archives de la Drôme E. 2464, fol. 415 et 413.

(2) Archives de la Drôme, fonds de Notre-Dame.

Quant à Alexandre l'aîné, il embrassa également la carrière des armes et périt devant Salses assiégé par les Espagnols en 1639, étant alors capitaine au régiment de Roussillon (1).

De son mariage, en date du 19 février 1618, avec Jeanne, fille de noble Jacques du Noyer, sieur de la Boisse, archer des gardes du corps du roi et sergent major de Valence et de Barbe de Conches, naquirent plusieurs enfants : Alexandre II, Louis, Abel, Isaac, Gaspard et Jeanne, religieuse visitandine.

Un auteur fait convoler Alexandre I en secondes noces avec Catherine Bruyère, fille de Charles, avocat à Crest, et ajoute qu'à l'époque de son testament, le 18 mai 1639, ce mariage remontait à 7 mois à peine (2).

N'y a-t-il pas ici confusion entre le père et le fils ? Voici les raisons de nos doutes :

1° En 1650, Catherine Bruyère, veuve d'Alexandre Marquet, agrégé en l'Université, plaidait contre Antoine Bruyère, avocat au parlement de Grenoble.

2° Alexandre II, fils d'autre Alexandre, se faisait, en 1642, nommer un curateur pour gérer ses biens, parce qu'il n'avait pas encore 25 ans accomplis.

3° Claudine, fille de ce dernier et de Catherine Bruyère s'unit à Pierre-André Serret (3).

4° Enfin, d'après un document du 20 octobre 1645, « le » sieur de Marquet s'étant marié à Grenoble amenoit six » mois auparavant son épouse à Valence; M. de Soubre-

(1) Tableau généalogique manuscrit.

(2) Notes dues à l'obligeance de M. Edmond Maignen,

(3) Archives de la Drôme E. 2284, 4700.

» roche (Faure de Chypre) et grand nombre de personnes
 » qualifiées de la ville s'assemblèrent à cheval, à la place
 » aux Clercs avec pistolets pour l'aller recevoir et lui faire
 » la bienvenue en faisant des carracols dans la place. Par-
 » mi les spectateurs estoit un page du seigneur evesque de
 » Valence ; par un pur accident, le page fut blessé par un
 » coup de pistolet par quelqu'un des cavalliers qui impru-
 » demment avoit laissé une balle dans son pistolet, de la-
 » quelle blessure le dit page mourut. »

A quelque temps de là, un compagnon chirurgien ayant pris la fuite, l'affaire ne fut pas autrement éclaircie (1).

Or, Alexandre I, ayant comme on l'a vu, suivi la carrière des armes, le titre d'agréé en l'Université doit se rapporter à son fils, dont les tableaux généalogiques manuscrits en notre possession consacrent l'existence.

Alexandre, II^e du nom, laissa une fille, d'après le même document, et l'affaire de la place des Clercs concorde assez bien avec la date de son mariage, puisque, en 1642, il avait besoin d'un curateur.

Il mourut, d'ailleurs, dans un âge peu avancé et Louis son frère cadet, en vertu de la substitution portée au testament de leur père, recueillit les biens de la famille et la continua.

Isaac, Gaspard et Abel, autres fils d'Alexandre I, moururent célibataires ou sans postérité ; Isaac, sieur de Cornilhac, avec la qualification de lieutenant de Sault ; Gaspard avec celle de lieutenant de galère, ou, selon Chorier, de lieutenant d'une compagnie de cheval-légers au régiment de Candale ; Abel ou Jean-Abel, agréé en l'Université, avec le titre de conseiller au présidial.

(1) Archives de la Drôme B. 18.

Isaac avait été marié et, en 1698, Henriette des Boscs se disait sa veuve ; Gaspard, de son côté, testa en 1680 en faveur de Catherine Trouillet « sa bien-aimée épouse », et mourut le 9 juin 1694 (1).

D'abord enseigne au régiment de Roussillon où son père avait servi, Louis, sieur de Combovin, fut capitaine au régiment de Louvigny, selon Chorier, et du Breuil, selon nos documents, le 20 avril 1648, et Dugué, intendant, le maintint dans sa noblesse le 10 décembre 1641.

Après plus de quinze ans de bons et loyaux services, il se retira avec une blessure au pied qui le dispensait du ban et de l'arrière-ban, mais non d'une contribution de cent livres, en 1675.

Sa fortune s'élevait alors à 900 livres de revenus.

Louis avait fiancé à Tournon, le 2 janvier 1666, Isabeau de la Bâtie, fille de Claude, seigneur d'Estables, et de Claire Bonneau, qu'il épousa peu après. A sa mort, vers 1690, il laissait Louis II, sieur de Dorne ; Joseph, capitaine au régiment de Picardie ; Claude-Just ; François et Claire.

On manque de renseignements sur les deux derniers ; Claude-Just, mari de Marianne de Labois (2), se retira à Montmeyran et disposa de ses biens, le 12 septembre 1742, en faveur de Pierre-Marie de la Lombaudière, son petit-neveu, fils de Louis-Claude, conseiller au présidial et d'Elizabeth de Marquet.

Louis II, à l'exemple de ses ancêtres, entra au service du roi et devint lieutenant au régiment de Sault, le 14 juin

(1) Archives de la Drôme B. 370.

(2) Archives de la Drôme III, E 3553.

1690. Il obtint la main d'Hippolyte Fournet, fille de Louis, sieur de Fontenille et de Marie Fournet, d'Etoile, et plusieurs de ses enfants naquirent dans cette localité, entre autres, Denis, son héritier, le 15 avril 1704.

Celui-ci, en 1741, prit alliance dans la maison de Vocance établie à St-Pierre-ville et remontant, selon nos documents, à Antoine, mari de Geneviève de Fontgarnaud, en 1590. Antoine II, leur fils, laissa de Madelaine de la Tour de Poinsac, Antoine-David, père de Claude, qui le fut de François-Laurent; Françoise-Marie-Suzanne de Vocance, née de l'union de ce dernier avec Anne-Françoise de Sibleyras, survécut à Denis Marquet, son mari, décédé jeune encore, et vivait à la Révolution. A cette époque, leur fils unique, Louis-François Marquet, né le 27 février 1742, nommé capitaine de cavalerie au régiment de la reine, le 23 mars 1762 et chevalier de St-Louis, le 26 mars 1769, quitta la France et ses biens furent confisqués et vendus.

Il avait contracté alliance en mars 1760, à Beaujeu, avec Catherine Sarrasin, fille de Louis-Philippe-Joseph, seigneur de la Pierre et de Jeanne-Benoîte d'Acier de la Chasagne et eut d'elle: Louis-Scipion; François-Aimé; Bernardin et Julie (M^{me} de Tournay) dont la biographie nous est inconnue (1).

Telle est, d'après les notes recueillies çà et là, l'histoire de la famille de Marquet, l'une des premières de Valence par le courage et la distinction, sinon par la fortune.

La présence des armes des Sarrasin à côté de celles des Marquet dans l'hôtel et dans le jardin de l'hôtel Renaissance de la Grand'Rue exige un mot d'explication.

(1) Archives de la Drôme, série Q. — La Chesnaye-des-Bois,

Philibert Sarrasin, le premier connu, se maria en Dauphiné, avec Louise de Jony, des seigneurs de Piégros.

Jean-Antoine, leur fils, laissa Philibert II, seigneur de la Pierre et de Durette qui vivaient en 1610. Philibert III son héritier et successeur se qualifiait en 1637, médecin et conseiller du roi. Il eut Marc-Conrad, marquis de la Pierre conseiller en la Chambre de l'Edit de Grenoble, que M. E. Arnaud fait émigrer en Angleterre, après la révocation de l'édit de Nantes. De Marthe Humbert, qu'il épousa à Genève en 1664, naquit Alexandre-Louis et de celui-ci, Louis Philippe-Joseph, père de Madame de Marquet (1).

A. LACROIX.

(A suivre.)

(1) La Chesnaye-des-Bois. — Tableaux généalogiques manuscrits — *Armorial du Dauphiné*. — Archives de la Drôme B. 370, 38, 750, 479, 138.



GÉNÉALOGIES ET BIOGRAPHIES ROMAINES

FAMILLE BOFFIN.

Armoiries : *D'or, au bœuf de gueules; au chef d'azur chargé des trois croix du calvaire d'or.*

Devise : *Deo, Rege, Patria pietas et fides.*

ALLIANCES.

Buflevent,	Margaillan,
Bovet,	Marrel,
Bouvier,	Martel,
Bouvat,	Menon,
Briançon,	Micha,
Caterine,	Millières,
Chissé,	Morges,
Civa,	Moustiers,
La Croix-Chevrières,	Murinçais,
Dubois,	Revol,
Fusier,	Saillans,
Gratet,	Salvaing,
Gumin,	Du Vache,
Langon,	Viennois.
L'Hère,	

GÉNÉALOGIE.

- | | | |
|---|---|--|
| 1516. Romanet,
Anne Dubois. | { | 1. Félicien, qui suit;
2. Antoine, marié à Françoise de Saillans. |
| 1555. Félicien I ^{er} ,
Claudine de Viennois. | { | 1. Félicien, qui suit;
2. Thomas, qui a fait branche;
3. Clémence, épouse de François de Micha. |
| 1584. Félicien II,
Urbane du Vache. | { | 1. Jean, qui suit;
2. Thomas, qui a fait branche;
3. Félicien, ecclésiastique;
4. Anne, mariée à Jacques de Margailan;
5. Claudine, mariée à Pierre de Fusier;
6. Diane, épouse de Pierre Gratet. |
| 1614. Jean,
Olympe de Morges. | { | 1. Félicien, qui suit;
2. Jean-Pierre, qui a fait branche;
3. Jean-Baptiste, ecclésiastique;
4. Louise, mariée à Louis de Gumin;
5. Anne, femme de Laurent de Martel;
6. Suzanne, unie à Jean de Bovet. |
| 1652. Félicien III,
Jacqueline de Caterine. | { | 1. Jean-Félicien;
2. Aymé-Jean;
3. Jean-Baptiste;
4. Félicien-François;
5. Jeanne-Marie;
6. Marianne;
7. Thérèse;
8. Louise;
9. Madeleine. |

II^e branche de Romans.

Jean-Pierre,
Louise de Briançon.

1. François;
2. Ennemond;
3. Félicien, ecclésiastique;
4. Anne;
5. Jean-Pierre;
6. Jean-Louis;
7. Sophie;
8. Jean-François;
9. Joseph;
10. Marguerite.

III^e branche de Montalieu ou d'Argenson.

Thomas I^{er},
Lucrece de Marrel.

1. Thomas, qui suit;
2. Charles;
3. Anne;
4. Hélène, religieuse.

Thomas II,
Marianne de Buffevent.

- Angélique-Gabrielle, religieuse.

IV^e branche d'Uriage.

1648. Thomas III,
Ennemonde Bouvier.

1. Félicien, qui suit;
2. Gaspard, ecclésiastique;
3. Laurent;
4. Virginie, mariée à Arnoux de Viennois;
5. Marie.

1643. Félicien IV,
Jeanne de Lacroix-
Chevrières.

1. Félicien-Joseph;
2. Louise;
3. Clotilde;
4. Thérèse, mariée à François de Langon;
5. Angélique, religieuse;
6. Anne-Madeleine, religieuse;
7. Jean;
8. Joachim;
9. Romain.

Dressée par le célèbre d'Hozier, la généalogie de la famille Boffin a été imprimée. Elle commence en 1516, par Romanet et se termine en 1672 par Félicien-Joseph. Entre ces deux époques, ce travail, appuyé sur des preuves authentiques, paraît exact, sinon complet. Mais il n'en est pas de même pour ce qui concerne Romanet, ses ancêtres et ses proches, ainsi que pour les membres qui ont vécu à Romans. En effet, on lit dans la généalogie de d'Hozier : « Les mémoires de cette famille portent » qu'elle est originaire d'Allemagne, d'une ville appelée » *Botzingen* (1) qui lui a donné son nom accommodé à » notre langue, par celui de Boffin, et qu'elle fut attirée » en France, par le chancelier du Prat, de qui elle était » alliée. Munster, dans sa *Cosmographie*, parle d'un Hyé- » rosme de Botzingen, chef de la ligue de Souabe contre » l'empereur. Il y a lieu de croire qu'il était de la même » famille. »

D'autres biographes ont avancé que la famille Boffin était originaire de la Suisse, parce qu'elle entretenait avec ce pays, particulièrement avec la ville de Fribourg, des relations de commerce et d'amitié. Mais les Boffin sont bien de Romans. On constate leur présence, dans cette ville, bien avant le chancelier du Prat (1515). Les registres municipaux montrent Etienne Boffin au nombre des arbitres chargés, le 15 mars 1376, de débattre avec le chapitre de l'église de Saint-Barnard la question du consulat, et au commencement du XVI^e siècle, les Boffin étaient nombreux à Romans.

1^o *Romanet Boffin*, dit *Richard*, né vers 1484. C'était

(1) Nous avons vainement cherché ce nom dans plusieurs dictionnaires géographiques.

un marchand riche, généreux et d'une grande piété. Dans un voyage qu'il fit, en décembre 1515, pour des affaires de commerce à Fribourg, il eut occasion d'y voir un calvaire avec sept piliers, qu'y avait fait construire Pierre d'Anglisberg, commandeur de Rhodes, en résidence dans cette ville. Il en fut si édifié qu'il projeta de faire dans son pays un calvaire semblable (1). Il existe à ce sujet une attestation des autorités de Fribourg, en date du 10 novembre 1516, portant que Romanet Boffin avait pris fidèlement la distance de sept piliers érigés en leur ville. L'année suivante, sur l'indication de deux religieux venant de Terre-Sainte, Romanet partit avec un architecte et muni d'une lettre de recommandation de Léon X pour Jérusalem dont il prit exactement le plan, afin d'établir dans sa ville natale les stations de la Passion. Quoi qu'il en soit de ce voyage que rien ne prouve (2), le 15 mars 1517, après avoir obtenu

(1) Le calvaire de Romans, le premier qui ait été édifié en France, était complété par des chapelles ou stations de la Passion au nombre de 34. Elles furent érigées, suivant la tradition, dans divers endroits de la ville ressemblant beaucoup à ceux de Jérusalem. A ces titres, cette œuvre de piété fut tout de suite renommée au loin. Elle attira et, après bien des vicissitudes et des désastres, elle attire encore de nombreux visiteurs. Elle a été l'objet de plusieurs bulles, brefs, mandements et lettres pastorales, et d'une grande quantité de notices historiques, guides et voyages.

(2) D'Hozier, dans sa généalogie, dit que Romanet Boffin fit deux voyages à Jérusalem, ce qui est tout à fait invraisemblable ; car il y a deux faits certains : 1° la bulle du pape à la date du 8 février 1517, autorisant le voyage et recommandant le voyageur ; 2° la présence du fondateur à la cérémonie du 15 mars suivant, ce qui exclut une assez longue absence pour faire un voyage qui nécessitait alors un temps considérable.

la permission du chapitre de Saint-Barnard et celle des consuls de la ville (1), Romanet Boffin posa la première pierre d'une église et d'un couvent dans lequel s'établirent des Franciscains. Cette cérémonie eut lieu en présence des autorités et d'une foule considérable ; le procès-verbal en fut dressé par Jacques Baile, notaire.

A cette époque, la foi était vive et la principale préoccupation des esprits. Aussi la population romanaise s'empressa-t-elle de contribuer avec enthousiasme à l'établissement du calvaire et des stations. Quant au chapitre de Saint-Barnard préoccupé avant tout de son autorité et de ses intérêts, après avoir approuvé cette pieuse fondation, il ne tarda pas à l'entraver et même à en persécuter les promoteurs. Ainsi, à l'occasion des quêtes faites par des jeunes gens de bonne famille, il s'éleva un orage aussi inconcevable par sa cause que par sa violence. Ces jeunes gens furent mis en prison. Romanet Boffin fut cité en justice ; ses parents et ses amis furent tracassés. L'autorité ecclésiastique jeta un interdit sur la ville : les cloches cessèrent de sonner, les offices et les messes de se dire. En face de si prodigieuses persécutions, cet homme généreux,

(1) 1^{er} octobre 1516. « A esté exposé par honneste homme Romanet Richard, marchand de ceste ville, qu'il a faict faire sept piliers de pierre qui sont démonstratifs des saints lieux de Jérusalem, lesquels il voudroit mettre et asseoir en certaines places et lieux de ceste ville, tout comme il a esté compassé par le prestre de Monsieur de Saint-Pal et aultres religieux de Jérusalem ; ce qu'il n'oserait faire sans le bon vouloir et consentement de mes dicts seigneurs les consuls de la ville. A laquelle chose se sont accordés les dicts Messieurs les consuls et l'assemblée, et que iceluy Romanet puisse prendre les lieux à luy nécessaires sans contradiction quelconque. »

(Ext. des registres consulaires.)

pour sauver sa fondation, céda à la ville, par acte du 2 octobre 1519, l'oratoire du calvaire, ses possessions et édifices, s'engageant du reste à employer à leur entretien les aumônes qui lui seraient données. Il fit en même temps intervenir, en faveur de son œuvre, les plus grands personnages de la chrétienté. Enfin, le roi François I^{er}, par lettres patentes du 23 mars 1521, prit sous sa protection les religieux, le fondateur et les bienfaiteurs du calvaire.

Romanet devint consul de la ville en 1525, puis capitaine de quartier. Il fut un des commissaires chargés de veiller à la réception de François I^{er} en 1533, et envoyé à Compiègne en 1529, à la suite de la Cour, pour affaires de la communauté; il fut absent 59 jours, et ses dépenses s'élevèrent à 88 livres 10 sols. Il mourut en 1545, ayant eu plusieurs enfants d'Anne Dubois.

Avant de commencer la biographie des descendants de Romanet, nous allons mentionner plusieurs membres de la famille Boffin dont nous ne connaissons pas bien la filiation, mais dont l'origine est certainement romanaise et non allemande ou suisse.

N..., sœur de Romanet, mariée à Jérôme Corday, marchand à Fribourg.

Pierre-Séverin, religieux de Saint-Antoine et curé de Saint-Marcellin, en 1561. Il devint commandeur d'Annonay.

Nicolas, courrier de la ville, en 1565.

Jean, sieur de la maison forte du Vivier, notaire et titulaire de plusieurs greffes. Deuxième consul, en 1567, et souvent employé aux affaires de la ville. Il demanda à l'assemblée générale, le 30 août 1564, la permission de se retirer avec sa femme, qui était malade (on était en temps de peste) au couvent du Mont-Calvaire, proche de sa

maison (1), « pour estre en lieu commode et aéré. » Il eut un fils nommé François qui fut son héritier.

1° *Félicien*, qui suit.

2° *Antoine*, qui fut marié à Françoise de Saillans, de laquelle il eut Louise Boffin qui épousa Ennemond de Menon, seigneur de Montauquier et de Champsaur.

II. *Félicien I^{er}*, conseiller du roi. Le chancelier du Prat, dont il était parent, avait mis sur la tête de Charles Veilheu une place de conseiller au parlement de Grenoble, en attendant que Félicien eut l'âge requis pour l'occuper. Cette place ayant été perdue par forfaiture du titulaire, le protégé du chancelier du Prat fut nommé avocat général, par lettres du 22 juin 1554, en remplacement de son compatriote, Félix de Lacroix, et anobli la même année.

Zélé catholique, il fut obligé de s'expatrier après l'entrée à Grenoble du baron des Adrets. Il se retira à Montmeillan. Après la paix, il fut rétabli dans sa charge où il parut depuis avec beaucoup d'éclat et qu'il occupa quarante ans.

Il acquit la terre d'Argenson, au diocèse de Gap, dont son fils puiné prit le nom et le titre.

De concert avec le P. Brochet, Félicien appela, en 1583, des Pères de l'Observance pour desservir le couvent du Mont-Calvaire, lesquels furent remplacés en 1612 par des Récollets.

Il avait épousé, le 4 septembre 1549, Claudine de Viennois, fille de François de Viennois et de Madeleine de

(1) Ce passage rappelle que le calvaire avait été construit sur un terrain dont une partie appartenait à la famille Boffin. De nos jours, une pièce de terre située au couchant de l'ancien couvent des Récollets, porte le nom de *Champ Romanet*.

Lhère. Il fit son testament le 28 août 1581 et laissa trois enfants.

1° *Félicien*, qui suit;

2° *Thomas*, qui a fait branche;

4° *Clémence*, qui fut mariée à François de Micha, sieur de Burcin, vibailli du Graisivaudan.

III. *Félicien II*, seigneur d'Argenson, de la Sône et de Moidans, docteur en droit, nommé avocat général au parlement en remplacement de son père, le 15 novembre 1578. Il le fut quarante-cinq ans, toujours dévoué pour le bien de la religion catholique « dont il ne se trouva pas » bien, car il fut assassiné par les protestants derrière » l'église de la Madeleine, comme il allait au Palais. Il » reçut neuf coups de poignards, mais il ne s'en trouva » aucun mortel. » (Guy Allard.)

Il avait contracté mariage, le 12 janvier 1584, avec Urbane du Vache, fille de Jean du Vache, doyen du parlement de Grenoble, et d'Anne Livat. En 1601, il fit le dénombrement pour la terre de la Sône et de la maison forte de la Retreysie. Il testa le 14 septembre 1628 et mourut en 1631.

Ses enfants furent :

1° *Jean*, qui viendra plus loin ;

2° *Thomas*, qui a fait la branche d'Argenson ;

3° *Félicien*, chanoine de Saint-André de Grenoble et prieur de la Sône ;

4° *Diane*, mariée à Pierre Gratet, président en la chambre des comptes ;

5° *Anne*, épouse de Jacques de Margaillan ;

6° *Claudine*, femme de Pierre de Fusier ;

IV. *Jean*, seigneur de la Sône, de Parnans et d'Ar-

genson. Il fut commis des Etats de Dauphiné et épousa, le 5 octobre 1614, Olympe de Morges, fille de Jacques de Morges, seigneur de Ventavon, et de Suzanne de Moustier, de laquelle il eut les enfants qu'il nomme dans son testament du 12 juin 1667, et qui sont :

- 1° *Félicien*, mentionné ci-après ;
- 2° *Jean-Pierre*, qui a fait la branche de Parnans ;
- 3° *Jean-Baptiste*, chanoine de l'église de Saint-André et prieur de la Sône ;
- 4° *Louise*, mariée à Louis de Gumin, seigneur d'Haute-
fort ;
- 5° *Anne*, femme de Laurent de Martel, sieur de Layer ;
- 6° *Suzanne*, alliée à Jean de Bovet, dit Colombat.

V. *Félicien III*, seigneur de la Sône, de Charte, d'Argenson et de Moidans, conseiller au parlement, par lettres du 5 mars 1644, charge qu'il exerça pendant près de quarante ans, avec beaucoup d'érudition, de probité et d'éclat. Il se maria, le 3 mars 1652, avec Jacqueline de Catherine, fille de Jean, trésorier de France en Bourgogne, et de Marie Bouvat, d'où onze enfants : 1° *Jean-Félicien* ; 2° *Aymé-Jean* ; 3° *Jean-Baptiste*, chevalier de Malte ; 4° *Félicien* ; 5° *François* ; 6° *Jeanne-Marie*, religieuse à Montfleury ; 7° *Isabeau* ; 8° *Marianne* ; 9° *Louise* ; 10° *Madeleine* ; 11° *Thérèse*.

II° branche de Parnans.

VI. *Jean-Pierre*, seigneur de Parnans. Homme de grande réputation dans les armes qu'il commença à porter en 1638, à l'âge de quatorze ans. Il fut fait enseigne de la compagnie mestre de camp du régiment d'infanterie du Passage. Il fut après pourvu d'une lieutenance au régi-

ment de cavalerie d'Harcourt, puis d'une compagnie. Il a commandé près de douze années le même régiment et n'a cessé de servir jusqu'en 1659. Il épousa Louise de Briançon, fille de François, seigneur de Saint-Ange, et de Françoise de Revol, d'où :

1° *François*, seigneur de Parnans et de Pont-de-Beauvoisin, qui épousa Jeanne de Revol, laquelle, étant veuve, fut assignée, comme tutrice de sa fille aînée, le 14 août 1701, par le chapitre de Saint-Barnard au sujet d'une rente en blé sur la seigneurie de Parnans. Les enfants de François et de Jeanne furent :

1° *Louise-Marie* qui fut mariée par contrat du 18 octobre 1720 à André-Nicolas de Virieu-Beauvoir, marquis de Faverges, à qui elle apporta la terre de Beauvoisin.

2° *Ennemond* ; 3° *Félicien*, chanoine de Saint-Pierre de Vienne ; 4° *Anne* ; 5° *Jean-Pierre* ; 6° *Jean-Louis* ; 7° *Sophie* ; 8° *Jean-François* ; 9° *Joseph* ; 10° *Marguerite*.

III^e branche d'Argenson.

VII. *Thomas I^{er}*, co-seigneur d'Argenson, seigneur de Montalieu, fils puiné de Félicien II et d'Urbane du Vache. Il fit construire le dortoir du couvent des Récollets de Romans et donna un grand tableau, aujourd'hui placé derrière le grand autel, représentant un crucifiement. Il eut pour femme Lucrèce de Marrel, fille de Prosper et de Sibille de Murinais, laquelle a survécu à son mari et est morte, le 12 juillet 1672, après avoir donné le jour à quatre enfants :

1° *Thomas*, qui suit ; 2° *Charles* ; 3° *Anne* ; 4° *Hélène*, qui fut religieuse.

VIII. *Thomas II*, coseigneur d'Argenson, seigneur de Montalieu, marié, par contrat du mois de juin 1672, avec Marianne de Buffevent, fille d'Abel, président en la chambre des comptes de Grenoble, et de Marie-Angélique de Millières. Leur fille Gabrielle-Angélique fut religieuse à la Visitation de Romans en 1694 et en 1700 abbesse de l'abbaye de Saint-André de Saint-Geoire où elle décéda, le 18 octobre 1744, âgée de 80 ans.

IV^e branche d'Uriage.

IX. *Thomas IV*, fils puiné de Félicien et de Claudine de Viennois, seigneur de la baronnie d'Uriage qu'il avait acquise par échange, en 1639, de Gaspard Allemand, seigneur de Saint-Just, docteur en droit. Il accorda au couvent des Récollets de Romans l'ermitage de Saint-Aynard et mille toises de bois autour. Il épousa, le 11 juin 1595, Ennemonde de Bouvier, fille de Denis et d'Anne de Salvaing. Il testa en 1648, et sa femme en 1650. Ils laissèrent :

- 1° *Félicien*, qui suit ;
- 2° *Gaspard*, prieur de Croisy, Corps et Ambel, mort en odeur de sainteté ;
- 3° *Laurent*, seigneur et baron d'Uriage, mort sans avoir été marié ;
- 4° *Virginie*, épouse d'Arnoulx de Viennois ;
- 5° *Marie*.

X. *Félicien IV*, seigneur de Revel et de Saint-Jean, baron d'Uriage, avocat général au parlement, par lettres du roi du 15 février 1626, en remplacement de Félicien Boffin, son oncle, et sur la résignation de Jean Boffin, qui ne s'était pas fait recevoir. Il transigea avec le bureau

de l'hôpital de la charité de Romans pour l'extinction des droits de main-morte et les lods qu'il avait sur cette maison, moyennant 1200 livres. Il contracta mariage, le 23 juillet 1626, avec Jeanne de Lacroix, fille de Félix, comte de Saint-Vallier, maître des requêtes, et de Claudine de Chissé, qui fonda la maison de la Propagation de la foi à Grenoble. Il décéda le 22 juillet 1643, avant son père et sa mère, et laissa :

1° *Félicien-Joseph*, prieur de N.-D. de Sarras en Vivarais et de N.-D. de Cros en Dauphiné ;

2° et 3° *Louise et Claude*, religieuses à Montfleurv ;

4° *Clotilde*, religieuse au même monastère ;

5° *Thérèse*, qui fut dame ordinaire de la reine-mère en 1660, et épousa, le 12 août 1659, François de Langon, seigneur de Montrigaud, à qui elle apporta la baronnie d'Uriage. Une de ses descendantes, Madeleine-Jeanne-Françoise de Langon, veuve du marquis de Gautheron, mourut en 1828. Elle légua la terre d'Uriage et l'établissement thermal qu'elle avait créé à son neveu, M. le comte Louis de Saint-Ferréol qui est décédé, au mois d'avril 1877 ;

6° *Angélique*, abbesse de Saint-Geoire ;

7° *Anne-Madeleine*, religieuse à Sainte-Colombe de Vienne ;

8° *Jean* ; 9° *Joachim* et 10° *Romain*.

XI. *Félicien V Joseph*, seigneur et baron d'Uriage. Il se distingua au siège de Candie. Il avait épousé Isabeau de Cassard, veuve en premières noces de Sébastien-Pourroy de l'Auberivière.

Nicolas Boffin de Parnans, chevalier de Saint-Louis, commandant d'un bataillon d'infanterie, testa le 29 décembre 1716 en faveur d'*Anne de Menze de Sarsenas*,

sa femme, de *Anne-Marguerite*, de *Jeanne* et de *Marguerite Boffin*, ses filles.

Armand-Félicien, marquis de la Sône, et *Louis-Félicien*, marquis de Pusignan, étaient tous deux lieutenants généraux en 1770.

M. de Boffin, marquis de la Sône, était bailli d'épée du Viennois et du Graisivaudan en 1789.

Dr ULYSSE CHEVALIER.



BIBLIOGRAPHIE

DU CALVAIRE DE ROMANS

Description avec figures du *Voyage du Mont-Calvaire de Romans*. — Paris, 1516, chez Gillet-Couteau.

PÉRIER. — *Le voyage et oraisons du Mont-Calvaire de Romans*. — 1516.

LÉON X. — *Bulle du 5 mars 1516, autorisant la fondation d'un couvent d'Observatins à Romans*.

LÉON X. — *Bulle du 8 février 1517, autorisant Romanet Boffin à faire le voyage en Terre-Sainte*.

FRANÇOIS I^{er}. — *Lettres patentes du 23 mai 1521, données à Dijon, touchant l'érection du Calvaire de Romans*.

JULES III. — *Bulle de l'an 1553, lançant un monitoire à l'occasion de l'incendie du couvent des Observatins desservant le Calvaire de Romans*.

Le voyage et oraisons du Mont-Calvaire de Romans en Dauphiné, avec vignettes. Les oraisons en vers, 17 p. comprises dans un volume de piété, imprimé à Paris, pour Guillaume Merlin, marchand et libraire de l'Université, demeurant sur le Pont-au-Change, à l'enseigne de l'Homme sauvage, devant l'horloge du palais. — Par THIELMAN-KERVER, petit in-8° en caractères gothiques. — 1554.

Autre édition S. D. où se lit à la suite de méditations sur la Passion, au verso du 14^e feuillet : *Le voyage et oraisons sur le Mont-Calvaire de Romans en Dauphiné*, imprimé à Paris, pour Guillaume Merlin, libraire juré, 24 feuillets non chiffrés. Le voyage occupe les dix derniers. — Petit-in-8° en caractères gothiques.

Le P. PICQUET, frère mineur. — *Exhortation amiable en faveur du Mont-Calvaire.*

Pierre MOYSSON, principal du collège de Valence. — *Le Mont-Calvaire de Romans, dédié aux consuls de cette ville.* — Manuscrit offert à l'Assemblée le 7 janvier 1610.

LE MÊME. — *Le saint et sacré Mont-Calvaire de Romans, en Dauphiné, dédié au peuple de Romans.* — In-12, 191 p. et 12 f. non chiffrés, 1615, avec frontispice. — Tournon, Claude Michel.

PAUL V. — *Bulle du 11 novembre 1612, concernant l'établissement du Calvaire de Romans ravagé par les hérétiques.*

P. FODÉRÉ. — *Narration historique et topographique des couvents de l'Ordre de saint François.* — Lyon, Pierre Rigaud, 1630, p. 606.

PAUL V. — *Bref du 10 octobre 1615, sur la cession du couvent du Mont-Calvaire aux PP. Récollets.*

Joseph-Etienne DE VALENCE. — *Défense du Calvaire contre les calomnies des protestants.*

P. Archange DE CLERMONT, préventeur des FF. MM. Récollets. — *Transport du Mont-Calvaire de Jérusalem, en France, dédié à la famille de Boffin.* — In-8°, 720 p. et 26 f. non chiffrés. — Lyon, Jean Didier, rue Mercière, 1638.

LE MÊME. — *Directoire du voyage de la Passion du fils de Dieu, ensuite du transport du Mont-Calvaire de Jérusalem, en France, dédié à M^{me} la connétable de Desdiguières.* — In-12, 522 p. et 11 f. non chiffrés. — Lyon, Jean Didier, 1638.

Une dévote méditation sur la mort et la passion de J.-C. et le voyage et oraison du Mont-Calvaire. — Imprimé à Troyes, par Noël Moreau, dit Le Coq (S. D.). — 2 parties en un volume in-8°, sig. A. M., figures sur bois.

CLÉMENT X. — *Bref du 5 mars 1673, accordant l'indulgence plénière à l'église des Récollets de Romans.*

INNOCENT XI. — *Bref de l'an 1679, attachant les mêmes indulgences au Calvaire de Romans que celles qui sont accordées à ceux qui visitent les stations de Jérusalem.*

ANONYME. — *Le voyage de piété du Mont-Calvaire de Romans en Dauphiné; la manière dont il faut le faire et le chemin qu'il faut y tenir, tiré du Directoire qu'en a fait le R. P. Archange de Clermont.* — Lyon, Rusand, 1760.

Pierre-François DUCHESNE. — *Le voyage de piété au Mont-Calvaire de Romans en Dauphiné.* — In-8°, 1762, Paris, Lemercier.

Jean-Gabriel DUPORTROUX. — *Notice historique sur le Calvaire de Romans.* — In-8°, 67 p., 1818, Grenoble, C. P. Baratier.

PIE VIII. — *Bref du 11 février 1822, qui approuve et applique les indulgences autrefois concédées au Calvaire de Romans.* — Signé Gonsalvi.

Barthélemy ENFANTIN, missionnaire apostolique — *Pèlerinage au Calvaire de Romans ou Essai sur l'histoire et la partie religieuse de ce Calvaire.* — I^{re} époque, in-18, XVI et 240 p. — II^e époque, VIII et 286 p., Lyon, Pélagaux et Lesne, 1841. — III^e époque, VIII et 298 p., Lyon, François Guyot, 1841.

Mgr CHARTROUSSE. — *Mandement de l'évêque de Valence au sujet de la restauration du Calvaire de Romans.* — In-4°, 15 p., Valence, F. Jolland, 1846.

Le voyage de piété du Mont-Calvaire de Romans. — In-18, 144 p., Valence, Jacques Montal, 1821.

Même sujet et même titre. — Phèdre, libraire de Romans, éditeur, in-18, 150 p., Isle, Martial Ardant frères, 1858.

Registres consulaires de la ville de Romans.

Registre de la commission pour la restauration et l'entretien des chapelles du Calvaire de Romans.

Rescrit, au nom du pape Léon XIII, du 18 septembre 1880 confirmant les indulgences précédemment attachées à la dévotion du Calvaire de Romans, autorisant dans les stations l'usage de croix en diverses matières et permettant de faire le voyage en plusieurs fois dans la même journée.

D^r ULYSSE CHEVALIER.

RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence

(SURT. — Voir les 51°, 52°, 53°, 54°, 55°, 56° et 57° livr.)

6. PONCE, *Évêque de Valence* (1031-1056).

Ponce était le neveu de Lambert, qui le précéda de deux rangs sur le siège épiscopal de Valence. Aimar ou Adhémar, comte de Valentinois, son père, se distingua par ses libéralités envers l'Eglise. C'est ainsi qu'il donna, en 995, le manse de Bésayes à l'église de Vienne et, en 1037, l'église de Saint-Marcel-lès Sauzet à Saint-Odilon, abbé de Cluny, de concert avec Rotildé, son épouse, et avec l'assentiment de ses cinq fils, Hugues, Lambert, Gontard, Gérard et Ponce, évêque de Valence (1). Nous voyons aussi figurer le nom de ce bienfaisant seigneur dans la donation faite, en 1011, par Lambert, son frère, évêque de Valence, de la petite abbaye de Saint-Victor à l'abbaye de Saint-Chaffre (2).

Ponce monta sur le siège épiscopal de Valence vers l'an 1030. La première mention que nous ayons de son nom est dans l'acte de consécration de l'église de l'abbaye de Talloire, où nous le trouvons en compagnie de Léger, son compatriote et métropolitain. Cet acte est sans date; mais la plupart des auteurs lui assignent l'année 1031 (3). Nos deux prélats, qui ne

(1) MABILLON, *Annales Ordinis S. Benedicti*, libr. 57, n° XC. — T. IV, p. 384 de l'édition déjà citée.

(2) *Cartulaire Dauphinois de l'abbaye de Saint-Chaffre*, charte I, p. 2.

(3) Id le *Gallia Christiana*, t. XVI, col. 61; *Monumenta patriæ*, etc. Le *Regeste Genevois*, se basant sur les dates de l'avènement de Léger et de la mort de l'empereur Rodolphe, qui figurent dans cet acte, le place entre les années 1030 et 1031 (p. 50). L'éditeur du *Cartulaire de l'abbaye de Savigny* s'écarte d'une manière assez notable des données précédentes et attribue à cette charte l'année 1037. (T. I^{er}, p. 318, ch. 639.)

le cédaient en rien l'un à l'autre pour le mérite et la naissance, avaient été élevés à peu près en même temps à la dignité épiscopale, et nous les voyons constamment unis d'une étroite amitié. Du reste, à cette époque comme aujourd'hui, les grandes familles d'une même région étaient ordinairement unies entre elles par des alliances, et il est bien à croire que, outre la fraternité du sacerdoce, il existait entre Ponce et Léger des relations de parenté qui resserraient encore davantage les liens de leur mutuelle affection. L'abbaye de Romans, située sur les confins de leurs diocèses respectifs et peu éloignée de Valence, était pour eux un nouveau trait d'union, et comme un terrain commun où il leur était facile de se rencontrer. Nous avons une preuve du bienveillant intérêt que Ponce portait aux religieux de Saint-Barnard dans les lettres que le saint pape Léon IX lui adressa en même temps qu'à Léger pour lui recommander de faire rentrer en la possession du monastère les biens qui lui avaient été enlevés par Sobon ou usurpés par d'autres (1). Nous en avons parlé dans la notice sur Léger.

Le 2 octobre 1037, Ponce assistait à l'assemblée d'évêques convoquée à Romans par Léger, pour régler et sanctionner les privilèges de l'abbaye (2). Le 5 octobre 1040, il se trouvait à un concile tenu à Marseille par le pape Benoît IX, dans lequel la célèbre abbaye de Saint-Victor fut enrichie de nouveaux privilèges. Le 25 mars 1044, il approuvait et corroborait de son sceau les lettres de Hugues de Salins, archevêque de Besançon, en faveur de l'abbaye de Saint-Paul de cette ville (3). Il est fait encore mention de lui dans une lettre adressée le 7 septembre 1050 par le pape S. Léon IX à Pierre, abbé de Saint-Victor de Marseille, par laquelle il lui donne la petite abbaye de Saint-

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 1 bis et 2.

(2) *Ibidem*, ch. 33.

(3) CHIFFLET, *Vesuntio civitas*, Lyon, 1618, t. II, p. 199; — DUNON, *Histoire de l'église, ville et diocèse de Besançon*, p. 45.

Victor de Valence, « injustement détenue jusqu'alors par l'abbé de Saint-Chaffre. » Le pape déclare dans sa lettre que Ponce, évêque de Valence, avait remis entre ses mains, au concile de Vercell qui venait d'avoir lieu, et auquel il assistait, la susdite église de Saint-Victor, révoquant ainsi la donation qu'en avait faite l'évêque Lambert, son oncle, à l'abbaye de Saint-Chaffre. Il paraît que cette église ou petite abbaye de Saint-Victor près Valence (*abbatiola Sancti Victoris subtus Valentiam*), comme elle est appelée dans les titres de l'époque, avait été fondée primitivement par la grande abbaye de Marseille du même nom, qui en aurait perdu la propriété par suite des perturbations causées par l'invasion de nos contrées au X^e siècle ; que par conséquent la donation faite par Lambert était radicalement nulle, celui-ci ayant disposé d'une église qui ne lui appartenait pas. C'est ce que nous donnent clairement à entendre et l'acte même du souverain pontife, et les expressions dont il se sert : « L'évêque Ponce, dit-il, nous a rendu cette église et a désavoué complètement l'injuste détention qu'en faisait l'abbé de Saint-Chaffre depuis l'époque de la désolation du monastère de Saint-Victor (1). »

En 1054, notre évêque Ponce assiste au concile réuni à Vienne par les soins de Léger, sous la présidence du légat Hildebrand (2). Enfin, le 13 février 1056, il fait encore partie d'un autre concile tenu à Châlon-sur-Saône par le même légat, et où se trouvait aussi Léger. On y adjugea, ainsi que nous l'avons vu plus haut, la possession de l'église d'Epinouse, près de Lyon, à l'abbaye de Saint-Barnard (3). C'est le dernier acte que nous

(1) *Concedimus etiam ipsi vestro monasterio abbatiolam quamdam Sancti Victoris nomine apud Valentiam civitatem istam, quam nobis in ipsa synodo (Vercellensi), ipsius civitatis episcopus Pontius manibus nostris reddidit, et per omnia refutavit, tunc usque injuste detentam ab abbate Sancti Theothfredi, ex tempore desolationis monasterii Sancti Victoris.* (Cartulaire de Saint-Victor de Marseille, publié par M. GUÉRARD, t. I^{er}, p. 8, n. 7.)

(2) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, Appendice, ch. 54.

(3) *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Barnard*, ch. 83.

connaissions de la vie de Ponce. Odon, son successeur, était sur le siège épiscopal de Valence en 1058 (1).

7. PIERRE DE MIRABEL, *Évêque de Vaison* (1009-1056).

Il y a eu en Dauphiné plusieurs familles du nom de Mirabel, qui possédaient les seigneuries des différentes localités connues aujourd'hui sous le nom de Miribel ou de Mirabel. Miribel des Echelles, Miribel de Valclérieux, Mirabel-en-Diois, Mirabel-lès-Baronnies ont été le berceau d'autant de familles distinctes, désignées uniformément en latin sous le nom de *de Mirabello*, lesquelles ont ensuite elles-mêmes formé chacune plusieurs branches, ce qui jette la plus grande confusion dans leur filiation et rend impossible l'établissement exact de leur généalogie. Quoique nous n'ayons aucune indication particulière sur l'origine de notre évêque, il nous paraît infiniment probable qu'il appartenait à la famille des anciens seigneurs du bourg de Mirabel, situé près de Nyons, dans les limites de l'ancien diocèse de Vaison, dont il n'est distant que de trois lieues. « Il y a eu, dit Guy Allard, une famille noble de ce nom dans les Baronnies, qui était fort ancienne. Elle portait *burelé de gueules et d'argent de dix pièces* (2). » On sait combien les grandes familles féodales du moyen-âge tenaient à honneur de compter quelqu'un de leurs membres dans les hautes régions de la hiérarchie ecclésiastique, et avec quelle ambitieuse sollicitude et quels soins jaloux certains seigneurs de cette époque se ser-

(1) COLUMBI, *De rebus gestis episcoporum. Valentiniensium*, dans les *Opuscula varia*, p. 263. — GALLIA CHRISTIANA, t. XVI, col. 302-303.

(2) *Dictionnaire du Dauphiné*, édité par M. GABRIEL, art. *Mirabel*. — Le généalogiste dauphinois se trompe lorsqu'il ajoute que cette famille de Mirabel s'est éteinte dans celle des Forest de Blacons. Ce n'est pas avec la famille de Mirabel aux Baronnies, mais avec celle de Mirabel en Diois qu'eut lieu, au XVI^e siècle, l'alliance d'Hector de Forest de Blacons, comme l'a très bien prouvé M. Lacroix. (*L'arrondissement de Montélimar*, t. III, p. 40.)

vaient de leur influence pour faire promouvoir leurs fils ou leurs parents aux sièges épiscopaux les plus voisins et surtout à celui du diocèse dont dépendait leur seigneurie, afin que l'honneur du souverain sacerdoce, qui était alors la plus haute dignité sociale, rejaillît sur leur famille et en rehaussât l'éclat; et aussi pour que les deux puissances, représentées par le même nom et concentrées pour ainsi dire dans les mêmes mains, contribuassent à se fortifier mutuellement et à affermir leur autorité respective dans l'une et l'autre sphère par l'union du glaive et de la croix. C'est ce que nous avons vu en particulier dans l'acte d'élection de Léger; ce furent sans doute les mêmes causes qui amenèrent l'élection de Lambert, de Ponce et de quelques-uns de leurs successeurs à l'évêché de Valence. La plupart des sièges épiscopaux nous offrent des exemples analogues pendant tout le cours du moyen-âge, et même à l'époque moderne. Nous pouvons donc ce semble sans trop de témérité rattacher notre évêque de Vaison à l'antique et importante famille de Mirabel aux Baronnie, disparue depuis longtemps.

On trouve dans le cartulaire de Saint-Victor de Marseille une donation faite en 1059 par un certain Radulphe Aculeus ou Eculeus, de *Mirabello Castello*, et son épouse Alvis, d'une chapelle dédiée à la Sainte Vierge dans ledit lieu de Mirabel, au diocèse de Vaison, quartier appelé Beanvoir (*in loco Pulchro Visu nuncupato*), à ladite abbaye de Saint-Victor (1). Cette

(1) *Donamus scilicet ecclesiam Sanctæ Mariæ, in episcopatu Vasensi sitam, in loco Pulcro Visu nuncupato.* — Il s'agit ici sans doute de la chapelle de Notre-Dame de Beaulieu, qui est encore à Mirabel le but d'un pèlerinage fréquenté. L'édifice actuel en a remplacé un autre fort ancien, que les protestants avaient détruit. (NADAL, *Mois de Marie du diocèse de Valence*, p. 72). M. Guérard se trompe donc lorsqu'il fait de cette église l'ermitage de Notre-Dame de Bel-Air, commune de Murs, canton de Gordes (Vaucluse). Il n'était pas nécessaire d'aller chercher si loin cette chapelle, lorsque la chartre dit formellement qu'elle est fondée dans Mirabel : *Scpe nominatam Ecclesiam Sanctæ Mariæ in Mirabello fundatam*. Murs était bien loin du diocèse de Vaison, dont il était séparé par celui de Carpentras.

donation est ratifiée par ses fils Pierre, Guillaume, Ismidon et Géraud, et par sa nièce (1). Ce Pierre, fils de Rodulphe de Mirabel, que nous voyons figurer ici, ne saurait être sans doute notre évêque de Vaison, car la date de la charte qui nous donne ce renseignement correspond à peu près à la fin de son épiscopat. Mais tout porte à croire que l'auteur de cette pieuse libéralité était un de ses parents, peut-être même son frère, ce qui ferait du jeune Pierre, mentionné dans l'acte, son neveu.

Il est assez difficile de fixer avec précision les dates extrêmes de l'épiscopat de Pierre de Mirabel. Il se trouve placé dans la liste des évêques de Vaison entre deux homonymes, c'est-à-dire précédé d'un Pierre I^{er} et suivi d'un Pierre III; ce qui a occasionné chez les auteurs une extrême confusion. Il est certain qu'il y avait un Pierre, évêque de Vaison en 1009, et on trouve ce nom presque sans interruption dans les actes de cet évêché jusque vers 1080. Le *Gallia Christiana* place entre le premier et le second, qui serait notre Pierre de Mirabel, l'épiscopat d'Imbert, qu'il fait siéger en 1026; le P. Boyer de Sainte-Marthe avoue ne mentionner que pour mémoire entre Pierre II et Pierre III un Benoît II, dont l'existence n'est pas prouvée. Le P. Colombi, de son côté, déclare ne pouvoir se reconnaître au milieu de l'obscurité qui règne sur toute cette époque et qu'il lui est impossible de rien y préciser. « Comme on le voit, » dit-il, les noms seuls de ces évêques sont parvenus jusqu'à nous. Je veux bien croire qu'ils ne sont inférieurs à leurs devanciers ni par la prudence, ni par la piété, ni par leurs belles actions; mais la plupart des monuments destinés à nous conserver leur souvenir ont péri, soit par les guerres que les peuples voisins se faisaient entre eux, soit par l'effet de la barbarie, de l'ignorance et de l'incurie de ces temps malheureux (2). »

(1) GUÉRARD, *Cartulaire de Saint-Victor de Marseille*, ch. 689. (Tome II, p. 30.)

(2) COLUMBI, *De rebus gestis Episcoporum Vastonenstium*, dans les *Opuscula varia*, p. 382.

Au milieu d'une pareille incohérence d'opinions et du silence ou de l'insuffisance des documents, nous donnerons sur notre évêque ce que nous trouverons de plus vraisemblable dans les auteurs, sans apporter d'autre garantie à nos assertions que l'autorité des historiens qui ont étudié avant nous cette difficile question. Hâtons-nous de dire toutefois que le P. Boyer de Sainte-Marthe nous a paru mieux renseigné que les autres, ayant eu entre les mains des documents que ses devanciers n'avaient point connus; et quoiqu'il n'ait pas su en tirer tout le parti qu'il aurait pu et que cet auteur manque généralement de critique, cependant on peut juger, par la nature même des actes et des faits qu'il rapporte, que les sources auxquelles il a puisé sont sûres. Nous croyons donc pouvoir le suivre *tuto pede* dans la longue notice qu'il consacre à Pierre de Mirabel, au moins pour les parties qui sont appuyées sur des textes authentiques (1).

Pierre de Mirabel était religieux de l'abbaye de Saint-Florent d'Orange lorsqu'il fut revêtu de la dignité épiscopale. Il paraît que ce fut vers l'an 1009 ou 1010, d'après un acte du 5 avril 1053, dans lequel il est dit que cette année-là était la *quarante-troisième* de son ordination. Il s'agit ici certainement de l'ordination épiscopale, et c'est ainsi que cette expression doit toujours s'entendre dans les actes des évêques. L'épiscopat de Pierre de Mirabel fut donc très long, et il atteignit presque un demi-siècle, puisque nous le trouvons encore sur le siège de Vaison quelques années après. Quoique une aussi longue durée paraisse bien extraordinaire, nous ferons observer toutefois qu'elle n'est pas absolument sans exemple : à une époque plus récente, l'évêché de Viviers a été occupé pendant soixante-douze ans par le même prélat (2), et de nos jours, nous avons

(1) Louis-Anselme BOYER DE SAINTE-MARTHE, *Histoire de l'église cathédrale de Vaison*. (Avignon, Marc Chave, 1781, in-4°), pp. 81 à 90.

(2) Louis-François de la Baume-Suze, nommé coadjuteur de Jean de l'Hôtel, évêque de Viviers, le 14 mai 1618, devenu titulaire de ce

vu s'éteindre en France le doyen de l'épiscopat du monde catholique dans la quarante-sixième année de son ordination (1). Ne serait-ce pas pour faire remarquer cette prodigieuse longévité que le document en question porte une mention qui n'est pas ordinaire, même dans les actes épiscopaux ?

La première année de son ordination, Pierre de Mirabel fit don à l'autel consacré en l'honneur de la Sainte-Vierge et des douze Apôtres dans la cathédrale de Vaison, et aux douze chanoines qui le desservent, de l'église de Saint-Martin, au lieu appelé Trois-Fontaines, dans le diocèse d'Orange. C'est dans cet acte, dont le P. Boyer nous a conservé le commencement, que notre évêque fait mention de son prédécesseur du même nom que lui, déclarant qu'il fait cette donation pour le repos de l'âme de l'évêque Pierre, qui l'a précédé sur le siège de Vaison, et pour les âmes de ses parents défunts (2) ; par où l'on voit qu'il n'y a pas eu d'intermédiaire entre ce Pierre I^{er} et lui.

« Nous serions trop ennuyeux, dit encore le P. Boyer de Sainte-Marthe, de rapporter au long tous les actes qui nous restent de lui. Nous nous contenterons de faire un abrégé des principaux et de dire en général que l'Eglise de Vaison, jusques à lui, avait été riche de la pauvreté de Jésus-Christ; mais sous lui, elle commença de devenir riche des biens de ce monde. Son exemple contribua beaucoup à exciter les fidèles de son diocèse à faire ces pieuses libéralités. Considérant donc la pauvreté de ses chanoines, pour la rémission de ses péchés, il donna à son église trois parties des dîmes de Vaison, plus la moitié d'une

siège à la mort de ce prélat, le 6 avril 1621, décédé dans l'exercice de sa charge pastorale, le 5 septembre 1690. Nous publierons en son lieu une notice sur ce compatriote.

(1) Louis-Charles Féron, évêque de Clermont, nommé le 13 novembre 1833, sacré le 16 mars 1834, décédé titulaire de ce siège, le 24 décembre 1879.

(2) *Pro animâ antecessoris Petri Episcopi, et pro animabus parentum meorum dono.....*

quatrième partie des dîmes qu'il avait droit de percevoir à Ma-laucène ; dans le Rasteau, la moitié des dîmes des pourceaux, des moutons, des agneaux, des bœufs, et la troisième partie qu'on appelait du synode. Dans la paroisse de Cairane, il donna une métairie avec tous ses droits ; dans le territoire du Rasteau, une autre métairie et deux terres propres à faire du chanvre ; dans le comté d'Uzès et dans la paroisse appelée Carien, une métairie que Guille avait donnée à Sainte-Marie. Dans le comté de Vaison, une métairie que Hugues avait donnée à l'église de Saint-Just, plus une autre métairie donnée par Bernoin ; une autre métairie donnée par Isnard située dans le territoire d'Ancezune (1) ; une autre métairie dans le territoire de Vaison, sous l'obligation que les chanoines garderaient l'église, chanteraient les heures, feraient les hebdomades et vivraient en commun.

» Plus, le même évêque donna quatre journées de vigne qu'il avait à Avignon, proche de cette ville et de l'église de Saint-Ruf ; plus une journée de vigne qu'il avait à Courtésou, plus dans le territoire de Vaison, une journée et demi(e) de vigne au quartier appelé Boxaronis, et une demi-journée au Barsan ; au lieu appelé Teu, une demi-journée de vigne ; au même lieu, une autre demi-journée de vigne ; plus, au-delà de la rivière d'Ouvéze, une journée de vigne ; plus, deux autres vignes ; plus une demi-journée de vigne, située aux Prisons (2), donnée par Godule ; plus une autre demi-journée située aux Fourches ; plus dans le Claux, au-dessus de Saint-Quenin, une vigne ; plus, à Saint-Martin-du-Rasteau, une journée de vigne ; dans le Claux appelé le Puy, une demi-journée de vigne ; dans le même lieu, une journée de vigne ; plus, au-delà du Lauson, au lieu appelé Montili, une journée de terre cultivée et une demi-

(1) Sahune, canton de Remuzat (Drôme).

(2) Le P. Boyer a pris pour un nom commun le mot *Carceribus*, qui est certainement un nom de lieu, peut-être la Charce (canton de Remuzat), que l'on trouve désigné sous ce nom dans les anciens titres.

journée de vigne, et dans un autre quartier appelé les Eaux-Chastes, une demi-journée de terre cultivée; dans le même lieu, une demi-journée de terre; dans un autre lieu, sous la métairie de Morganne, une journée de vigne; plus, à *Mirabel*, une journée et demi(e) de vigne.

» Nous avons encore une convention de Dom Pierre, évêque, avec Théotard et ses deux héritiers Arnulphe et Frodingue, touchant la terre de Saint-Quenin, qui appartenait à l'évêché, et située dans le comté d'Orange, que Pierre leur donne, à condition qu'ils payeront à ses chanoines huit sextiers de blé et qu'après leur mort, ladite terre reviendra, sans aucun retardement, à l'église de Vaison. Pierre donna encore à son église se moulin du Rasteau et un champ propre pour semer du chanvre, situé dans le territoire de Vaison (1). »

On voit par cette longue énumération les biens immenses que possédait ce prélat, non-seulement sur les rives de l'Aygues et de l'Ouvèze, mais bien loin au-delà, puisque ses domaines l'étendaient jusques à Avignon : ce qui peut donner une idée de l'importance de sa famille. Elle occupait la majeure partie de ce qui fut appelé plus tard le comtat Venaissin et pénétrait jusque dans l'intérieur du Dauphiné. Nous y voyons aussi la grande générosité de ce prélat, qui sut faire à son église une large part de ses richesses et la dota magnifiquement de toutes sortes de fondations pieuses et d'établissements religieux.

« Les libéralités que ce pieux prélat a fait(es) à son Eglise, ajoute le P. Boyer, sont contenues dans un livre en parchemin de nonante-deux pages, que nous avons remis entre les mains de Monseigneur Joseph-Louis de Cohorne pour le placer dans ses archives, d'où il avait été enlevé je ne sçai comment. On y voit la dotation de l'église de Vaison faite dans le dixième, onzième et douzième siècle par quelques évêques de ce temps et par plusieurs autres personnes les plus distinguées, ecclésiastiques ou séculières. »

(1) BOYER, *loco cit.*, p. 82.

Pierre, évêque de Vaison, est nommé dans une lettre que le pape Benoît VIII adressait, en 1016, aux évêques des provinces de Bourgogne, d'Aquitaine et de Provence, pour les exhorter à protéger et à défendre les religieux et les biens de l'abbaye de Cluny (1) Nous le trouvons, en 1032, parmi les prélats réunis à Lyon par Conrad-le-Salique pour régler les affaires du royaume d'Arles, et recevoir le serment de fidélité des grands et des seigneurs de son ressort. Le même empereur écrivit, en 1035, aux évêques de la province d'Arles pour les engager à nommer au siège métropolitain de cette ville Raimbaud, patriarche d'Ephèse, son conseiller : ce qu'ils firent. L'acte de cette élection porte aussi le nom de Pierre, évêque de Vaison. Le 5 octobre 1040, notre Prélat fut présent à la consécration de l'église de Saint-Victor de Marseille par le pape Benoît IX, et figure le huitième parmi les dix-neuf évêques qui y assistèrent ; ce qui indique bien qu'il était déjà ancien dans l'épiscopat (2). Il souscrivit à la donation faite en 1044 par Guillaume III, dit Guillaume Bertrand, comte de la Basse-Provence, aux religieux de la même abbaye, d'un bourg à Marseille, et de l'église de Saint-Promaise à Forcalquier, afin d'obtenir de leur part des prières pour lui et pour ses parents défunts. L'acte de cette donation fut passé avec une grande solennité dans une sorte de concile tenu à Barbara, dans le comtat Venaissin, et non pas dans le fief de ce nom situé près de Saint-Paul-trois-Châteaux, comme le dit le P. Boyer (3).

Le 5 avril 1053, par l'acte dont nous avons parlé qui précise la date de son ordination, « Pierre de Mirabel, dit le P. Boyer, qui cite ici les archives de l'évêché de Vaison, donna à son église et à ses chanoines tout le territoire qui est au septen-

(1) JAFFÉ, *Regesta Romanor. Pontificum*, n° 3064. — DUCHESNE, *Histor. Francor. scriptores*, t. IV, p. 169.

(2) *Cartulaire de Saint-Victor*, ch. 14. (Tome I^{er}, p. 14.)

(3) *Ibidem*, ch. 659. (Tome II, p. 1.)

trion, sur le chemin appelé Montanier, là où les chanoines prennent la tisque (1) jusques au plus haut de la montagne. Il en donne la quatrième partie, plus il donne trois parties des dîmes de ladite terre, plus la troisième partie de la cense du marché dedans et dehors, et des pâturages, à condition que les chanoines demeureront dans le cloître commun, qu'ils feront le service de Dieu et de l'Eglise, qu'ils exerceront la charité mutuelle entre eux et à l'égard des pauvres, et que toute propriété sera bannie (2). »

Le 4 mai 1055, notre évêque Pierre fit une nouvelle donation à ses chanoines, aux mêmes conditions que la précédente, d'une condamine située près de Vaison, au levant de l'église, sauf la dîme qu'il se réserva. Nous le trouvons ensuite à un concile tenu à Saint-Gilles en 1056. La même année, il assista encore à un autre concile qui eut lieu à Toulouse, sous la présidence de Raimbaud, archevêque d'Arles, délégué du Saint-Siège ; tous les évêques de sa province renouvelèrent entre ses mains le serment de fidélité et l'hommage qu'ils lui devaient comme à leur métropolitain. Le P. Boyer en a reproduit la formule d'après l'historien Saxius (3). « La tradition porte, dit encore cet auteur, que Goeffroy et Bertrand, comtes de Provence, lui donnèrent vers ce temps-là la moitié de la cité de Vaison et de son territoire ; ce qui est confirmé par une bulle de Pascal II à Rostaing, un de ses successeurs. »

Le même P. Boyer observe que Pierre de Mirabel prend dans ses actes le titre de dom Pierre, évêque, sans doute pour rappeler sa qualité de religieux, à laquelle il demeura attaché toute sa vie. Il paraît qu'à l'instar de Léger, archevêque de Vienne et abbé de Saint-Barnard, il porta tout à la fois le titre d'évêque

(1) Sorte de redevance agraire différente de la dîme. (DUCANGE, v° *Tasca* ou *Taschia*.)

(2) BOYER, *loc. cit.*, p. 88.

(3) *Ibidem*, p. 89 ; — *Supplément à l'Histoire des évêques de Saint-Paul*, p. 19 ; — SAXI, *Pontificium Arelatense*, p. 204.

de Vaison et d'abbé de Saint-Florent d'Orange; nous le voyons en cette dernière qualité conclure certaines transactions avec un certain Guillaume de Cedro en l'année 1056 (1). Cette date est la dernière que nous connaissons de lui avec certitude. Le P. Boyer lui attribue encore la donation de la petite abbaye de Saint-Victor et de Saint-Pierre, sur le territoire de Malau-cène, faite en 1059 par un Pierre, évêque de Vaison, à l'abbaye de Saint-Victor de Marseille; mais ce Pierre, qui se qualifie *filz de Ratmbaud*, paraît être différent de Pierre de Mirabel. Le *Gallia Christiana* et l'éditeur du *Cartulaire de Saint-Victor* en font un personnage distinct.

Le P. Boyer rapporte plusieurs donations qui furent faites à l'église de Vaison par différents seigneurs du voisinage, sous l'épiscopat de Pierre de Mirabel, entre autres une au territoire de Saint-Pantaléon par un certain Rotbald, vers l'an 1012. Le même auteur attribue, à notre évêque, la construction du cloître de la cathédrale et une foule d'autres œuvres grandioses dont il abrège l'énumération et la description; « Mais, ajoute-t-il, ce que nous avons rapporté suffit pour notre dessein, qui n'est autre que de faire connaître la magnificence de cet évêque religieux. »

8. GUINIMAN, Archevêque d'Embrun (1056-1069).

Le XI^e siècle fut une époque de grandes épreuves pour l'Eglise. Aux tracasseries et aux violences extérieures qu'elle avait à subir de la part des princes et des grands, venaient s'ajouter de graves désordres intérieurs, conséquence fatale des empiétements de la puissance séculière, qui prétendait s'ingérer jusque dans son administration intérieure et distribuer à ses créatures les évêchés et les autres bénéfices ecclésiastiques sur lesquels elle avait mis la main. Les hommes les plus indignes

(1) *Gallia Christiana*, t. I^{er}, col. 924,

et les plus cécriés devenaient prêtres et évêques; on conçoit sans peine ce que devaient être de pareils pasteurs, entrés par une telle voie : c'étaient des loups dans la bergerie. La plupart se signalaient par leurs rapines et leurs violences; la simonie et l'incontinence étaient à l'ordre du jour; toutes les turpitudes avaient envahi le sanctuaire et marchaient le front levé. Pour mettre fin à tant de maux, le pape S. Léon IX envoya en France son légat Hildebrand, le même qui devait devenir plus tard si célèbre sous le nom de S. Grégoire VII, avec ordre de poursuivre les abus et de rétablir partout la discipline ecclésiastique. Le légat s'acquitta de sa mission avec la plus grande énergie, et montra dans l'exercice de ses sévères fonctions la même vigueur qu'il devait déployer plus tard dans ses luttes gigantesques contre les empereurs d'Allemagne. Il n'hésita pas à frapper des censures ecclésiastiques les prélats prévaricateurs et à en déposer quelques-uns. De ce nombre fut Hugues, archevêque d'Embrun, qui s'était rendu coupable de toutes sortes de criants abus. Hildebrand l'obligea à se démettre de son siège et proposa lui-même au clergé et au peuple d'Embrun, pour succéder au pasteur infidèle, un religieux de l'abbaye de S. Barnard nommé Guiniman, dont il appréciait grandement le mérite, soit que ce sujet lui eut été recommandé par l'archevêque Léger, soit qu'il le connût lui-même personnellement. Ce choix fut agréé sans difficulté, et le chanoine de Romans fut élu par les suffrages unanimes du clergé et du peuple d'Embrun pour remplacer l'archevêque déposé. Ceci se passait vers le milieu de l'année 1055.

Guiniman (*Guinimannus*, *Winimannus*, *Vinnitmanus*, *Guinamandus*, *Guinimundus*) (1) était des environs de

(1) Guiniman est encore appelé, par erreur sans doute, *Vimannus*, *Viminianus*, *Guiramannus*. Chorier (*Histoire générale du Dauphiné*, t. II, p. 11) l'appelle du nom bizarre de *Remond Vicien*, et ailleurs (même page), *Wiman*, croyant sans doute que ce n'est pas le même. Guy-Allard, jaloux d'apporter son contingent d'erreurs sur notre arche-

Romans. Compatriote de Léger, il paraît avoir été son disciple de prédilection et avoir été honoré de toute sa confiance, quoique beaucoup plus jeune et d'une condition inférieure à la sienne. Nous ne trouvons dans le cartulaire de S. Barnard aucune indication sur sa famille; ce document ne nous fait connaître qu'un neveu de son nom, qui était encore bien jeune lorsque déjà son oncle était archevêque; ce qui nous permet de supposer que Guiniman fut promu de bonne heure à cette dignité. Le même cartulaire contient différentes transactions passées par lui au sujet de terres qu'il possédait à Génissieu et dans d'autres localités des environs de Romans; mais il ne paraît pas qu'elles lui fussent de ses parents; car c'étaient des biens appartenant au chapitre et dont il jouissait comme chanoine, à titre d'usufruitier; ce qui nous permet de supposer que sa famille était de condition médiocre. Il en avait affirmé d'autres de particuliers: c'est ainsi qu'il tenait en précaire d'un certain Guiniman, fils de Canon, un manse au lieu

vêque, s'exprime ainsi à son égard: « *Namannus*, natif du diocèse » d'Embrun, fut élevé à l'archiépiscopat de cette ville par le clergé » de cette église, en laquelle il était prêtre, l'an 1057. » (*Dictionnaire du Dauphiné*.) Mgr de Catellan l'appelle *Guitmond*. (*Antiquités de l'Eglise de Valence*, p. 237.) — Cette multiplicité de noms a occasionné chez les auteurs une extrême confusion à son sujet. Le *Gallia Christiana* n'en fait pas moins de quatre personnages différents, qu'il appelle *Vivennus*, *Guinervinarius* ou *Guinivernarius*, *Viminianus* ou *Vinimannus*, et *Guinimandus*. L'auteur intercale au milieu de ces personnages imaginaires Hugues, le véritable prédécesseur de Guiniman, et les fait suivre d'un Guillaume, qui n'a jamais existé, et d'un certain Pierre I^{er}, dont l'épiscopat est extrêmement douteux, comme il l'avoue lui-même (*Nihil de ejus gestis uspiam legitur*); de sorte que l'unique pontificat de Guiniman se trouve scindé en six et intercepté par celui de son prédécesseur, grâce à des combinaisons de dates extrêmement fantaisistes. Le continuateur de l'ancien *Gallia* relève en passant cette erreur dans la notice de Léger, (B. HAURÉAU, *Provincia Vienensis*, col. 68.)

appelé Montrond, sur le territoire de Parnans (1); mais le cartulaire ne nous dit pas que cet homonyme fût son parent. Les clauses que renferme cet acte nous autoriseraient peut-être à le supposer; le propriétaire de la terre de Montrond en fait don à l'église de S. Barnard; mais les chanoines en laissent la jouissance à l'archevêque d'Embrun, sous la cense d'une livre de poivre, qu'il payera chaque année à la communauté le jour de la fête de saint Barnard. Après lui, cette terre sera cédée aux mêmes conditions au clerc qui sera le plus rapproché de Guiniman par la parenté. Cela ne voudrait-il pas dire que la famille de notre archevêque était de ce pays-là, et que c'est pour ce motif que l'on convient de donner la préférence à un de ses parents pour la jouissance de cette terre, comme étant plus à sa convenance qu'à ce le de tout autre (2)?

(A continuer.)

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(1) *Cartulaire de S. Barnard*, ch. 20.

(2) Peu de temps après la mort de l'archevêque d'Embrun, le 26 novembre 1074, un certain Ponce, surnommé Guiniman (*Poncius Guinimannus*, aliàs *Poncius cognomento Vinimannus*), donna à l'abbaye de S. Barnard pour sa sépulture une partie de son héritage situé à Génissieu, au lieu appelé Sana, dans le mandement de Peyrins, c'est-à-dire tout ce que possédait le chanoine Airard et un homme en son nom (charte 62). — Nous trouvons dans le cartulaire de S. Robert de Cornillon un nom qui se rapproche assez de celui-là; c'est celui d'un certain *Ponthanus Guinimandi* qui figure comme témoin dans un acte de 1300 relatif au prieuré d'Eymeux (ch. 8, p. 19). Il paraît que Guiniman était aussi le nom d'un quartier des environs de Romans : un acte du cartulaire de S. Barnard est intitulé : *Carta de Guinimanno* (charte 68). On sait que dans les actes de cette époque, le nom propre qui suit la préposition *de* désigne toujours un nom de lieu, et non pas un nom de personne. Mais ce qui est bien singulier, c'est que ce nom propre du titre ne se rencontre pas une seule fois dans le texte de la charte, qui, du reste, est antérieure d'un siècle à notre archevêque, et rien n'indique dans l'acte où pouvait se trouver ce lieu de Guiniman. Il y a entre Alixan et Montélier un ruisseau appelé Guimand. Aurait-il quelque rapport avec le nom qui nous occupe ?

ESSAI HISTORIQUE

SUR LA TOUR DE CREST

I.

INTRODUCTION.

Considérée à juste titre comme l'un des plus curieux spécimens de l'architecture militaire au moyen-âge, la tour de Crest n'a manqué jusqu'ici ni d'écrivains pour résumer ses annales ni d'archéologues pour la décrire. Si Dourille, le premier en date, nous en a laissé une étude assez insignifiante à tous égards (1), M. Courtet, plus laborieux et plus instruit, a résumé exactement, mais d'une façon trop sommaire, les principales phases de la lutte soutenue pour elle et autour d'elle par les Poitiers, comtes de Valentinois et par les évêques de Valence, héritiers les uns et les autres des Arnaud de Crest; toutefois, son silence, sur l'histoire du monument à la fin du xvii^e siècle et pendant le xviii^e, rend son œuvre incomplète (2). La description du vieil édifice publiée dans ce même *Bulletin* par M. l'abbé Perrossier, un de nos érudits collègues, est sans contredit meilleure et plus scientifique; malheureusement la partie historique nous y semble un peu sacrifiée à l'archéologie où l'auteur excelle d'ail-

(1) *Courrier de la Drôme* du 20 décembre 1832,

(2) *Revue archéologique* du 15 juillet 1848,

leurs (1). Quant à M. Victor de Saint-Genis, dont le travail, présenté à une réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, est demeuré manuscrit, il nous révèle le genre de vie des prisonniers de la tour au XVIII^e siècle, le gouvernement paternel du dernier major, un des ancêtres maternels de l'auteur, et justifie presque par d'excellentes raisons les lettres de cachet (2).

En restreignant là son sujet, le savant écrivain n'a éclairé qu'un des côtés du tableau, le plus intéressant, il est vrai ; cependant, l'exquise bienveillance avec laquelle il nous a communiqué ses archives de famille et autorisé à en tirer tout le parti possible, nous a permis de présenter un travail d'ensemble, certainement imparfait encore, mais qui, aux renseignements connus, en ajoute d'inédits et ouvrira la voie à de nouvelles recherches, si nos bienveillants collègues daignent en cette circonstance, nous continuer leur précieux concours.

Il est à peine besoin de mentionner un opuscule de la bibliothèque publique de Grenoble, intitulé : *La tour de Crest. — Coup d'œil historique sur les nobles d'autrefois. — Réflexions sur l'état moral de la plupart des détenus*, par Alfred V. (Lyon, Deleuze, 1837, in-12); c'est l'œuvre éphémère de quelque prisonnier militaire aussi peu versé en histoire qu'en archéologie. Tout se borne dans ce petit livre à des aperçus fantaisistes sur les cachots en général, sur la prétendue tyrannie féodale et sur les visites des esprits aux détenus : amplifications applicables à toutes les tours anciennes aussi bien qu'à celle de Crest.

(1) *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme* en 1870, V, 40, 202 et 351; tirage à part.

(2) *Une prison d'Etat sous l'ancien régime ou la tour de Crest*, manuscrit.

Sans résoudre absolument la question de l'origine romaine partielle ou totale du colossal édifice, nous réunissons sans parti pris, autour de son berceau et de celui de la ville, les principales données historiques et archéologiques connues.

Après les Romains, les Gallo-Romains et les Bourguignons, apparaissent, au ^{xii}^e siècle, les Arnaud, puis les comtes de Valentinois et les évêques de Valence, héritiers de Silvion de Crest, intéressés les uns et les autres à la possession d'une place, regardée justement comme la clef du Diois. Cette rivalité de prétentions entre des seigneurs également puissants, amena la construction de deux châteaux révélée par une charte de 1244, dont l'un, le supérieur, appartenait aux évêques et l'autre, l'inférieur, aux Poitiers : situation analogue à celle de Montélimar où il y avait aussi deux châteaux et deux suzerainetés plus ou moins ambitieuses.

Longue et parfois sanglante fut la lutte entre les prélats et les comtes de Valentinois; mais la victoire resta enfin aux Poitiers après 130 ans de guerres (1356). Une fois maîtres absolus de la ville, les comtes établirent leur habitation dans le château et dans la tour, et, au point de vue du site, elle devait être éminemment agréable.

Sous les rois de France, héritiers du dernier comte de Valentinois, mort en 1419, le monument dans son ensemble conserve jusqu'à Richelieu sa destination primitive. Une description de l'an 1508, dont un résumé succinct doit trouver place ici pour l'intelligence de cette étude à titre de carte géographique parlée, donnera une idée soit du château détruit en 1633, soit de la tour encore debout.

A notre érudit collaborateur, M. Eugène Arnaud, chargé de la partie descriptive, le soin de tirer parti de ce

document et des devis de travaux faits ou projetés à la fin du ^{xv}^e siècle ; il ne s'agit pour le moment que d'un aperçu très sommaire de l'ensemble des constructions existantes en 1508 (1).

Trois portes introduisent dans le château : l'une est voisine du fort et de la muraille tendant à la font de Saborin (Sabouri) où s'abreuvaient les chevaux du comte ; le fort a des canonnières et des restes de murs antiques ; la deuxième porte est entourée de murs à canonnières au nombre de 4 ; une troisième entrée existe en un boulevard ceint de murailles. On trouve ensuite la grande place de Salavert avec une grande table et une cloche sur les créneaux pour donner l'alarme, en cas d'incendie, d'émeute ou de tempête. La place est suivie de la *chambre de Salavert* où l'on enferme les débiteurs, arrêtés par ordre de la Cour de Crest ; cette chambre touche au rocher ; elle a deux bombardes appelées « Cortaultz » et une autre chambre placée au-dessus et surmontée d'un bardat, carrelage ou dallage.

A la chambre de Salavert succède la *chambre dite du comte*, parce qu'il y demeurait, avec sa dépendance appelée *arrière-chambre du comte*. Au-dessous, ses écuries pour huit à dix chevaux. Plus loin, au couchant deux petites chambres voûtées.

En montant, on rencontre un autre édifice devant l'entrée de la tour ; là un portail fortifié est gardé par onze arbalétriers ou canonniers ; il conduisait à la cave et au *grenier du comte*. Une chambre dite le *four du comte* servait là de prison pour les criminels ; elle était surmontée d'une autre chambre avec cheminée. Une place

(1) Archives de l'Isère. — B. 3132, fol. 131 et suiv.

au devant de ces chambres était devenue un jardin potager en 1508.

Au levant, un autre fort ou boulevard conduisait à Saint-André d'entre les murs. Vis-à-vis la porte de la tour neuve, un autre fort à canonnières défendait le château entier ; cette tour neuve avait de solides portes, des claies et des herses.

Richelieu, en 1633, fit raser toute cette partie des fortifications et ne conserva que la tour actuelle dont voici la description succincte (1), d'après le document de 1508 :

A l'entrée une citerne. — Un tinal ou cave. — Au-dessus du tinal deux chambres : celle des *ceps* et une autre vide.

Un plancher où l'on arrive par vingt-un marches en bois sert à deux chambres dont l'une renferme d'anciennes flèches et l'autre conservait la viande et les jambons de l'office.

(1) Une autre description du 8 septembre 1799 permettra de comprendre celle de 1508 : la tour se compose d'un rez-de-chaussée, de trois étages et d'un grenier.

La citerne est au rez-de-chaussée ; il y a aussi deux chambres occupées par les vétérans nationaux et, au-dessous, la cave du concierge.

Premier étage : deux chambres et une cuisine pour le casernement.

Deuxième étage : salle de récréation pour les détenus avec les cachots n° 4, 5, 6 et 7 ; basse fosse au-dessous du dernier.

Troisième étage : salle et quatre cachots n° 8, 9, 10 et 11.

Au grenier se trouve le cachot dit La Rolière.

Au-dessus du grenier, plate-forme où est le magasin à poudre ; plus haut, le donjon de la tour.

Au pied de la tour, bâtiment de deux pièces au rez-de-chaussée et trois chambres au premier étage.

Un deuxième plancher conduit à la *chambre du moulin à bras* où se trouvent deux pierres à moudre et à la chambre dite aussi *du moulin*. Dans un autre membre, séparé de la tour, bien que contigu, il y a un cachot où l'on descend les assassins et les condamnés à mort au moyen d'une poulie.

La tour vieille, fermée avec deux portes, forme une prison rude et solide.

Le troisième plancher s'appelle plancher de la chapelle Sainte-Catherine, où il y a un autel en bois et deux fenêtres bâtarde avec deux balistes de bois; il sert aussi à la chambre où se fabriquait la monnaie au-dessus du cachot, au couchant.

La *chambre de Montlaur* a deux fenêtres et une cheminée. Il s'y trouve aussi un petit retraits construit en grosses pierres où l'on met parfois les criminels et d'où ils s'échappent aisément par suite du mauvais état de la porte. La *chambre de La Pade* ou de *Lampade* est contiguë à celle de Montlaur.

De cet étage, des degrés en bois conduisent au bardat ou dallage en pierres plates cimentées avec conduits pour les eaux pluviales et avec cinq fenêtres.

Au-dessus du dallage existent des galeries avec des créneaux, et un dallage sur la tour du cachot est chargé de pierres rondes à l'usage de l'artillerie. De ce dallage on arrive au sommet de la tour antique à l'entrée de laquelle un autre dallage portait aussi des pierres rondes pour les canons.

Voilà brièvement l'état des fortifications féodales sous les Poitiers et sous les rois de France avant les guerres du xvi^e siècle. A cette époque, le château et la tour échoient successivement en partage aux catholiques et aux protes-

tants, bien que les premiers en conservent à peu près toujours la possession.

Puis, les guerres finies, survient Richelieu qui le 26 janvier 1633 fait raser le château.

Depuis ce moment, la tour est souvent déserte ; Louis XIV en fait une prison pour les protestants qui refusent de se convertir ; Louis XV y envoie les fils de famille dissipateurs et insoumis ; la République la convertit en prison civile ; le Directoire, l'Empire et la Restauration en prison militaire.

Par une adjudication publique du 29 juillet 1878, elle est devenue une propriété privée, et un arrêté de M. le Ministre de l'instruction publique en date du 6 juin 1877 l'a classée parmi les monuments historiques de la France.

M. Maurice Chabrières, trésorier-payeur général du Rhône et régent de la banque de France, possesseur actuel de la tour de Crest, a déjà prouvé, par d'intelligents travaux exécutés dans le monument, ses goûts archéologiques et artistiques, et, par ses encouragements précieux aux recherches historiques, l'intérêt qu'il porte aux travaux de l'érudition. Le curieux édifice ne pouvait tomber en meilleures mains.

Cette étude est consacrée à suivre le monument aux diverses époques de son existence ; si elle n'est pas complète en plusieurs endroits, le concours bienveillant de nos lecteurs permettra de combler les lacunes dans une édition nouvelle ; forts de leurs sympathies et de leur secours, nous résumerons notre profession de foi en deux mots : la vérité seule sera toujours notre guide comme elle a été seule notre mobile.

Voici, d'après M. Fontannes dans son beau travail sur

le *bassin de Crest*, la description géologique du terrain sur lequel repose la tour :

Miocène inférieur (Aquitaniens) : calcaire marneux à *Helix Ramondi* (1) ; calcaire siliceux à *Pot. granensis* (2).

Terrains néogènes : *myocène supérieur et myocène moyen* (helvétien) : marne grise (*Ostrea granensis*) (3), à la partie supérieure ; mollasse marno sableuse à *pecten rotundatus* ; galets verdâtres, mollasse marno calcaire à *pecten subbenedictus* ; marne sableuse, bancs à *tapes vetulus* (4), sable marneux, grès marneux à limes, grès dur ostréifère, sable ferrugineux, grès lumachelle à *cardita Michaudi* ; sables et grès à *terebratulina calathiscus*.

A. LACROIX.

(A continuer.)

(1) *Helix* à l'état de moules internes, déformés.

(2) *Potamides* : coquille allongée, turriculée, régulièrement conique ; sommet aigu.

(3) *Ostrea* : coquille ovale, allongée, assez épaisse.

(4) *Tapes* : coquille transverse, oblongue, convexe, équivalve, etc.

TESTAMENTS ET TRAITÉS

DES COMTES DU VALENTINOIS

(Manuscrit de Sérilly).

Tout le monde sait qu'à l'époque littéraire où nous vivons, il est nécessaire de fouiller des masses de manuscrits pour trouver quelque chose d'inédit, et qui cependant pourrait valoir la peine d'être imprimé ; mais ce que l'on ignore en général, c'est le résultat des recherches infructueuses, ou de celles qui n'ont produit que de minimes informations.

Sous ce rapport, les chasseurs diffèrent bien des chercheurs de documents ; lorsqu'après avoir battu une grande étendue de bois ils rentrent à peu près bredouilles au domicile, ceux même qui n'avoueraient pas un manque à portée convenable, déclarent hardiment à qui veut les entendre, que le gibier est un mythe et cela quand leur fusil les aurait dénoncés dans la forêt voisine.

L'archéologue qui a déchiffré inutilement un tas de paperasses, a une tout autre manière de se conduire : il est fort honteux de s'être donné une peine inutile, et ne veut pas être soupçonné d'avoir pu faire fausse route, parfois même il voit avec un malin plaisir, un collègue s'embarquer dans la mauvaise voie qu'il a suivie, et où il sait par expérience qu'il n'a pas de meilleures chances que lui à espérer.

Ce sentiment peu charitable et fâcheux pour la science, entraîne des pertes de temps, des dégoûts qu'il eût été facile d'épargner à un érudit ; c'est donc ce me semble une

espèce de devoir de signaler une impasse à ceux qui suivent la même route.

Il résulte de ces réflexions que le public est intéressé, non seulement aux recherches qui produisent un résultat important, mais encore à celles qui n'aboutissent qu'à de minces produits ; on pourrait dire plus, à celles qui n'ont pour fin qu'une déception complète.

Mettant de côté tout amour-propre ridicule, je vais en conséquence entretenir les lecteurs de notre *Revue*, d'une recherche assez longue, et même assez difficile, que je fis il y a bien des années à la Bibliothèque royale de Paris et qui fut loin, par ses produits, de répondre à toutes mes espérances.

C'était au temps où j'étudiais l'histoire des comtes de Valentinois que j'ai publiée dans l'*Allodialité de la Drôme* ; j'avais, comme tout le monde eût fait à ma place, épluché le dossier de pièces et d'actes latins, que Duchesne a réunis dans ses preuves sur leur généalogie ; c'étaient là des matériaux choisis, imprimés et prêts à être mis en œuvre, dont bien des gens eussent été satisfaits sans aller chercher ailleurs ; mais comme à cette époque j'étais possédé du feu sacré des découvertes, et que j'avais remarqué dans ces actes une foule de passages terminés par des points et des etc... indiquant des suppressions, il me prit fantaisie de savoir exactement ce qu'ils pouvaient contenir, de voir si les restrictions opérées par l'auteur n'altéraient pas le sens des pièces, enfin si dans les détails supprimés il n'y en avait pas de particuliers à cette époque, donnant la mesure des idées, des coutumes et de la vie de ces Suzerains : particularités que l'histoire moderne recherche avec tant de soin, et que les contemporains de Duchesne laissaient volontiers de côté, et regardaient comme indignes de figurer dans

une histoire qui se respecte. Voulant m'édifier parfaitement à cet égard, j'allai m'établir pendant des journées presque entières à la Bibliothèque royale, j'y demandai les manuscrits de Sérilly qui, contenus dans quatre cents volumes, forment la plus riche collection diplomatique qui soit peut-être au monde, je fatiguai les bibliothécaires au transport de tous ces in-folios dont je ne lisais que les tables.

Enfin je trouvai dans celui du numéro 203 que ce volume contenait cent cinquante-huit pages consacrées aux actes des comtes de Valentinois.

Je me mis aussitôt à copier et à traduire de son vieux latin tout ce répertoire d'actes saupoudrés d'une poussière scientifique ; je ne tardai pas à m'apercevoir que les suppressions remplacées par des points, dans Duchesne, n'offraient que bien peu d'intérêt pour l'histoire ; c'étaient parfois des formules seulement, plus loin de simples répétitions, ici des nomenclatures tout à fait inutiles. Bref, je vis que notre historien, en retranchant tout cela, n'avait fait qu'une œuvre méritoire pour ses lecteurs, et je n'étais pas homme à leur jouer le mauvais tour de les obliger à relire tous ces grimoires de notaires ; mais j'étais lancé, et je n'en continuai pas moins un travail qui me paraissait fort peu agréable.

Après tout, me disais-je, puisqu'il y en a long, je finirai bien peut-être par y trouver quelque chose, et qui sait même si la fin ne me garde pas quelque agréable et étonnante surprise ?

Je traduais donc aussi bien que possible en devinant les mots illisibles que je rencontrais sur ma route ; en travaillant ainsi je remplis tout un album d'un déluge de phrases, et après l'avoir comparé aux pièces recueillies par Duchesne, voilà le peu d'inédit que je trouve à ajouter à

son consciencieux ouvrage, qui quoique contenant quelques nouveaux détails, sur des Suzerains sur lesquels on en manque complètement, ne valent guère la peine que tout ce labeur m'a coûté, et ne donneront je crois, nulle envie à quelques autres chercheurs de marcher sur mes traces.

Testament d'Aimar de Poitiers, Comte de Valentinois, année 1270.

La première pièce que je trouve dans les manuscrits de Sérilly, est un testament d'Aimar de Poitiers de l'année 1270, qui n'a pas été imprimé par Duchesne parce qu'en 1277 le même comte le révoqua par un autre inséré dans les preuves de la Généalogie des Valentinois de notre auteur, lequel en reproduit toutes les dispositions principales, et y ajoute cette précieuse nomenclature des seigneuries du testateur qui nous fixe sur l'étendue du Valentinois à cette époque, et dont il fait, après sa mort, le partage entre ses enfants. Cette pièce peu importante pour l'histoire puisqu'elle est répétée et augmentée par une autre postérieure, n'en est pas moins curieuse par les détails qui y sont consignés; je renvoie au testament de 1277 pour les clauses principales.

Le présent testament, dit le comte, a été fait en 1270 pour en annuler d'antérieurs, en présence de maître Jean de *Rocotte*, de Jean *Aurialensis* médecins, de Guillaume de Châteauneuf, seigneur de la Laupie, etc...; Le testateur, comme dans l'acte de 1277, fixe sa sépulture au monastère de Sainte-Marie, ordonne de terminer des contestations avec un assez grand nombre d'Eglises, veut que ses héritiers rendent ce qu'il a pu prendre injustement, qu'ils éteignent les plaintes de Geoffroy de Bordette, celles de son

neveu au sujet de Milaure et de Pont-de-Barret, etc., etc. Il veut qu'ils rendent les gages et les fruits perçus sur le château de Guigues de Suze, qu'ils reconnaissent que la terre d'Armand du Pouzin était la propriété de sa sœur de Vierne, etc. Il lègue 500 livres viennoises aux maisons religieuses de ses terres qu'il nomme, et défend aux évêques de prélever quelque chose sur ces legs, etc.

Le comte s'occupe ensuite de ses serviteurs, et leur distribue également 500 livres ; à Hugues de Barcelonne, damoiseau, il assigne dix livres viennoises de rente sur la terre d'Upie ou de Châteaudouble, à lui et ses héritiers, à *Guil-lanote de Lavaera* 50 sous viennois sur une de ses terres, à Bermond, prêtre, etc., à maître *Jehan Rocotte*, son médecin, 60 sous viennois, à Lentinnet, 50 sous, à *Pierre Castre*, son serviteur, 10 sous, etc., à *Lobety*, prieur de Moirans, 18 livres et à *Arnaudito Uticio* 25 livres pour acheter un cheval, il veut qu'il reste au service de son fils Aimar, et qu'Hugues Lobet, chevalier, Amédée et Guillaume *Rhionis* prennent part à l'argent légué à ses serviteurs.

Il ajoute ensuite au legs de son médecin *Rocotte* cent sous de Vienne, et de plus on lui remettra une de ses meilleures robes ; son fils Aimar de Valentinois donnera en biens et en terres à Brun, frère de son clerc Guigon, ce qui lui sera nécessaire pour rester à son service et vivre honorablement, et à Guillaume *Amessonis* qui l'a si bien mérité, 25 livres viennoises.

S'il se trouve dans ses terres quelqu'un apte à faire une croisade en Terre-Sainte, pour le repos de son âme, et *qui y consente*, il lui lègue ses chevaux, ses armes personnelles, et ce qui lui est nécessaire de ses biens meubles pour traverser la mer et rester deux ans en Palestine, il partira au premier passage ; si l'on ne trouve personne, ce legs se par-

tagera entre les Hospitaliers et les Chevaliers du Temple; il veut également quel'on y envoie un *balistier* (*Balisterius*) et qu'on lui remette à cette fin ce qui lui sera nécessaire.

Mabille, fille de Guillaume de Châteauneuf, recevra trente livres de Vienne pour pouvoir trouver un mari, et pour remède à son âme il lègue 50 livres viennoises aux pauvres ses sujets des deux rives du Rhône, etc.

Les péages de Baix et d'Etoile qu'il a augmentés de quelques droits seront rétablis par ses héritiers tels qu'ils étaient avant lui; il veut qu'il en soit ainsi de toutes libertés, immunités de châteaux ou de villes usurpées soit par lui soit par ses prédécesseurs, surtout à cause des querelles que les comtes de Valentinois ont eues avec les diocèses de Valencé et de Die.

A ce sujet on rendra le moulin de Rocha à Guillemette, femme d'*Aimar de Chabritte* ou ses héritiers, on traitera sa querelle avec *Poncet Cornillani*, celle de Raymond de Châteaudouble, de la fille de *Chambacii*, de Girard de *Montmorán*, on examinera celle des héritiers *Turonne*, quant à celle de Guillaume de Châteauneuf, des hommes de la Laupie et de Marsanne, elle sera arbitrée par le prieur de St-Sauveur, etc., mais il faut que tout cela soit arrangé.

Les exécuteurs testamentaires sont les mêmes qu'en 1277 : mêmes dispositions pour sa femme Alix et ses deux filles; il donne également le château de Chanéac à son fils Guillaume qu'il soumet à l'hommage envers son frère aîné, héritier universel, et termine par les mêmes substitutions à l'infini imprimées par Duchesne. Cet acte signé Guigues Brun, notaire impérial, fut collationné le 21 avril 1422 sur l'original déposé à Avignon, par les conseillers du Roi Cambray et Maulon, etc.

On voit, par cette pièce, qu'Aimar n'était pas sans quel-

que doute sur la justice avec laquelle lui et ses prédécesseurs avaient augmenté leur patrimoine en Dauphiné, qu'il se faisait quelques reproches à ce sujet soit vis-à-vis de sa noblesse, soit envers les deux diocèses qui avaient le malheur d'être ses voisins.

Si j'ai rapporté les libéralités d'Aimar à son entourage, c'est qu'elles nous donnent l'idée de ce qu'était la cour d'un comte de Valentinois à la fin du règne de S. Louis, époque bien reculée où il est si rare de retrouver quelques détails dans les provinces. On n'y voit pas trace de grands officiers dans ce petit état que le comte a l'air de gouverner tout seul ; trois chevaliers seulement ont part à ses largesses, et leur titre à les percevoir est même si peu officiel, qu'il est nécessaire d'une clause particulière pour qu'elles ne leur soient pas disputées par ses autres serviteurs. Au total sa maison princière semble comprendre un ecclésiastique, deux médecins, deux damoiseaux ou pages, un écuyer auquel il achète un cheval de 25 livres, et de simples domestiques auxquels il fait des legs qui ne sont pas de nature à grever beaucoup son héritage.

Les Codicilles d'Aimar V de Valentinois, en 1324.

Il est une pièce qui ne se trouve pas dans le répertoire de Sérilly, et dont il n'est pas question dans les dires des parties; elle avait cependant son importance dans une querelle de succession, ne datait guère alors que d'un demi-siècle, et avait une existence qui n'était pas douteuse, puisqu'elle était signalée par le testateur lui-même : c'est le testament d'Aimar V de 1324 ; à sa place on présente deux codicilles qui, comme on le verra, n'en tiennent pas lieu.

Quel motif eut-on alors pour la passer sous silence ? On ne peut maintenant qu'examiner les codicilles substitués à sa place.

Ils sont tous les deux de 1324 ; Duchesne n'en dit que quelques mots, et ils ne présentent réellement qu'un bien médiocre intérêt, car ils ne sont que quelques modifications à la pièce importante qu'ils ne nous font connaître que par des renvois au texte principal.

Dans le premier, après de longues conférences avec toute sa famille qu'il a réunie au château de Sauzet Aimar accorde un supplément de legs à son fils cadet, Amédée de Poitiers, à la condition qu'il fera hommage-lige à son frère aîné son héritier universel; à la suite de cette nouvelle donation, ce fils se déclare satisfait de sa part, et fait abandon à son frère et ses successeurs du reste de l'hérédité paternelle. Armand du Poyet, chevalier et juge du comté de Valentinois, reçoit cet engagement. Voilà toute cette pièce que le comte de Valentinois, jura entre les mains de son fils l'évêque de Langres, après quoi Amédée lui fit hommage à la manière accoutumée à la noblesse, etc. L'acte fut passé dans la chambre de la forteresse qu'occupait le comte, signé par le chevalier du Poyet, Humbert de Laye, Hugues de Tournon, damoiseau, etc.

Le notaire qui l'avait rédigé ne signa point l'acte comme le remarque en 1446, Raymond Humbert de Chabrillan qui l'examina et le mit dans les formes légales à la demande du comte Louis de St-Vallier, mais cette observation ne l'empêcha pas de l'admettre et de remplir son office.

Deuxième Codicille d'Aimar V, en 1324.

Ce second codicille, dont Duchesne ne parle pas, a la même date que le précédent, mais fut rédigé à Grâne, résidence habituelle de la petite cour des Valentinois; il n'est en quelque sorte qu'une répétition du précédent dont il commente longuement les clauses; il en ajoute une qui est évidemment le but de sa rédaction : c'est la défense aux enfants de recevoir une nouvelle donation de leur père. Le comte témoigne dans cet écrit une crainte extrême que ses dernières volontés ne soient point exécutées, et prodigue toutes les objurgations et menaces usitées à cette époque, il en invente même une nouvelle, et oblige ses enfants à reconnaître qu'ils ont mérité l'excommunication du jour où ils auraient manqué à l'engagement qu'ils viennent de prendre, etc.

Cette pièce est signée des mêmes témoins que la précédente, auxquels le comte en a joint quelques nouveaux, ce sont Agout de Baux, seigneur de Brantes, Jehan Audoard, chevalier, Guigues de Châteauneuf, docteur en droit, Humbert de Laye, damoiseau. Raymond Humbert de Chabrilan qui visa également cet acte en 1446, déclare que de même que l'autre, il n'a pas été signé par le notaire qui a pu mourir avant de l'avoir achevé.

Testament de Louis 1^{er}, Comte de Valentinois, année 1345.

Après plusieurs autres testaments des Poitiers parfaitement analysés par Duchesne, Sérilly donne celui de Louis 1^{er} de Valentinois que Duchesne a imprimé presque en entier page 51 de ses preuves, je crois inutile de répéter

cette pièce et ne vois dans ce qu'il a omis que ce passage qui ait quelque importance : *Nous ordonnons que tout notre comté que nous avons en deçà de Lyon, spécialement les seigneuries de Baix, d'Etoile et de Clérieux, restent unies dans les mains de celui qui succèdera au Valentinois.* Cette injonction très sage à une époque où il se trouvait entouré de voisins dont la puissance croissait d'une manière démesurée, fut négligée par ses successeurs, qui ne comprirent pas la portée de cette dernière phrase du testateur : *Car il n'est pas bon qu'il y ait plusieurs seigneurs dans cette même terre.*

Parmi ses autres prescriptions, Duchesne n'a retranché que celle concernant ses funérailles ; il veut qu'elles soient faites à l'église des Frères-Mineurs de Crest, que son corps couvert d'un vêtement de bure soit porté par douze pauvres de ses terres, tenant un cierge à la main, et déposé dans une chapelle qu'il y a fait construire pour le recevoir.

Il fait à la suite de cet article une foule de donations aux églises, non-seulement de ses comtés, mais de Bourgogne, de Paris, d'Avignon, etc.

Outre le legs qu'il fait à Marguerite de Vergy, sa femme, il lui laisse tout son mobilier et sa *vaisselle d'argent*, c'est la première mention de ce genre que l'on trouve dans les papiers des comtes de Valentinois, ce qui prouve un progrès dans le luxe de cette petite cour, dont bientôt il amènera la ruine. Tout le reste du testament est dans Duchesne, sauf la signature du notaire qui est Humbert de Charbrillan, qu'il ne faut pas confondre avec Raymond Humbert de la même famille, que nous voyons un siècle plus tard donner un *exequatur* aux testaments des Poitiers.

Testament d'Airar de Roussillon en 1364.

Entraîné par le voisinage des possessions, Sérilly a inséré un testament de la maison de Roussillon parmi ceux des Valentinois. Comme cet acte n'a je crois été imprimé nulle part, et qu'il peut avoir de l'importance pour la filiation d'une famille qui a été très puissante dans notre province, je vais en quelques mots en donner l'analyse.

En 1364, Airar, comte de Roussillon qui n'avait pas d'héritier mâle, fait son héritière universelle *Aloyse* sa fille, femme du seigneur *Humbert de Villars*, seigneur de Thoire, à condition que son fils, ou à son défaut sa fille, prendra le nom ou les armes des Roussillon ; si elle mourait sans postérité, l'héritage passera à l'un des fils de haut et puissant seigneur Ainard de la Tour de la branche de Vinay, qui choisira parmi ses fils celui qui doit le posséder. Il lui remet dès à présent le mandement de Sous-Surieu, et fait de nombreuses donations à son entourage, à noble Guillebert de Seyssel, à demoiselle Recordane de la Tour, à Raymondet, son châtelain de Surieu, etc. Les exécuteurs testamentaires sont Ainard de la Tour, Guigon de Surieu, Guillaume de Seyssel, châtelain de Roussillon, etc., et ses témoins Humbert, seigneur de Lierenz, Hugues Malgiron, Fornier, chevaliers, Perrin de Colonges, damoiseau et Sicard, curé de Roussillon.

Testament de Louis 2^m, dernier comte de Valentinois, en 1419

Le testament du dernier comte de Valentinois est trop connu par suite de ses dispositions en faveur de la France, pour en rappeler les clauses principales, mais comme on le

lit ordinairement dans Duchesne qui ne s'est occupé que de son importance politique, je crois qu'il est bon d'analyser les petites dispositions qu'il contient, dont on ne s'est point occupé à cause des autres, et qui cependant nous font connaître le caractère de Louis II et ce qu'était devenu avec le temps cette petite cour que nous avons vue jadis ne se composer que d'une escorte de quelques hommes d'armes.

Après avoir disposé du Valentinois en faveur de Charles, fils du roi de France, et d'un grand nombre de ses seigneuries au profit de ceux de ses proches que ses projets de cession n'avaient pas brouillés avec lui, il s'occupe de son entourage, et lègue quatre mille francs aux nobles qui sont à son service.

Il cite alors Dalmas de *Standonis*, Eynard Cornilhan, Claude Chabert, Antoine de la Motte, *Colmeto Cuydana*, *Perreto Feblerie*, *Pierre Ferando*, son bailli et Bertrand Rabot tout à la fois son notaire et son secrétaire; il donne en outre, à Guillaume de *Courvoya* et à ses autres chambellans cent florins à prendre sur le prix de ses chevaux et de ses équipages qui seront vendus après sa mort, et veut que sur leur simple affirmation on paie tous les gages qui sont dus à ses serviteurs, etc.

Il remet toutes les amendes dont on lui est encore redevable, veut que l'on mette en liberté les prisonniers qui sont actuellement sous les verrous, (cette disposition prouve l'accusation de sévérité qui lui est faite dans l'enquête de Romans), que l'on rende à ses chatelains et baillis les avances qu'ils lui ont faites, etc. Il ordonne de payer toutes ses dettes, et que les exécuteurs testamentaires ne se dessaisissent de ses terres que quand tout sera réglé, s'il lui survient un ou plusieurs enfants posthumes, il veut qu'on leur remette dix mille florins, en les faisant toutefois renoncer à son héritage;

et étend cette générosité jusqu'au troisième posthume qui pourrait lui survenir, etc., ce qui me semble bien un laisser aller de souverain qui n'a pas l'habitude de compter.

Cet acte est passé à Baix, diocèse de Viviers, dans la chambre appelée *Miralh* qu'il occupe dans la forteresse, etc... et comme dit l'acte imprimé de Duchesne, il a été rédigé par Bertrand Rabot, d'Upie, notaire impérial, d'après la volonté expresse du testateur.

A la suite de cet acte, Sérilly rapporte le testament de Diane de Poitiers, imprimé en entier dans les lettres de la duchesse, publiées par M. Guiffrey, et la longue suite des traités au moyen desquels on décida Louis à transmettre son héritage à la France ; ces pièces rapportées avec soin par tous ceux qui se sont occupés de l'histoire du Dauphiné, ne contiennent rien qui ne soit depuis longtemps entré dans le domaine public ; je vais examiner celles qui ont suivi le testament du dernier comte, et qui ont été beaucoup plus négligées comme n'intéressant plus l'histoire de France.

Après la mort de Charles VI, en 1422, son héritier se trouva dans les très graves embarras qui suivirent sa prise de possession du trône de France ; il y eut alors un court retour de fortune pour la famille déshéritée des comtes de Valentinois, et tout à coup le jeune souverain rompant avec la politique de son prédécesseur, adjugea les comtés de Valentinois et de Diois au comte Louis de St-Vallier qui se hâta de se faire reconnaître pour suzerain par les anciens sujets de sa famille. Cet acte du Dauphin, moins connu que les autres parce qu'il fut presque immédiatement révoqué, n'a été regardé par les écrivains que comme

une simple formalité de l'annexion des comtés, et n'en est pas moins assez singulier, nous allons lui consacrer quelques lignes.

Déclaration de Charles VII, du 1^{er} juillet 1422.

Le Dauphin, après avoir, dit-il, examiné soigneusement toutes les substitutions faites en faveur de leurs descendants par les anciens comtes de Valentinois, et les transactions plus modernes, principalement celle de Grâne entre Louis de Poitiers et le seigneur de St-Vallier ; vu également plusieurs autres pièces, soit en faveur du dit comte, soit en la sienne ; déclare qu'il est constant que les dits comtés et leurs terres adjacentes, par suite des testaments et des précédents relatés, appartiennent intégralement au seigneur Louis, fils de Charles, seigneur de St-Vallier, et doivent lui revenir ; c'est pourquoi « Charles, par la grâce etc., considérant que le comte de St-Vallier est l'héritier universel du dernier comte de Valentinois, soit par notre pouvoir, soit par ses propres droits, et ne voulant pas manquer à la justice à son égard, etc... Séant à notre tribunal et ayant devant les yeux les Saints Evangiles, Nous avons déclaré et déclarons que les dits comtés de Valentinois et de Diois, et leurs dépendances existantes soit dans l'Empire, soit dans le Royaume, sont subrogés au dit Louis, etc... et par les raisons dites avant, et par d'autres qui ont ému notre esprit, voyant que le dit comte défunt n'a rien pu, et rien voulu changer à l'hoirie des dits comtés, etc... Ordonnons que les dites seigneuries, leurs fruits, leurs rentes et tout ce qui a été perçu depuis la mort du dernier comte, les dépenses pour l'entretien des villes et châteaux déduites, lui soient

rendues et remises, et cela nonobstant tout empêchement de nos officiers et même du Dauphiné.

« Nous le faisons par sentence définitive, et ordonnons à nos gouverneurs du Dauphiné, de Beaucaire, etc... d'y obéir et de s'y conformer sur le champ, et en tous points, dès qu'ils en seront requis par le dit seigneur de St-Vallier, défendons à tous nos vassaux d'y mettre opposition et ordonnons même à tous nos capitaines, etc... de lui remettre ou à ceux députés par lui, tous les lieux et châteaux qui sont en leur garde, etc... ainsi que les fruits perçus, sauf les petites restrictions pour droit de garde, etc... et cela à peine de notre indignation, etc... sur lesquelles choses nous avons donné nos lettres patentes au seigneur de St-Vallier, etc... et les avons revêtues de notre sceau. Donné à Bourges en la maison de l'Archevêque que nous habitons présentement, le 1^{er} juillet 1422, par notre seigneur Régent et Dauphin en son conseil. Contresigné PICART.

Cette pièce est suivie d'une lettre du Régent qui la répète et la confirme.

Opposition du Chancelier, 1^{er} juillet 1422.

Pendant que le Dauphin rendait en son conseil cet arrêt en faveur du comte de St-Vallier, il faisait rédiger par son chancelier un acte d'opposition qui en détruisait l'effet, et voulait par cette manœuvre avoir l'air de n'agir en sens contraire à ses paroles, que forcé par la volonté inflexible de ses sujets ; cette pièce qui je crois n'a point été imprimée, est un acte assez rare dans l'histoire, et sa rédaction en est curieuse.

« Guillaume Fradet, garde du Scel de la Prévôté de Bourges, etc... Usant de notre droit et pouvoir, et sachant combien que le Régent en son conseil ait fait des promesses à M. Jean de Poitiers, Evêque de Valence de donner ce jour sentence certaine sur les comtés de Valentinois et de Dyois au seigneur Louis de St-Vallier, ainsi que cela a été écrit à l'Evêque de Valence ; vu néanmoins qu'il en courroit grands murmures entre les Conseillers de mondit Seigneur qui n'étoient nullement de cet avis, que quant à lui il en douloit et déplaisoit de tout son cœur, s'il falloit qu'elle se donnât, si autrement pouvoit être fait, et de ce s'en acquittoit envers mondit seigneur ;

« Après les quelles choses exposées par le dit Chancelier, il fut dit par Mgr de Valence, soi-disant procureur de Mgr Louis de Poitiers, que Mgr le Régent lui avoit promis et convenancé de paroles de fils de Roi et Régent de donner sentence des dits comtés de Valentinois et Dyois au profit de M. Loys son frère, ainsi qu'il est dit en certaine minute que l'Evêque tenoit en ses mains, requérant M. le Régent de faire et donner la dite sentence, disant que son frère avoit accompli tout ce qu'il avoit promis, montrant certaines lettres qu'il disoit contenir procuration de son frère, et bailla en outre une sentence écrite en latin sur une feuille, la quelle fut remise à Jean de Croissy, baillif de Senlis, laquelle il lut et dit à l'Evêque qu'elle lui convenoit ainsi.

« L'Evêque demanda alors qu'on y joignit le nom des assistants, mais le baillif s'y opposa, disant que le Roi n'en faisoit point ainsi, parce que plusieurs du Conseil n'étoient point d'accord à cette sentence, etc... Alors l'Evêque proposa de faire foi (rendre hommage) au nom de son frère, disant qu'il en avoit le pouvoir.

« Auquel le Chancelier répondit que le Roi ni le Régent

ne recevoient point l'hommage de leurs duchés et comtés par procureurs, mais qu'il feroit part de l'offre. Le Chancelier s'inclinant alors devant le Régent lui requit lettres pour sa décharge à l'avenir. Le Régent répondit qu'il *n'auroit point ces lettres*, etc. Le tout fut scellé le 1^{er} juillet 1422 à onze heures avant midi. »

Signé CHATEAUFORT.

(*A continuer*).

H. DE P.

SÉANCE DU 2 MAI 1881

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

M. Morel, receveur particulier des finances à Nyons, s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance et M. Lalande remercie la société de l'avoir admis au nombre de ses membres.

Sur la demande de la collection du *Bulletin*, formulée par M. Prudhomme, archiviste de l'Isère, M. le Président fait ressortir l'importance du dépôt confié à ses soins et la bienveillance avec laquelle il se met à la disposition des érudits; la collection est accordée à la Bibliothèque des archives de l'Isère.

M. Allmer, si connu des lecteurs du *Bulletin* pour sa science, publie à Vienne, chez M. Savigné la *Revue épigraphique du Midi* qui en est à sa 12^e livraison. Jusqu'à ce jour il en avait fait l'envoi gratuit à divers archéologues; mais, à cause des frais d'impression, de poste, etc., il désirerait de chaque abonné la modique somme de 2 fr. 20 par an, soit 55 cent. par livraison, et nous prie de lui signaler les personnes qui s'intéressent aux études épigraphiques. MM. de Gallier, Sollier et de Rostaing se font immédiatement inscrire, et il est décidé que le même appel sera fait à tous les membres de la Société.

M. Allmer habite Lyon, quai Claude-Bernard, 47.

A son tour, M. Victor Advielle sollicite l'envoi des noms de chapelles, églises et paroisses de la région qui rappel-

lent S. Antoine, et la description des vitraux, reliques, médailles, images, vies manuscrites, chants, légendes, sceaux, etc. de l'ordre de S. Antoine.

Il est rappelé à ce propos que, d'après une tradition, le corps du saint, apporté d'Orient, fut déposé à Erôme, à Anneyron et Treigneux, dans les chapelles ou églises qui portent encore son nom.

Une circulaire annonçant la création à Gap d'une *Société d'études scientifiques et littéraires des Hautes-Alpes* est accueillie avec satisfaction et M. le Président lui souhaite plein succès.

En même temps il recommande l'ouvrage de M. O'reilly, intitulé *Mémoires sur la vie publique et privée de Claude Pellot, conseiller, maître des requêtes, intendant et premier président au Parlement de Normandie*, 2 vol. in-8° de 700 pages, prix 12 fr. le volume. (Cagniard, éditeur, rue Jeanne d'Arc, 88, à Rouen).

Claude Pellot fut intendant du Dauphiné et l'on possède une lettre du Parlement écrite au roi au sujet des désordres commis à Voiron par les troupes qu'il avait envoyées dans cette ville en 1658 (1).

M. le Secrétaire fait connaître les ouvrages reçus par la Société en 1879, en 1880, et en 1881 :

Académie nationale, agricole, manufacturière, etc., Paris, journal mensuel, 1880-81.

Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille, 2 vol., 1874-76 et 1880-81 ;

Id. de Besançon, 1 vol. 1876-77 ;

Id. de Rouen, 1 vol. 1878-79 ;

Id. de Savoie, 1 vol. 1880 ;

Id. de Lyon, 2 vol. 1878-79 ; 1880-81.

(1) Invent. somm. des Archives de la Drôme. T. III, E 4165.

Assises régionales, agricoles et scientifiques des Pyrénées-Orientales. Compte-rendu, 1880, 1 vol.

Association scientifique de France. Informations et documents.

Comice agricole et société de viticulture de Brioude, 1881, 1 liv.

Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure. Recueil des actes, archives et mémoires, t. 1, 2, 3 et 4.

La Diana de Montbrison, Bulletin n° 6, 7, 8 et 9 (1880-81).

Société académique de Brest, t. 6, 1880.

Id. de Nantes, 2 vol. 1879. — Table.

Id. d'architecture de Lyon, 1 vol. 1877-80.

Id. hispano-portugaise de Toulouse, n° 3 et 4, (1880).

Société archéologique de Tarn-et-Garonne, t. 7 et 8.

Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, 24° vol.

Société archéologique et historique de l'Orléanais. — Bulletin, 3° et 4° trimestres 1879; 1, 2 et 3 de 1880. — Mémoire avec Atlas.

Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne, 2 vol., 1875-77, 1878-79.

Id. de la Haute-Saône, catalogue du Musée.

Id. d'Angers, t. 19.

Id. du département de l'Ardèche, nouv. série, t. 1, 1879.

Id. d'Indre et Loire, t. 58, n° 7, 8, 9, 10.

Société des antiquaires de Picardie. — Mémoires, t. 5. — Bulletin, tome 13.

Id. de Morinie. Bulletin historique, 1879-80. — Mémoires, t. 16.

Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, t. 5 et 6, (fascicules).

Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, t. 4.

Société d'histoire naturelle de Toulouse. Bulletin 1878 et 79.

Société centrale d'agriculture de la Seine-Inférieure 1879. Broch.

Société linnéenne du même département, 1^{er} vol. 1877-79.

Société française de numismatique et d'archéologie, t. 1, 3^e part. — 3 annuaires.

Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan, t. 12.

Société de statistique de Marseille, t. 40.

Société française d'archéologie. — Congrès tenu à Vienne en 1879.

Société historique et archéologique du Périgord 1880-1881.

Société des sciences, lettres et arts de Pau. Bulletin, t. 8 et 9.

Id de l'Aveyron, t. 12.

Société de statistique, sciences, lettres et arts des Deux-Sèvres. — Bulletin et mémoires, t. 18.

Société scientifique et littéraire d'Alais, t. 10 et 11.

Société florimontane d'Annecy. Revue savoisiennne.

Société pour l'étude des langues romanes à Montpellier. Revue, 1880 et 1881.

En parcourant les Mémoires et Bulletin de ces Sociétés, on voit qu'elles étudient l'industrie, les foires, l'imprimerie, les faïences, les enseignes, emblèmes et inscriptions, les croyances, présages, usages, traditions et proverbes, l'administration de la Justice, de l'assistance publique, des prisons, les hommes illustres et les monuments de leurs régions respectives : ce sont là autant de matières à traiter à notre tour dans la Drôme,

La Société a encore reçu les *Antiquités et monuments du département de l'Aisne*, par M. Ed. Fleury. — Paris, 1879, 1 vol. in-fol.

Le *Journal des savants*, année 1880.

La *Revue des sociétés savantes*, t. 1, 2 et 3 de la 7^e série.

La *Romania*, avril, juillet et octobre de 1880.

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n^{os} 9, 10, 11, et 12.

La *Revue du Dauphiné*, de M. Savigné.

Le *Journal de Montélimar*.

Le *Journal de Die*.

Après une lecture, les membres de la Société se rendent à la cathédrale pour examiner les sculptures récemment découvertes et une inscription à l'extérieur.

CHRONIQUE

Des travaux faits à Valence ont mis à nu des ossements et des fragments de poterie sans intérêt historique.

Nous avons reçu de M. Florian Vallentin un extrait du *Bulletin épigraphique de la Gaule*, n° 2, sur l'inscription de Sahune.

Elle est gravée sur un autel avec base et couronnement de 47 cent. de haut sur 22 de large et a été donnée au musée épigraphique de Lyon par M. Morel, receveur des finances à Nyons.

M. Vallentin (Florian) la transcrit ainsi :

INGENVa
SOLIMVTa
MATRIS
V. S. L. M.

Ingenu(a) Solimut(a) Matris, v(otum) s(olvit) l(ibens) m(erito).

L'autel ayant servi de montant de fenêtre a été retaillé et les deux premières lignes sont incomplètes à droite, et quelques lettres ont été dégradées. Les lettres sont grossières et de forme irrégulière.

« *Solimuta* est certain, ce nom n'apparaît pas pour la première fois dans la nomenclature gauloise. » M. Héron, de Villefrose a publié dans le Bulletin monumental..... un fragment épigraphique trouvé à St-Remy... ATIO SOLI-MVTI... « Le mot *Solimuti* me fait quelque peine, » disait Calvet à Séguier en 1769. *Solimuta* confirme *solimutus*.

L'inscription qui ne présente aucune difficulté est dédiée aux *Matræ* ou déesses mères, récemment étudiées par M. Florian Vallentin.

Il y avait déjà d'elles dans la Drôme l'inscription de Dieulefit et celle de Pont-de-Barret ; celles de Sahune et de Montbrun complètent la série. A Montbrun, il y a seulement, d'après M. Chrestian :

.
MATRIBVS.

M. de Maulde a publié, dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, un document du 23 octobre 1484-1494 qui se rapporte à Aimar de Poitiers, sieur de St-Vallier, sénéchal de Provence, adressé à Anne de Beaujeu, régente et présente quelque intérêt ; nous le reproduisons :

« Madame, tant et si très humblement comme je puy a vostre bonne grace me recommande.

« A laquelle plaise scavoir, Madame, que j'ai receu une lettre que vous a pleu me rescrire feisant mencion de deux poules d'Ynde qu'estoient à Masseille, lesquelles m'avoient esté données plus de cinq sepmaines avant la réception de voz lettres, et n'attens fors que si vient ung coq sur quelque nef les vous envoyer. J'ay tousjours l'oueil ouvert si viennent aucunes choses estranges par mer pour vous, car de ce que j'en pourray finer par homme expres vous en enverroyé.

« J'ay eu pour recommandé ce porteur en ces affaires le mieulx que m'a esté possible, mais je ne puy rien oultre le devoir de justice.

« Madame, je vous supplie qu'il vous plaise m'avoir et tenir tousjours en vostre bonne grace et me commander vos bons plaisirs pour les adcomplir, en pryant Dieu, Madame, qu'il vous doint tres bonne vie et longe. »

Cette lettre mérite d'être conservée et connue,

En voici une autre de Reboulet, datée de Valence le 20 février 1651, sur laquelle nous appelons l'attention de nos collègues, nos démarches personnelles n'ayant pas abouti.

« M. de Reclus, mon beau-frère, a un grand coffre de mémoires, harangues et autres choses concernant Jan de Monluc et ses négociations, principalement celle de Pologne qui luy sont demeurées de la part de M. Roland, abbé commendataire de l'abbaye de St-Ruf, son grand oncle. »

Les Reclus habitaient Crest et la Répara ; ils ont disparu de Crest depuis le commencement de ce siècle ; quant à leurs biens de la Répara, ils passèrent à la famille de M. Dumont, ingénieur, qui les acquit de l'hôpital de Grenoble.

La malle est-elle allée à Grenoble ? Il y aurait un grand intérêt à la retrouver pour l'histoire de Jean de Montluc.

Dans la même lettre, Balagny est dit fils de ce Prélat et « la tradition du pays ajoute qu'il l'eut d'une abbesse de » Soyon, laquelle s'étoit retirée à Livron lors des troubles » de la Religion... Jean de Montluc faillit d'estre disgratié » au plus fort de sa fortune, lorsqu'avec chaleur, il pour- » suivoit *per oblationem curiæ* la légitimité du seigneur » de Balagny, ayant fait grand reproche à Catherine de » Médicis de ses services... Ledit Jean de Montluc avoit » esté cordelier et avoit fait profession en l'âge de 16 » années. »

Nous avons reçu : 1° l'excellent travail de M. Joseph Accarias, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, intitulé : *Une famille parlementaire. — Notice sur les Chalvet, (1584-1826)*. Cette étude que nous avons proclamée un modèle du genre, à son apparition, sera nous l'espérons, suivie d'autres monographies semblables de manière à former une galerie complète de nos illustres magistrats dauphinois ;

2° *Le Cartulaire du prieuré de Saint-Sauveur-en-Rue (Forez), dépendance de l'abbaye de la Chaise-Dieu, (1062-1401), publié avec une notice historique et des tables* par le comte de Charpin-Feugerolles, ancien député de la Loire et M.-C. Guigue, ancien élève de l'Ecole des Chartes. (Lyon 1881. — Alf.-Louis Perrin, 1 vol. in-4°.

Cette publication de 380 — xxiv pages, fait honneur à l'érudition des intelligents éditeurs qui l'ont préparée. Très importante pour l'histoire du Forez, elle ne l'est pas moins pour celle du Dauphiné, à cause de la suzeraineté des Dauphins sur St-Sauveur-en-Rue, commune voisine de Bourg-Argental. Que M. le comte de Charpin-Feugerolles, notre collègue bienveillant, agrée ici le témoignage de notre vive gratitude pour l'envoi de ce beau volume.

M. l'abbé Jassoud, qui explore attentivement la vallée de la Galaure, nous adresse d'amples renseignements sur Ratières et sa tour, ainsi que sur la Motte-de-Galaure. Dans sa description du dernier lieu, nous remarquons, entre autres particularités, « une vieille statue de pierre, mutilée, paraissant de la fin du XVI^e siècle, » qui représente un tambour battant la chamade, placée dans un mur du vieux château des Gerlande et des La tour Maubourg; à l'église du prieuré, dépendance de Tournus, dès 1119, un maître-autel en bois doré avec rétable magnifique; dans la chapelle Saint-Antoine, une statue antique de ce saint, avec les armoiries des seigneurs; dans le chœur de l'église un vieux lutrin de bois orné de fines sculptures, paraissant remonter au XV^e ou XVI^e siècle et enfin un bénitier en bronze, « autour des parois duquel on remarque rangées en double cercle une cinquantaine de têtes d'hommes et des plus curieuses. »

Notre zélé collègue appelle l'attention des archéologues

sur ce bénitier, assez semblable à un vase romain, et demande à la Société de le faire photographier ou dessiner afin de faciliter l'étude des personnages qui le recouvrent.

Nous nous associons pleinement à son vœu.

Dans une excursion à Molières, village distant de Die de 4 kilom., sur la route de Gap, il nous a été signalé, dans un mur voisin du pont d'Oreille, une pierre qui, d'après la tradition, rappellerait la défaite des Suisses en 1575.

M. Long avait déjà révoqué en doute l'existence de cette inscription; rien d'étonnant dès lors que je n'aie pu la retrouver.

Cependant, au même endroit, il semble qu'une pierre presque carrée, a porté des signes, peut-être même des lettres; mais le tout est fruste et illisible aujourd'hui. Les lettres apparaissent d'ailleurs disposées circulairement et l'on croit y reconnaître un T d'une inscription romaine.

Il faudra rechercher l'origine de cette tradition persistante.

Montmaur, commune voisine, possède des grottes préhistoriques fort curieuses au quartier de Solore. Quelqu'un de nos collègues désirera sans doute les visiter et nous les décrire. Nous comptons aussi beaucoup sur l'obligeante érudition de M. le Maire de la commune pour cette description.

Quant à l'inscription romaine incomplète de la maison Joubert, à côté de la mairie, M. Long l'a déjà publiée telle quelle dans ses *Mémoires sur les antiquités du pays des Vocontiens*.

NÉCROLOGIES

M. MACHON (HENRI).

Au commencement de l'année, la Société a perdu M. Machon (Henri), maire de Tain, qui s'intéressait vivement aux études d'histoire locale et avait réuni un certain nombre d'ouvrages et de documents.

Homme droit, honnête et dévoué, il accepta la mairie en des temps difficiles et sut maintenir intacts les principes d'ordre, de liberté et de dignité que la passion porte souvent à méconnaître. Il était bon, généreux et bien-faisant.

M. DE PARISOT DE LA BOISSE (HENRI-CLAUDE)

Au moment de mettre sous presse le *Bulletin*, la mort ravissait encore à la société un de ses membres les plus estimés et les plus estimables.

M. de Parisot de la Boisse avait acquis de ses lectures et des traditions de sa famille des connaissances étendues sur nos annales Dauphinoises et s'il n'a rien publié, sa mémoire n'en restera pas moins gravée dans tous les souvenirs. Toujours affable, toujours bon, toujours bienveillant, il était le trésorier de la providence pour toutes les infortunes.

Si le dévouement si touchant et absolu de sa famille, si les larmes et les prières de tant de personnes secourues et

consolées n'ont pu prolonger l'existence de notre honoré collègue, c'est que Dieu voulait récompenser avant l'heure un de ses fidèles serviteurs.

Les funérailles de M. de la Boisse avaient attiré le 2 juillet un nombreux concours, et de tous les cœurs, de toutes les lèvres partait cet éloge touchant : Il fut bienfaisant, il fut bon, il fut juste. Une telle oraison funèbre accompagnée de larmes sincères est le plus éloquent témoignage rendu au mérite du regretté défunt, chrétien véritable et catholique sincère.

BIBLIOGRAPHIE

VIE

D'ARTUS PRUNIER DE SAINT-ANDRÉ,
*conseiller du roy en ses conseils d'Estat et privé,
premier président des parlements de Provence
et de Dauphiné (1548-1616),*

d'après un *manuscrit inédit de Nicolas Chorier, publié avec introduction, notes, appendices et une correspondance inédite de Saint-André*, par Alfred VELLOTT, avocat. — Paris, Picard, 1881, un vol. in-8° avec portrait. (Ouvrage couronné par l'Académie delphinale.)

« Je ne sais qui sont plus redevables, ou ceux qui ont écrit l'histoire à ceux qui leur ont fourni une si noble matière, ou les grands hommes à leurs historiens. » Ce passage de La Bruyère m'est revenu en mémoire en lisant le beau volume de M. Vellot sur le président Prunier; car il éclaire et met en relief une des grandes figures de la magistrature dauphinoise, oubliée jusqu'ici dans la pénombre des événements qui remplirent la fin du xvi^e et les premières années du xvii^e siècles.

On savait bien il est vrai, par les mémoires de Chorier, que cet écrivain qui parle avec enthousiasme d'Artus Prunier dans son *Estat politique* avait laissé de lui une biographie manuscrite; seulement tout portait à croire qu'elle était perdue ou détruite, lorsqu'une heureuse fortune l'a mise aux mains de M. Vellot, qui, dauphinois et avocat comme Chorier, ne s'est pas contenté de publier cette

œuvre du grand historien du Dauphiné, en y semant avec profusion des notes substantielles et précises qui en doublent le prix ; mais l'a encore corroborée et complétée par une vingtaine de lettres de l'illustre magistrat dauphinois et nombre d'autres pièces justificatives d'un haut intérêt.

Elève de Cujas et des grandes universités italiennes, mêlant l'étude de la philosophie à celle du droit et se reposant de la jurisprudence dans la culture des langues orientales ; ami et condisciple de Jacques-Auguste de Thou, des chanceliers Calignon et de Sillery et de bien d'autres personnages illustres, arrivé comme eux aux plus hauts emplois et toujours supérieur à sa tâche ; politique de l'école de l'Hôpital mêlé à toutes les négociations qui amenèrent avec la fin de la ligue, celle de la guerre civile et l'affermissement du trône d'Henri IV, Prunier méritait bien d'être tiré de l'oubli, car il est pour nous servir des expressions de Chorier, « un des plus grands hommes que le Dauphiné ait produits ». Il eut un rôle si important que son histoire est en quelque sorte celle de trois provinces pendant un demi siècle ; mais il faut reconnaître que Chorier et après lui M. Vellot ont donné à cette histoire tous les développements qu'elle pouvait comporter. Si concis fut-il, un résumé de ce livre dépasserait donc et de beaucoup les limites qui nous sont assignées ; aussi nous bornerons-nous à signaler ce livre aux amis des études historiques, certain qu'ils ratifieront le suffrage de l'Académie delphinale, parce que c'est là une œuvre consciencieuse et savante et qu'en l'édifiant, M. Vellot a fait œuvre d'érudit et d'historien.

En tête de ce livre qui est bien le sien plutôt que celui de Chorier, le jeune et savant avocat grenoblois a du reste placé une introduction qui vaut un volume ; esquissant d'une main sûre l'époque tourmentée à laquelle vécut

Prunier, et les importants services que ce dernier rendit à la chose publique, il évoque le souvenir d'autres chefs des grandes compagnies judiciaires d'alors : Truchon qui, par sa résistance aux ordres de la cour, préserva le Dauphiné des horreurs de la saint Barthélemy, « ce grand crime d'un siècle pris de vertige et d'une royauté affolée » ; Jeannin qui rendit le même service à la Bourgogne ; Groulart, le sage et fidèle conseiller d'un souverain aux abois ; Harlay, sévère et dédaigneux pour un prince factieux triomphant, expiant par la prison son inébranlable attachement au gouvernement légitime ; Duranti, massacrée par la populace, pour n'avoir pas voulu pactiser avec l'émeute ; enfin Bénigne Frémyot, disant à ceux qui le menaçaient de lui envoyer la tête de son fils, s'il ne voulait se prêter aux desseins de la ligue : « Rien ne me pourroit esbranler à faire contre mon honneur et le devoir d'un homme de bien. »

En groupant ainsi autour de Prunier quelques-uns de ces hommes de cœur et de caractère, qui, constitués les gardiens du droit et de la justice, au milieu des plus effroyables déchaînements des passions humaines, les défendirent au péril de leurs intérêts et même de leur vie, M. Vellot ne s'est-il proposé que de donner un magnifique cadre au grand magistrat dont il s'est fait l'historien ? Je me plais à croire qu'il a encore voulu adresser un indirect hommage à cette magistrature française, qui, quoiqu'on en puisse dire est toujours digne de respect. En tout cas, on ne peut que le féliciter d'avoir rappelé des actes de noble indépendance et de courageux désintéressement, d'héroïques sacrifices au devoir qui ne sauraient trop être mis en lumière, surtout à une époque telle que la nôtre.

J. B. D.

A MISTRAL.

Moun proumié vouiage.

(Nouvèlo).

Hic illum vidi juvenem... Virgile 1^e Egl.

Ben voui, si quaucaren me genço
 Ei de parla de la Prouvenço.
 Despegne soun bèu ciè, anauta soun renoum,
 Faire saupre en toutei que l'amou,
 E vetaqui perque m'enflamou,
 E que sus tous lous er vou bramou,
 De l'adret a l'uba, d'eiçava eilamout.

O gento terro de Miréio !
 Si de t'ama moun couar s'agréio
 Ei que n'o ben lou dret. Gis de flamo sens fiò
 Coumo gis d'erbo sens rajilho.
 Lou tems que barulo e rasquilho
 N'escafarò pas n'o brisilho
 Lou souveni que iai d'un granfat de ma viò.

Veici : sus la rivo de Droumo
 D'ou vent, a l'endret que se noumo
 Las Crosa de Lauriòu, a qui meste Janpra
 Dins uno tapio demouravo.
 Aviò 'no barco sus la gravo,
 E de la man d'eilai passavo
 Touto meno de gen, lou jour et la vespra.

Lou paure abarissiò 'no treicho
 De garçou san coumo la breicho.

Mi, lou plus mingoulet èrou lou baquioulou
 D'uno imour quenoussai malino
 Cruciou paire, maire e mairino
 E tout ensieje qu'enqui quino
 Ero si bouan per mi que me disian diablou.

Troupisa de journa enteira,
 De long Droumo et dins las rameira,
 Fasiò moun pan benei, moun grand jòuvissamen.
 Dins la gaboulho et la bagnuro
 Per tems chaud e per freiduro
 Pastringavou duro que duro.
 Ben tant qu'ana l'escolo èro tout moun tourmen.

Peissoun alho que sias urouso,
 Disiou, en toun aigo bloudouso,
 De poueire tant nada e t'encourre dins Rouei !
 O ! basto que Diou me dounèsse
 De nada coumo ti e d'èsse
 Peissou, per que Droumo poueiguèsse
 Me charounta bien leun. Mè quouro done poueirai ?

Un cop, o jour qu'ei pas de creire !
 Jour flame, ai capita de veire
 Lou païs prouvençau vount frucho l'òulivié ;
 Un viage, plan-plan o la pausetto
 Ras dòus vejei uno barquette
 Brecavo aqui touto souletto,
 Li sauterou dedins per fa lou batelié.

Dòu trapadou deifou l'estacho ;
 Lou barquet se desentrepacho,
 E zou vène me quarre. Aï ! crac au bouan mitan !
 La couardo chai de la fivèlo ;
 Lou cliòu de l'empento s'estèlo.
 Pauro de Diou ! Droumo èro bèlo ;
 E dengu sus lou brouas per sauva l'espavan...

Trei fei lou batè se deiviro
 Et trei fei dòu vorze se tiro,
 Jilant garo celains dessout la man de Diou.
 Sus l'emproumié me descapitou
 En badant ; peuisso me jitou
 D'a-ginous, d'abor que meritou
 Lou malur que me vent, au marri pas vount siou.

De veire Rose, uno aigo talo,
 Larjo, founto, rouchanto e foualo,
 Pensès si co m'estripo e si co m'espauri.
 Pamens ma pauro cicclando
 Rede se percepito e lando,
 Coumo un crouvé de neuse, a rando
 Las launa e lous gour e lous travèr marri.

Adiou ma ribo Laurioulèso,
 O ! quante sort ! quanto gounflèso !
 Vous veirai plus ma gen, vous disou adeissia.
 E tout d'un cop sus la pouassetto
 M'avanissou... Mè la barquette
 Vai tout-jour à la baruletto
 Breia per lou segroun sur l'aigo emmalicia.

Aï las ! quant d'oura durmiguèrou
 E quant do lèga naviguèrou
 N'en savou ren. Pamens, fougùè qu'en traversant.
 Lòus virovòu de la descento,
 Dous béus angei de l'hour man sento
 Prenguèssant la ramo e l'empento,
 Per m'adurre eilaïns tout viou amei tout san.

A co, voué bicho, pouo se dire,
 Nen fuguè un dòu, un martire
 Per tout moun parentage quand a soulé intra
 De neu, me faguèrou pas veire.
 En plour me charchan de tout queire.
 Sounant d'eici, d'eilai pecheire !
 Jusquo vas lou mati chambrioulan la countra.

Mè gis de drole ; doummai roudan
 Et doummai lhour tremblei s'eimoudan,
 E la douleur lous mando un cop d'espaso au couar.
 E se disan : Aube la tralho
 Sarò parti per Trincotalho.
 Devouri de la peissounalho
 As la ribo de Rouei nòus lou trouvaran mouart.

Lou lendeman, dessous un veje
 Me trouvèran quasimen reje
 Viòuta dedins ma barquo e durmant coumo un ploum.
 Lauva-sé-Diou ! qui se li penso ?
 Garo eilava dins la Prouvenço
 Quauquei radelié de Valenço
 Van pas-ti m'atrouva a rando d'Avignoun.

Quand dubriguèrou ma perpelho,
 Fermioulèrou coumo uno felho,
 De me veiro coueija aube de bèu linçou
 Dins 'no granjo vount tout m'estouno.
 Mè bien plan, uno vouas bravouno
 Me fai : Cragnei ren, ma poupouno,
 Sias sauve de la mouart, vai, vai, n'avei pas pòu.

Malauto fuguè ma cabesso ;
 E per m'adurre un pau de cesso
 Chantavo a moun cousta la damo de l'oustau,
 Chantavo coumo uno sereno
 Un roussignou, uno lardeno,
 En gai parlar de touto meno.
 Ei per aco d'empeui qu'amou lou prouvençau.

Quand lou quinsou e la merletto
 Auvan lou soun d'uno musetto
 Lou valan eicharni, si jueinei soun en ca.
 Daufinenchou, ti auviguèrei
 Lous er dòu païs vounte qu'èrei
 E z'ang ! d'empeui quèu jour vouguèrei
 Sus lous chant d'òu Meijour, apendre a musica.

Vai se devina qu'au doumeine
 Li avio un garçounet tout jueine
 Que li disian Tralet, bravounet mai que mi
 E revelha coumo uno espiòuno.
 Lèu lèn, moun amo dins la siòuno
 Se planto e sa man dins la miòuno
 Sarrapo et proumetem d'esse un couble d'ami.

Broujès un pau dins vostro testo
 Broujès qunto fuquè la festo
 De mous paureis parent que me créian néia
 Lou jour qu'achabant la semano,
 Tourna venguèr 'a la cabano.
 Jour d'or, e tout marca d'arcano
 Per uno maire en plour qu'avio ben tant preia.

D'aqui eiçai, lou tour dous iagei
 O vira mai de trento viagei,
 Sus moun su blanchinè, un prou escliarnesi
 Lou roure o creissu per lou sèrre,
 L'efant ei devengu grand père
 E peui lou vielhenge de fèrre
 Faro chaire bien tòut moun couarp freid e blesi.

Pamens, aquelo souventanço
 De l'escapa de moun efanço
 Ei resta dins moun amo encastra jusqu'enqueui.
 Moun couar oublierò tout l'òure,
 Ma man s'anuiarò d'escrìoure,
 Mai per sur cessarai de viòure,
 Davant que lou Tralet se gare de mous cui

Ele, douè-temps, s'ei fa 'nò draio
 Claïo de flour; soun noum dardaïo
 E soun frant estiala trelusi tant que vòu,
 Ele qu'au ciè soun noum avento,
 De soun Jan-pradou se souvento.
 L'autrié li mando la patento
 Que lou fai eiçamout daufinen cabiscòu.

(Parler de Loriol).

L'abbé L. MOUTIER.

LOU DSUETON DE PLITONCOURT.

IV.

Mesurajou dou pont.

A ma sœur LA LISS.

Puetsueta revâre
Toù bor écumân
Fan plési de vâre,
Et pousson la nâre
Car i sont charman.

Plan plan te vueroglie
Dsan loù pro fieri ;
Où fond z'i gabouoglie,
La verda granoglie.
Qu'on va z'i ferî.

Loù pûvou te cachon
De gliou fougliaret,
Et le gent z'i chasson,
Dsan l'éga, pourchasson
Loù rat pécharet !

Quella revâre i lou Salon
Dont l'éga vian jesqu'ou talon.
Alle cole où bo dōu vuellajou
Plan-plan san fère de ravajou,
Dépâ longtems in étoupon
Z'iaiyé construit in jogli pont,
Qu'ayié dué grande z'ouverture
Lou tout bōtsi en pière dure.
Si vous vouglîo fère la cour
Où z'abuetan de Plitoncourt ;
I gliou faglié, bon jour, bouna ouâra
Vanto fortaman qué chē-d'ouâra ;
Si vous vouglîo loù z'agassié
Et mémou loù z'ambarrassié :

— Dsiquiet, lian, combian t'é bo !
 N'éde-vous jamé mesuro ?
 — I n'ayian po poui trouvo l'émou
 De z'ou savé.... Et d'être à mémou.
 De se vâre tant annouyé
 Ffran vegni l'agent-vouyé :
 — A ne trouvo quella dsuestânce
 I fo-t'employié voutra sciânce ;
 Brougé et tsirié voutrou plan
 Et ne ne léssié po en plan?...
 — Vioûluet-fleri, ricon et couéna
 Rasta plantò cueme ina bouéna
 Lève en l'ar sou zié picarnoû,
 Fa, joignan sou ping regrougniou :
 O génie descend si la târta
 Oû ban je te farâ la gârta...
 Vian don, s'i te plait, m'inspuero :
 Car vrâ je sé tout marcouro ?
 — A soun invoucacion pressâta,
 L'Espruet dou Cieur fuet sa descenta :
 Si sa tэта vian se pouso,
 Faglié qu'ou fesse bian ouso !
 Gli boglie in'idée gliumuenoussa
 Dont ma charippa fûet jouyiousa :
 De se dué man, ou parapuet,
 Se suspendan ou s'arrapuet ;
 Lou long de lui ou fuet descendre
 In omou, qu'à sou pié fuet pendre ;
 In otrou descenduet pli bo,
 Touchove cosi perabo.
 Quand on a de z'idée pareglie
 On pou ban fère de merveglie ;
 Mai le medaglie an gliou revar,
 Vous verri la fin dsan mou var !
 A grou degout lou vouyié suove
 Tant la crappa d'omou pesove.
 Sou bras, se chambe éran tendsi
 Me que quellou delloû pendsi ;

Se z'onglie crâsovan la piéra,
Oùll'écumove cueme biéra ;
Se z'ouèreglie fésian tintin.
Lou sang rougeyiove son teint.
Loù doù desso s'empac'antovan
Et sacreyan i gigoutovan :

— Tin bon ! glioù fa dsin ton braman,
Je vo me craché dsan la man....

— Et, patafloù !.. Tout dégringole !
Et lou Génie où Cieur s'anvole !!!!

Meri d'EXILAC.

(Parler de l'Isère, bords du Rhône).

(A continuer).

Marché de la sonnerie des cloches à Colonzelle

(Archives du lieu).

« L'an 1550 et le doziesme jour dau més de may, les consouls de Colonzelles, Pons Escoffié et Jehan Franson, an baylat et deslieurat las campanos, ambe la lixense dau consel et parlement, soés assaber a Anthoni Dauboc per sonar ben et suffieciement au temps que sera de bessoing, quant tronara, et aquo, durant le temps et espasi de ung an revolun, accomensant le tiers jour de may, darrier passat et tal jour finissent, et aquo per le prés de nef florins poyans au jour de la cros de semptembre cinct florins, et les quatre florins au jour de son terme. que sera le tiers jour de may procant venent.

« Item és de pati que ledit campanier deu sonar ben et suffieciement a toutes las possessions generalles comme és de costume.

« Item quant ledit campanier non sera de bon oro quant tronera que les sendiques pueyson li lougar ung homme per sonar per li a ses despens, et aquo en presenso de M. le chanoyne de Bosquo et de M. Georgii Fornier, habitant de Grinhan, et de my de soubes signa. Fet et escrit au chasteau de Colonzelles. J. LARMANDO. »

Pour copie conforme : A. LACROIX.

STATUTS ET RÈGLEMENT
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME

discutés en assemblée générale le 8 février 1866,
approuvés par M. le Préfet le 16 du même mois,
par M. le Ministre le 18 novembre 1867
et par le Conseil d'Etat le 23 juin 1881,
suivis du décret qui reconnaît la Société
comme établissement d'utilité publique.

PREMIÈRE PARTIE

STATUTS

1. — Définition et but de la Société.

ARTICLE 1^{er}.

La Société a pour objet : 1° de propager le goût des études archéologiques, statistiques et historiques, surtout en ce qui concerne le département de la Drôme ; 2° de centraliser et de publier les travaux de ses membres.

Ainsi, la Société sauvegarde, autant qu'il est en elle, tous ces débris précieux légués par les siècles passés, et qui, sous des formes diverses (monuments, médailles, statues, tableaux, urnes, sarcophages, armures, vitraux, ustensiles de toute espèce), font connaître l'état des arts et les usages des peuples aux différentes époques de la vie sociale.

Elle recueille les chartes , les coutumes , les traditions , les chroniques, les légendes, les inscriptions, les chants populaires, et tout ce qui se rattache à l'histoire locale.

Elle réunit ainsi les éléments nécessaires pour composer l'histoire des villes, des localités et des hommes qui ont joué un rôle dans la contrée.

Le siège de la Société est à Valence.

II. — Composition.

ART. 2.

Le Préfet de la Drôme est président d'honneur de la Société ; il préside la séance toutes les fois qu'il y assiste.

ART. 3.

Le nombre des membres est illimité ; ils sont rangés en quatre classes :

1° Membres fondateurs,

2° Membres titulaires,

3° Membres honoraires,

4° Membres correspondants, domiciliés hors du département de la Drôme.

La liste des membres sera publiée chaque année dans le *Bulletin* de la Société.

ART. 4.

Tout sociétaire qui aura versé dans la caisse de la Société une somme de *cent francs* et au-dessus sera de droit *membre fondateur*.

Les noms des membres fondateurs seront, chaque année, publiés en tête de la liste des membres de la Société.

ART. 5.

Pour être membre de la Société, il faut être présenté par deux membres fondateurs ou titulaires, réunir la majorité des suffrages et adhérer au présent règlement.

ART. 6.

L'élection d'un candidat n'a lieu que dans la séance ordinaire qui suit celle de sa présentation. Le membre élu en est immédiatement informé par une lettre du président.

ART. 7.

Tous les membres de la Société sont invités à participer à ses travaux, en envoyant au moins une fois chaque année un travail sur un sujet rentrant dans ses attributions.

ART. 8.

Le minimum de la cotisation annuelle est de *vingt francs* pour les membres fondateurs et titulaires ; il est de *six francs* pour les membres correspondants.

Ces derniers n'assistent pas aux séances, ou bien, s'ils y sont admis, sur leur demande, ils n'ont pas voix délibérative. Ils reçoivent le *Bulletin* de la Société.

Les membres honoraires peuvent être, s'il y a lieu, dispensés de la cotisation. Le *Bulletin* leur est aussi adressé.

III. — Administration.

ART. 9.

La Société est administrée par un Bureau, composé de :

Un président,
Trois vice-présidents,
Un secrétaire,
Un vice-secrétaire,
Un trésorier,
Un vice-trésorier,
Un archiviste,

ART. 10.

Tous les membres du Bureau sont élus pour trois ans. Ils sont rééligibles.

L'élection a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas de ballottage, l'élection aura lieu à la majorité relative et quel que soit le nombre des votes exprimés dans une séance ultérieure, sur une nouvelle convocation indiquant les résultats du premier scrutin.

En cas de démission ou de décès d'un membre du Bureau, il sera procédé sans retard à son remplacement.

ART. 11.

Le nombre des membres nécessaire pour délibérer dans le Bureau est de cinq au moins et dans les assemblées et élections du cinquième des membres composant la Société. Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages.

Tout sociétaire peut se faire représenter par un fondé de pouvoirs, membre de la Société ; néanmoins, chaque sociétaire ne peut exprimer plus de six suffrages, y compris le sien.

ART. 12.

Le président ordonnance les dépenses votées par la Société.

Le trésorier est dépositaire des fonds de la Société. Il tient le livre des recettes et des dépenses.

Il acquitte les dépenses sur mandats délivrés par le président. Il est secondé et remplacé, au besoin, par le vice-trésorier.

Il représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

ART. 13.

Chaque année, il est dressé par les soins du trésorier un budget des recettes et des dépenses de la Société. Ce budget est discuté par le Bureau et adopté en séance générale.

ART. 14.

La Société arrête chaque année, au mois de décembre, le budget de ses dépenses ordinaires, pour l'année suivante, sur la proposition des membres du Bureau.

Elle reçoit aussi chaque année, à la même époque, les comptes du trésorier et elle nomme, s'il y a lieu, une commission pour les examiner.

ART. 15.

Le président dirige la Société.

Il convoque les assemblées ordinaires et extraordinaires.

De concert avec le Bureau, il nomme les commissions ou sections et les préside lorsqu'il y assiste.

En cas d'empêchement, les vice-présidents remplacent le président suivant l'ordre d'inscription au tableau. En l'absence du président et des vice-présidents, la séance est présidée par le plus âgé des membres présents.

IV. — Ressources.

ART. 16.

Les ressources de la Société consistent dans le produit des cotisations annuelles de ses membres, dans le revenu de ses fonds, dans les subventions qu'elle reçoit, dans la vente de son *Bulletin* ou des *ouvrages* qu'elle publie en dehors de ce *Bulletin* et enfin dans les dons ou legs qui peuvent lui être faits.

ART. 17.

Les délibérations relatives à l'acceptation de dons et legs, aux acquisitions ou échanges d'immeubles seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 18.

Les excédants de recettes inutiles au fonctionnement ou au développement de la Société seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du

Crédit foncier de France ou en obligations de chemins de fer français émises par des Compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

V. — Séances.

ART. 19.

La Société déterminera l'époque de sa séance publique annuelle.

Les autres séances ordinaires suivront de près la publication du *Bulletin* trimestriel.

VI. — Règlement intérieur.

ART. 20.

Le règlement intérieur réglera le mode de publication, la police, l'ordre des séances, les fonctions du secrétaire et de l'archiviste et les dispositions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts.

Il est préparé par le Bureau et adopté en séance générale et soumis à l'approbation du Préfet.

VII. — Dissolution.

ART. 21.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération de la Société, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement.

VIII. — Statuts.

ART. 22.

Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération du Bureau et de l'approbation du Gouvernement.

Toute modification au présent règlement devra être proposée par cinq membres au moins.

Les demandes de cette nature seront déposées à la dernière séance de l'année. Il sera nommé une commission pour les examiner et il sera statué à la séance suivante. Ces modifications ne pourront être admises qu'à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés, formant la moitié au moins des membres composant la Société.

IX. — Dispositions générales.

ART. 23.

La Société s'interdit toute matière étrangère aux objets de son institution.

Ces statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'Etat dans sa séance du 23 juin 1881.

*Le maître des requêtes, secrétaire-général
du Conseil d'Etat :*

Signé : A^e FOUQUIER.

Vu à la Section de l'Intérieur, le 14 juin 1881.

Le rapporteur,

Signé : G. DE SALVERTE.

Pour copie conforme :

Le chef du bureau des Archives,
H. VALMORE.

DÉCRET

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des
Beaux-Arts ;

Vu la demande formée par la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique ;

Vu les statuts de ladite Société, l'état de sa situation financière et les autres pièces fournies à l'appui de sa demande ;

Vu l'avis favorable du Préfet de la Drôme ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Décède :

ART. 1^{er}

La Société d'archéologie et de statistique de la Drôme (à Valence) est reconnue comme établissement d'utilité publique.

ART. 2^o.

Les statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés. Aucune modification ne pourra y être apportée sans l'autorisation du Gouvernement.

ART. 3^o.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 juillet 1881,

Signé : JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Signé : JULES FERRY.

Pour ampliation :

P. le chef du Cabinet et du Secrétariat :

Le chef du bureau des Archives,

Signé : VALMORE.

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR CLAVEYSON (DRÔME)

(Suite. — Voir la 58^e livraison).

D'après une autre charte encore (1), Guillaume de Claveyson, fils aîné de Rencon-le-Roux, avec le consentement de Bermond, son frère, donne à l'église de Saint-Barnard un *Courtil* sis *in Albasti* (2). Outre le chanoine Aimon, Rencon-le-Roux avait un frère nommé Armand, qui eut aussi plusieurs enfants, savoir :

1^o Aimon, dit le Vieux, qui donna à l'église de Romans une vigne sise dans les environs de Claveyson.

2^o Achard, surnommé Matractz, frère d'autre Rencon, et d'un autre Armand (lequel donna aussi à St-Barnard des terres situées à Claveyson). C'est probablement cet Achard qui fit don à la même église, vers la fin du XI^e siècle, d'un courtil sis à Peyrins, au quartier de Montels, du consentement d'Ismidon, fils d'Armand, son oncle (3).

3^o Ismidon, frère de Matfred, archiprêtre de St-Barnard (4), d'Aimon dit Rebufa et de Théobert.

(1) *Ibid.* — Charte 321 (milieu du XI^e siècle).

(2) Probablement Malbâti, qui est un quartier voisin du village.

(3) Cartulaire de St-Barnard, ch. 378 (milieu du XI^e siècle).

(4) Ce Matfred est fréquemment nommé dans le cartulaire ; voyez les ch. 167, 277, 289, 328, 330 et 337.

Antelme, Bertrand, Pons et Chatbert de Claveyson, enfants de ce Bertrand, sont mentionnés dans une charte antérieure à l'an 1178 (1).

En somme, nous avons vu jusqu'ici une famille nombreuse, divisée en une foule de branches où il est impossible de distinguer les aînés des cadets. A partir de l'an 1200, les documents deviennent de plus en plus nombreux et nous donnent la possibilité d'établir, sinon une filiation bien positive, du moins une suite non interrompue de seigneurs.

Guillaume, 1^{er} du nom, seigneur de Claveyson, assiste comme témoin à la cession du fief de Silvion de Crest, faite par Humbert, évêque de Die, à la dauphine Béatrix (2). On le trouve au nombre des cautions de dot dans un contrat de promesse de mariage entre Béatrix, fille aînée de Guillaume de Beldisnar et Silvion III de Clérieu. L'acte est passé au-dessous d'Auzon, sur les bords du Rhône, au port de St-Vallier, au mois de juin 1230, la 6^e férie après la Pentecôte (3).

Un parent de Guillaume, Durand de Claveyson, chanoine de Die, figure dans différents actes en 1218, 1227 et 1240 (4).

Artaud, 1^{er} du nom, est le successeur de Guillaume, sans qu'on puisse établir sa filiation. Il est qualifié seigneur de Claveyson et de Mercurol. Cette dernière terre devait rester, pendant 500 ans, unie à celle de Claveyson; elle relevait de Clérieu et avait donné son nom à une fa-

(1) Cartulaire des Hospitaliers de St-Paul-les-Romans, ch. 1 et 2.

(2) Cartulaire de l'église de Die, publié par l'abbé Chevalier.

(3) De Gallier, loc. cit., p. 162 (note).

(4) Cartulaire de Die, publié par l'abbé Chevalier.

mille de seigneurs, éteinte dès le milieu du XIII^e siècle; c'est sans doute par suite d'un mariage que ses biens entrèrent dans l'héritage des seigneurs de Claveyson.

Le 3 des ides d'octobre de l'année 1257, Artaud reconnaît tenir de François, seigneur de Peyrins, en fief rendable, deux parties du château et mandement de Mercurol, excepté la terre appelée *Cialeucha* et sa propre maison d'habitation, toutes deux acquises de Humbert Richard, chevalier, qui doivent rester en franc-allevu. En 1276, le 6 des ides de février, il achète moyennant 30 livres, de Humbert de Chantemerle, les terres et bois que possédait au territoire de Clérieu défunt Falcon de Mercurol, damoiseau.

Artaud est encore nommé dans un acte de l'an 1277, avec la qualification de damoiseau, ainsi que dans les conventions pour le mariage de Sibille, fille de Roger de Clérieu, avec Guignonnet Alleman, en date des ides de janvier 1281, où il est au nombre des cautions de dot (1).

Guillaume II paraît être le frère plutôt que le fils du précédent. Il est qualifié chevalier, seigneur de Claveyson. Il avait été nommé, en compagnie d'Aimar d'Hauteville, garant et gardien d'une suspension d'armes de 15 jours, signée le 24 septembre 1274, entre Silvion de Clérieu et Aimar de Poitiers, comte de Valentinois; c'était une des nombreuses trêves de la longue lutte qui eut lieu à cette époque entre les deux puissants feudataires. En 1283, le dauphin Humbert fit don à Guillaume de Claveyson du quart du fief de Claveyson; un autre Guillaume, damoiseau, son parent et seigneur de Mercurol, voulut se faire

(1) Chorier, *Estat polit.*, t. III, v^e Claveson. — Archives du château. — De Gallier, *passim*.

rendre hommage pour ce quart de fief, alléguant la suzeraineté de Clérieu. Il produisit à cet effet, à l'appui de *ses prétentions, des lettres du dauphin et du comte de Valentinois* ; mais Guillaume de Claveyson refusa de lire ou de recevoir les lettres de jussion, et répondit qu'il ne voulait rien décider sans en avoir conféré avec ses amis (1).

Guy-Allard nous apprend que ce Guillaume, seigneur de Mercurol, se révolta contre la dauphine Anne, en compagnie de Roger de Clérieu, de Falques de Montchenu et de plusieurs autres gentilshommes. La dauphine, après la mort de son frère (Jean, mort en 1281), ordonna aux principaux seigneurs de la province, de venir lui rendre hommage à Grenoble. Les révoltés, réunis à St-Marcellin, refusèrent d'obéir, menaçant de se défendre par les armes. La dauphine et son mari, Hugues de La Tour, se gardèrent d'insister et firent engager les mutins à rentrer chez eux (2). Guillaume de Claveyson fut garant en 1284 des promesses d'Humbert I à la dauphine, et en 1289, Anne l'informa du don fait par elle de la Tour au dauphin Jean II.

Le vendredi après la Purification (1290), Guillaume II prêle hommage à Roger de Clérieu, pour le château de Mercurol, avec cette clause expresse qu'il n'entendait nullement préjudicier à ses propres droits, ni à ceux de François, seigneur de Peyrins. Il vivait encore, lorsque, le 3 janvier 1291, le dauphin donna l'ordre à son châtelain de Clérieu de prendre la défense de Mercurol (3).

(1) De Gallier, loc. cit., pp. 163 et 235. — Archives du château.

(2) Guy-Allard, *Description historique de la ville de Grenoble*, p. 279. — Guy-Allard place cet événement en 1276 : c'est évidemment une erreur, puisque le dauphin Jean ne mourut qu'en 1281.

(3) Valbonnays, t. II, 36-37 et 52.

Le contrat de mariage de sa fille Catherine, analysé ci-après, nous fait connaître trois enfants de Guillaume II, savoir :

- 1° Raymond, qui suit ;
- 2° Artaud, qui succède à son frère ;
- 3° Catherine.

Dans le même temps, vivaient Aynard de Claveyson, chanoine de Romans, qui est nommé dans une vente faite au dauphin Humbert par Guillaume-François, seigneur de Peyrins, le 13 août 1302 (1), et Artaud, chanoine de Vienne, témoin en 1302, d'un traité du dauphin avec le chapitre de cette ville (2).

Raymond, damoiseau, seigneur de Claveyson, ne nous est connu que par l'acte suivant :

Le mardi après la fête de sainte Madelaine (1295), il donne sa sœur Catherine en mariage à Nicolas d'Haute-rive, fils de Berlion et *veuf de Guillomette de Givors*, et lui promet en dot 300 livres, plus deux vêtements (*duo paria vestium*), savoir : le premier, quand elle épousera ledit Nicolas, et l'autre, avec un manteau fourré de vair, dans le délai de cinq années, à partir de la prochaine fête de la Purification, à moins que son mari ne vienne à être fait chevalier dans l'intervalle, auquel cas lesdits vêtements seraient donnés plus tôt. Parmi les cautions, se trouvaient Artaud de Claveyson, Aymar de Bocsozel, Pierre de La Motte, etc., et parmi les témoins, Pons d'Haute-rive et Jarenton de Claveyson, chanoine de St-Vallier (3).

(1) De Gallier, loc. cit.

(2) Cartulaire de Romans. — Valbonnays, t. II, 114.

(3) D'Hozier, *Généalogie de la maison de Chastellard*. (Armorial général ou Registre de la noblesse de France, reg. V.)

Artaud II, seigneur de Claveyson, était fils de Guillaume II. En 1302, il rendit deux hommages à Roger de Clérieu ; le premier, du lundi après le Carême, pour les deux parts de Mercurol, tenues jusque-là de Guillaume-François de Peyrins ; le second, du lundi après l'Assomption, pour le tiers de Mercurol et la huitième partie de Claveyson. Le samedi après la fête de saint Michel (1304), il rendit hommage-lige à Pierre de Servissas, chanoine du Puy et prieur de l'église de Chantemerle, pour tout ce qu'il possédait au mandement de Chantemerle et qui avait appartenu à noble homme Falcon de Mercurol (1).

Chorier, en nous apprenant qu'Artaud était, en 1310, bailli de la baronnie de la Tour, semble le confondre avec Artaud I^{er} (2). Peut-être s'agit-il de quelque autre du même nom.

D'Hozier, dans sa généalogie de la maison de Montbel, dit que Rodolphe de Montbel, chevalier, seigneur d'Entremonts, épousa en 1273 Antoinette de Gruères, dont il eut, entre autres enfants, une fille qui épousa le seigneur de Claveyson. En rapprochant les dates, nous trouvons que ce seigneur, dont d'Hozier a omis de nous dire le nom, n'est autre qu'Artaud II. Il ne vivait plus en 1314; car, à cette date, nous verrons Jean de Claveyson, chanoine de Romans, agir comme tuteur de ses enfants. Ceux d'entre eux qui nous sont connus sont au nombre de quatre.

1° Guillaume, qui suit ;

2° Artaud, qui succède à son frère ;

3° Jean, religieux de St-Antoine, qui fut commandeur

(1) De Gallier, *loc. cit.*, p. 189, 435, 184.

(2) Chorier, *Estat politique*, t. III.

de Marnans; le 21 juillet 1334, il fonda dans la chapelle St-Crépin de l'église des Carmes de Tournon où existait un caveau de famille, et au nom de son frère Artaud, une messe de *requiem* annuelle (1).

4° Françoise, dont nous connaissons l'existence par un acte de l'an 1340, dans lequel elle fait diverses donations à son frère Artaud (2).

Guillaume, III^e du nom, seigneur de Claveyson, Mercurol et Mureils, mourut de bonne heure et sans postérité. Au mois de février 1325, il combattait à la bataille livrée à Varey, en Bugey, entre le dauphin Humbert et Edouard-le-Libéral, duc de Savoie (3). Il y fut sans doute tué, ou tout au moins grièvement blessé, car nous voyons, peu de temps après, son frère Artaud lui succéder dans la seigneurie de Claveyson.

Guillaume était encore fort jeune, à la mort de son père; et ce fut un de ses parents, Jean de Claveyson, chanoine de Romans, qui dirigea, pendant sa minorité, toutes ses affaires et celles de ses vassaux. Tout porte à croire que ce Jean était un oncle de Guillaume, c'est-à-dire un frère de Raymond, d'Artaud II et de Catherine, non mentionné dans le contrat de mariage de celle-ci.

En 1314, Jean de Claveyson passe pour quatre ans aux frères Roland et François de Boyssonnet, sous la cense annuelle de 100 sétiers de blé, la ferme de deux moulins à Mercurol, l'un pour le froment, et l'autre pour le seigle (4). En 1315, il signe une transaction avec Guillaume

(1) De Gallier, *loc. cit.*, p. 91 (note).

(2) Archives du château.

(3) Guy-Allard, *Dictionnaire du Dauphiné*, v^o Claveson.

(4) De Gallier, *loc. cit.*, p. 236.

Alleman, chevalier, seigneur de Margès et tuteur de Geoffroy, seigneur de Châteauneuf-de-Galaure et de Ratières, au sujet d'un étang qu'Artaud I^{er} ou II avait fait recreuser et agrandir entre Claveyson et Ratières, et dont les deux seigneurs se disputaient la possession. C'est l'étang de Goutoules, dont il a été parlé au chap. I^{er}. Je donne ici une analyse détaillée de cette transaction, afin de montrer de quel appareil et de quelles formalités les usages du temps entouraient les actes de ce genre.

Jean de Claveyson et Guillaume Alleman, chacun au nom de son pupille, choisirent pour arbitres Geoffroy, seigneur de Montchenu, et Guillaume Sibeud, chevalier, jurant sur les saints Evangiles et promettant, sous obligation de tous leurs biens et sous peine de 200 marcs d'argent, de s'en rapporter à leur arbitrage.

Se portèrent cautions : pour le seigneur de Claveyson, Alleman du Puy, chevalier, Guillaume et Pons d'Hauteville, damoiseaux ; pour le seigneur de Châteauneuf, le même Alleman du Puy, Guillaume Sibeud et Alleman Gilbert de St-Donat.

On se réunit, le 1^{er} mars 1315, dans le jardin du chapelain de Tournay où il fut décidé qu'on se réunirait de nouveau, le 8 mars suivant, sur la chaussée de l'étang. Les témoins présents étaient entre autres : Didier, abbé de St-Félix de Valence, Guillaume Cousin, archiprêtre, Pierre Bonaton, chapelain de Tournay, Guillaume Romestaing, chapelain de Ratières, et Michalet, habitant de Claveyson.

Aux lieu et jour convenus, les arbitres ordonnèrent d'abord aux deux jeunes seigneurs de s'embrasser, ce qu'ils firent gracieusement. Ensuite, comme il était fort difficile d'écrire sur les bords de l'étang de Goutoules,

toute la compagnie se transporta dans le château de Claveyson. Là, les deux jeunes gens renouvelèrent leurs serments sur les saints Evangiles, s'embrassèrent une seconde fois, et enfin, ayant dépassé leur quatorzième année (*ut majores quatuordecim annis*), approuvèrent et confirmèrent les décisions des arbitres, savoir :

1° Que les deux tiers de l'étang appartiendraient par indivis au seigneur de Claveyson et seraient tenus en fief franc du seigneur de Châteauneuf, qui aurait la propriété du dernier tiers.

2° Que ledit étang en entier serait sous la juridiction du seigneur de Châteauneuf et de Ratières.

3° Que la juridiction et la seigneurie de la chaussée appartiendraient, à partir de la source des eaux et du côté de Ratières, au seigneur de ce lieu ; du côté de Claveyson, au seigneur de Claveyson.

4° Que les dépenses nécessaires aux réparations et à l'entretien de la chaussée et de l'étang seraient supportées en commun.

5° Qu'une des deux parties ne pourrait pas vendre ou aliéner sa part sans le consentement de l'autre.

6° Que les deux seigneurs s'entendraient pour la pêche générale qui aurait lieu tous les trois ans.

7° Que le seigneur de Claveyson pourrait pêcher ou faire pêcher dans l'étang sans payer aucune redevance au seigneur de Ratières (1).

Jean de Claveyson représenta encore son pupille dans les opérations qui eurent pour but, en 1316 et en 1317, de fixer les limites entre Claveyson et St-Donat ; cette délimitation fut faite par les soins de Jacques Vaygnard, cha-

(1) *Archives du château* : original sur parchemin.

noine de Valence et de Romans, et de Sadot, châtelain de St-Donat, au nom de Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny et de St-Donat, et de noble Guillaume de Claveyson, en présence des vieillards du pays et de plusieurs personnages, entre autres Guillaume Cousin, official de Vienne à St-Donat. Il s'agissait de mettre fin à des contestations survenues au sujet de la possession de quelques pâturages. Les limites sont encore à peu près les mêmes aujourd'hui (1).

Jean de Claveyson est encore nommé dans plusieurs actes, savoir : dans une transaction du 17 février 1332, entre Guichard de Clérieu et Guillaume de Tournon ; dans les hommages prêtés au chapitre de St-Barnard, le 23 octobre 1323, par le dauphin Guigues et, le 29 avril 1338, par Humbert II ; et enfin dans deux chapitres tenus par les chanoines de Romans, les 30 juin et 17 juillet 1343 (2).

A la même époque, vivait Jarenton de Claveyson, prieur de St-Etienne de Baternay (3).

Artaud III du nom, seigneur de Claveyson, Mercuroi Mureils, Crozes, etc., succéda à son frère Guillaume III. Les documents qui le concernent étant assez nombreux, je vais les diviser, suivant qu'ils se réfèrent à la seigneurie de Claveyson, aux relations d'Artaud avec le Dauphin ou les comtes de Valentinois, ou au rôle historique rempli dans notre province par cet homme digne de mémoire.

(1) *Archives du château* : original sur parchemin. Voyez à ce sujet une note publiée dans le *Bullet. de la Soc. d'Arch.*, t. XIII, p. 190.

(2) De Gallier, loc. cit., p. 77. — Cart. de St-Barnard. — Valbonnays, t. II, 360.

(3) De Gallier, loc. cit., p. 208.

Un des premiers actes d'Artaud III, en qualité de seigneur de Claveyson ; est une transaction passée, le 29 janvier 1329, avec Jean Gras, François Raynaud de Marnas, Pons Abohet de Villeneuve-de-Berteux (1) et autres habitants du mandement de Vals, au sujet du droit de pâturage que ceux-ci prétendaient exercer sur une partie du territoire de Claveyson. Guillaume de Montasclard et Séguin de Paluel, choisis pour arbitres, prirent les décisions suivantes, en présence de Gonon Faivre, Martin Mounier et Georges Pinet, témoins :

1° Les habitants de Vals furent autorisés à faire paître leurs animaux, excepté les brebis et les chèvres, sur le territoire de Claveyson, jusqu'au chemin qui passe au levant du coteau de Saint-Julien et va dans la direction de la Motte-de-Galaure.

2° Ceux d'entre lesdits habitants qui voulaient profiter de cette autorisation, devaient payer annuellement les redevances ci-après :

Pour faire paître quatre bœufs ou au-dessous, un *quartal* d'avoine, mesure de Romans.

Pour six bœufs, une *émine* d'avoine. Ceux qui payaient 1 quartal ou 1 émine d'avoine pouvaient en outre, mener

(1) Ancien nom de Villeneuve-de-Vals. — Le nom de Villeneuve, qu'on trouve si fréquemment répété dans les chartes et pouillés du moyen-âge, indique généralement la création d'une ville libre ou d'un bourg, affranchi dès son berceau, moyennant de faibles redevances à l'égard du seigneur, et dont les habitants, naguère encore serfs ou vilains, sont devenus propriétaires d'immeubles, qu'ils peuvent aliéner ou transmettre soit par donation, soit par testament, sous la protection immédiate du seigneur nominal. (Voyez P. LACROIX, *Vie militaire et religieuse au moyen-âge*, p. 22.)

dans lesdits pâturages, leurs porcs ; plus une ânesse avec son ânon, ou une vache avec son veau.

Moyennant un *sétier* d'avoine, ils avaient le droit de faire paître tous leurs animaux, sauf cependant les brebis et les chèvres.

3° Enfin, ceux qui cultivaient des terres dans le mandement de Claveyson pouvaient jouir de ces avantages sans payer aucune redevance (1).

Le 16 décembre 1332, Artaud reçoit l'hommage de Guillaume Alleman, de Margès, pour le château et le mandement de Larnage (2).

Le seigneur de Claveyson s'absentait souvent de ses terres : ceci nous explique comment un de ses parents, Félix de Claveyson, recteur et chanoine de Romans, s'occupa plusieurs fois, en qualité de tuteur, des intérêts des enfants d'Artaud ; nous le voyons, par exemple, passer en leur nom l'accensement des moulins de Mercurol, le 10 mai 1340 (3).

Par une charte datée du 3 août 1343, Artaud obtient du Dauphin l'autorisation d'instituer une foire à Mercurol, le 28 octobre de chaque année (4).

Le 11 juin 1360, il vend à Aymar de Roussillon, seigneur d'Anjou et de Serves, la coseigneurie de cette dernière localité, avec les droits et rentes y attachés (5).

(A continuer.)

J. VOSSIER.

(1) Archives du château, original sur parchemin.

(2) DE GALLIER, *loco citato*, p. 250.

(3) Archives du château.

(4) et (5) DE GALLIER, *loco citato*, pp. 237 et 180.

NOTES DE M. MOREL

Curé de Montrigaud.

(FIN. — Voir les 56° 57° et 58° livr.)

Condamnés au Bailliage de Vienne, les voleurs de l'église de cette ville sont traduits au Parlement qui ne se hâte pas de les punir.

Granjean, coupable de nombreux vols sacrilèges est exécuté à Grenoble en juillet 1760. « Il fut rompu, étranglé et ensuite brûlé, comme il avoit demandé et mourut avec édification... On n'a pas fait beaucoup de poursuites contre ses complices : on dit pour raison que le nombre étoit trop grand et les personnes trop puissantes et trop qualifiées et on n'a pas voulu les faire connoître. Aussi a-t-il été seul mis à mort. »

Excellente année, sauf pour le blé et le vin. Beaucoup de paille et peu de grains. Ils valent de 50 sols à 3 livres. La rouille endommage les vignes, le vin coûte 7 livres; mais près de Romans, sur les bords du Rhône, en Vivarais, en Bourgogne, etc., il est si abondant qu'on ne sait « où le loger. » Les noix se vendent 30 et 35 sols. Peu de foin.

Pas d'hiver, printemps sec, été admirable sans être chaud, automne pareil, un peu humide vers la fin. De la mi-octobre à la fin de l'année, neige, froid et pluies.

1761. — Bonne année. Hiver modéré, sans neige à peu près; printemps humide; juillet et août secs; pluies à l'époque des semailles et vendanges mauvaises. Blé à 43 sols (le quartal) vin, de 6 à 7 livres (la charge).

1762. — Température à peu près semblable à celle de 1761 et prix des céréales et du vin identiques.

1763. — Médiodre année. Hiver doux, printemps pluvieux, été sec et fort chaud. La récolte du blé est modique; celle du

vin plus abondante donne un vin très faible le long du Rhône, en Lyonnais, etc.

Les semailles sont belles. Vers la mi-octobre, pluies froides et neige, froid rude en novembre. puis du 20 décembre au 20 mars 1764, température modérée, quelques gelées et peu de neige. Bons fruits, rares à cause des chaleurs de juillet et d'août ; beaucoup de châtaignes et de millet.

Deux événements marquent cette année ; l'extinction de l'ordre des Jésuites et l'exil du parlement de Grenoble.

C'est aussi en 1763 que prit fin l'ordre de S. Ruf, « mais non
« pas pour avoir été accusé d'aucun méfait ; on a pris prétexte
« qu'il étoit assez inutile à l'Eglise ; mais bien plutôt ses grands
« biens ont fait envie aux partisans et on les a adjugés aux che-
« valiers de S. Lazare, laissant vivre en repos tous les membres
« actuels, c'est-à-dire les religieux profès jusqu'à leur mort,
« ayant défendu de recevoir aucun novice. »

L'ordre de S. Ruf qui suivait la règle de S. Augustin ne fut pas supprimé tout à fait de cette façon.

Il avait commencé à Avignon vers 1039 et fut transféré à Valence vers 1210, dans l'île de l'Eparvière. Il fut supprimé en 1771 par le pape Clément XIV et incorporé dans l'ordre de S. Lazare ; mais un nouveau bref de 1773 permit aux évêques d'éteindre les maisons de S. Ruf et de les séculariser, en unissant leurs biens aux établissements qu'ils croiraient les plus utiles.

En 1760, l'abbé et quelques membres ayant désiré s'unir à S. Lazare, l'assemblée du clergé de 1762 réprouva leurs démarches et Clément XIII rejeta le projet.

Quant à l'exil du Parlement, M. Morel le raconte ainsi :

» Le Roy ayant donné quelques édits à la charge du public, plusieurs parlements ont fait difficulté de les enregistrer ; ceux qui se sont le plus roidi ont été ceux de Rouen, de Toulouse et Grenoble. Le sieur Chastelier Dumesnil, commandant et lieutenant général de la province eut commission d'agir auprès du Parlement de Dauphiné ; mais il s'y prit imprudemment et se comporta avec violence et malhonnêteté à l'égard de plusieurs membres de cette cour souveraine. Il y eut de grands débats, des plaintes portées au Roi de part et d'autre, tellement que tout le Parlement de Grenoble, le 1^{er} janvier 1764, fut appelé pour

aller séjourner à Nemours, à Melun et à Fontainebleau, au nombre de 62 personnes. Elles y restèrent jusqu'au 18 mars qu'elles revinrent assez triomphantes, après s'être justifiées et avoir obtenu des grâces plutôt pour elles-mêmes que pour le public. Le sieur Dumesnil les suivit de bien près, appelé aussi pour sa justification; mais étant arrivé, il mourut de fatigue ou de chagrin; on voulut ajouter que le fer y avait eu part; mais on a su que cela n'étoit pas. Cet homme natif près de Valence, étoit noble mais non riche. Il avait fait fortune soit par sa bravoure ou par son habileté auprès des dames, habileté qu'il portoit jusqu'à l'arrogance; ce qui le rendit insupportable et le fit périr. »

M. Rochas, dans la *Biographie du Dauphiné* expose cette affaire d'une manière plus précise.

Nous ne relèverons sur M^{me} de Pompadour (Jeanne-Antoinette Poisson) qu'une énigme tirée de son épitaphe.

O... CUR.... MORS

BA.... BIS.. . TE.

Ce qui veut dire *O superba ! cur superbis ? mors super te*. (O fière dame, pourquoi vous enorgueillissez-vous ? la mort vous guette). Elle expira à 44 ans.

Le diocèse de Vienne perdit en 1763 jusqu'à 53 curés

1764.— Sans la grêle, l'année aurait été excellente par sa récolte en blé et en vin; mais le 6 août un orage terrible parti des environs d'Annonay, s'abattit en Dauphiné jusqu'à Tullins et Moirans. « J'ai ramassé des grêlons tout ronds de la grosseur « d'un œuf de poule. L'orage étoit si grand en certains lieux « qu'il y eut une grande quantité de gros arbres, noyers, chênes, « et autres de déracinés. Il fut suivi le 11 d'une pluie si abondante « que des maisons furent ruinées et des personnes noyées, à Bo- « resse (sur Beausembiant) 5, au Chambon en Forez, 22. » Il fallut réparer toutes les toitures et notre chroniqueur paya 350 livres pour sa part.

A un hiver doux succéda un printemps pluvieux. Vers le commencement de juin la sécheresse commença et devint telle que l'on n'avait peut-être jamais vu les rivières en cet état. De

Montrigaud on allait moudre à la Sône, et de Romans on vint au Laris. Le pain augmenta de prix à cause de cette difficulté. De la St-Michel (28 septembre) à la fin de juin 1765 les pluies qui suivirent cette sécheresse tombèrent sans relâche; il y avait à peine dans une semaine un jour ou un jour et demi de répit.

La nuit du 29 au 30 septembre il tomba quantité de neige et vendanges et semailles se firent par des pluies froides.

Des crimes nombreux marquèrent cette année : à Mallevall en Forez, près de St-Pierre-de-Bœuf, meurtre d'une jeune bergère de 12 à 13 ans, trouvée égorgée en pleine campagne ; à St-Sauveur, une femme fut tuée d'un coup de fusil dans une émeute causée par des achats de grain ; à St-Marcel près d'Annonay un jeune homme assassina sa mère et son valet qui voulaient se marier ensemble ; à Tournon, une servante extrêmement belle et vertueuse fut trouvée égorgée dans la maison de son maître ; à Arlebosc, une femme qui avait pris une pièce de lard pour compenser une dette, fut prise par la foule et par des militaires qui l'attachèrent au carcan, lui coupèrent le visage et le sein, la plongèrent dans l'eau, la martyrisèrent tout un dimanche et l'achevèrent le soir. . . ; à Serves un fils de famille se suicida parce que sa mère refusait de consentir à son mariage avec une servante ; à Serre, un garde-chasse ayant trouvé un individu de Lentiol dans le bois avec des bœufs voulut emmener ce bétail : une querelle s'ensuivit et le garde tua le jeune homme. On le crut du moins, car son corps ne fut point retrouvé. Mais le jeune homme reparut et le garde qui était Suisse mourut d'un coup de feu.

1765. — Point d'hiver et peu de gelées et de neige. Au printemps, des pluies et le froid inspirent de vives craintes en mai. Il pleut jusqu'au 16 août. Alors commence une forte chaleur jusqu'en fin septembre. Les pluies reviennent en octobre, novembre et décembre. Vers la Toussaint, les inondations causent tant de dégâts qu'on ne saurait les énumérer. De là, peu de céréales, peu de fruits, peu de vin et beaucoup de foin. Mission donnée par six capucins pendant un mois, après Pâques.

Aux pluies succède un froid terrible du 13 décembre au 12 février 1766. « S'il fut plus violent, en 1709, il ne fut pas de la moitié si long ni si constant. En 1709, il dégelait le jour ; mais

cette année, il n'y a eu aucune relâche, un peu de neige a conservé les blés. » Les arbres imbibés par l'eau de la pluie gelaient et éclataient. « Ce qu'il y a de plus triste, c'est que les moulins ont été arrêtés pendant plus de six semaines ; ce qui a causé une espèce de famine dans Lyon, Grenoble, Romans et ailleurs. »

1766. — A un rude hiver succèdent un printemps et un été pluvieux jusqu'à la mi-juillet. Le reste de l'année fut beau ; mais le mal aux récoltes était fait et le blé monta jusqu'à 5 livres, le vin de 7 à 8 jusqu'à 20. « Des pluies chaudes, la rouille ou la manne qui tomba journellement jusqu'au 15 juillet brûlèrent jusqu'au bois des vignes et la paille des blés. » Après un bel automne et d'excellentes semailles, les pluies et le froid revinrent de nouveau. Il gela autant que l'année précédente, mais moins longtemps.

L'année est fameuse en vols et assassinats. M. Morel en renvoie le détail à d'autres.

1767. — Abondance de fruits et de céréales. Peu de vin et point de noix à cause d'une gelée terrible arrivée le samedi-saint 18 avril. La neige qui tomba alors dura un mois « Un vent ou pour mieux dire les vents des 4 coins de la terre successivement en peu d'heures furent si impétueux que toutes les maisons furent remplies de neige, » Aucun homme vivant n'avait vu pareille température. Les églises furent presque vides les trois jours de Pâques. — Beau temps après le 15 juillet.

Les vignes repoussèrent et sans les pluies et la rouille, il y aurait eu des vendanges Grâce à la Provence et au Languedoc le vin ne dépassa pas 20 livres. Le blé valut de 3 à 4 livres, l'huile de 12 à 15 sols.

1768. — Le 3 janvier, froid semblable à celui du samedi-saint de 1767. Il ne dura que trois jours. Hiver doux, végétation hâtive, sujette à quelques gelées. Ni neige ni pluies du 3 janvier au 30 avril. En mars s'élève une bise violente et froide qui dure 6 semaines, brûle les blés, les avoines et les arbres. Rien autre d'anormal et récoltes assez bonnes.

L'automne de 1768 est pluvieux et l'hiver de 1769 aussi.

1769. — Les eaux emportent les ponts près d'Annonay surtout. Le froid n'est pas intense, mais ne finit qu'avec avril. Dans les montagnes, la neige est si abondante que plusieurs personnes périssent étouffées dans leurs maisons.

Ici prend fin la chronique de M. Morel, décédé le 11 juin 1772 à 70 ans.

Quelle ample moisson de renseignements nous offrirait l'état civil des paroisses tenu par le clergé avant 1792, si M. Morel avait eu des imitateurs plus nombreux !

Hélas ! sur plus de 200 communes visitées il est le seul qui ait noté en détail les variations atmosphériques et les faits locaux : aussi avons-nous cru utile d'analyser sa chronique.

Mouvement de la population :

Années.	Naissances.	Mariages.	Décès.
1756	34	7	13
1757	21	9	8
1758	18	12	17
1759	21	1	16
1760	21	8	15
1761	26	8	14
1762	25	8	31
1763	29	6	19
1764	24	6	17
1765	26	4	25
1766	18	6	17
1767	20	3	16
1768	23	5	23
1769	24	9	18
1770	27	7	7
1771	29	8	22

A. L.

LA MAISON DES TÊTES

A VALENCE

(Suite. — Voir les 57^e et 58^e livraisons.)

III

LES DE DORNE.

Jeanne de Dorne avait porté, comme on l'a vu, la propriété de l'hôtel de la Grand'Rue à la famille de Marquet, par son mariage avec Barthélemy, vers la fin du XVI^e siècle.

Avant d'exposer l'histoire des ancêtres de la riche héritière, il ne sera pas inutile de révéler les arguments qui permettent de leur attribuer et la propriété et la construction du curieux édifice.

Or, la Maison des Têtes remontant à 1532 bien authentiquement, il suffit, pour cela, d'établir que les de Dorne avaient des immeubles à la même époque, dans ce même quartier de la ville, d'abord avec les armes des Marquet et des de Dorne sculptées dans le jardin, et ensuite à l'aide de titres anciens sinon sur l'hôtel lui-même, du moins sur la maison contiguë, au midi, appartenant à M^{me} de Montal.

Antoine du Cluset, notaire et Louise Chabot, sa femme, ayant fondé, en 1510, une messe et un anniversaire dans une chapelle de la Cathédrale de Valence, au moyen d'une pension annuelle de 6 florins, l'assirent le 26 mai 1514,

sur leur maison, aujourd'hui possédée par M^{me} de Montal. L'acte lui donne les confins suivants, très utiles à constater :

Au levant, jardin de Chalois dit Destret et maison de Guillaume Chion, notaire ;

Au couchant, la Grand'Rue ;

Au midi, les maisons de Morel et de Coste, notaire, ayant appartenu à Jean de Faverges, peintre ;

Au nord, *maison et jardin de l'héritière d'Imbert de Dorne* et maison de feu M^e Fabri ou Faure, notaire (1).

En 1608, dans des procédures pour la pension due au chapitre St-Apollinaire, contre l'hôtelier du *Lion d'or*, la même maison de Montal est limitée :

Au levant par *les maison et jardin de Jeanne de Dorne, femme de Barthélemy Marquet*, président au Parlement de Dauphiné, en la chambre de l'Edit ;

Au nord, par les maison et jardin de *Jeanne de Dorne* ;

Au couchant, par la Grand'Rue et la maison d'Ennemond de Revol ;

Au midi, par les maisons du même de Revol où M. Bérenger, négociant, a trouvé une plaque de cheminée aux armes du roi Henri IV, de Claude Massot et de noble Aymar de Dorne (2).

Avant et après 1532, les de Dorne sont ainsi voisins de la maison de Montal : la preuve en est certaine.

Toutefois s'il restait l'ombre d'un doute, voici le relevé du cadastre en 1547, quinze ans après la construction de l'hôtel :

(1) Archives de la Drôme : Fonds de St-Apollinaire n. 1975.

(2) Archives de la Drôme. Fonds précité.

1° Médard Cluset tient une maison faisant carré au coin de la Grand'Rue et du viol de l'Ecorcherie (Petite Rue Neuve);

2° « M. Anthoine de Dorna, mayson ayant au devant » de la Grand'Rue sept toeses et demie de longueur ; ung » jardin au dernier de la dite mayson cinq toeses et demie » de longueur et de parfondeur despuys la Grand'Rue fins » à ung estable estant après le susdit jardin, treize toeses » et demie; ung estable après le susdit jardin sept toeses » et demie de longueur et de parfondeur quinze toeses : » par ainsy, la mayson a de parfondeur 28 toeses et de- » mie, le tout reduict à 213 toeses de carrure » ;

3° Médard Cuset, maison (le *Lion d'or*) ;

4° Pierre Bonafos et Taulier (maison Laboysse et de Revol) ;

5° Taulier (maison Lemoyne, libraire) (1).

N'insistons pas. Les de Dorne, en construisant le gracieux hôtel de la Grand'Rue traduisirent simplement dans le langage éloquent de l'architecture et de la sculpture la devise parlante de leur famille.

FACTA FACTIS ADORNAT.

Voici les renseignements trouvés dans les archives publiques sur la filiation des de Dorne :

Un manuscrit sur velin acheté à Avignon et donné à la Bibliothèque de Valence par M. le chanoine Nadal, un de nos laborieux écrivains dauphinois, renferme divers traités de droit civil et canonique et un *de libellis* par Bernardin Dorne, jurisconsul provençal (*provincialis*) (2).

(1) Archives de la mairie de Valence série cc.

(2) Série des manuscrits.

De cet ancien membre de la famille descendit plus tard quelque professeur de l'Université de Valence, fondée en 1450 par Louis XI, car en ces temps éloignés la ville recrutait ses professeurs à Avignon, Toulouse etc, et même en Italie.

Quoi qu'il en soit, Imbert ou Humbert de Dorne, mentionné dans des actes de 1480 et de 1490, jouissait alors de quelque notoriété, témoin la procuration que lui donna noble Guillaume Durand et l'arbitrage que lui confia Jean de Cliou (1).

Antoine, réputé fils d'Imbert, professa le droit en l'Université de Valence pendant 35 ans et mourut en 1551. « Son corps, dit Chorier, fut accompagné au tombeau par » les consuls de la ville, qui résolurent en une assemblée » générale que cet honneur lui seroit rendu, à cause de son » rare mérite.

» Aussi avoit-elle accoutumé de luy faire chaque année » des présents et des gratifications considérables. Cè qui » n'excitoit pas contre luy l'envie de ses collègues qui ré- » veroient sa capacité et sa vertu. » (2)

A titre de contrôle voici le texte de la délibération du conseil de ville, prise le 10 janvier 1550 (1551) :

« Sur l'honneur que l'on a à fere à l'enterrement de M.
» Antoine de Dorne, acceseur de la ville, à esté conclud
» que M. le consul, aux despans de la dite ville fasse fere
» quatre torches de cire avec quatre armoyries de Valence,
» que seront portées audit enterrement par les deux con-
» suls des mestereaulx (artisans) et laboureurs, et que MM.

(1) Archives de la Drôme E. 2533, 2256.

(2) *Histoire générale de Dauphiné* II, 540.

» les deux grands consuls alhent tenant le drap que sera
» mis sur le corps, aux lieux honorables à eux deux. » (1)
Ce qui confirme le récit de Chorier.

Ajoutons à ces détails, si glorieux pour sa mémoire, qu'Antoine de Dorne avait harangué François I^{er} dans un de ses passages à Valence et rempli diverses missions en faveur de ses concitoyens, qu'il laissa de doctes manuscrits à Marville, un de ses successeurs dans la chaire de droit, et qu'Etienne Bertrand parle de lui avec estime dans ses conseils (2).

Comme il avait vendu, le 12 mars 1544, trois cents sétiers de blé à la commune de Livron au prix de 1500 florins, et que les consuls du lieu ne se pressaient pas de se libérer, François de Dorne, son fils, conseiller au Parlement de Dauphiné, dans une procédure commencée contre eux, déclare qu'Antoine « seroit allé de vie à trépas, de » layssés après luy maîtres Jehan de Dorne, docteur ez » droitz, lui François, Pierre, Claude (Claudie), Barbe, » Geneviève et Suzanne, ses enfants légitimes et héritiers *ab intestat* (3). »

Avant de parler de JEAN, le seul qui se rattache directement à l'histoire de l'hôtel de la Grand'Rue, disons un mot de ses frères et sœurs ainsi que de leur postérité.

FRANÇOIS, le 2^e fils d'Antoine, obtint du roi le 10 janvier 1553 les provisions d'un office de conseiller au Parlement de Dauphiné et en prit possession, le 19 janvier 1554. Marié avec Claire Richard il eut *Antoine*, qui succéda à Cujas

(1) Archives de Valence BB 5, fol. 212.

(2) Notes sur les professeurs de l'Université dans les Recueils manusc. de M. de Bouffier.

(3) Archives de la Drôme E. 3567 et suppl. aux familles.

» sa partie qui, en effet, obtint tout ce qu'elle pouvoit prétendre pour la noblesse de sa famille et pour l'extinction de ses fonds. » (1)

Nous ferons remarquer ici que Guy Allard et l'*Armorial du Dauphiné* font remonter à 1530 seulement la noblesse des de Dorne, alors que les archives de Valence la constatent déjà en 1502 ; que, vers 1636, les enfants mineurs de Claude obtenaient un jugement de maintenue ; le 22 avril 1641, Antoine, avocat, un autre jugement ; le 19 septembre 1669, Antoine, contrôleur général des Gabelles un certificat de production de titres justificatifs de noblesse et le 28 avril 1702, Antoine, un dernier jugement de maintenue. (2)

Revenons à Pierre de Dorne dont Isabelle, la fille unique, épousa le 11 janvier 1607, Antoine Faure des Blains, comme on l'a vu dans une précédente livraison et à Jean, fils aîné d'Antoine et d'Anne Lambert, l'héritier de l'hôtel patrimonial.

Ce dernier fut à la demande du recteur de l'université de Valence, choisi par le conseil de Ville pour « faire la lecture de feu son père. » (3)

C'était consacrer ainsi le mérite de l'un et de l'autre,

Jean s'unit avec Claudine de Blou, fille de Jacques et laissa l'hôtel de la Grand'Rue à Jeanne, sa fille unique, femme de Barthélemy de Marquet.

Il reste de Jean de Dorne une consultation manuscrite sur la restitution de la dot d'Hélène de Sassenage, fille du seigneur de Montrigaud et femme de Claude de Clermont Montoisson (1527-1550).

(1) Histoire générale II, 540.

(2) Archives de la Drôme C. 31.

(3) Archives de Valence. Délibérations consulaires, BB. 5.

Telle est brièvement mais fidèlement racontée l'histoire des possesseurs de la Maison des Têtes (1). A M. Johannis Rey, jeune architecte d'avenir, le soin de décrire maintenant le superbe édifice, avec la compétence de l'artiste et de l'archéologue.

Toutefois, en terminant cette notice généalogique, nous demanderons le remplacement du nom de *Petite rue Neuve*, aujourd'hui ridicule et faux, par celui de Dorne, en souvenir des possesseurs de l'hôtel Renaissance qu'ils ont fait construire et des liens intimes jadis existants entre eux et la cité.

A. LACROIX.

(A continuer.)

(1) La branche cadette des de Dorne établie à Montélimar dès le XVI^e siècle est représentée aujourd'hui dans notre ville par un avocat de talent, M. Forquet de Dorne.

NUMISMATIQUE DU PARLEMENT

DE GRENOBLE.

CLAUDE FRÈRE

Après Claude Expilly et Pierre de Cornu, après deux poètes, voici venir un homme plus positif, qui fut leur contemporain et à qui la poésie paraît avoir été très indifférente. Pour employer un terme parlementaire à propos d'un membre du Parlement, place à un homme qui, selon M. Ad. Rochas, *s'entendait aux affaires*.....

On sait peu de chose de l'existence de Claude Frère, et, devant la réputation de l'un des personnages les plus considérables du Dauphiné qui lui a été faite par les historiens de son temps, cette pénurie de renseignements est assez curieuse à constater. Aussi, devant la difficulté où je me trouve de rien ajouter de bien neuf à la notice contenue dans la *Biographie du Dauphiné*, je demande à l'auteur de ce livre la permission de lui emprunter le cadre de son article et, souvent aussi, les lignes elles-mêmes qu'il a consacrées à ce premier président du Parlement de Grenoble, me contentant d'y introduire des faits moins connus, si je puis en découvrir, et de l'accompagner de quelques notes.

Le nom de Frère, dit M. Rochas, apparaît de loin en loin dans nos annales, et n'est jamais rappelé qu'avec des termes d'admiration et de louange : Chorier (1) le qualifie de savant jurisconsulte, de grand politique, et, au rapport de Guy Allard, le docte Gassendi fait l'éloge de Pierre Frère dans une lettre qu'il écrit à Snellius, en ces termes : « *Parisiis nullum inveni doctum quam Petrum Frereum Monsfortium illustris primi præsidis in Delphinali senatu, etc.....* » (2). » Le lecteur jugera, d'après les renseignements que j'ai recueillis sur sa vie, jusqu'à quel point il méritait les éloges dont il a été l'objet.

Claude Frère, conseiller d'Etat, premier président du Parlement de Grenoble (1616-1641), était fils de Giraud Frère, de Valence (3). Sa famille paraît néanmoins, au

(1) Marc Wulson, conseiller au Parlement, a laissé dans ses ouvrages des marques immortelles de ses progrès dans la science du droit « et Claude Frere, qui estoit alors premier President y estoit consommé. » (*Estat politique de la province du Dauphiné*, t. I^{er}, p. 124.)

(2) *Dictionnaire du Dauphiné* (Ed^{on} Gariel); Grenoble, Allier, 1864, p. 526.

Pierre au lieu de *Claude*..... Voilà bien Guy Allard avec ses inexactitudes flagrantes ! Cependant, ici, cet écrivain cite Gassendi et, qui plus est, le texte même d'une lettre du savant chanoine, qui a bien pu, par un *lapsus* sans doute, se tromper en écrivant le prénom de ce personnage. C'était, du reste, un prénom assez commun dans la famille du président, car nous le retrouverons porté par un fils et par un frère de Claude. Gassendi aura peut-être pris pour le premier président du Parlement ce dernier dont je donne plus loin l'épithape pompeuse due à Salvaing de Boissieux.

(3) Guy Allard dit que Claude Frère *était* de Valence. M. Rochas le dit aussi, mais d'une façon moins affirmative, en avançant qu'il *était probablement originaire de cette ville ou des environs*.

dire de l'*Armorial du Dauphiné*, originaire de la ville de Lyon, où elle exerçait le commerce dès l'année 1551 (1). Une de ses branches s'est continuée en Lyonnais, en Bresse et en Bugey, sous les noms de Frère de Chamburey et de la Falconnière. Celle-ci est encore en Bresse.

Après avoir professé le droit pendant plusieurs années à l'Université de Valence (2), il abandonna l'enseignement pour s'attacher à Lesdiguières, dont la protection lui paraissait un moyen de s'avancer dans le monde beaucoup plus sûr qu'une modeste chaire de professeur. C'était

(1) Cette assertion paraît fondée, si j'en crois un acte de curatelle, que M. Lacroix, archiviste départemental de la Drôme, a eu l'obligeance de me communiquer, curatelle donnée à Claude Frère en la personne de François et Louis Frère, ses oncles, le 8 octobre 1585. Cet acte nous apprend en outre qu'à l'âge de quatorze ans Claude était étudiant au collège de Paris.

(2) L'Université de cette ville était en pleine décadence et voyait avec consternation la suspension de ses cours et de ses revenus.....

Tel était l'état de détresse où se trouvait réduit le conseil de ville qui ne pouvait plus payer les professeurs, lorsque, en janvier 1592, cette situation déplorable parut devoir s'améliorer : « Le 15 de ce mois, Claude Frère, docteur agrégé, fut pourvu d'une régence,.... » et, un peu plus tard, Jehan le More, Baro, la Boisse et Meyssonnier lui furent adjoints. Ainsi, après une interruption de cinq à six ans, fut rétabli à Valence le cours des études universitaires. L'honneur en revient aux magistrats de cette ville et aux docteurs qui n'avaient pas abandonné leur poste, malgré les troubles, et qui, sur l'étude du passé, préparèrent les voies à un meilleur avenir en réorganisant toute la discipline intérieure de l'établissement. « On peut en juger, dit l'abbé Nadal (*Hist. de l'Université de Valence*, p. 129), par la préface du livre qu'ils firent imprimer à cette époque, sous le nom d'André Basset, recteur de l'Université », livre dans lequel figurent avec honneur les noms de tous ceux qui concoururent à ce travail : Celui de Cl. Frère s'y trouve.

d'ailleurs un fort habile homme, si l'on en juge d'après la manière dont nous le verrons soigner ses intérêts pécuniaires. Grâce à son protecteur, et peut-être aussi à quelques services rendus à la cause d'Henri IV pendant la ligue, il était, en 1606, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du roi. En cette qualité, il fut employé avec Expilly dans une affaire regardée alors comme très importante, l'organisation des travaux relatifs à la reconstruction du pont d'Avignon.

En l'année 1611, « cinq Arcades du Pont de Ville-neuve lès-Auignon, estant tombées, dit Boniel de Catilhon (1), et le reste estant en fort mauuais estat, Expilly fut député Commissaire par le Roy, avec Messire Claude Frere, pour lors Maistre des Requestes, et depuis tres-digne premier President au Parlement de Grenoble, pour bailler à prix fait, et faire trauailler aux reparations necessaires de ce Pont-là, ce qui les tint longuement occupez, attendu l'importance de cet Ourage, car ce Pont sert de communication et de passage sur la Riuière du Rhosne, du Comtat au Languedoc. »

A la même époque, nous le voyons associé avec M. de Chambault à une mission à laquelle fait allusion une lettre de Guillaume du Vair (2), adressée à la reine Marie de Médicis en date du 12 avril 1612 (3) : « Messieurs de Frere et de Chambault s'en retournent vers Vostre Ma^{te} pour

(1) *La vie de Messire Claude Expilly*, p. 68.

(2) Successivement conseiller au Parlement de Paris, député aux Etats de la Ligue, intendant général de la justice à Marseille, premier président du parlement de Provence, deux fois garde des sceaux, enfin évêque et comte de Lisieux.

(3) *Revue de Marseille et de Provence*, 1876, pp. 225-226.

vous rendre raison de la charge dont il vous avait pleu les honorer. Je m'assure qu'ils vous tesmoigneront ce dont j'ay tousjours assuré Vostre Majesté, qu'ils ont trouvé ceste province en aussi bon estat qu'aucune autre de vostre royaume et où vos commandemens sont aussi religieusement respectés et observés qu'en aulcun autre lieu, et vostre autorité aussi fermement establee parmi les peuples, de sorte qu'ils n'ont pas eu grand peine d'effectuer icy ce que Vostre Ma^{te} leur avait commandé. »

En 1614, nous le retrouvons encore faisant partie d'une commission « pour l'entiere execution en Dauphiné de l'Edict de Nantes, avec Messieurs le Mareschal de Lesdiguières, de S. André, premier President, et du Croz, President au Parlement, lesquels ayant fait vn tour par toutes les Villes de la Province, y reestablirent toutes choses dans l'ordre que Sa Majesté desiroit, et dans vne tres-profonde tranquillité (1). »

En 1615, il assista en qualité de Commissaire de Sa Majesté à la fameuse assemblée politique tenue à Grenoble par les Protestants « pour auoir l'œil à ce qu'il n'y fut fait aucune deliberation contre son seruice » ; et lorsque ceux-ci, gênés par Lesdiguières, voulurent se transporter dans une autre ville où leurs délibérations seraient plus libres, il se rendit à Paris pour en informer la Cour et prendre ses ordres en conséquence (2). La fidélité et le zèle avec lesquels il remplit cette mission lui valurent, en 1616, la place de premier Président au Parlement de Grenoble que la mort de Prunier de Saint-André venait de

(1) Boniel, *Vie de Messire Cl. Expilly*, p. 72.

(2) Videl, *Histoire du Connestable de Lesdiguières*, pp. 265-270.

laisser vacante. A cette époque, ses rapports avec Lesdiguières étaient si intimes, que ce dernier le consulta sur son projet de mariage avec Marie Vignon. Plus tard, en 1621, il en reçut une marque de confiance bien autrement grande : ce fut, en effet, dans sa maison de Valence que l'ancien chef des Huguenots signa à Déagent et au marquis de Bressieux la promesse de se convertir.

La même année, le Languedoc étant toujours en proie à la guerre civile et les Protestants préparant en Dauphiné une nouvelle levée de boucliers, Claude Frère et Abel de Bérenger, seigneur de Morges, neveu de Lesdiguières et gouverneur de Grenoble, administrèrent la province pendant l'absence du Connétable. Lesdiguières alla se mettre à la tête de l'armée du midi; mais, avant son départ, « il auoit remis et comme partagé l'autorité de sa charge entre Frere, premier President, à qui la dignité de son office attribuë la fonction des Lieutenans Generaux en leur absence, et Morges, Gouverneur de Grenoble; leur ayant donné l'entière direction de tout ce qui concernoit le service du Roy en cet endroit, bien assuré, qu'il ne pouuoit mieux satisfaire à son intention que par l'establissement d'un si bon ordre (1). »

Cl. Frère, du reste, sut profiter habilement des différentes charges dont il avait été honoré pour faire *claquer son fouet* et augmenter ses revenus, et le Registre des *Generalia* (2) nous en fournit un document curieux : c'est un brevet du roi Louis XIII, qui, sur la requête de Cl. Frère lui-même, et « afin de lui donner moyen de sup-

(1) Videt. *Histoire du Connest. de Lesdig.*, pp. 298, 356, 374 et 728.

(2) *Arch. dép. de l'Isère*, Reg. n° XIX, B. 2922, cah. XVII.

porter la despense qu'il est convenable pour faire utilement et dignement ladite charge de premier presidant », le gratifie, le 11 mars 1618, d'une pension de 3600 livres, portée plus tard, par un autre brevet en date du 13 février 1627, à la somme de 6000 livres.

Là, dirai-je encore avec M. Rochas, là s'arrête le petit nombre de renseignements que j'ai pu recueillir sur les services rendus par Claude Frère. En voyant leur mince importance, on comprend difficilement les éloges qui lui ont été décernés. Bien plus, quelques circonstances dont la plupart de nos historiens, panégyristes serviles du Parlement, se sont bien gardés de parler, vont nous le montrer sous un jour peu favorable.

Gaspard de Beaumont, de la branche d'Autichamp, se trouvait dans la situation de fortune la plus déplorable. Le 8 Novembre 1606, nous apprend Brizard (1), il emprunta de Claude Frere, m^e des Requêtes ordinaire de l'Hôtel du Roi, une somme de 4800 livres pour quatre années, à condition que s'il ne le payoit pas dans cet intervalle, il lui vendroit les Terres de Pélafol et de Barbieres; par un autre Acte du même jour, il lui vendit les fruits de ces Terres pendant ces quatre ans pour la somme de 1200 livres tournois.....

« Gaspard de Beaumont se trouvant dans l'impossibilité de rembourser Claude Frere, alors Conseiller d'Etat, lui vendit par acte du 25 mai 1609, ses Terres et Seigneuries de Pélafol, de Barbieres, de Fiançayes, de Saint-Mamant avec leurs Mandemens et droits seigneuriaux, deux Châteaux en ruine appelés les Châteaux de Pélafol et

(1) *Généalogie de la maison de Beaumont*, t. I, pp. 190, 568, 573; et t. II, pp. 138-140, 374-377.

de Saint-Michel, les corvées, moulins, ban, etc., ainsi que les droits et revenus qu'il percevoit aux lieux de Charpey, Rochefort, Sanson, Pisançon, Marches, Bézayes, Alixan, Saint-Vincent, Beauregard et Glun, pour le prix de 13,166 livres, avec faculté de rachat jusqu'au mois de Mars 1610.

« Mais bien loin de racheter ces Terres, Gaspard passa un nouvel Acte avec l'Acquéreur le 16 avril 1610, par lequel il confirma cette vente et lui céda de plus le droit qu'il avoit, en vertu de la substitution apposée au testament d'Humbert de Beaumont, Seigneur d'Autichamp, son quadrisayeul, sur divers cens et rentes qui dépendoient des Terres qu'il venoit de vendre et autrefois aliénées par ses Pere et Ayeul : il fit cette dernière cession pour le prix de 2000 liv., somme qu'il devoit au Conseiller Frere. C'étoit se dépouiller à très bon marché. »

Sept ans après, nous retrouvons encore aggravée la position de la famille de Beaumont. Pressé par les dettes de son père, Laurent-Philbert de Beaumont prit alors un parti fort désavantageux pour sa postérité, et, à son grand préjudice, il vendit, le 1^{er} janvier 1617, à Claude Frère, devenu premier Président du Parlement, tous les biens qui lui appartenaient dans la Vallée de Graisivaudan, savoir les Terres, Seigneuries, Juridictions, Châteaux et Mandements de Beaumont, de Montfort, de Crolles et du Touvet, Fiefs et Arrière-Fiefs, droit de Régale, etc., etc. Une généalogie manuscrite y comprend encore ses droits et revenus sur les Terres et Seigneuries de la Frette, de Bayette, etc. et sur la montagne appelée *l'Ault du Seuil*. Cette vente fut faite pour le prix de 48,000 livres, somme bien inférieure à la valeur de ces biens; et de plus, ainsi qu'il le fait observer M. Rochas, en homme qui s'entendait aux affaires, le président stipula que, dans le cas où ils

vaudraient davantage, le vendeur faisait donation du surplus. Pressé par la nécessité, le pauvre vendeur dut se soumettre et se laisser ruiner à bon marché.

Ce n'est pas tout.

« Comme les biens étaient grevés de substitutions en vertu desquelles il pouvait être évincé d'un jour à l'autre, notre honnête président, dit encore M. Rochas, conjura fort habilement le danger : il s'empara purement et simplement des papiers de la famille et les jeta au feu (1). A l'aide de pareilles manœuvres, il se trouva en possession de presque tous les fiefs qui formaient l'ancien patrimoine de la maison de Beaumont (2), et s'acquit ainsi dans le Graisivaudan une prépondérance seigneuriale qui, probablement mieux que ses services, lui valut la haute considération dont il paraît avoir joui de son temps. Malheureusement, cette brillante fortune, il ne la transmit pas à une nombreuse postérité (3), car son nom s'éteignit pres-

(1) Brizard ne dit pas cela : « On remarqua, écrit-il, qu'il y avait eu 218 feuillets de l'inventaire arrachés. » Il est vrai que cela revient au même.

(2) M. de La Bâtie, dans son *Armorial du Dauphiné*, le donne, en effet, comme seigneur de Pellafol, Barbières, Fiançayes, Saint-Mamant, Beaumont en Graisivaudan, Montfort, Crolles, le Touvet, la Frette, la Bayette, etc., et lui fait porter : *D'azur, à l'étoile d'or; au chef de même chargé d'une croix pattée et alésée de gueules.*

(3) Guy Allard et l'*Armorial du Dauphiné* veulent que ce magistrat ait laissé deux fils ; nous verrons, plus loin, un autre auteur lui donner libéralement trois fils et trois filles !... L'aîné, Louis Frère, d'abord maître des requêtes, lui succéda dans ses fonctions de premier président, en 1641, et, comme tel, fit partie, avec un autre président et six conseillers du Parlement de Grenoble, de la fameuse Commission des Quatorze, députée par le roi pour juger Cinq-Mars

que avec lui. En effet, à sa mort arrivée en 1641, Louis, son fils *unique* (1), hérita de sa charge et de ses biens, et

et de Thou ; on sait ce qui en advint. Le cadet, Pierre, fut conseiller au grand conseil. Tous deux moururent sans enfants — autre version, — et firent héritières leurs deux sœurs. Louise Frère, l'une d'elles, épousa Antoine du Faure de La Rivière, président au Parlement : c'est elle dont la fille Marie épousa Nicolas Prunier de Saint-André, président au Parlement, et dont une lettre de Hugues de Lionne, écrite de Francfort en date du 22 mars 1658, parle comme d'une femme douée d'une grande prudence (*Bullet. de la Soc. archéol. de la Drôme*, 1877, p. 393-394); l'autre, nommée Magdelaine, fut mariée à Charles d'Hostun de Claveyson.

Le premier président Claude avait eu deux frères : Pierre, abbé de Léoncel en 1622, et Alexandre, maître des requêtes.

(1) M. Rochas a voulu dire sans doute qu'il n'avait plus qu'un fils à l'époque de sa mort. Une rarissime pièce, faisant partie de la riche collection dauphinoise de M. Eug. Chaper, me met en mesure de venir, en la citant, affirmer tout au moins l'assertion de Guy-Allard : c'est une épitaphe de ce Pierre Frère, cité dans la note précédente, due à la fertile plume de Salvaing de Boissieux. Ce document est un petit in-⁸ de deux pages. ne portant ni date ni nom d'imprimeur. Le voici dans toute sa teneur. Je le réduis ici d'après la plaquette dont je viens de parler.

P. M.

ET ÆTERNÆ MEMORIÆ

PETRI FRERÆI MONFORTII

qui vix adolescentiam egressus, in augustum magui Consistorij Ordinem cooptatus, pro acerrimo eius ingenio, quod nullis inclusum spatijs per omnes omnium generum disciplinas excurrebat, VIARUTIS longè quàm ætatis celeriore esse cursum docuit, eamq; de se spem excitavit, quæ sæculis elapsis

mourut bientôt, en 1643, ne laissant qu'une fille, *Laurence*, mariée au président Faure de La Rivière; et celle-ci, morte vers 1674, ne laissa elle-même qu'une fille qui épousa le président Nicolas Prunier de Saint-André. Quant aux aliénations consenties par Laurent de Beaumont, elles furent attaquées par ses enfants en 1672, et il en résulta un procès qui, après avoir duré près de cinquante ans, se termina en 1720 par une transaction. »

A ces faits où *la justice* peut ne rien trouver à reprendre, mais où *l'équité* ni la délicatesse n'ont aussi très certainement rien à revendiquer, il me reste à ajouter la part de la numismatique. Qu'y a-t-il d'étonnant, en effet, à ce que l'homme, énorgueilli par ses succès dans la magistrature et ses *bonheurs* dans l'administration et l'accroissement de ses biens, ait songé, comme dit M. Rochas,

pudori, ætati suæ ornamēto, Posteris
 admirationi proculdubio futura erat,
 nisi tertio Kalend. Februar. anni suprà
 millesimum sexcentesimo vicesimo sep-
 timi, dùm vicesimum sextum ætatis,
 tertium initi Magistratus annum agit,
 superstite CLAUDIO FREREO
 Patre Delphinatium Senatus Principe,
 nec non MACDALENA PLVVERIA
 Matre, surgentem eius gloriam vlteriùs
 progredi Fata vetuissent.

DIONYS. SALVAGNIVS BOESSIVS

Eques Delphinus in pignus &
 monumentum amicitie superstitis
 mœrens posuit.

*Dùm rapuit iuuenem feratis Parca FREREVM,
 Inspiciens animum credidit esse senem.*

à pourvoir lui-même aux intérêts de sa renommée ? N'avait-il pas, sous les yeux, de beaux exemples à imiter, et les lauriers d'Expilly et de Cornu ne l'empêchaient-ils point de dormir ?

Mais M. Rochas n'a connu que deux médailles de Claude Frère, et j'en ai cinq à offrir à mon lecteur, ou, pour être plus exact, trois seulement, car l'une des deux pièces, citées par l'auteur de la *Biographie du Dauphiné*, a servi à en fabriquer deux autres, par l'emploi fait séparément de l'un et de l'autre coins de la même médaille sur un flan sans revers (1).



- I. CLAUDIVS. FRERE. PRIMVS. PRÆSES. SENATVS. GRATIANOPOLITANI (Claude Frère, premier président du Parlement de Grenoble); Buste à gauche, la tête nue, en costume de pré-

(1) Je dois encore relever ici l'erreur dans laquelle tombe cet écrivain, quand il dit que ces médailles ont été *frappées*. Ce mot n'est pas exact. Comme les médailles d'Expilly, celles de Frère ont été *roulées* (V. la note 1 de la p. 54 de ma notice sur Expilly).



- II. **CLAVD***ivs*. **FRERE**. **PR***imvs*. **PRÆS***es*. **SE***Natvs*. **GR***atianopolitani* (*ut suprà*); Buste à gauche, la tête nue, en costume de président, mais sans fraise autour du cou, et la barbe taillée très court sur les joues. Dessous : **OLIER·F 1624**;

Revers.— **FRVOR DVM FOVEO** (*ut suprà*); main sortant d'un nuage, tenant une riche aiguière et arrosant une tige de lis; dans le fond, une tour ruinée sur un coteau.

Br. — Mod. 40 mill.

Cab. de Grenoble.

- III. Même légende et même type que l'avvers de la médaille précédente.

Uniface.

Br. — Mod. 44 mill.

Cab. de Grenoble.

Cette pièce a été coulée sur un flan plus large et moins épais; elle est percée d'un petit trou dans la partie supérieure.

C'est la première des deux médailles décrites par M. Rochas qui prétend que la tête représentée sur l'une des faces est à peu près semblable à celle que j'ai décrite sous

le n° II ci-dessus. Il aurait dû dire *tout-à-fait*, et non à *peu près*, attendu qu'elle sort du même moule, dont nous verrons encore le revers servir à la médaille suivante. Il ajoute, à tort aussi, que cette pièce a 40 mill. et l'autre 39. Il faut être très exact dans ces sortes de mesures.



IV. Même légende et même type que la médaille précédente.

Revers. — MAGDALENA • PLOVIER • CONIVX (Magdelaine Plovier, son épouse); Buste à droite, avec trois bijoux dans les cheveux, une grande fraise, et, sur la poitrine, un bijou semblable à ceux de la coiffure ; mais retenu par une chaîne à deux rangs de perles. Sous le bras : 1624.

Br. — Mod. 44 mill.

Cab. de M. le marquis de Murinais (1).

(1) Ayant perdu la note de la collection où j'ai rencontré cette médaille et ne l'ayant trouvée ni dans les cartons du Cabinet de France, ni dans ceux du Cabinet de la ville de Lyon, je crois pouvoir affirmer, en appuyant un peu sur mes souvenirs, que c'est bien chez M. le marquis de Murinais, — à Murinais (Isère), — que je l'ai vue. J'en avais heureusement une excellente empreinte. Du reste, nous la retrouvons, en plomb, il est vrai, dans les cartons de M. Chaper.

Cette médaille est percée d'un petit trou dans la partie supérieure.

Je ne sais si je me trompe; mais, à un an d'intervalle seulement, faire exécuter une nouvelle médaille à peu près semblable à la première, c'est, je crois, — sous le prétexte de l'effigie de sa femme, chercher un moyen honnête de voiler un motif plus égoïste peut-être....

V. Mêmes légende et type que le revers de la médaille précédente.

Uniface.

PL. — Mod. 39.

Ma collection.

Cette médaille, entrée depuis peu dans mes cartons, a été trouvée en Suisse. Comme le n° III, elle a été coulée sur un flan plus large et moins épais; seulement, percée d'un trou dans la partie supérieure, on a découpé le flan, de manière à former une bélière autour de ce trou et à réduire, en la cisillant, le module de la pièce à 39 millimètres.

C'est le pendant, pour Magdelaine Plovier, du n° III ci-dessus, pour l'effigie de Frère lui-même (1).

Les *Plouvier* ou *Plovier*, suivant M. le baron de Coston (2), étaient des conseillers au Parlement dans le xvii^e

(1) Je dois signaler une erreur du graveur dans la légende de la médaille de Magdelaine Plovier, où il a mis des *points fermés* au lieu des *annelets* qui servent de séparation aux mots. — Il a également reproduit sans exactitude les groupes de la petite église et de la tour sur un monticule, placés au revers des deux premières médailles de Frère.

(2) *Origine, étymologie et signification des noms propres et des armoirs*: Montélimar, Bourron, 1867, p. 392.

siècle. Ils possédaient près de Valence la terre de *Plovier*, acquise sous Louis XII par les Debeaux, aujourd'hui *Beaux de Plovier*.

L'*Armorial du Dauphiné*, de son côté, dit que, originaire de Valence, Pierre Plouvier, président en la Chambre des comptes de Dauphiné en 1553, fut l'aïeul de Laurent Plouvier, baron de Surieu et d'Assieu. — Bertrand Plouvier, frère de Pierre et premier président en la Chambre des comptes en 1571, ne laissa que deux filles : Magdelaine, femme de Claude Frère, premier président du Parlement de Grenoble, et Gasparde, mariée à Laurent de Vèze, seigneur du Theil, en 1613.

D'un autre côté enfin, Guy-Allard, dans ses *Genealogies des familles nobles de la province de Dauphiné* (1), dans ses *Arbres genealogiques des familles nobles de Dauphiné* (1667) (2) et dans sa *Genealogie de la maison de Rabot* (3), nous apprend que Simonette Rabot, fille de Jean Rabot, fut mariée le 23 octobre 1481 à noble Claude Plovier, du lieu de Valence, fils de noble Jean de Plovier, dudit lieu, par contrat reçu par Champel, notaire; que ledit Claude Plovier eut pour enfants Ruf Plovier et Suzanne Plovier, femme de Félix Peirolier, en 1518; et que de ces Plovier est venue Magdelaine Plovier, femme de Claude Frère, premier président au Parlement de Dauphiné, dans laquelle cette famille s'est éteinte.

Tels sont, avec une sentence du 13 juillet 1669 (4) ré-

(1) Manuscrit de la Biblioth. de Grenoble, coté U, 485; v. la *Généalogie de la maison de Rabot*, f° 111, verso.

(2) Manuscrit de la Biblioth. de Grenoble, coté R, 54, p. 571.

(3) In-4° sans nom d'auteur ni d'imprimeur, plaquette rarissime de la Biblioth. de Grenoble, cotée U, 3295^{bis}, p. 18.

(4) *Arch. dép. de l'Isère*; carton B. 3276.

glant quelques intérêts de la veuve du premier Président, les seuls documents que j'aie su découvrir sur la femme qui fut unie à Claude Frère, et dont celui-ci a voulu léguer les traits à la postérité au revers de sa propre effigie.

Ajoutons, pour être plus complet, que, suivant Guy-Allard, cette famille portait : *D'or au chevron de gueules, écartelé de vair* ; mais que l'*Armorial* de M. de La Bâtie veut qu'elle ait *écartelé, aux 1 et 4, d'or au lion de gueules, et aux 2 et 3, de vair*. Y a-t-il eu erreur de la part de l'auteur de l'*Armorial*, et aurait-il écrit par mégarde *lion* au lieu de *chevron*?... Ou bien, est-ce encore une négligence à porter à l'avoir de Guy-Allard (1) ?

Mon lecteur le comprendra facilement. La biographie d'un homme tel que Claude Frère ne m'offrait rien de bien attrayant ; mais je m'étais déjà, — sans entraînement, il est vrai, — occupé de celle de Pierre de Cornu, et, je dois l'avouer, ces deux personnages m'étaient assez peu sympathiques pour m'avoir un peu fait regretter le temps que j'ai mis à les étudier et à dresser leur inventaire moral. Si ces deux hommes se sont imposés à moi par leurs médailles, j'ai dû, sans murmurer, faire place à leurs notices dans cette revue numismatique du Parlement grenoblois.

G. VALLIER.

(1) Voir dans la collection des sceaux des Archives de la Drôme un sceau de Claude Frère, en 1631, qui met *parti de.... au lion de.... et de vair*.

RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence

(SUITE. — Voir les 51°, 52°, 53°, 54°, 55°, 56°, 57° et 58° livr.)

8. GUINIMAN, *Archevêque d'Embrun* (1056-1069).

(SUITE).

Quoiqu'il en soit, Guiniman avait été élevé dans l'abbaye de Saint-Barnard, où il devint ensuite religieux. Il se qualifie avec complaisance, dans plusieurs actes du Cartulaire, élève et chanoine de cette église (1), et il conserva ce dernier titre même étant archevêque d'Embrun. Nous ne rencontrons son nom qu'une seule fois avant son épiscopat, dans un acte du 28 janvier 1055, où il figure comme chanoine avec tous ses collègues dans une transaction passée entre le chapitre de Saint-Barnard et Arnaud, chanoine de Vienne (2).

Les circonstances dans lesquelles Guiniman fut placé à la tête du diocèse d'Embrun dénotent son mérite. Ce malheureux diocèse était dans un état lamentable : un siècle environ auparavant, les Sarrazins en avaient envahi le territoire et l'avaient couvert de ruines. Bien loin de les relever, le triste pontificat de Hugues n'avait fait que les multiplier et mettre le comble à la désolation. La situation faite au successeur était extrêmement pénible et délicate, et pour peu qu'il voulût prendre à cœur son rôle et son devoir, il se trouvait en présence d'une tâche

(1) *Sancti Barnardi alumnus et canonicus*, (ch. 39 bis). — *Hujus loci nutritum et canonicum*, (ch. 55). — Voir aussi la ch. 13, citée plus bas.

(2) ch. 73. — La nouvelle édition du cartulaire de Saint-Barnard (en préparation) lit *Vicenensem* au lieu de *Vivariensem*, que M. Giraud avait lu d'abord, et traduit par Vienne au lieu de Viviers (ch. 106, p. 124).

excessivement laborieuse et hérissée de difficultés. Elle exigeait de la part de celui qui devait l'entreprendre, une grande prudence unie à une grande fermeté, beaucoup d'activité et d'énergie, et surtout, un dévouement et un désintéressement à toute épreuve. Le légat Hildebrand, qui se connaissait en hommes, avait cru voir toutes ces qualités réunies dans Guiniman, et il avait assez de confiance en sa vertu, en ses talents et en son caractère pour espérer de lui l'accomplissement d'une tâche évidemment au-dessus de la portée d'un courage vulgaire. Il le recommanda très vivement au souverain pontife Victor II, qui avait succédé dans l'intervalle à Léon IX, et sur le rapport avantageux de son légat, Sa Sainteté adressa à l'élú d'Embrun le bref ou privilège suivant, qui contient son plus complet éloge :

« Victor, Évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à notre cher confrère et coévêque Guiniman, et par lui à la sainte église d'Embrun et à ses successeurs qui seront canoniquement institués à l'avenir. Le maître souverain de toutes choses a établi l'autorité du Saint-Siège romain et apostolique sur les nations et sur les royaumes, en la personne de Saint-Pierre, prince de ses apôtres, afin d'arracher et de détruire, de planter et d'édifier en son nom. Car tant que la sainte Église, répandue sur la surface de la terre, sera assujettie aux vicissitudes des temps, elle sera soumise à de continuelles alternatives d'accroissement et de diminution, comme la lune qui croît et décroît dans son cours mensuel ; de telle sorte qu'en elle un jardinier industrieux trouvera sans cesse à arracher ou à planter, et un habile architecte, à détruire ou à construire. C'est pourquoi, ayant été élevé, sans aucun mérite de notre part, mais par la seule disposition de la divine volonté, au gouvernement de la sainte et universelle Église, et considérant ses périls et ses différentes épreuves, nous avons remarqué parmi les points les plus exposés l'église d'Embrun, qui florissait naguère d'une manière admirable dans l'abondance de toutes choses sous l'influence de la religion, misérablement abattue et comme détruite, d'abord par les incur-

sions et les ravages des Sarrasins, en second lieu par le séjour et par les dévastations de transfuges et de bandes indisciplinées; ensuite par une longue oppression de ses pasteurs, ou plutôt de mercenaires, et ce qui est pire, par l'hérésie simoniaque et par le sang versé de part et d'autre dans la fureur des discordes civiles. Compatissant du plus profond de notre cœur à sa désolation et à son extrême détresse, nous vous avons choisi, très cher confrère et coévêque Guiniman, pour archevêque et recteur de cette église, et en considération de votre vie exemplaire et de la sagesse de votre doctrine, nous vous avons ordonné et consacré, d'après l'élection du clergé et du peuple, et aussi sur la demande des princes chrétiens et à la suggestion des vénérables primats des provinces circonvoisines, qui tous ont été d'avis que si l'on voulait relever l'église d'Embrun, il fallait demander un restaurateur et un pontife à cette Église romaine, mère des autres, qui avait envoyé d'abord vers cette ville le bienheureux Marcellin pour prédicateur et pour pontife. C'est pourquoi, conformément au vœu de votre piété, qui désire que nous lui accordions le privilège de notre autorité apostolique pour corroborer son archiépiscopat dans une église informée et sans discipline, qui mérite à peine le nom d'église, et qui déjà ne montre de tous côtés que des ruines, acquiesçant à vos prières, nous vous confirmons et concédons par ce décret de notre autorité, délivré la dixième indiction de cette présente année, le diocèse d'Embrun en entier, et nous vous établissons dans le siège archiépiscopal de cette église et dans sa basilique principale de Notre-Dame, Marie la mère de Dieu toujours Vierge, que nous vous donnons avec toute son antique et légitime juridiction sur les églises baptismales, les chapelles, les monastères, les cimetières et autres dépendances; avec les villages, châteaux, pâturages, champs, vignes, forêts, étangs, cours d'eau, viviers, maisons, esclaves, colons, patrimoines, et avec tous les autres biens meubles ou immeubles qui peuvent légitimement lui appartenir, tant ceux qu'elle possède maintenant sans contestation et à juste titre, que ceux qu'elle pourra acquérir

plus tard par les libéralités des fidèles, par restitution ou par achat ou par toute autre voie. Nous vous confirmons aussi les dîmes, les prémices, les oblations, tant des vivants que des défunts, de toutes les églises de votre diocèse, les jugements des clercs et tous les offices ecclésiastiques, de telle sorte que vous puissiez en disposer selon votre volonté, toujours d'après les règles canoniques ; nous vous concédons pareillement la consécration de tous vos suffragants, la soumission, le respect et l'obéissance qu'ils vous doivent, le droit de convoquer le concile et d'y présider, conformément aux privilèges des métropolitains sur leurs suffragants, sans préjudice pour l'autorité de la sainte Église romaine et apostolique, qui doit être sauvegardée en toutes choses, comme il convient. Nous vous concédons en outre par la teneur de notre présent privilège, et nous vous confirmons le droit de porter le sacré pallium, selon l'antique usage de vos prédécesseurs, qui avaient coutume de s'en servir, conformément aux privilèges à eux accordés par nos prédécesseurs, dans les solennités suivantes, savoir : le saint jour de Pâques, les jours de la fête de l'Ascension de Notre Seigneur Jésus-Christ, de l'Épiphanie de N. S., de la Cène du Seigneur, de l'Assomption de la B. Marie toujours Vierge, des fêtes de tous les Apôtres, de la fête de tous les Saints, de la fête de S. Marcellin, archevêque de ladite église d'Embrun, de la dédicace de la basilique principale (cathédrale) Notre-Dame, dans la consécration des évêques, dans l'ordination des prêtres et des diacres, les samedis de jeûne et des quatre-temps, et dans la consécration des églises nouvelles et principales. — De plus, comme complément de la munificence apostolique, et comme insigne de votre siège archiépiscopal, nous vous concédons et confirmons, par un privilège de notre autorité apostolique, le droit de faire porter devant vous l'étendard de la croix de Notre-Seigneur dans votre diocèse et dans ceux de vos suffragants. Et nous voulons qu'en vous servant du sacré pallium, vous considériez attentivement et veilliez avec le plus grand soin à tous les devoirs qui incombent à votre fraternité ; car son usage comporte entre

autres choses que vous crucifiez votre chair avec ses vices et ses convoitises, que vous portiez, comme l'apôtre S. Paul, les stigmates de Jésus-Christ dans votre corps, et que vous ayez toujours son esprit de mortification sur votre poitrine et sur vos épaules, non par un motif d'ostentation ou pour faire parade de votre excellence, mais pour montrer aux ouailles qui vous ont été confiées le signe vénérable du Sauveur qui, dans sa miséricorde ineffable, rapporta sur ses épaules la centième brebis, afin de le rappeler à leur souvenir et de les porter à vous imiter. Enfin, après avoir accordé et confirmé à votre charité, par l'autorité du siège apostolique et notre présent privilège, toutes les faveurs sus énoncées, nous défendons à qui que ce soit, en vertu de la même autorité apostolique, d'y mettre témérairement obstacle ou d'y contredire. Que si quelqu'un, ce que nous ne désirons pas, porte la présomption jusqu'à y contrevenir ou à les contester, qu'il sache, quelle que soit sa condition, ecclésiastique ou laïque, esclave ou libre, petit ou grand personnage, qu'il est lié par le lien de l'anathème, et qu'il sera voué aux supplices éternels de l'enfer, avec le démon et ses affreux ministres, et avec Judas le traître, à moins qu'il ne revienne à résipiscence ; que celui au contraire qui, dans une intention pieuse, se sera montré en toutes choses fidèle observateur de notre présente constitution apostolique, obtienne l'abondance des bénédictions célestes de la part de notre très miséricordieux Seigneur, et devienne possesseur de la vie éternelle. Amen » (1).

Suit l'énumération des diocèses soumis à la juridiction de la métropole d'Embrun, au nombre de huit, savoir : Digne,

(1) GALLIA CHRISTIANA, T. III, *Instrumenta*, col. 177 ; — BOUCHÉ, *Histoire de Provence*, liv. IX, ch. VIII, pp. 74 et 75. — MIGNÉ, *Patrologie latine*, T. CXLIII, col. 800. — *Historiæ patriæ monumenta. Scriptores*, T. II, p. 338. Voir différentes autres sources indiquées pour cette bulle, dans JAFFÉ, *Regesta Romanorum Pontificum*, N° 3313. Elle a été analysée par l'abbé GAILLAUD, *Ephémérides historiques des Hautes-Alpes*, p. 308.

Riez, Senez, Glandèves, Nice ou Céméle, Vence, Antibes, plus l'église des Solingiens, qui était peut-être au delà des Alpes (1).

Cette bulle porte la date des nones de juillet, 3^e année du pontificat de Victor II, indiction dixième, c'est-à-dire du 7 juillet 1057. Elle est contresignée par deux cardinaux et par treize évêques, tous italiens, qui sans doute avaient assisté à la consécration de leur nouveau collègue. Il résulte en effet clairement de ce document pontifical que Guiniman reçut l'onction épiscopale à Rome, des mains du Pape ; lui-même le rappelle dans un acte du Cartulaire de S. Barnard (2) ; car il s'en faisait gloire à juste titre. Il résulte non moins clairement de cette bulle, pour nous servir des expressions du P. Marcellin Fournier, que « sous le triste pontificat de l'archevêque Hugues, la ville » d'Ambrun estoit devenue demi-Sarrazine, barbare, pervertie, » grossière et ignorante aux mystères de la foy, dissolue en ses » mœurs, sans foy, sans forme de piété, et qu'il ne lui restoit » aucune teinture du christianisme ; » — et aussi « que les » princes et les comtes de Provence et de Dye, avec les primats » de Vienne, d'Arles, et possible de Narbonne, voyant l'estat » pitoyable de ceste église. . . . eurent recours à Victor II, pour » le supplier d'y mettre ordre (3). »

La population d'Embrun accueillit avec empressement son nouveau pasteur lorsque, à son retour de Rome, il apparut au milieu d'elle revêtu du caractère auguste que lui avait conféré le vicaire de Jésus-Christ, et muni du précieux privilège qu'il tenait de sa bienveillante libéralité. L'acte du souverain Pontife fut promulgué et solennellement ratifié par le clergé et par tout le peuple dans les termes suivants : « En vertu de l'anti-

(1) *Solingensium* ou *Solinensium*. Le nom latin de la petite ville de Solliès-Pont (Var) correspond à peu près à celui-ci ; mais on ne trouve pas qu'il y ait jamais eu d'évêché en ce lieu-là.

(2) Charte 39 bis, citée plus bas.

(3) *Histoire des Alpes-Maritimes* (mss.), pp. 247, 248.

» que autorité de nos saints prédécesseurs, nous, clergé et
» peuple d'Embrun, nous éliions, approuvons et confirmons
» Guiniman comme archevêque dans le siège épiscopal d'Em-
» brun, conformément à la volonté du souverain Pontife et
» pape universel Victor, et sur la confirmation de Guillaume-
» Bertrand et de Geoffroy ou Ponce, comte de Die (1), afin
» qu'il préside à toutes les églises de la dite métropole et qu'il
» les gouverne, comme il est écrit dans le privilège que lui a
» conféré, par l'autorité romaine, le seigneur pape Victor, son
» consécrateur, avec les dîmes et les prémices, comme il con-
» vient à un archevêque de les posséder et administrer. Si
» quelqu'un enfreint ce décret, qu'il sache, à moins qu'il ne
» vienne à satisfaction, qu'il est condamné et frappé d'anathé-
» me. Qu'il en soit ainsi. *Fiat, fiat, Amen.* »

Il paraîtrait, par un acte du Cartulaire d'Oulx, daté de 1056, que Guiniman exerça sa juridiction dans Embrun, avec le titre d'archevêque, avant d'avoir reçu la consécration épiscopale, en vertu de sa nomination par le pape ou par son légat, qui comportait avec elle tous les pouvoirs d'administration et de juridiction. Il n'est pas probable en effet que cette église soit demeurée sans direction pendant les deux années qui s'écoulèrent entre la déposition de Hugues et la consécration de Guiniman. Ce même Cartulaire contient un autre acte où figure notre archevêque ; mais celui-ci est sans date (2).

Les premières années du pontificat de Guiniman furent sans doute consacrées à organiser son église. Nous le trouvons pour la première fois hors de son diocèse le 10 août 1058, où il assistait, en compagnie de Léger, son compatriote et son maître, et

(1) Voir sur l'identité de ce personnage, J. CHEVALIER, *Essai histor. sur Die*, p. 133. — Chorier en fait aussi mention, *loco cit.*, p. 11.

(2) *Ulcienensis Ecclesiæ Chartarium — Augustæ Taurinorum*, 1753, in-fol. (rarissime), pp. 151 et 158. — Toutefois M. Giraud soupçonne une erreur dans la date sus mentionnée, qui est écrite en chiffres romains, probablement d'une facture postérieure.

de l'évêque de Grenoble Artaud, à la consécration de l'église du prieuré de Domène (1). Deux ans après il apparaît de nouveau dans nos contrées. Le 16 août 1060, étant à Romans, il passa un accord avec Léger, archevêque de Vienne, au sujet des biens qu'il tenait de l'abbaye, et dont il jouissait encore comme chanoine de Saint Barnard. Il en fit cession à la communauté moyennant la somme de deux cents sous de bonne monnaie, qui lui fut comptée par les chanoines en présence de Léger. Le préambule de cet acte mérite d'être cité textuellement : « Moi, » Guiniman, archevêque de la sainte église d'Embrun, mais élève » et chanoine de Saint Barnard, je veux qu'il soit notoire à » tous, présents et à venir, comment Léger, archevêque de » Vienne, lui aussi élève et prévôt de l'abbaye Romaine de » Saint Pierre et de Saint Barnard, et moi, nous avons convenu, » avec les chanoines nos frères, au sujet de mon obédience » dépendant de l'abbaye. Considérant que ce lieu est grande- » ment aimé des pontifes Romains, comme il apparaît en par- » ticulier par le précepte du pape Victor, mon consécrateur (*met* » *ordinatores*), de sainte mémoire, je rends à la communauté » des frères susmentionnés tout ce que mes prédécesseurs » Ismar, Rolland et Guillaume, chanoines de la même église, » ont possédé avant moi à quelque titre que ce soit du chef de » ladite abbaye (2). » Suit l'énumération des nombreuses redevances qu'il percevait à Génissieux et ailleurs, et qui lui étaient payées par différents particuliers (3). Il les abandonne toutes

(1) *Cartulare monasterii beatorum Petri et Pauli de Domind.* (Lugduni, Lud Perrin, 1859-in-4°), ch. 1.

(2) *Cartulaire de Saint Barnard*, chartes 39 bis et 267. — Pierre de Rivaz, *Diplomatique de Bourgogne*, n° XCIX.

(3) Il ne sera pas sans intérêt d'établir le décompte des revenus dont jouissait Guiniman en vertu de son bénéfice, qui paraît avoir été affecté sur des immeubles situés à Génissieux, et principalement sur un grand territoire nommé Lupé, quartier situé au nord de cette paroisse, où se trouvait un village appelé *Malevos*. (*Est Lepiaco territorium*

à la manse commune, se réservant seulement une maison bâtie en pierres et en ciment, (*calcina domus*) qu'il possédait près de Saint Barnard, construite peu d'années auparavant avec l'approbation de Léger, qui avait prescrit ce mode de construction pour les bâtiments avoisinant l'abbaye, comme moins exposé à l'incendie (1).

Quatre ans après, cette même maison fut l'objet d'une nouvelle transaction entre Léger et Guiniman, qui en fit la dot de son neveu, de même nom que lui, pour son admission dans la communauté. Celui-ci était encore fort jeune alors, puisqu'il est qualifié d'enfant dans l'acte qui le concerne (*Guintman puero*). On convint que l'on donnerait à ce jeune homme le canonicat de son oncle, après la mort de celui-ci, ou s'il se faisait moine, sous les clauses et conditions suivantes : l'archevêque rend à la communauté un manse à Couquers (2), que culti-

grande in villa que dictur Malecos). Les trois chapelles de Génissieux, de Lupé et de *Canthustum* (?), produisant, avec un manse, une somme de 12 sols ; une vigne produisant 30 muids de vin, trois condamines, outre d'autres terres, qui peuvent recevoir 200 muids de semence ; une forêt de pins, produisant quinze pences de résine ; des prés produisant 18 charretées de fourrage ; de plus, six individus différents doivent à la fois un laboureur ou trois manœuvres par semaine pour produire chacun sept muids de vin, un porc et une brebis valant l'un et l'autre douze deniers, 10 poulets (*pullos*), 2 poules grasses (*pastas*), 40 œufs, deux deniers de cire, deux d'hui'e et deux de miel, et enfin quatre sétiers d'avoine payables à Noël. D'autre part, le même bénéfice avait encore pour revenus, 150 muids et demi de vin, 21 porcs ou brebis variant de 6 à 8 deniers, plus une brebis tous les trois ans ; 18 deniers et quart de cire, autant d'huile et autant de miel ; 65 gelines, 15 poules grasses, 341 œufs, 58 poulets, 28 sétier d'avoine, 3 muids et demi de farine, et enfin, 23 journées de laboureurs ou trois fois autant de journées de manœuvres, le tout réparti sur 24 individus.

(1) GIRAUD, *Essai histor. sur l'abbaye de saint Barnard*, t. 1, p. 88, note.

(2) Ce quartier de Couquers était situé sur le territoire de Génissieux (*in agro Giniacensi, in villa que nominatur Conquerius*) ; une rue de Romans en a conservé le nom. Nous voyons par la charte 56, d'où cette indication est tirée, que Guigues, cousin germain de Léger, pos-

vait autrefois un certain David, et que les religieux lui avaient donné pour cinquante sous ; et les vignes que Rostaing, verrier, et un autre Rostaing, son disciple, avaient plantées et tenaient également de lui. Quant à la maison bâtie en chaux, son neveu en jouira sa vie durant, ainsi que de tous les autres bâtiments élevés par lui sur le territoire de l'abbaye, et de tout ce qu'il possède on pourra acquérir encore en vignes, en vergers et en maisons ; mais après le neveu, tout cela rentrera en la possession du monastère. Quant à la maison en chaux, si après la mort des deux Guiniman (*post mortem istorum Guinimanorum*), quelque clerc veut la louer, il donnera cinquante sous à la communauté, et il en aura la jouissance pour sa vie ; mais après lui, elle reviendra sans délai à la masse commune. Cet acte fut passé à Romans, en chapitre public, le 27 août 1064 (1).

Le *Gallia Christiana* mentionne une charte de 1065 par laquelle notre archevêque accorde certaines faveurs à l'église de Sainte-Cécile, dans le comté d'Embrun. L'année suivante, il fit à l'abbé de Saint Victor de Marseille une donation qui est mentionnée en ces termes dans le Cartulaire de cette abbaye : « Moi, » Guiniman, je fais don à l'abbé Bernard et à tous ses successeurs, ainsi qu'aux religieux qui servent Dieu dans le monastère de Marseille, des églises de Chorges dédiées en l'honneur de Saint Victor de Marseille et de Saint Christophe, avec les autels qui y sont érigés, les obligations, les prémices et les offrandes, les donations pour les morts, les cimetières, les baptistères, les droits de chartes, de jugement, de pénitence et de visite des malades ; afin que les dits religieux en jouissent sans préjudice pour la sujétion due à l'église d'Em-

sédait aussi un manse dans ce quartier là, et qu'il avait servi pour la dotation du bénéfice de Guillaume de Mercurol, chanoine, peut-être le même que Guiniman dit avoir été son prédécesseur dans son canonicat de S. Barnard.

(1) *Cartulaire de saint Barnard*, ch. 55.

» brun. » Par le même acte, Guiniman confirme à l'abbaye de Saint-Victor, de l'avis et du consentement de ses chanoines, une donation précédemment faite par le chevalier Guillaume, qui la renouvelle en sa présence et en celle de tout le chapitre. Il confirme pareillement d'autres donations faites par les habitants de Chorges, ou celles qu'ils pourraient faire encore, et en général, tout ce que les religieux de Saint Victor pourront acquérir dans son archévêché, avec son consentement et celui de ses chanoines. Il y ajoute pour la dotation de ces églises, tout ce qu'ont possédé Guillerins, Butifar et Brura. En reconnaissance de cette largesse, et comme souvenir et gage de bonne amitié offert à Guiniman, les religieux déposent sur l'autel de Sainte Marie et de Saint Marcellin, c'est-à-dire de la cathédrale d'Embrun, un manteau (*pallium*), peut-être une chape, ou l'insigne archiepiscopal de ce nom. Celui qui chercherait à s'opposer à cette donation ou à en empêcher les effets compterait quinze livres d'or au monastère et serait excommunié (1).

En novembre 1068, Léger, archevêque de Vienne, échangeait avec Rolland, abbé de Montmajour (2), l'église de Saint Christophe de Montmiral, qui venait d'être donnée à ce dernier monastère contre celle de saint Evode de Parnans, et différentes terres au même lieu, qui appartenaient à l'église de Saint Barnard. Mais les chanoines de Romans ne purent entrer en possession de cette importante église de Montmiral qu'après

(1) *Cartulaire de saint Victor de Marseille*, publié par M. Guérard, n° 698. (Tome II, p. 40-41).

(2) Faudrait-il voir dans ce Rolland, abbé de Montmajour, le chanoine de ce nom que Guiniman nous apprend l'avoir précédé dans son canonat de Saint Barnard (ch. 39 bis)? Il est fait mention d'un Rolland, prêtre, qualifié ailleurs de capiscol, dans trois actes sans date, mais qui paraissent être du commencement du siècle (ch. 60, 75 et 194). Son identité avec l'abbé de Montmajour expliquerait les rapports de celui-ci avec Léger, ses possessions dans les environs de Romans, et comment il y recueillit des donations pour sa lointaine abbaye.

une composition amiable avec Adhémar de Bressieu, qui y prétendait certains droits. Guiniman assista en qualité de chanoine de Saint-Barnard, avec tous ses collègues, à la transaction qui intervint avec ce personnage, et qui eut lieu solennellement à Vienne en présence du cardinal Hugues le Blanc, légat du pape Alexandre II (1). Notre archevêque s'y qualifie encore d'élève et chanoine de Saint Barnard (*hujus ecclesiæ nutritus atque canonicus*), et signe immédiatement après le cardinal.

Le 6 octobre 1069, Guiniman assista, avec tous ses collègues du chapitre de Saint Barnard, à l'élection solennelle d'Arman, successeur de Léger au gouvernement de l'abbaye, et qui devait aussi le remplacer plus tard comme archevêque de Vienne (2). C'est la dernière mention que nous ayons de lui dans le Cartulaire de saint Barnard ; il y figure encore comme témoin dans différents autres actes, mais qui sont sans date, entre autres à la donation du territoire de Bayanne faite à l'abbaye par Gontard, évêque de Valence (3).

L'historien de l'église d'Embrun fait mourir Guiniman en 1066 (4) ; mais l'acte d'élection d'Arman, que nous venons de citer, démontre son erreur. Une charte publiée par M. l'abbé G.-U.-J. Chevallier nous le montre encore vivant près de dix ans plus tard. D'après cet acte, Guiniman vint avec Hugues, évêque de Die, faire une visite au comte Guigues, frère de Humbert, évêque de Grenoble, en son château de Cornillon, et celui-ci pria les deux prélats de consacrer la chapelle que les

(1) *Cartulaire de saint Barnard*, ch. 12 bis et 13. Nous avons raconté cette affaire en détail dans la notice sur Léger. (*Bulletin*, t. XV, p. 96-98).

(2) *Cartulaire de saint Barnard*, ch. 22.

(3) *Ibidem*, ch. 66. — Voir aussi les ch. 16, 65 et 225.

(4) ALBERT, *Histoire ecclésiastique et civile du diocèse d'Embrun*, t. II, p. 96.

moines nouvellement établis en ce lieu y avaient fait bâtir (1). Les prélats demeurèrent plusieurs jours auprès du comte, qui leur donna une généreuse hospitalité, et ils procédèrent de concert à la consécration de l'église du nouveau monastère. A l'occasion de cette solennité, un des officiers de Guigues donna aux religieux de Cornillon vingt-quatre sétiers de froment, qu'il avait le droit de prélever sur les greniers du comte à l'époque de la battaison des blés.

Cette charte est malheureusement sans date ; mais elle ne saurait être postérieure à 1074, Hugues de Die ayant été sacré évêque le 17 mars de cette année-là. Nous sommes donc obligés de renoncer au pontificat de Guillaume, que l'historien Albert, et le *Gallia Christiana* après lui, font siéger après Guiniman jusqu'en 1077, et peut-être aussi à celui de Pierre, que ces auteurs placent à la suite, pour nous rabattre immédiatement sur celui de Lantelme, établi à Embrun en 1080 par le même Hugues de Die, légat du pape saint Grégoire VII, lequel sans doute tenait à donner lui-même un bon successeur à son ami et compatriote Guiniman.

Ainsi que nous l'avons dit, notre archevêque conserva jusqu'à sa mort le titre de chanoine de Saint Barnard. Le Cartulaire de cette église nous apprend qu'il eut pour successeur dans son canonikat, Adhémar de Beauregard, qui fit le voyage de Jérusalem avec les premiers croisés en 1099. A son départ pour la

(1) *Cum quodam tempore Guigo comes, frater Umberti, episcopi Gratianopolitani, moraretur apud castrum Curnillionis, accidit ut Guinamandus, archiepiscopus Ebredunensis, atque Hugo, Dyensis episcopus, venirent ad eum. Quos cum in conspectum suscepisset, rogavit eos ut consecrarent capellam quam monachi Curnillionis edificaverant.* — (Appendix au Cartulaire de Saint-André-le Bas, n° 123*, p. 30*). — Nous ne savons comment concilier cette charte avec celle publiée dans le même recueil, p. 249 (n° 38*), du 6 juin 1069, où Guigues, frère de l'évêque Humbert, est mentionné comme mort. Du reste, à la date de 1074, il aurait survécu de plus de quarante ans, à son frère, mort lui-même très-vieux après un épiscopat de près d'un demi-siècle. (Voir plus haut la notice d'Humbert. *Bulletin*, t. XIV, p. 25).

Terre-Sainte, il remit au chapitre un manse à Gislan (1) qui avait fait partie de l'obédience de l'archevêque Guiniman, son prédécesseur, mais que celui-ci avait défendu, sous peine d'anathème, de jamais aliéner, afin qu'il demeurât toujours propriété de l'abbaye. De retour de son voyage d'outre-mer, Adhémar demanda à ses collègues et à Guy de Bourgogne, archevêque de Vienne, qu'ils voulussent bien lui rendre son manse ; ceux-ci y consentirent, et le lui laissèrent pour sa vie, à la condition expresse qu'il reviendrait en toute propriété au chapitre après sa mort, et qu'il ne ferait plus partie de l'obédience qu'il occupait. « C'est pourquoi, est-il dit dans l'acte, moi Adhémar, chanoine » de cette église, je défends à tous ceux qui aspirent à mon » obédience, et à celui qui la possèdera, que ce soit mon neveu » ou un étranger, de revendiquer ce manse, de peur que l'ana- » thème que le saint homme (Guiniman) a prononcé ne retombe » sur moi, lorsque celui qui me remplacerait le demanderait en » ma considération (2). »

Nous ne pouvons mieux terminer la notice de Guiniman que par cet éloge que lui décerne son successeur, un pieux pèlerin de la Terre-Sainte. Il le qualifie de saint homme (*sanctus vir*), et considère comme sacrée l'expression de ses dernières volontés. Digne disciple de Léger, Guiniman marcha fidèlement sur ses traces, et se montra comme lui, pleinement à la hauteur de l'éminente dignité dont l'Eglise l'avait revêtu. Il n'eut pas, comme son compatriote, à succéder à un saint ; il lui fallut, au contraire réparer les ravages d'un loup ; sa tâche était bien plus difficile et plus ingrate ; mais le courage et la générosité ne lui firent point défaut, et il ne démentit pas, pendant tout le cours de son pontificat, la haute opinion que des prélats vénérables et des personnages éminents dans le siècle avaient fait

(1) Peut-être Geyssans, près Romans ?

(2) *Cartulaire de saint Barnard*, ch. 195. — (Texte intégral dans le vol. supplémentaire.

concevoir de lui avant son épiscopat, ni les encouragements si élogieux et si flatteurs que le souverain pontife lui donna lorsqu'il eut appris à le connaître. Il soutient dignement le parallèle avec l'illustre pontife qui fut son ami, son compatriote et son maître, et on peut dire qu'il a autant fait pour Embrun que Léger pour Vienne, celui-ci n'ayant eu qu'à conserver ou à restaurer, et celui-là tout à créer.

Ils font l'un et l'autre l'éloge de l'illustre école qui les forma. « Deux prélats aussi distingués que Léger et Guiniman, dit M. Giraud, sortis vers la même époque de l'abbaye de Romans, sont un témoignage précieux en sa faveur, et l'on est, je crois, fondé à en conclure que, malgré l'ignorance et la dépravation générale, les études et les mœurs y étaient alors très florissantes (1). » Ils allaient être suivis de près d'un troisième, que nous avons vu déjà en la compagnie de Guiniman, le légat Hugues de Die, sorti lui aussi, de Romans, sinon de l'abbaye de Saint Barnard, et qui allait rendre son nom encore plus illustre en l'associant à celui de l'immortel pontife Saint Grégoire VII. Ces trois éminents personnages, joints à d'autres qui allaient paraître bientôt, ont fait de la ville naissante de Romans une véritable pépinière de grands hommes, dont la plupart avaient grandi à l'ombre de la célèbre abbaye de Saint Barnard.

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(A continuer).

(1) GIRAUD, *Essai histor. sur l'abbaye de Saint Barnard*, t. I^{er}, p. 59.

TESTAMENTS ET TRAITÉS

DES COMTES DU VALENTINOIS

(Manuscrit de Sérilly).

(FIN. — Voir la 58^e livraison).

Nous avons vu dans les pages précédentes que le Dauphin, après avoir accueilli favorablement les demandes de M. de St-Vallier, et avoir rendu en son conseil une sentence qui lui accordait les deux comtés, et ordonnait à ses officiers de l'en mettre sur le champ en possession, avait refusé à son chancelier le droit de protester contre sa volonté; il nous faut, pour comprendre sa conduite dans toute cette comédie, jeter un coup d'œil maintenant sur sa situation et en même temps sur la législation en vigueur à cette époque.

Cette espèce de parade qui se jouait alors à Bourges, était, il faut en convenir, parfaitement inutile pour les parties intéressées dans le litige; les populations du Valentinois, depuis le testament de 1419, étaient complètement préparées à ce changement de gouvernement qui plaisait même à la bourgeoisie qui avait un peu avant fait une émeute pour en presser l'exécution, la noblesse seule paraissait peu désireuse d'un souverain à une résidence si éloignée; le comte de St-Vallier semblait presque en avoir pris son parti et comprendre que les changements amenés par le temps, ne lui permettaient plus de conserver l'indépendance de ses ancêtres; quant à son représentant, l'évêque de Valence, il était déjà tellement dévoué à la cour, que l'on

disait hautement qu'il voulait lui faire passer les sujets qui dépendaient de son propre évêché.

La seule explication à tous ces subterfuges, se trouve donc dans les *Cas impériaux*, subside que l'on voulait faire voter aux populations du Dauphiné ; car il fallait trouver une somme considérable pour l'époque, vu les prétentions actuelles de M. de St-Vallier ; et la France encore sous l'occupation anglaise, cherchait à se relever de ses ruines et ne pensait nullement dans son horrible détresse à l'agrandissement de son territoire.

L'aide au Suzerain en cas d'acquisition de seigneuries, ce cinquième *cas impérial* était encore bien moins usité que les autres. Il avait donné lieu à trop d'usurpations et de procès pour être resté populaire en Dauphiné, et *Salvaing de Boissieu* lui-même, cet intrépide défenseur des droits de l'aristocratie, ne trouve autre chose à dire dans *son traité sur les fiefs*, si non qu'il était obligatoire dans quelques-unes des terres de la maison de Sassenage ; et précédemment Charles VI qui certes manquait d'argent, avait mieux aimé renoncer au traité et rendre sa parole à M. de St-Vallier, que de quémander cette taille à la population, à la noblesse, voire même seulement aux membres de son conseil Delphinal.

Dans cette position, le rôle du jeune Dauphin était de s'élever avec force contre une acquisition si avantageuse, mais en même temps si intempestive ; il devait s'y opposer formellement, et attendre pour exciter à voter que le Dauphiné lui en fît une obligation impérative ; l'annexion étant jugée indispensable, le comte et l'évêque étaient plus intéressés que tous autres au succès de la manœuvre ; car seule elle pouvait permettre au Régent de leur accorder des indemnités convenables.

Tout le monde donc à Bourges se trouvant ainsi d'accord, le chancelier n'avait guère à se préoccuper de la prétendue *indignation* dont l'avait menacé son maître, et dès le jour qui suivit la sentence Delphinale, il tailla sa bonne plume, et rédigea, le 2 juillet, la protestation suivante.

Lettre d'opposition du Chancelier, 2 juillet 1422

Messire Guillaume Fradet, garde du scel de la prévôté de Bourges etc... expose d'abord que le Diois et le Valentinois ont été pour toujours unis au royaume de France, que les seigneurs de St-Vallier en ont été exclus par le testament du dernier comte pour cause d'ingratitude envers lui, qu'ils avaient retenu prisonnier dans son château de Grane etc... Que, malgré cela, vaincu par les instances de l'évêque de Valence, le Régent avait promis de donner une sentence à ce sujet, et s'était engagé à leur rendre les deux comtés pour une modique somme de trente mille écus, quand ils en vaudraient réellement plus de cinquante mille.

Que trouvant la couronne de France et le Dauphiné très grevés par cette imprudente promesse, le Régent en cette occasion agissait au grand préjudice de ses sujets etc...

« Voulant suivant mon devoir, dit-il, conserver autant « que possible les droits de la France, j'*en appelle du Régent* « *mal conseillé au Régent bien instruit de ses droits* « par son grand conseil de France, son conseil du Dauphiné, les Pairs, et tous ceux à qui il est droit ».

Il demande ensuite à Monseigneur de permettre sa protestation et prend ses témoins etc..

Le Dauphin déclara au bas de cette pièce qu'il admettait la protestation du chancelier et le tout fut signé dans la

Chambre haute de Bourges le deuxième de juillet 1422, c'est-à-dire le jour qui suivit la sentence en faveur de M. de St-Vallier. A la suite de cet acte, Messire Fradet en fit un autre beaucoup plus étendu, mais dont je crois devoir faire grâce au lecteur, car il n'est que l'amplification de celui que je viens de copier.

Il est bien clair, comme nous l'avons dit, que ces deux actes du chancelier n'étaient pas destinés à apprendre aux populations qu'elles avaient passé sous un nouveau gouvernement, c'était une nouvelle qu'elles savaient depuis un certain nombre d'années, mais bien de les instruire que le marchandage était enfin terminé, et que c'était le moment voulu pour mettre vivement la main à la poche. Il était nécessaire de se hâter de solder la nouvelle acquisition qui venait d'être faite, sans cela le Dauphin dont tout le monde savait que les finances étaient dans le plus triste état, allait être obligé de céder pour la misérable somme de trente mille écus un accroissement de territoire si indispensable au Dauphiné, et si avantageux à toute la France! Comme on le voit, la mise en demeure était très pressante; nos historiens ont négligé de nous apprendre quel fut son succès. Il fut médiocre, si l'on en juge par les suites de cette affaire. Le Dauphiné lui-même venait d'être annexé à la France et ne s'intéressait peut-être guère plus à l'agrandissement de sa puissance, que notre pauvre Alsace ne souhaite en ce moment celui que la Prusse pourrait se donner. Après une attente qui ne fut pas trop longue, quoique assez inutile, on se remit tranquillement à marchander de nouveau l'indemnité demandée par M. de St-Vallier.

Arrêt donné par Charles VII sur l'opposition de 1422

Charles, par la grâce de Dieu, etc... faisons savoir qu'ont comparu dans la grande salle de Bourges, notre procureur, d'un côté, de l'autre notre cher cousin l'évêque de Valence, représentant son frère, etc.

L'acte fait alors tout l'historique du procès, explique que M. de St-Vallier avait demandé pour gages des villes et des forteresses qui ne pouvaient lui être données, etc... que non averti de l'état du procès, il avait dernièrement transporté au Comte, les droits qu'il avait aux deux comtés pour la modique somme de trente mille écus, droits qui en valent plus de quatre cent mille etc...

« Et disoient nos procureurs que plus vousissent, si
« l'y donnions le surplus, et le seigneur de St-Vallier nous
« avoit encore induit à lui faire certaines promesses et de
» lui céder lesdits comtés, que les conseillers avoient
« déclaré inexécutables par intérêt pour la France comme
« du Dauphiné, et le chancelier y fit opposition, sauf tout
« honneur dû au Régent etc...

« Qu'alors le seigneur de St-Vallier a déclaré s'en re-
« mettre à notre justice, etc... représentant qu'on ne peut
» attaquer en nullité les sentences de princes, que quand
« elles ont été extorquées par fraude et que ce n'étoit pas
« le cas, qu'ainsi toute opposition étoit bien nulle etc.
« A cela il a été répondu, que le roi ne pouvoit transiger
« pour sa lignée, et que l'on n'avoit point fait les formalités
« qui suivent, etc., etc.; par toutes ces raisons avons mis à
« néant la dite sentence en faveur de M. de St-Vallier et
« parcequ'il nous avoit donné trente mille écus, ordonnons
« qu'ils lui soient rendus etc. etc. »

Cet acte annulait ainsi toutes les précédentes transactions, et déclarait en quelque sorte comme non avenues toutes les promesses et procédures faites jusqu'à cette époque. Ce n'est qu'en étudiant les actes conservés par Sérilly que l'on comprend l'énorme faute commise par Charles VII dans cette circonstance, et que l'on voit le peu de valeur des arguments de ses panégyristes pour l'en disculper. Que lui demandait-on, en effet, pour terminer sur le champ tous ces troubles causés par la succession de Louis de Poitiers ? une somme de son propre aveu bien inférieure à la cession ; on lui donnait tout le temps qu'il jugerait nécessaire pour l'acquitter ; ce qu'on voulait de lui réellement c'était des gages assurés qu'il tiendrait ses promesses et après l'assassinat du duc de Bourgogne à Montereau, il était bien permis d'avoir quelques doutes sur la foi d'un jeune prince dominé par un entourage de partisans militaires dont l'équité n'était pas la qualité habituelle.

La France, occupée alors par les Anglais complètement maîtres de Paris et des deux tiers du nord de nos provinces, semblait toucher à sa perte ; mais était-ce une raison pour risquer ainsi ses possessions dans le midi, et cela au moment même où l'on parlait dans ses conseils de l'abandonner à l'ennemi, et d'abriter son souverain derrière nos montagnes dauphinoises.

Pendant tous ces inutiles pourparlers, les compétiteurs à la possession du Valentinois étaient loin de demeurer inactifs. Le pape Martin V avait fait réclamer par son légat d'Avignon les deux comtés de Valentinois et de Diois alors en litige, comme mouvants de l'Eglise romaine, et nommé l'évêque même de Valence pour opérer cette saisie qui fut exécutée le 27 janvier 1422 ; mais un autre concurrent bien plus redoutable encore, agissait d'un autre

côté, c'était le duc Aimé de Savoie. Favorisé sans doute par le comte de St-Vallier qui n'espérait plus rien de ses négociations avec la France, il avait peu à peu et sans exciter de trop grandes appréhensions, glissé ses troupes dans toutes les garnisons du Valentinois, et se trouvait ainsi le possesseur réel des pays dont les autres s'occupaient à se disputer les titres.

Aimé, cependant, jugea bientôt qu'il était nécessaire de s'en donner un aussi, et voilà ce qu'il imagina pour se poser en héritier du défunt comte de Poitiers ; à l'époque où Louis, prisonnier de sa famille, était le plus animé contre elle, et craignait qu'elle ne s'entendît avec le roi de France pour partager ses dépouilles, il avait déclaré indigne de son héritage quiconque transigerait avec le comte de St-Vallier. Or, le duc de Savoie, chargé à cet égard d'être son exécuteur testamentaire, voyait, disait-il, dans tous les pourparlers que nous avons rapportés, que le Dauphin avait encouru cette déchéance, et déclarait que par suite de cette infraction au testament, c'était lui qui était devenu légalement, l'héritier incontestable des comtés que ses rivaux s'occupaient à se partager.

Cette opinion pouvait bien ne pas être péremptoire aux yeux des populations Valentinoises, mais comme il les tenait au moyen de ses hommes d'armes, il se persuada bientôt que nul ne serait assez osé pour tenter de la mettre en doute.

En conséquence, il se regarda comme incommutable propriétaire des deux comtés, et avec une si parfaite conviction, qu'il se mit dès lors à poursuivre même les droits douteux des anciens comtes ; pendant ce temps il avait si peu d'égards pour le comte de St-Vallier qui s'était remis entre ses mains, qu'il assiégeait son frère et procureur fondé, jusque dans sa ville épiscopale.

Le Dauphin ne sachant que faire pour l'arrêter dans son usurpation fit rendre contre lui un arrêt de son conseil delphinal; mais le duc n'y fit aucune attention. Alors Charles VII essaya d'informer contre le comte de St-Vallier qu'il accusait d'être son complice, et en même temps de faire tous ses efforts, pour s'emparer en son propre nom de l'hoirie en litige; le châtelain de St-Marcellin le dénonça par son ordre sur ce dernier chef, et fit ce qu'il put pour chercher à s'emparer de sa personne.

Le pauvre comte pourchassé tout à la fois et par le duc de Savoie et par le roi de France, ne sachant plus où trouver un asile, se hâta d'écrire à son frère l'évêque, de tâcher de traiter à tout prix avec ce dernier; à la suite de cette intervention il y eut un acte signé entr'eux deux, mais il est resté secret, et Fontanien dans son Cartulaire inédit assure que cette pièce fut supprimée; voici celle qui lui fut substituée, et publiée à la même époque.

Transaction entre le roi et le comte le 4 mai 1422

Cette pièce commence comme toujours par le récit de tous les faits et de toutes les formalités de cet interminable procès, après quoi elle déclare, que M. de St-Vallier renoncera à tous les droits qu'il tient de ses ancêtres, non seulement sur les comtés du Diois et du Valentinois, mais même sur la baronnie de Clérieu, et il n'y a d'exception que pour celle de Chalancon et la terre que son frère lui a attribuée dans les partages (St-Vallier).

Mais en considération des droits auxquels il renonce, toutes ces terres lui seront rendues à la charge de foi et hommage en Dauphiné mais non ailleurs, et de devenir

homme lige du Dauphin, ce qui concilie, dît l'acte, ce qui est dû au Dauphiné, c'est-à-dire l'annexion des deux comtés, et ce qui est dû au comte par suite des grands services que le roi en a reçus, etc... M. de St-Vallier recevra pour lui et ses successeurs sept mille florins de rentes, sur villes et châteaux en Dauphiné, deux mille cinq cents sur *Haramon* et *Valborgne*, après toutefois la jouissance qu'en a *Boucicaut*, trois mille sur les greniers à sel du Rhône, et les 1,500 restants sur des terres voisines de St-Vallier etc.; on lui donnera des terres du royaume en cas d'insuffisance des précédentes; enfin jusqu'à l'exécution complète du traité, il gardera les châteaux qu'il a reçus comme sûreté, etc... Le roi lui remettra tous les papiers de sa famille, etc...

Quand le roi eut passé cette dernière transaction avec le comte de St-Vallier, il expédia des commissaires au comte de Clermont qui était l'exécuteur testamentaire du dernier comte de Valentinois, lui ordonnant de faire payer toutes les sommes promises par le testament aux autres héritiers et de se faire mettre en possession immédiate des deux comtés.

Fontanieu qui a, dit-il, parcouru un grand nombre de lettres de Charles VII sur cette affaire ajoute dans une note de son Cartulaire inédit, que M. de Clermont répondit que la chose était impossible, parceque le duc de Savoie occupait tout le Valentinois par ses troupes, et que d'ailleurs, il avait en s'en mettant en possession payé toutes les sommes dues par la succession.

On voit par cette réponse combien le roi tout occupé de sa querelle mortelle avec l'Angleterre, savait peu ce qui se

passait dans ses provinces méridionales, l'invasion Savoyarde était cependant un fait assez important pour obliger ses officiers à l'en prévenir, et nous voyons par les actes que ce n'était déjà plus un incident nouveau, bien que, comme il avait commencé sans bruit et en quelque sorte d'une manière secrète, il soit difficile de lui assigner une date précise.

Le roi, fort surpris, fit aussitôt proclamer l'annexion des deux comtés au Dauphiné, et je trouve dans les *Grands officiers de la Couronne*, que cet acte fut daté du 7 février 1424, mais le texte ne s'en trouve pas dans Sérilly ?

Vers cette époque, le duc de Savoie commença à éprouver quelques craintes sur la conservation de sa conquête ; il voyait par la dernière transaction que nous avons rapportée, que le comte de St-Vallier avait fait sa paix avec Charles VII, et qu'il allait avoir à lutter dans le Valentinois, non seulement avec les partisans du monarque, mais encore avec ceux restés fidèles à la famille du comte, alors il songea à se procurer un solide appui, et fit proposer au duc de Bourgogne l'irréconciliable ennemi de la France de conquérir et de partager ensemble les possessions du roi dans le midi : non seulement le Valentinois et le Dauphiné, mais encore le Languedoc, vivement entamé par l'Angleterre, conquêtes qui paraissaient faciles, par suite de l'anéantissement des armées françaises. Le duc de Bourgogne accepta l'offre, et ils réunirent entre eux deux une armée qui devait enlever à Charles ses dernières ressources.

En 1426, le Dauphin qui devinait peut-être leurs intentions, prit quelques précautions pour mettre le Valentinois à couvert ; il se fit ratifier la cession, non seulement par Louis de St-Vallier, mais encore par ses deux frères,

Jean, évêque de Valence, et Jacques de Poitiers, qui y renoncèrent au nom de toute la famille ; il confirma les privilèges et les libéralités accordés aux habitants de Crest en Valentinois, et nomma dans ce pays trois gouverneurs, un pour Crest, l'autre pour Montélimar et le troisième pour Pontaix et Quint, c'était à peu près tout ce que pouvait faire ce prince dans son triste état de détresse.

En 1428, il essayait de plus de faire alliance avec Jean de Châlon, prince d'Orange, qui était un très hardi chevalier, s'étant fort distingué dans les rangs des Anglais, en combattant contre la France; il lui fit quelques concessions pour le ramener dans son parti et en reçut même un hommage, mais il manqua à la foi jurée, et nous allons le voir à la tête même de l'expédition préparée par le duc de Savoie pour conquérir le Dauphiné.

Ce fut près de la petite ville d'Anthon sur les bords du Rhône, qu'au mois de juin 1430 eut lieu la réunion de l'armée envahissante.

Il y avait parmi elle, dit Fontanieu, un corps de sept cents gentilshommes Bourguignons qui en formait l'élite, le reste se composait d'archers, de gens à pied et de Savoyards enrôlés dans les communes voisines de la frontière; le brave Sire de Gaucourt qui avait si courageusement défendu Orléans contre les Anglais était alors gouverneur du Dauphiné. Il fut merveilleusement inquiet, dit la chronique, de ce qu'il allait advenir en apprenant ce rassemblement inattendu, car personne ne savait mieux que lui que son souverain ne pouvait dans ce moment disposer ni d'un écu ni d'un homme pour la défense du pays confié à sa garde.

Il courut aussitôt s'entendre avec *Imbert de Grolée* et pria le vieux Maréchal de se mettre à la tête de tout ce qu'il

restait de la noblesse du Dauphiné ; elle était alors, disent les historiens dans un état lamentable par suite des victoires successives des armées anglaises et venait de voir tomber dans les champs d'*Azincourt* ses derniers hommes et ses dernières ressources.

Comme il y allait du salut de tout le Dauphiné, elle ne s'en montra pas moins pleine de zèle ; on recruta comme on put ses escadrons avec les enfants et les vieillards qui ne figuraient plus dans ses chevauchées, et elle s'avança vers la frontière pour retarder, plutôt que pour arrêter la marche des troupes ennemies.

Un chevalier Espagnol nommé *Rodrigue de Vilandrado* qui commandait dans le Velay une bande d'aventuriers qu'il venait d'enrôler pour le service du roi en Gascogne, averti du péril se hâta de rejoindre la troupe Dauphinoise, et le récit de la bataille d'Anthon, fait par Thomassin qui en fut témoin oculaire, et qui nous l'a légué dans ses manuscrits fait partie du sujet qui nous occupe et nous offre une intéressante page.

Le vieux Maréchal, qui était expert dans les armes, et qui, vu les circonstances, n'espérait guère voir la fin de la journée, fit ses dévotions le matin, puis il réunit un conseil de guerre où *Vilandrado* se hâta de prendre la parole.

« Je ne puis, dit-il, compter sur les hommes que je vous
 « amène, ils me sont inconnus, et je doute fort qu'ils
 « tiennent devant la chevalerie Bourguignonne, mettez-
 « moi avec eux à l'avant-garde, et s'ils lâchent le pied,
 « n'engagez pas votre troupe trop peu nombreuse pour
 » espérer la victoire. » On adopta son avis, et la petite armée s'ébranla pour aller à la rencontre de l'ennemi qui avait un bois à traverser avant d'arriver à la plaine.

Le prince d'Orange méprisant des troupes qui avaient

une si médiocre apparence, se jeta sur les aventuriers avec toute sa chevalerie; mais ceux-ci excités par leurs chefs tinrent ferme contre toute attente, ce que voyant la troupe Dauphinoise de Gaucourt et du maréchal, elle se précipita sur les Bourguignons et il y eut entre ces deux petits corps une mêlée des plus sanglantes.

Après un rude et long combat, plus du tiers des chevaliers bourguignons couvrait le sol du bois qu'ils voulaient franchir, et la fuite du reste de l'armée envahissante s'effectuait sous les yeux du prince d'Orange; celui-ci couvert de blessures et ne voulant ni survivre à sa défaite, ni tomber dans les mains d'un souverain qui le tenait pour un parjure, se lança dit la légende, mais non Thomassin, dans le Rhône qui était voisin, et armé de pied en cap et la lance au poing, traversa pour se sauver, tout le fleuve sur son cheval à la nage. Quoi qu'il en soit de ce fait qui a trouvé beaucoup d'incrédules, la bataille d'Anthon n'en était pas moins complètement gagnée contre toute espérance, le Midi de la France restait au roi, les Bourguignons désertaient l'entreprise, et les Savoyards que l'on avait imprudemment disséminés dans les places du Valentinois pour cerner le Dauphiné de tous côtés, se trouvaient pris dans leurs propres filets, séparés de leur patrie par un pays en armes, et à la merci de populations hostiles qu'ils venaient dépouiller, et qui pouvaient se venger sur eux des calamités d'une occupation étrangère.

Grâce aux circonstances extraordinaires dans lesquelles elle était remportée, cette victoire peu considérable, vu le petit nombre des combattants, prenait une importance énorme dans les événements de l'époque, et faisait pencher la balance en faveur d'un pays constamment battu, et qui près de sa ruine complète commençait à sentir renaître ses forces.

Les deux chefs Dauphinois se hâtèrent de profiter de ce retour de fortune, ils descendirent dans le Valentinois, prirent la ville d'Orange au chef de l'armée qu'ils venaient de détruire, et occupant toute sa petite principauté en donnèrent le gouvernement au bâtard de Valentinois resté dans ces confits toujours fidèle à la France; mais ils étaient à peine retournés dans les états du Dauphin, que les habitants d'Orange, dévoués à leur prince, chassaient le Poitiers que l'on avait mis à sa place. Comme on était bien las de la guerre des deux côtés on conclut une trêve sous la médiation du roi de Sicile. Quoique victorieux, les Dauphinois n'avaient pas osé attaquer les troupes Savoyardes toujours cantonnées dans les deux comtés, il eut fallu pour les en arracher sacrifier beaucoup d'hommes qu'ils devaient conserver, et brûler tout un pays dont leur roi allait devenir maître, le gouverneur et le maréchal de Grolée prirent un parti plus sage, ils traitèrent avec le duc qui reçut 54,000 écus d'or pour retirer ses troupes; suivant toute apparence, on lui promit même le désistement du roi de ses prétentions sur le Faucigny, mais Charles dont les affaires s'améliorèrent refusa longtemps la ratification de ce traité qui ne fut définitivement signé qu'en 1445, à la demande de son fils Louis II, alors Dauphin; ce qui fit que le duc de Savoie conserva assez longtemps le titre de comte de Valentinois et Diois.

On fit à la même époque un traité avec le pape qui, dit le père Anselme, reçut du Dauphin un hommage pour 7 arrière-fiefs dans le Valentinois et le roi Charles donna sa mainlevée sur les seigneuries du prince d'Orange, auquel en 1435, il fit vendre sa ville principale par le roi de Sicile à la condition qu'il tiendrait 600 hommes à sa disposition pour le soutenir dans sa guerre avec l'Angleterre.

Vers ce temps, il y eut aussi une nouvelle convention entre le roi et le comte de St-Vallier qui montre bien la pénurie du trésor royal durant ces terribles guerres. Le comte reçut en gages un quart de fleuron de la bonne couronne de France, un fermelet garni de trois grosses perles, un balais carré et trois poires. On lui accorda de plus une pension sur le Briançonnais, et on lui donna pour gages les châteaux de Montélimar et de Châteaudouble qu'il conserva jusqu'en 1437 où Charles VII les retira de ses mains, en finissant de payer la dette au moyen des deniers de la reine. Pendant ce temps, le fils du comte, Charles de St-Vallier vendait à la France ses droits à l'héritage du Valentinois pour 6,000 florins qui lui furent assignés sur les gabelles de Romans.

Nous allons maintenant revenir à la dernière pièce concernant les Valentinois des manuscrits de Sérilly, collection que nous avons un peu perdue de vue pour suivre les événements qui lui donnèrent naissance : elle est de 1446, dix ans plus tard que les derniers faits que nous avons rapportés. Il paraît après toutes les transactions que nous avons examinées qu'il y avait encore des difficultés judiciaires entre le roi et le comte pour la succession du Valentinois, car messire Bertrand Rabot, à cette époque tardive recevait l'injonction de se dessaisir du vieux testament d'*Aimaret*, et n'obéissait qu'avec répugnance en le déposant au greffe, ainsi qu'il paraît par la pièce suivante.

Testament d'Aimar de Poitiers de 1339.

« Nous *Pierre Imbert*, juge majeur des comtés du Valentinois et Dyois, voulons qu'il soit notoire a tous que
« l'an de l'incarnation mille quatre cent quarante six etc...

« Notre seigneur Sigismond étant roi de Hongrie et des
 « Romains, vint dans notre Tour de Crest diocèse de Die
 « où nous étions pour rendre justice, prudent homme
 « maître *Rertrand Rabot* procureur de notre magnifique
 « seigneur *Louis* de Poitiers comte de Valentinois, lequel
 « nous présenta un instrument qui était le testament d'Ai-
 « mar de Poitiers autrefois comte de Valentinois lequel
 « nous avons lu et nous a paru intact et exempt de tous re-
 « proches de fausseté etc... » Nous ne dirons que quelques
 mots de ce testament dont les substitutions étaient dès
 lors la seule partie intéressante.

En 1339, le comte annule tous ses précédents testaments, sauf celui minuté par Lambert, en faveur de son épouse Sybille des Baux, à laquelle il donna de plus le château d'Upie etc... Il fait des legs à ses six filles etc., laisse à son fils Guillaume, religieux à Cluny, le château de Montmeyran, à son fils Othon etc.; son fils Aimaret sera de l'ordre de St-Jean de Jérusalem; Henri et Charles, ses deux autres fils, auront cent livres; tous ces legs sont à charge de réversion en faveur de Louis de Poitiers son héritier universel.

Après cela viennent des substitutions à l'infini à ses enfants, petits-enfants, frères, enfants de ses filles, enfin à leur défaut aux exécuteurs testamentaires même, qui sont *Aimar de la Voulte*, évêque du Vivarais, *Bermond de la Voulte*, etc.; ses témoins sont *Amédée de Poitiers*, noble *Guigues de Moncassin*, Olivier de Laye, Hugues de Myrole, Guillaume de Cornillon et plusieurs docteurs en droit, etc.. *Pons-Lambert*, notaire, a rédigé l'acte à Etoile etc., etc...

« Le requérant (Rabot) demanda qu'il fût fait de nom-
 « breuses copies de cet acte, parce que l'on ne pouvait
 « l'envoyer crainte d'accident, et des voleurs, le juge

« Imbert lui donna toute satisfaction, et les revêtit du
 « sceau et de la forme légale. Furent témoins dans cette for-
 « malité *Bertrand Spaliard, Jean Barral, Arbalestier, etc.*,
 « *Pons Piac* fut le notaire qui fit les copies ordonnées par
 « le juge etc... etc... »

Que messire Rabot qui se dessaisit avec peine d'un testament dont il est dépositaire demande plusieurs copies crainte de quelqu'accident à l'original ? Il n'y a rien en cela que de très ordinaire, et tout notaire impérial eût probablement fait de même à sa place, mais qu'il ajoute qu'il redoute le voir passer entre les mains des *voleurs*, c'est un mot étrange et bien inutile, qui voile ce me semble une pensée qu'il ne pouvait pas faire mettre dans l'acte sous une autre forme !

En effet, au temps de Rabot comme au nôtre, les voleurs de grands chemins n'étaient guère désireux de s'approprier une pièce de ce genre, dans laquelle ne se trouve pas habituellement de legs pieux en leur faveur ; ce n'était donc pas eux que désignait cette singulière requête ; ce n'était pas non plus une allusion à ce testament de 1326 dont on n'avait plus que les deux codicilles, cette pièce quoique importante avait été reproduite à satiété dans les testaments de ses successeurs.

Je ne sais si je ne me trompe, mais dans la bouche du procureur des Poitiers, ce mot que rien n'amène est une protestation contre toute la procédure ! c'est un soulagement de cœur, pour quelqu'un qui meurt d'envie de protester, mais qui ne peut, comme le chancelier, tailler sa bonne plume.

H. DE P.

AYMON I^{ER}

Général de la Calotte

(Extrait du supplément à la Biographie du Dauphiné).

Ce personnage, qui n'est guère connu que des bibliophiles et des curieux, appartenait à une famille de Romans enrichie dans le commerce (1). *André* Aymon, son père, né dans cette

(1) M. le D^r U. Chevalier a consacré une intéressante notice à cette famille dans le *Bulletin de la société d'Archéologie de la Drôme*, t. XV, page 21 et suiv. Il dit que les Aymon, de Romans et les Aymon de Franquières étaient de même souche. On ne connaît pas, je crois, de document positif à cet égard, en tout cas, les deux familles avaient des armoiries tout à fait différentes.

Les Aymon de Franquières furent anoblis par lettres données à Mantes, au mois de mai 1593, en faveur de *Jean-Louis* Aymon, alors premier huissier du parlement de Grenoble, qui fut ensuite trésorier-receveur général (1614) puis secrétaire-audiencier (1629). Il paraît que les gens des Comptes soulevèrent de grandes difficultés au sujet de ces lettres : il fallut des lettres de jussion et de confirmation pour en procurer l'enregistrement (5 mars 1694). Elles sont transcrites dans le 16 *Generalia* de la chambre des Comptes, fol. 1 et suiv. Il y a à la suite fol. IX^{vo} et suiv., des lettres de Lesdiguères (12 novembre 1602) et de d'Ornano contenant l'exposé des services que led. *Jean-Louis* leur a rendus.

Le dernier représentant de cette famille a été *Laurent* AYMON DE FRANQUIÈRES dont le buste, sculpté par Houdon, est à la bibliothèque de Grenoble. Né dans cette ville le 20 juin 1744, il fut, comme son père et son aïeul l'avaient été, conseiller au parlement par lettres du 26 février 1766. Mais il siégea le moins possible et passa de longues années à voyager en France et à l'étranger. C'était un homme assez instruit, quelque peu bibliophile, une sorte de philosophe imbu des théories de Jean-Jacques, c'est pourquoi on a gravé au bas de son buste cette inscription : *Amateur des sciences et du bonheur des hommes*. Il mourut, sans avoir été marié, le 30 mars 1790, laissant ses grands biens à *Marie-Anne*, sa sœur, qui les porta à Jean-Baptiste de Bressac, son mari.

ville, suivit d'abord la carrière militaire ; il assista à quelques affaires dont on lira tout à l'heure le détail, et reçut, en 1638, à la prise de Vercueil, une mousquetade à la jambe gauche qui le rendit boiteux pour le reste de sa vie. Vers 1650, il acheta une charge de porte-manteau du roi qu'il exerça sans doute avec fidélité et distinction puisqu'il obtint, en 1661, des lettres de noblesse. Voici ce document dans lequel, suivant l'usage, ses services sont relatés :

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre,
« Dauphin de Viennois....mettant en considération les longs,
« fidèles et agréables services qui nous ont été rendus, et
« cet estat durant plus de trente années consécutives par nostre
« cher et bien amé André Aymon, natif de nostre ville de
« Romans en nostre province de Dauphiné, l'un de nos porte-
« manteaux ordinaires, en plusieurs occasions importantes, tant
« dans nos armées, dedans et dehors le royaume, sçavoir dans
« nos armées et celles de nos alliés au siège de Corbie, en qua-
« lité d'enseigne dans le régiment d'infanterie du comte de Mont-
« péron, duquel il passa en Savoye et prit parti dans le régiment
« de Saconnay des troupes de nostre très chère et très aimée
« tante la duchesse de Savoye, il se trouva au siège de la Rogne
« et de Nort aussi en qualité d'enseigne et ensuite en qualité
« de lieutenant dans un régiment Lorrain qui servoit dans les
« mesmes troupes de Savoye commandées par le marquis de St-
« Martin-Montchenu, il fut au siège et à l'assaut de Vercueil
« où il reçut une mousquetade à la jambe gauche dont il fut
« estropié, après avoir demeuré deux ans au lit à cause de sa
« blessure, en laquelle occasion il fut aussi fait prisonnier par
« les troupes Allemandes commandées par Gildan qui défendoit
« cette place dans laquelle il fut mené et y demeura jusqu'à
« la capitulation qui fut faite deux jours après et que les pri-
« sonniers furent rendus de part et d'autre ; après cela il
« repassa dans le royaume et s'attacha près nostre personne en
« ladite charge de l'un de nos porte-manteaux, laquelle il a
« exercée durant dix années avec toute l'assiduité et le zèle
« que nous pouvons désirer, en toutes lesquelles occasions,
« et en plusieurs autres qui lui ont été confiées, il a donné des
« marques d'une véritable valeur et d'une fidélité et affection

« singulières à nostre service, qui nous convient à lui donner
« des marques de nostre reconnaissance qui passent à sa posté-
« rité, sçavoir faisons nous, pour ces causes. . avons led. Aymon
« par ces présentes signées de nostre main, annobli et an-
« noblissons... Donné à Fontainebleau au mois de juin de l'an
« de grâce 1661..... *Louis,* »

André Aymon avait épousé Marguerite Michel (1) de qui il eut plusieurs enfants dont l'un est le général de la Calotte, objet de cette notice.

Etienne-Isidore-Théophile, naquit à Romans vers 1659. Fort jeune encore il eut la survivance de son père en la charge de porte-manteau ; on le trouve porté en cette qualité sur un état de la maison du roi en 1673. Il entra ensuite, comme cadet, dans une compagnie de mousquetaires, y servit pendant longtemps et parvint au grade de lieutenant. Il parait, d'après son oraison funèbre, qu'il était l'une des meilleures lames de son temps et que, très chatouilleux sur le point d'honneur, il eut de nombreux duels. Ce fut probablement en ce temps là qu'on lui donna le nom de guerre de *Lazur*, ou *Hasus*, sous lequel il est parfois désigné (2).

Vers 1700, peut-être à la mort de son père, il fut reçu, en titre, l'un des douze porte-manteaux de Louis XIV. Ces fonctions n'étaient, en réalité, que de haute domesticité, mais elles rapprochaient à chaque instant de la personne du roi et, dans les idées du temps, il n'en fallait pas davantage pour leur donner un caractère des plus honorables. Bien plus, comme elles permettaient de choisir le moment favorable pour parler à S. M. et solliciter des faveurs et des grâces, leurs titulaires jouissaient, à la Cour d'une réelle importance. Il m'a paru intéressant, car ces choses là sont assez oubliées, de rappeler en quoi consistaient ces fonctions ; d'ailleurs, Aymon les ayant remplies pendant une partie de sa vie, les détails dans lesquels je vais entrer touchent directement à sa biographie (3).

(1) C'est par erreur qu'on a placé ce mariage en 1675, attendu que le général de la Calotte mourut en 1731, à l'âge de 72 ans, ce qui reporte sa naissance vers 1659.

(2) Bib. Nat. mss, n° 2485 fol. 37 ; n° 12785, fol. 77.

(3) Voy. *l'Etat de la France* pour 1708, pag. 175 et suiv.

Les porte-manteaux servaient par quartier. Celui qui était « de jour » devait suivre le roi partout où celui-ci pouvait avoir besoin de ses services « Il ne quitte guères S. M. quelque part qu'elle aille, qui peut avoir besoin de lui en différentes rencontres, pour aller quérir ou reporter à la garde-robe plusieurs choses, comme pour changer de chapeau, de gants, de canne, de mouchoir, de cravatte, pour prendre un cor de chasse, un manchon, etc... Quand le roy marche en voyage et par la campagne, quand il sort pour chasser, faire des revues, ou se promener ; quand, par un mauvais temps, il traverse à pied ou à cheval quelque lieu découvert, et en plusieurs rencontres où le porte-manteau prévoit que le roy aura besoin de son manteau, en un mot sitôt que le roy sort de ses appartements et marche à découvert, quand il ne ferait que traverser les cours, ou se promener dans les jardins, le porte-manteau va prendre à la garde-robe le manteau de S. M. et se tient près d'elle pour le lui donner en cas où elle le lui demanderait. — A certaines cérémonies où le roy a un manteau de parade, comme au bal, toutes les fois qu'il veut le quitter ou reprendre, c'est au porte-manteau à le lui ôter ou remettre sur les épaules, en l'absence du grand chambellan.... »

Les porte-manteaux portaient aussi l'épée du roi quand il marchait à pied en souliers et en bas de soie, ou quand il montait en carrosse à deux chevaux seulement ; mais s'il montait à cheval avec des éperons, ou en carrosse à six ou huit chevaux, la garde de l'épée appartenait à l'écuyer de service (1). Enfin, les porte-manteaux avaient encore un autre genre de fonctions : « Quand le roy joue à la paume, ils présentent d'une main les balles à S. M. et gardent son épée de l'autre. Il doivent tenir compte de ces balles, et c'est aussi eux qui arrêtent toujours les parties du maître du jeu de paume pour les parties qui s'y font tandis

(1) Ces minuties qui nous font sourire, ayant donné lieu à un gros différend entre les porte-manteaux et les écuyers, elles furent réglées, en Conseil, en 1643, V. mss, Clairambault n° 814, fol. 817. (Bib. nat.).

« que le roy joue, parce que le roy paie toujours tous les frais
 « de ce jeu, qu'il gagne ou qu'il perde. Et après que S. M.
 « a joué, le porte-manteau doit avoir soin de faire donner,
 « par le maître du jeu de paume, à tous les officiers de la
 « chambre ou de la garde-robe qui sont là pour le service du
 « roy, une collation honnête. Quand le roy fait jouer en sa pré-
 « sence, il paie aussi tous les frais, quoiqu'il ne joue pas.
 « Ces frais sont présentement (1708) fixés à 50 liv. pour le
 « roy et à 10 écus pour Mgr le Dauphin, sans compter tout ce qui
 « se donne aux marqueurs et pour les raquettes, payés sur la
 « cassette par le premier valet de chambre sur le certificat du
 « porte-manteau. » — Ces officiers touchaient annuellement 660
 livres de gages sur l'état de la maison du roi et 120 livres de
 gratification sur le trésor royal. Ils avaient « bouche à Cour »,
 c'est-à-dire que, étant de quartier, ils étaient nourris aux frais
 du roi, à la table des valets de chambre, et leur valet mangeait
 la desserte. Ils servaient toujours l'épée au côté, et ils avaient le
 privilège, quand ils n'étaient pas nobles, de se qualifier écuyers.
 En effet, ajoute naïvement le rédacteur de *l'Etat de la France*,
 « il semble qu'on ne peut pas disputer la qualité d'écuyer à
 « des officiers qui ont si souvent l'honneur de garder l'épée
 « de S. M. »

Malgré toute l'honorabilité qui pouvait s'attacher à de sem-
 blables fonctions, Etienne Aymon serait aujourd'hui tout à fait
 oublié si son nom n'était intimement lié à celui du Régiment
 de la Calotte dont il fut le fondateur. Voici, non pas une his-
 toire de cette singulière société — il faudrait tout un volume —
 mais une esquisse rapide dans laquelle je me bornerai à recher-
 cher les faits qui le concernent personnellement (1).

(1) La plupart des dictionnaires encyclopédiques contiennent des
 articles sur le Régiment de la Calotte. On peut consulter aussi le *Musée
 de la Caricature*, de Jaime, les *Sociétés badines et chantantes*, de Dinaux,
 le *Magasin pittoresque*, 31^e vol. 1841 ; *Un régiment peu connu*, par le général
 Ambert (feuilletons du *Moniteur du soir* des 25 nov. 1864 et jours suiv.).
 — Malgré les nombreuses notices dont elle a été l'objet, l'histoire de
 cette fameuse association est encore à écrire. C'est un sujet fort piquant
 d'histoire littéraire, mais qui offre des difficultés parfois inextricables
 quand on n'a pas soin de distinguer, comme je l'ai fait, les pièces
 émanées réellement du Régiment, de celles qui lui ont été attribuées
 par des pamphlétaires.

L'origine de la Calotte est assez incertaine. On raconte que, pendant une sombre journée de l'année 1702, notre Aymon et quelques autres gens de Cour étaient réunis chez M. de Torsac, exempt des gardes du corps. Ces messieurs buvaient, jouaient et frondaient, à qui mienx mieux, les ridicules de Paris et de Versailles. M. de Torsac se tenait à l'écart et ne prenait aucune part à la conversation ; il souffrait d'une violente migraine et se lamentait : « Oh ! disait-il, il me semble qu'une calotte de » plomb me comprime le crâne ; c'est à devenir fou ! ».

Ce propos contenait une allusion indirecte à la fameuse théorie des esprits animaux qui régnait alors. On croyait que dans certains cas, ils s'échappaient à travers les sutures du crâne, et de savants docteurs, combinant cette donnée avec des rêveries hermétiques, prétendaient guérir les maladies mentales au moyen d'une calotte de plomb. Il se rencontra même, vers la fin du 17^e siècle, un renoueur fameux qui fit adopter l'usage de doubler le béguin des petits-enfants avec des feuilles de plomb afin de protéger la fontanelle et empêcher ainsi la sortie des esprits animaux.

Or, en entendant les doléances de M. de Torsac, Aymon se serait écrié : « Hé ! qui n'est pas un peu fou ? Qui n'a pas besoin, plus ou moins, d'une calotte de plomb ? » Et, c'est alors, dit-on, que, de propos en propos, il aurait conçu le projet de fonder le Régiment de la Calotte.

Ce Régiment, qui fit tant de bruit au 18^e siècle, fut une société littéraire, une sorte de petite académie ayant pour but, d'abord de critiquer les mauvais auteurs, ensuite de se moquer des gens sots et ridicules. Aymon était parti de cette idée que tout homme coupable d'une mauvaise œuvre littéraire, ou qui se fait remarquer par quelque sottise, est un toqué, un fou qui a besoin d'une calotte de plomb pour retenir ses esprits animaux. Or, le Régiment devait être une association imaginaire composée de gens de cette sorte ; pour se moquer d'eux et les tourner en ridicule, il suffirait de les y incorporer. Nous verrons tout à l'heure comment se faisaient les incorporations. C'était, au fond, une œuvre très sérieuse, mais comme il fallait, suivant le vieux principe, *castigare ridendo*, Aymon s'efforça de lui enlever ce caractère, d'en faire, en apparence, une institution pure-

ment bouffonne et falotte. En conséquence, il établit que Momus et la folie seraient les dieux tutélaires du Régiment ; qu'il aurait une marotte et la lune pour emblèmes ; qu'il adopterait les deux devises suivantes, *luna influit favet Momus*, et *c'est régner que de savoir rire* ; enfin que les directeurs se déclareraient sous tout les premiers. Nous allons suivre le développement de ces données bizarres.

Tous les amis de Torsac qui avaient été présents à la scène de la migraine en furent les premiers membres. Au lieu de siéger gravement, comme à l'Académie, ils tenaient leurs séances à table, *currente legend*. Bientôt, d'autres amis de la gaité demandèrent à être incorporés. Pour mériter cette faveur, il fallait non seulement être lettré et homme d'esprit, mais encore avoir dans ses allures quelque chose d'original et d'excentrique. Les admissions avaient lieu au dessert. Chaque récipiendaire prononçait, comme à l'Académie, un discours de réception, mais à la différence, de ceux de l'Académie, le sien devait être tout facétieux et contenir l'exposé de ses propres défauts, de son grain particulier, de ce qu'on appelait son *calotisme*. Puis on lui décernait, au milieu des éclats de rire, un grade en rapport avec ses qualités physiques, ou morales. C'est là qu'Aymon fut proclamé *Général de la Calotte*, tant comme fondateur, que parce qu'il avait « un germe de calotisme particulier à lui seul, » que son grain était une précieuse goutte de l'élixir de la « quintessence du calotisme le plus pur (1). » Ces premiers membres formèrent le *Conseil*, l'*Etat-Major* du Régiment.

En même temps, Aymon fit graver une médaille et un timbre sec par Roëttiers, tailleur général des monnaies du royaume (2) ;

(1) Voir l'*Oraison funèbre d'Aymon*, p. 73.

(2) La médaille représente Momus sur un nuage avec la légende *c'est régner que de savoir rire* ; au revers, sont les armoiries de la Calotte décrites ci-après. Le *Conseil Calotin* publia à cette occasion des lettres-patentes qui se trouvent à la suite de la *Revue du Régiment* indiquée plus loin.

Le timbre sec était destiné à authentifier l'exemplaire du brevet de Calotte adressé directement à la personne qu'il concernait. Le dieu Momus y était aussi représenté. On peut en voir un spécimen sur un brevet qui fait partie d'un recueil de la Bib. Nat. mss. fr. n° 12785.

il dessina lui-même des armoiries et un drapeau (1); il fit fondre tout un matériel d'imprimerie, vignettes, fleurons, culs-de-lampe, etc, (2); enfin, Dornel, organiste de S^{te} Geneviève, composa, sur sa demande, une marche guerrière pour le Régiment (3).

Quand tout fut prêt, le Conseil s'occupa de recruter le personnel du Régiment. A cet effet, il se mit à délivrer des *brevets de Calotte* à des mauvais auteurs, à des gens qui se faisaient remarquer par quelque grosse sottise, en un mot à toute personne qui, d'une manière quelconque, méritait une place dans la *Milice Calotine*. Ces brevets consistaient en de petites pièces en vers ou en prose, qui étaient adressées à ceux qu'il s'agissait de ridiculiser; ils contenaient un exposé facétieux du fait à censurer, et se terminaient par l'octroi d'un grade imaginaire, avec simple, double, ou triple calotte de plomb, selon les mérites du personnage. J'en donne plus loin un spécimen. Ainsi, un prédicateur ennuyeux était exposé à recevoir le brevet d'aumônier du Régiment; l'auteur d'une pièce sifflée, celui de fifre du Régiment; une dame dont les galanteries faisaient scandale, celui de supérieure des Vestales, etc. Si notre illustre Monsieur Gagne eut vécu en ce temps là, il aurait certainement obtenu celui de premier historiographe du Régiment. En style calotin,

(1) Les armoiries sont, d'or, à une marotte de sinople en pal accompagnée de papillons sans nombre de différentes couleurs; au chef de sable chargé d'une lune d'argent accostée de 2 croissants de même; cimier, une calotte ornée de grelots et surmontée d'un rat passant; supports, 2 singes et 2 cornes d'abondance d'où sortent des brouillards. — Ces armoiries ont été gravées format in-4.; il y a au-dessous 18 lignes de texte commençant par ces mots: *Explication des armes du Régiment de la Calotte*.

Le drapeau a été gravé aussi. On y voit les armoiries du Régiment au milieu d'ornements bizarres qu'il serait trop long de décrire. Il se trouve à la page 104 du *Conseil de Momus* indiqué plus loin. La planche a pour titre: *Drapeau du Régiment de la Calotte inventé par le Général*

(2) Tous ces ornements typographiques ont servi pour l'impression de la *Journée Calotine* et du *Conseil de Momus*.

(3) La musique de cette marche a été gravée et se trouve dans les *Mémoires de la Calotte*, édit. de 1725, 2^e part. Il paraît que Dornel n'aurait pas reçu le prix convenu pour sa composition, ce qui donna lieu à une assignation en vers adressée par lui à Aymon.

cela s'appelait *donner une Calotte* à quelqu'un, c'est-à-dire lui délivrer un brevet de sottise, ou d'extravagance (1).

Chaque brevet était lu, discuté et approuvé en Conseil, c'est-à-dire à table, puis on l'adressait directement à la victime ainsi qu'à diverses personnes connues pour leur amour de la médisance. Quelques fois il était signé par Aymon, mais le plus souvent il portait cette simple mention « Fait au Conseil du Régiment. » Ces satires firent bientôt grand bruit. Les amateurs de nouvelles et les curieux les recherchaient avidement; on se les passait de main en main, on en prenait des copies que l'on colportait dans les assemblées et les ruelles. Louis XIV, devenu vieux et morose, s'amusait, dit-on, de cette nouveauté ; il en parlait quelquefois à son porte-manteau ; et l'on raconte qu'il se faisait lire les brevets à son souper et qu'il se donnait le plaisir royal de choisir pour cette lecture les personnes mêmes à qui ils étaient délivrés.

En 1720, il y eut une petite révolution dans l'Etat-Major. On s'entretenait chez le roi des désastres de la campagne et du siège de Douai. Parmi les assistants se trouvait M. de Torsac, le même que nous avons vu au commencement de ce récit. C'était l'un des hommes les plus vantards, les plus hableurs, les plus gascos de son temps. Il prit la parole et dit que si le roi voulait lui donner 30,000 hommes et carte blanche, il ferait lever le siège de Douai et reprendrait aux ennemis, en 15 jours, toutes leurs conquêtes. Cette vanterie d'un simple exempt des gardes du corps, en l'état où se trouvaient les affaires du royaume, stupéfia Aymon ; il s'inclina avec humilité, déclarant que désormais il n'était plus digne de commander les Calotins et qu'il résignait ses pouvoirs entre les mains de M. de Torsac. Le Conseil confirma cette sorte d'abdication ; il proclama Torsac généralissime, mais il conserva le titre de général à Aymon qui resta comme par le passé, l'inspirateur, l'âme de la Calotte. Dès ce

(1) Il y a eu en Dauphiné des sociétés facétieuses qui délivraient aussi des brevets. Je me bornerai à rappeler celle des *Menteurs*, à St-Marcellin, et celle des *Fainéants*, à St-André-en-Royans.

jour, les brevets furent signés par les deux généraux, ordinairement en cette forme « signé Torsac et moi Aymon. »

Pendant la Régence, le Régiment entra dans une phase nouvelle; jusque là, les brevets avaient été empreints d'une grande modération et, malgré des termes quelquefois un peu vifs, s'étaient maintenus dans les bornes d'une raillerie décente et courtoise. Mais, de 1715 à 1720, ils prirent de bien autres allures. Vers ce temps là, semble-t-il, Aymon dut faire, sinon un assez long séjour, du moins plusieurs voyages à Romans (1). Alors, profitant d'une absence qui laissait la Calotte sans direction ou bien, grâce à la plus grande somme de liberté dont on jouit après la mort du grand roi, alors, dis-je, des gens de lettres étrangers au Régiment se mirent, de leur propre autorité, à délivrer des brevets. Sous leur plume, ce furent de véritables pamphlets, des satires sanglantes, parfois obscènes, ne ménageant personne, dévoilant sans pitié les vices, les malversations et les faits les plus intimes de la vie privée. Les gens les plus qualifiés, des ministres, des évêques, de grandes dames reçurent des Calottes. Voici celle qui fut délivrée à un Dauphinois, J. F. Leriget de la Faye, de Vienne, l'un des secrétaires du cabinet du roi.

BREVET DE FRIPON EN TITRE D'OFFICE,

pour la Faye.

De par le Dieu porte Marotte
Nous, Général de la Calotte,
Persuadé qu'en tout état
Les grands fripons sont nécessaires,
Et que, dans certaines affaires,
L'usage en est très délicat ;
Gens d'artifice et de manège

Qui, blancs au dehors comme neige,
Sont au dedans noirs comme poix,
Ne reconnaissant d'autres loix
Que celles de prendre sans cesse
(N'importe point de quelle part)
Et réaliser en espèce
Aux dépens du tiers et du quart.

(1) A cette époque il était partie intervenante dans un long procès intenté à un nommé Chaléat qui devait plus de 10,000 livres à la ville. Il y montre tant de zèle pour le bien public qu'on est tenté de soupçonner un intérêt personnel et secret. Plusieurs pièces de cette affaire impliquent sa présence à Romans. Voy. Archives dép. de la Drôme. Série C. art. 308 et suiv.

Caractère indigne ; mais comme
Un tel, quoique fourbe et menteur,
Doit avoir l'air d'un honnête homme,
Etre poli, complimenteur,
Nous choisissons pour ce beau rôle
Celui dont nous taisons le nom,
Pour très bonne et juste raison,
Mais qui pourrait tenir école
Et servir de maître aux rufiens
Les plus adroits et les plus fins.
Voulons, pour ce grand personnage,
Docte en l'art du patellnage,
Si délié, si raffiné,
Qu'à Paris on le qualifie
De Parangon du Dauphiné,
Tant il excelle en fourberie ;
Entendons que, dans notre cour,
Il ne soit fait aucun bon tour,
Subtilité, fripponnerie,
Dont il ne soit dit l'inventeur,
Ou, tout au moins, le promoteur,
Le ministre et l'exécuteur ;
Nous reposant sur son génie

A nier ce qu'il a promis,
A trahir ses meilleurs amis,
A souffrir, affront, incartade
Et menace de bastonnade ;
Lui donnons pour profits et gages
Deux mille écus sur les nuages
Et brouillards du pays normand,
Où tenir parole et serment
Est une méthode abusive ;
Voulons qu'il ait voix décisive
Dans tous conseils ou nous serons
Contraints d'employer des frippons ;
Lui décernons double Calotte
Avec notre grand cordon ;
Plus, commettons le sieur La Mothe
Pour chanter son los et renom,
Afin que l'ignorant vulgaire
Leurré par ce rimeur sévère
Donne en ses pièges pleinement.
Fait au Conseil du Régiment
L'an surnommé, l'an aurifère.
Par le système Terrasson,
Signé Torsac et moi Aimon.

Le succès de ces violentes satires fut immense ; c'était l'âme des formes sous lesquelles se manifesta l'esprit d'opposition. On cite parmi leurs principaux rédacteurs, G. Plantavit de la Pause, les abbés Margon et Desfontaines, Fr. Gacon, Piron, et P. C. Roy. Il y eut ainsi concurremment deux Conseils du Régiment ; l'un, que j'appellerai officiel, dirigé par Torsac et Aymon ; l'autre, occulte, sans direction, sans esprit de suite, dont tout folliculaire, selon son caprice, pouvait faire partie. Ce dualisme eut un singulier résultat, c'est que le Régiment de la Calotte lui doit toute sa célébrité ; sans lui, et en raison même de sa modération, il serait aujourd'hui tout aussi oublié que la société des *Ecornifleurs*, la *République Babinienne*, et autres sociétés de même genre.

En 1721, une véritable scission éclata dans le Conseil. Il paraît que Torsac avait profité d'une longue absence d'Aymon pour le faire interdire. A son retour, celui-ci convoqua les *Etats-généraux* du Régiment, et fit suspendre Torsac. Les deux pièces

publiées à ce sujet (1) ne permettent pas de se faire une idée nette de l'affaire ; peut-être avait elle pour point de départ le caractère de violence que des intrus donnaient aux brevets. Quoiqu'il en soit, Aymon resta désormais seul général. Trois ans après, en 1724, il eut à présider une assemblée solennelle qui mit en émoi le monde Calotin. Le malheureux Torsac venait de se laisser mourir d'un chagrin d'amour. Aymon voulant rendre hommage à la mémoire de ce « monarque universel du « monde sublunaire » prononça son oraison funèbre. Elle a été imprimée sous ce titre :

Première séance des Etats Calotins contenant l'oraison funèbre de Jean-Philippe-Emmanuel de Torsac, généralissime du régiment de la Calotte. A Babylone, chez Pierre de la Lune rue des rats, aux armes du régiment, in 4° de 54 pag. (2).

Cette pièce est, en son genre, un petit chef-d'œuvre de fine critique et d'honnête raillerie qui donne une idée exacte de la tournure d'esprit de son auteur et des justes limites qu'il entendait assigner au Régiment. Il y raconte fort agréablement la vie et les gasconnades de son héros, et il le fait en se servant, presque uniquement, de phrases ridicules tirées de livres à la mode et de discours prononcés à l'Académie Française. Fontenelle et La Motte qu'il avait surtout mis à contribution, se fâchèrent tout rouge, ils s'allèrent plaindre au lieutenant de police et il ne fallut rien moins que l'intervention du maréchal de Villars pour apaiser l'ire de ces Messieurs.

Pendant que la vraie Calotte s'amusait à d'innocentes satires, l'autre, celle des folliculaires, continuait à emplir Paris de ses pamphlets. Le nombre de ces pièces, dont la plupart sont restées manuscrites, est considérable ; on les compte par centaines.

(1) Voy. les *Mém. de la Calotte*, édit. de 1762, T. I, pag. 132 et suiv. La pièce intitulée *Suspension du sieur de Torsac*, est attribuée à Aymon ; mais elle contient des traits si vifs contre la religion, les favoris et les favoris qu'il est fort douteux qu'un porte-manteau du roi eut osé se les permettre.

(2) Elle a été réimprimée dans les *Mém. de la Calotte*, éd. de 1752. T. 2. Elle est attribuée à Aymon par l'auteur de son oraison funèbre : *Quem (Torsac) vita functum funebri oratione prosecutus est*, dit-il.

En lisant certaines d'entre elles qui sont dirigées contre de très grands seigneurs et portent la signature d'Aymon, on s'étonne que notre porte-manteau n'ait pas eu de fort méchantes affaires, que, pour le moins, il n'ait pas été cent fois batonné. Mais les contemporains savaient à quoi s'en tenir et ne le rendaient nullement responsable de tout ce qui circulait sous son nom. On voit en effet, des personnes vertement *calottées*, comme le peintre Coypel, continuer à l'appeler leur ami. A la Cour, on ne s'y trompait pas non plus. Quelques faits impliquent même, en sa faveur, plus que de la bienveillance, une sorte de protection tacite. Ainsi, le Régent lui avait conservé son emploi auprès de Louis XV. Le jeune roi aimait, comme son aïeul, s'entretenir avec lui des affaires du Régiment. Un jour, il lui dit « Quand me délivrerez-vous mon brevet ? » à quoi celui-ci répondit, avec beaucoup d'à propos « Sire, nous vous guettons. » Une autre fois, il lui demanda : « Quand comptez-vous passer la revue de votre Régiment ? » « Sire, répondit Aymon, si cette revue devait avoir lieu il n'y aurait personne pour la voir passer. » Enfin, le Conseil de la Calotte, au grand complet, fut admis à entrer un soir, chez le roi, son drapeau en tête, et à figurer dans les divertissements d'un ballet de la folie (1).

Cependant les choses en arrivèrent au point qu'il devint nécessaire de protester. En 1725, on avait publié à l'étranger un recueil où parmi les pièces avouée par le Régiment, se trouvaient un grand nombre de pseudo Calottes. Ce recueil fit un tel scandale qu'Aymon se décida à dégager publiquement sa responsabilité. Il fit insérer dans le *Mercur*, d'octobre 1726, p. 2233, un désaveu formel. Il y dit que « sous le nom du Régiment de la Calotte, on a inséré un grand nombre de satyres calomnieuses contre des personnes respectables par leur naissance et par leur mérite. Les chefs du Régiment n'ayant jamais eu en vue qu'une critique badine des ridicules qui ne portent ni sur les conditions, ni sur les mœurs, ont cru pour l'honneur du corps devoir s'élever contre un parail attentat et dissuader

(1) Il s'agit peut-être de la *Folie de Cardenio*, pièce de Coypel, jouée en 1720 devant le roi qui dansa plusieurs fois dans les divertissements.

« le public des idées fausses que ce livre pourrait leur donner. » En même temps, le Conseil publia un *Arrêt contre la fausse édition des brevets et autres réglemens supposés*.

Après ces protestations, le rôle d'Aymon dans les affaires de la Calotte paraît avoir été très effacé. Il était alors âgé de plus de 67 ans et peut-être comprit-il que, dans ce jeu dangereux de pamphlets, il était sage de se tenir désormais à l'écart. Quoi qu'il en soit, il mourut cinq ans après, à Versailles, où il servait de quartier, le 5 mai 1731, à l'âge de 72 ans, « généralement regretté » dit-on dans le *Mercure*, 1731, p. 1193. Il fut inhumé dans le cimetière de la paroisse St-Louis ; c'est donc à tort que notre Dochier, dans une notice manuscrite (1), avance qu'il mourut à Romans et fut inhumé dans l'église St-Nicolas « ou l'on voyait autrefois sa dalle funéraire ». Voici, au surplus, la copie de son acte de décès qui rectifiera cette petite erreur historique :

« L'an 1731 et le sixième du mois de mai, M. Etienne Aimont, « escuier, porte-manteau du roi, âgé de 72 ans, natif de la « ville de Romans en Dauphiné, décédé hier, a esté inhumé « dans le cimetière de ceste paroisse par nous soussigné supérieur des prestres de la mission et curé de ceste église royale « et paroissiale de St-Louis, en présence de M. Antoine, porte- « arquebusier du roi, M. de La Porte, maître d'hôtel du roi, « M. du Port, huissier de la Chambre du roi, qui ont tous signé « avec nous. »

Après la mort d'Aymon, un bel-esprit du Régiment, Bosc du Bouchet, composa en son honneur une oraison funèbre qui a été imprimée dans un ouvrage intitulé :

Journée Calottine en deux dialogues. — I. Association de la République Babinienne au Régiment de la Calotte. — II. Oraison funèbre du générale Aymon I. A Moropolis, chez Pantaléon de la Lune, imprimeur et libraire ordinaire du Régiment. L'an 7732 de l'Ère Calottine, in 8° de 121 pag. L'oraison funèbre

(1) C'est l'une des notices qui devaient paraître dans la *Biographie du Dauphiné*, entreprise par Victor Augier et restée inachevée. — Voy l'art. AUGIER.

d'Aymon occupe les pages 46 à fin. Il y a ensuite un titre allégorique gravé sur bois portant ces mots, *Stephano Aimon Calotæ principi* ; puis, 4 pages encadrées de vignettes formées d'attributs calotins, et contenant l'épithaphe latine d'Aymon en style lapidaire. L'oraison funèbre est un commentaire de chaque phrase de l'épithaphe; malheureusement elle donne à peine quelques traits biographiques. — Ce volume, quand il est complet doit être suivi d'un poème en 7 chants intitulé : *Le conseil de Momus et la Revue de son régiment. Poème Calotin*, qui a une pagination séparée de jv et 237 p. C'est là que sont la gravure du drapeau dont j'ai parlé et le portrait d'Aymon décrit sous le n° II.

Quant au Régiment de la Calotte il ne resta pas longtemps sans général. Quelques jours après la mort d'Aymon, le Conseil choisit pour lui succéder un nommé Achille de St-Martin, personnage très connu dans la gent calotine, où il avait eu les grades de lieutenant-colonel et de « commandant de la brigade des « gladiateurs ; » il fut proclamé dans un grand dîner, à Livry, le 28 mai 1731 (1). Mais, en perdant Aymon, la Calotte perdit toute son importance ; les brevets devinrent de plus en plus rares, St-Martin ne fut pas remplacé, et elle s'éteignit obscurément à l'époque de la Révolution (2).

La collection de pièces de toute nature, imprimées ou manuscrites, relatives à cette bizarre association, est très considérable ; elle pourrait donner lieu à une bibliographie des plus curieuses (3). On en a publié des recueils sous les titres suivants :

Mémoires pour servir à l'histoire de la Calotte. Basle, les héritiers Brandinlyer, 1725, 2 part. in-12.

Recueil des pièces du Régiment de la Calotte. Paris, J. Colom-

(1) Cette élection donna lieu à l'opuscule suivant : *Relation de ce qui s'est passé à la promotion de l'illustre Saint-Martin, proclamé généralissime du Régiment de la Calotte le 28 may 1731*, par le sieur de Launay. La Haye, Gosse, 1731, in-8°.

(2) J'ai reproduit à l'art. DREVON, un brevet qui se rattache aux derniers temps de la Calotte.

(3) On trouvera, aux art. de COSTON et GALLER, les titres de deux pièces qui devraient figurer dans cette bibliographie.

bat, l'an de l'ère Calotine 1726, in-8°. avec un titre par Coypel. Rare, non cité par Barbier.

Mémoires pour servir à l'histoire de la Calotte. Moropolis, (Hollande), chez le libraire de Momus, 1732, 2 vol. in-12. — Réimpr. sous le même titre, avec des augmentations successives, en 1735-1737, et 1752-1754. Cette dernière édition, qui est, je crois, la plus ample, contient 6 part. in°12

PORTRAITS D'AYMON

I. — *AYMON PREMIER Dessiné par son amy Ch. Coypel. 1726. G. à l'eau forte par L. C. G. (le Comte de Caylus). Terminé au Burin par Joullain.* Aymon est dans un ovale, à mi-corps, vêtu d'une simarre serrée à la taille ; sa main droite est appuyée sur une marotte, et de l'autre, il semble montrer quelqu'un au doigt. Dans les quatre angles sont des papillons et, au bas, dans la marge, les armoiries du Régiment. Petit in-fol.

Il y a trois états de cette planche : 1° Avant toutes lettres, sans les armes et les papillons ; très rare. — 2° Avec les armes et les papillons. — 3° Tel qu'il est décrit ci-dessus.

II. — *Aimon premier.* Copie, même sens, du précédent. En bas, à gauche, les initiales *B A.* et en haut *pag. 60.* Petit in-8°. Se trouve dans le *Conseil de Momus* indiqué plus haut.

III. — *Aimon premier Général de la Calotte,* Copie en contre-partie des précédents. En bas, à gauche, *Ch. Coypel del. pet. in-8°.* — On trouve quelquefois ce portrait tiré sur le même papier et à côté d'une autre planche de mêmes dimensions qui lui sert de pendant et qui représente le *Drapeau du Régiment de la Calotte, inventé par le Général.* En bas, les petites-maisons, et dans la marge : *Ch. C*** Surugue excudit.*

IV. — *Luna duce Auspice Momo omnia moventur. Illustrissimo DD. Aymon totius orbis Calotini dignissimo, nec non Vigilantissimo præposito generali, a se inventam depictamque tabulam Eximia hilaritate dicabat, consecrabat Joan-Baptista..* (nom illisible) *a nobilibus ordinariis MDCCXXX.* — Aymon est dans un cercle, assis sur des nuages, vêtu comme dans les portraits précédents et tenant une marotte à la main. Tout autour du cercle sont groupés des attributs des arts, des inventions et

des connaissances humaines ; en haut, des torrents de fumée sortant d'une cheminée. En bas, sur un soubassement d'architecture, on lit le texte ci dessus et à droite *St-Maurice sculpebat* 1733. Très belle pièce grand in fol. qui doit être d'une rareté excessive. Elle n'est pas dans les collections de la Bibliothèque nationale : le seul exemplaire que j'aie rencontré fait partie de la riche collection d'iconographie Dauphinoise de M. Eug. Chaper. — Il y en a une copie au trait, avec ce texte; *Aimon 1^{er} capitaine*, dans le *Musée de la caricature* de Jaime (Paris, Dellogé, 1838, in-4°, t. 1), où elle accompagne une notice sur le Régiment de la Calotte.

Ad. ROCHAS.

SÉANCE DU 9 AOUT 1881

PRÉSIDENCE DE M. DE CALLIER.

Lecture est donnée des dépêches annonçant la reconnaissance de la Société comme établissement d'utilité publique et des circulaires ministérielles sur le programme des séances de la Sorbonne, en 1882, et sur l'histoire des Sociétés savantes de province.

MM. Bonnet, de Labareyre et l'abbé Jassoud se font excuser de ne pouvoir assister à la séance.

M. le président soumet à la Société une proposition de M. Brun-Durand touchant la publication des mémoires d'Eustache Piémont, chroniqueur dauphinois de la fin du XVI^e siècle. Après discussion, il est décidé que M. le Secrétaire s'entendra avec M. Brun-Durand pour présenter à la prochaine séance des renseignements positifs sur le prix de revient de cette publication intéressante.

Les membres présents autorisent ensuite M. le Trésorier à placer en rentes françaises les fonds de la Société, tout en gardant une réserve suffisante pour faire face à ses besoins.

Il est aussi rendu compte d'un affaissement du sol près de la Belèze à St-Péray et M. Sayn a bien voulu se charger d'étudier ce fait.

NÉCROLOGIE

M. MILLET (VICTOR-ALEXANDRE-MARTIAL).

Le 9 juillet 1881 décédait à Orange, à 53 ans, un de nos collègues les plus laborieux et les plus instruits : M. Millet, docteur en médecine.

Bibliophile habile et chercheur infatigable, il avait formé de précieuses collections pour l'histoire du Comtat qu'il se proposait d'élucider à fond. Nous n'avons de lui qu'une *Notice sur les imprimeurs d'Orange et les livres sortis de leurs presses avec un appendice sur les récits relatifs à l'histoire de cette ville.* — Valence, 1877, Chenevier, br. in-8°, 78 pages, et une autre *Notice sur l'université d'Orange*, Avignon, Seguin frères 1878, br. in-8°, 44 pages.

Ces deux publications étaient un essai. Elles allaient être suivies de travaux intéressants sur l'histoire d'Orange, que la mort prématurée de notre bienveillant collègue a laissés inachevés. Nous faisons des vœux pour qu'une main pieuse recueille ces précieuses recherches, les continue et les publie.

CHRONIQUE

Le tableau des membres de la Société publié dans la dernière livraison doit être ainsi complété :

Membre titulaire, M. de Sieyès (le marquis), à Valence.

Membre correspondant, M. Alègre (Léon), fondateur et directeur du Musée et de la Bibliothèque de Bagnols.

Les découvertes archéologiques se bornent à quelques tombeaux romains ou gallo-romains, trouvés à Chanos-Curson et à Mureils. *La Commission des Monuments historiques d'Alsace*, vient de publier sur les tombeaux de ce genre de fort intéressantes observations dont nous donnerons une analyse dans la prochaine livraison pour guider nos collègues.

A défaut de découvertes importantes, signalons des publications d'une grande valeur historique, comme :

1° *Les actes et correspondances du connétable Lesdiguières, publiés sur les manuscrits originaux*, par le comte Douglas et J. Roman. (Grenoble, Allier).

Le 1^{er} volume est de 1878 et le 2^e de 1881.

Le 1^{er}, de LXXII-596 pages in-4°, renferme une préface, une introduction et 486 lettres de Lesdiguières, avec tables.

Le 2^e de 632 pp. in-4° contient 439 documents et le *discours de l'art militaire* de Lesdiguières, avec tables.

De 1578 à 1622, ces deux volumes permettent de suivre pas à pas l'illustre capitaine, mort en 1626 à Valence.

Ici l'on n'a plus à redouter les jugements et les récits d'un historien partial ; les actes et les documents parlent

eux-mêmes. Il y en a de fort importants et d'autres qui le sont beaucoup moins ; mais pour bien apprécier l'époque tourmentée où Lesdiguières régna en souverain dans notre province, rien n'a paru à dédaigner aux laborieux et savants éditeurs de ce bel ouvrage.

— 2° L'autre publication est l'*Histoire du Dauphiné* de Chorier, réimprimée par MM. Chenevier et Pessieux, à Valence.

Le 2° volume parut en 1871 et le 1^{er} le suit à dix ans de date.

Dans un temps où le goût des recherches historiques se généralise de plus en plus, cette réimpression si belle et si soignée est une véritable bonne fortune.

Chorier, malgré les travaux d'AIMAR du RIVAIL publiés en 1844 par M. de TERREBASSE ; de JEAN de MURINAIS, seigneur de BOZANCIEU, inédits ; de FONTANIEU, manuscrits ; de JUVÉNIS et de quelques autres, est en réalité le seul auteur qui ait embrassé l'histoire de la province dans son ensemble, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1601.

C'est un auteur indispensable et nos collègues le connaissent assez pour essayer un éloges plus étendu.

— Nous avons reçu pour la Société ou pour nous :

L'abbaye Joyeuse de Pierrelatte, d'après les documents inédits et les traditions populaires, par AD. ROCHAS. Grenoble 1881, X. Drevet, in-8°.

Essai sur l'état monastique de l'ancien diocèse de Gap, par M. A. de TAILLAS. Grenoble, G. Dupont, 1881, br. in-8 de 50 pages.

Les enfants naturels devant la loi, par ZÉNON FIÈRE, docteur en droit, avocat à la cour d'appel de Paris. (Paris 1881, D. Derenne, 1 vol. grand in-8 XVI-312. pp.

Origine des chevaliers de Malte et rôle des donations

de la commanderie de Gap, (XI^e-XII^e siècles), par l'abbé P. Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes. Paris, A. Picard, 1881, br. in-8 de 34 pages.

Document inédit relatif à la guerre qui eut lieu en 1368 entre les Dauphinois et les Provençaux, publié par le comte de Charpin-Feugerolles, ancien député de la Loire, Lyon, Alfr. Louis Perrin, 1881, broch. in-4 de XV-44 pages.

Ce document est la traduction d'un manuscrit ayant appartenu à M. le comte de la Tour du Pin Chambly. Il est accompagné de notes et d'explications intéressantes. Quant à la guerre de 1368, le *Bulletin* de la Société en a fait connaître les principaux incidents.

L'érudition et la critique de MM. de Taillas et de Charpin-Feugerolles, de M. Zénon Fièrè et de M. l'abbé Guillaume recommandent suffisamment ces publications remarquables.

— On lit dans le *Bulletin de la Diana* une bonne partie du programme d'études historiques et archéologiques du savant directeur du *Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence*, M l'abbé U. Chevalier, ce qui en fait l'éloge.

— D'autre part, l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Besançon, nous apprend dans ses *Mémoires* qu'un de nos collègues, M. Alfred Vellot, juge suppléant au tribunal de Valence, a obtenu en 1879, une mention honorable pour son poème intitulé *Héricourt*.

M. Vellot est aussi l'intelligent éditeur de la vie d'*Artus Prunier* par Chorier.

— La *Revue épigraphique du midi* nous apporte la transcription d'une épigraphe chrétienne trouvée au Bourglès-Valence par M. Rebâtet :

(*Hic requiescit*)..... *lus, qui vixit annos LX. Obiit in pace VIII Kalendas augustas, Maximo viro clarissimo Consule.*

Cette épitaphe est de l'an 523.

L'estampage que M. Allmer en attribue à M. Lacroix est du à M. l'abbé Perrossier.

Le même savant transcrit ainsi l'inscription de Sahune :

INGENVA

SOLIMVTI

MATRIS

V. S. L. M.

Ingenua, Solimuti filia, Matris, Solvit, libens, merito.

Enfin la *Revue Savoisienne* nous décrit le curieux gisement de gypse et de sulfate de strontiane de Condorcet : nous reproduirons sa note dans la notice de cette commune.

— Le *Journal de Montélimar* annonce dans son n° du 11 septembre que M. Clément, (de Donzère), vient de recevoir les brevets et insignes de la *Croix blanche* d'Italie, en récompense de ses remarquables tableaux où la peinture et le dessin marchent toujours de pair ; nous nous associons à la joie des amis de l'artiste.

— Ne quittons pas les beaux-arts sans accorder une mention aux travaux de restauration exécutés dans l'église de Valréas par M. Jullian (Jean-Jacques), élève des académies de Marseille, sa patrie, et de Lyon, fixé à Montélimar depuis seize ans.

Il y avait dans cette église d'anciennes fresques dégradées par le badigeon et par le temps, à l'entrée de la chapelle de la Sainte Vierge, la 1^{re} en entrant par la porte qui fait face au chœur. Là, il a su restituer aux personnages nombreux de *l'adoration des mages* et de *celle des bergers*

la naïveté, la grâce et le coloris de leur premier auteur ce qui n'est pas une œuvre facile. M. Jullian, qui a restauré dans la même église des tableaux de Parrocel, de Mignard, de Courtois dit le Bourguignon, etc., s'est fait une légitime réputation dans ce genre difficile et comme portraitiste. Nous pourrions ajouter à son honneur qu'il a exposé très souvent sa vie pour sauver celle des autres : c'est donc un homme de cœur et de dévouement.

— M. Bovet, notaire à Crest, notre collègue, a bien voulu nous offrir de précieuses notes sur les familles Reclus, Dufour et Dumont. Prenons d'abord les Reclus.

L'état civil ancien de Crest mentionne à la date du 8 juillet 1607, 1^o les baptêmes d'Antoine Reclus ; le 8 mars 1609, de Pierre ; le 23 juin 1613, d'Hélène ; le 24 septembre 1615, d'Alexandre, tous enfants d'un procureur du roi ; — 2^o le mariage, le 15 juin 1635, de Pierre Reclus, avocat, avec Philothée Chion et en octobre 1632, celui de Michel Reboulet, avocat, de Valence, avec Hélène Reclus ; — 3^o le baptême, le 19 avril 1637, de Joseph de Reclus, fils de Pierre.

Ce dernier, conseiller du roi et procureur au siège de Crest vivait encore en 1670.

Pierre, son fils dit Reclus du Parquet (1) contracta mariage, le 26 février 1679, avec Marie Janoyer. Il eut d'elle, le 5 mars 1680, Jean, le 12 août 1682, Marianne et le 4 avril 1690, Jacques.

(A continuer.)

(1) Le Parquet est un domaine situé sur les limites de Divajeu et de Chabrillan, qui appartient aujourd'hui à la famille Colombier, de Crest.

TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XV

(ANNÉE 1881)

ANNALES DE MICHEL FOREST, par M. J. BRUN-DURAND.	5
AYMON 1 ^{er} , GÉNÉRAL DE LA CALOTTE, par M. Ad. ROCHAS.	393
ARRONDISSEMENT DE NYONS (L'), par M. A. LACROIX. 177, 193, 209, 217.	
BIBLIOGRAPHIE DE LA DRÔME EN 1880, par M. Jules ST-REMY. 168 id. VIE D'ARTUS PRUNIER, par M. BRUN-DURAND.	294
CHRONIQUE.	76, 172, 287, 412
COMPTE-RENDU DES SÉANCES.	73, 74, 282, 410
CORBIÈRES DE LA TOUR.	71
CROZ, ECHEVIS ET FIANCEY.	67
DÉCRET RECONNAISSANT LA SOCIÉTÉ COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.	312
DIEULEFIT. — POSTE AUX LETTRES.	51
ECHREVIS.	67
ESCOLO DOUFINALO DOU FÉLIBRIE.	177, 297
ESSAI HISTORIQUE SUR LA TOUR DE CREST, par M. A. LACROIX.	257
FAMILLE AYMONT (LA), DE ROMANS, par M. le D ^r U. CHEVALIER.	21
FAMILLE DE DELEY (LA), par M. le D ^r U. CHEVALIER.	128
FAMILLE BOFFIN (LA), par M. le D ^r U. CHEVALIER.	224
FAURÉ DES BLAINS.	53
FIANCEY.	67
FRÈRE (CLAUDE), par M. Gust. VALLIER.	342
GÉNÉALOGIE DES FAMILLES AYMONT, DE DELEY ET BOFFIN, par M. le D ^r U. CHEVALIER.	21, 128, 224
MAISON DES TÊTES (LA), par M. A. LACROIX.	81, 215
NÉCROLOGIE : M. DE PAMPELONNE.	175
id. MM. MACHON et PARISOT DE LA BOISSE.	292
id. M. MILLET.	411

NOTES DE M. MOREL, CURÉ DE MONTRIGAUD. ANALYSE DE M. A.	
LACROIX	28, 111, 209, 327
NUMISMATIQUE DU PARLEMENT DE GRENOBLE. — CLAUDE FRÈRE, par M. Gust. VALLIER	342
PIERRE DE CORNU, par M. Gust. VALLIER	438
POSTE AUX LETTRES A DIEULEFIT EN 1783	51
RECHERCHES HISTORIQUES SUR CLAVEYSON, par M. J. VOSSIER	193, 313
RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES ORIGINAIRES DU DIOCÈSE DE VALENCE, par M. l'abbé PERROSSIER	35, 95, 241, 361
SEIGNEURS D'APS EN VIVARAIS, par M. l'abbé FILLET.	58, 118
STATUTS ET RÈGLEMENT DE LA SOCIÉTÉ.	305
TABLEAU DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ	185
TESTAMENTS ET TRAITÉS DES COMTES DE VALENTINOIS, par M. H. DE PISANÇON.	265, 376
TROIS ÉPITAPHES DES FAURE DES BLAINS DE VALENCE ET D'ANNEYRON, par M. A. LACROIX	53



